

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°462

SEPTEMBRE 2023

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du  
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285 (imprimé)  
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **IRAN : 1<sup>ER</sup> ANNIVERSAIRE DU MOUVEMENT FEMME VIE LIBERTÉ**
- **TURQUIE : LA FIN DU RÊVE EUROPÉEN**
- **IRAK : COMPROMIS TEMPORAIRE ENTRE ERBIL ET BAGDAD**
- **ROJAVA : AFFRONTLEMENTS SUR PLUSIEURS FRONTS**

---

## IRAN : 1<sup>ER</sup> ANNIVERSAIRE DU MOUVEMENT FEMME VIE LIBERTÉ

**L**e mois de septembre a été marqué en Iran par des manifestations commémorant le premier anniversaire de la mort de Jîna Mehsa Aminî. Et du mouvement « Femme Vie Liberté » qui a suivi son décès en garde à vue.

Il y a un an la jeune étudiante kurde iranienne Jîna Mahsa Amînî était morte en garde-à-vue à Téhéran pour le port non conforme de voile islamique que le régime des ayatollahs impose depuis 1979. Sa mort a déclenché une vague d'indignation et de protestation

d'abord au Kurdistan iranien d'où elle était originaire puis, progressivement, dans tout l'Iran. Ce vaste mouvement de protestations, fédéré autour du mot d'ordre « Jin, Jiyan, Azadî » (Femmes, Vie, Liberté), a mobilisé toutes les couches sociales et toutes les générations. Lycéennes et collégiennes y ont massivement participé aux côtés des étudiants, des employés, des ouvriers, des gens des classe moyennes. Ces manifestations qui ont duré plusieurs mois ont été très brutalement réprimées par le régime iranien contesté dans la légitimité.

Le bilan de la répression, établi par les ONG des droits de l'homme s'élève à 597 morts dont 70 mineurs, 19.262 blessés et à 14.000 arrestations dans 134 villes et 132 universités du pays.

A l'occasion de cet anniversaire, le régime iranien a déployé d'importantes forces pour empêcher toute manifestation populaire notamment au Kurdistan et au Balouchistan, les deux provinces les plus hostiles à la République islamique, il a procédé à de nombreuses arrestations préventives

---

---

dont celle de l'oncle de Jîna Aminî le 5 septembre (voir *Le Monde*, p. 16), celle de neuf civils au Kurdistan (voir p. 37).

Un tribunal de Téhéran a condamné le 3 septembre deux femmes journalistes à 3 ans de prison pour « complot » et « collusion ». Elnaz Mohammadi et sa sœur Elaheh Mohammadi, détenues depuis septembre 2022 pour avoir couvert pour le quotidien *Ham Mihan* (Compatriote) les obsèques de Jîna Mahsa Aminî.

Le 31 août, un manifestant, Javad Rouhi, détenu lui aussi depuis septembre 2022 pour avoir participé aux manifestations qui ont suivi la mort de Jîna Aminî, était décédé en prison à l'âge de 35 ans. Selon le site officiel de la justice iranienne « Mizan Online » il aurait succombé à une crise d'épilepsie. Mais selon Amnesty International, Javad Rouhi n'avait aucun antécédent médical connu avant son arrestation. Mais son arrestation et les actes de torture intenses auxquels il était soumis (battu alors qu'il était attaché à un poteau, électrocuté avec des pistolets paralysants, exposé à des températures glaciales, agressé sexuellement et soumis à des simulacres d'exécution) lui avaient laissé de fortes séquelles aggravées par l'absence de traitements médicaux (voir *La Croix*, p. 1).

Au Kurdistan, à l'appel du Comité de coordination des partis politiques et organisations syndicales kurdes une grève générale très suivie a été observée. A partir du 16 septembre, jour anniversaire de la mort de Jîna Aminî, pendant trois jours tous les magasins, marchés et commerces ont été fermés. L'accès à l'Internet a été suspendu. Dans le reste de l'Iran, des manifestations spontanées, vite réprimées, ont eu lieu. Les accès à la ville natale de Jîna Aminî, Saqqez, ont été bloquées, sa famille placée sous résidence surveillée, toute commémoration au cimetière interdite.

La diaspora kurde et iranienne s'est mobilisée dans les principales capitales européennes, au Canada et aux Etats-Unis où le président Joe Biden a publié un message de soutien où il déclare : « Face à une oppression et à une violence continues les citoyens d'Iran restent engagés dans leur lutte pour un avenir libre et démocratique (...). Seuls les Iraniens détermineront le sort de leur pays mais les Etats-Unis restent engagés à se tenir à leur côtés ». Il salue « les courageux Iraniens qui poursuivent la mission de Mahsa Amini » (voir p. 115).

Le 15 septembre, le Royaume Uni a annoncé des sanctions visant plusieurs responsables iraniens dont le ministre de la Culture, le maire de Téhéran et le porte-parole de la police. L'Union européenne a le même jour ajouté quatre responsables iraniens sur la liste des Iraniens sanctionnés en raison de la répression des manifestations en Iran. Il s'agit d'un commandant des Gardiens de la révolution, de deux chefs régionaux de la police et d'un directeur de prison. Depuis le début de la répression les 27 pays de l'Union ont déjà imposé des interdictions de visa et des gels d'avoir à 170 citoyens, entreprises et agences iraniens (voir p. 116). Il s'agit de sanctions symboliques sans impact significatif sur le régime.

En France, la maire de Paris, Mme Anne Hidalgo, a inauguré le 16 septembre un « Jardin Mahsa Jîna Aminî » en présence d'une foule nombreuse composée de Kurdes, d'Iraniens, d'élus dont les sénateurs Rémi Féraud et Janick Jadot, plusieurs adjoints à la maire ainsi que Mme Alexandra Cordebard, maire du Xème arrondissement. De son côté l'Institut kurde de Paris a organisé le 30 septembre à la mairie du 10<sup>ème</sup> arrondissement un colloque intitulé [La situation des femmes et des droits humains au Kurdistan et en Iran](#) réunissant autour d'une table ronde modérée par le professeur Hamid Borzarlan des universitaires

kurdes et iraniens apportant dans le cadre d'un débat pluriel leurs analyses et leurs éclairages.

Par ailleurs, un collectif rassemblant plusieurs personnalités, dont l'ancien champion de boxe Mahyar Monshipur, a demandé l'exclusion de l'Iran des Jeux olympiques et para olympiques de 2024 en raison de la violation des principes fondamentaux de l'olympisme (voir *Le Monde* p. 49). De son côté, le Parlement européen a, le 21 septembre, nommé Jîna Mahsa Amini pour le Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit (voir p. 77).

Le régime iranien semble imperturbable face à la contestation à l'intérieur et aux condamnations des pays occidentaux. Le 20 septembre, le Parlement iranien a approuvé par 152 voix contre 34 un projet de loi appelé « soutien à la culture de chasteté et du voile » qui renforce les sanctions contre les femmes ne portant pas le voile obligatoire dans les lieux publics. Elle prévoit aussi des sanctions financières pour la « promotion de la nudité » ou la « moquerie du hijab » dans les media et sur les réseaux sociaux (voir p. 75-75). Un parc aquatique a été fermé pour avoir permis à des femmes d'entrer sans voile (voir p.15).

Pendant ce temps, le régime iranien a réalisé un beau succès diplomatique en convenant, par l'intermédiaire du Qatar, un accord d'échange de prisonniers avec les Etats-Unis. Le 18 septembre cinq Américains (d'origine iranienne), prisonniers en Iran ont été libérés et sont arrivés à Doha (Qatar). En échange, cinq ressortissants iraniens condamnés ou poursuivis aux Etats-Unis bénéficient de « mesures de clémence » et rejoignent l'Iran. Pour obtenir cet échange de prisonniers, Washington a accepté le dégel de six milliards de dollars d'avoir iraniens bloqués en Corée du Sud à la suite de sanctions américaines. Le transfert de fond sur six comptes iraniens dans deux banques du Qatar a été effectué le jour même. En prin-

---

cipe, ces fonds ne peuvent être utilisés que pour des achats humanitaires (nourriture, médicament, etc.). Mais nul ne se fait

d'illusions : l'Iran, passé expert dans l'art de contourner les sanctions depuis 40 ans, trouvera les moyens de s'en servir à sa guise.

Cette manne financière est arrivée sur les comptes iraniens, le lendemain de l'anniversaire de la mort de Jîna Mahsa Amini.

---

## TURQUIE : LA FIN DU RÊVE EUROPÉEN

**L**e Parlement européen a adopté le 13 septembre à une très large majorité (434 voix pour, 18 voix contre et 152 abstentions) un rapport sur les relations de l'Union européenne avec la Turquie qui acte l'arrêt du processus d'adhésion turque.

Selon ce rapport, « à moins que le gouvernement turc ne change radicalement de cap le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE ne peut reprendre dans les circonstances actuelles ». Comme il est peu probable que la Turquie d'Erdogan change radicalement de cap dans un avenir prévisible les euro-députés « invitent le gouvernement turc, l'Union européenne et ses États membres à sortir de l'impasse actuelle et à s'orienter vers un partenariat plus étroite », ils recommandent de trouver « un cadre parallèle et réaliste pour les relations UE-Turquie » et invitent la Commission à « explorer différents formats possibles ».

En clair, le projet d'adhésion de la Turquie s'avère irréaliste, la Commission doit explorer un cadre plus réaliste qui pouvait être qualifié de « partenariat stratégique » ou spécial ou privilégié en matière de sécurité, des relations commerciales et de migration. Les euro-députés soulignent que même dans ce cadre de partenariat la Turquie est tenue de respecter les valeurs démocratiques, les droits humains et se conformer aux lois, principes et obligations de l'Union européenne.

Ce rapport a suscité de vives réactions à Ankara où le président turc a accusé l'UE de « cécité stra-

tégique ». Il est convaincu qu'en raison de sa situation géographique la Turquie est indispensable pour l'Europe et que celle-ci doit l'accepter telle qu'elle est, qu'étant déjà une démocratie supérieure », elle n'a pas à s'adapter aux lois et règles de l'UE et qu'elle n'a pas de leçon de démocratie à recevoir des européens qui selon lui seraient coupables d'islamophobie. C'est avec cette même logique qu'Ankara refuse d'appliquer les décisions de la Cour européenne des droits de l'homme qui en principe s'imposent à tous les États signataires de la Convention européenne des droits de l'homme et membres du Conseil de l'Europe. La suspension voire l'exclusion de la Turquie de ce Conseil fait l'objet de débats récurrents au sein de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui pour l'instant temporise.

Le rapport du Parlement européen « salue le vote de la Turquie condamnant la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine à l'Assemblée générale des Nations unies et son engagement en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays « tout en regrettant qu'elle ne soutienne pas les sanctions en dehors du cadre de l'ONU. Selon le rapport « le taux d'alignement de la Turquie sur la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE est tombé à un niveau historiquement bas de 7 %, de loin le plus bas de tous les pays concernés par l'éclaircissement ».

Réagissant à ce constat implacable, le président turc, en route vers New York pour l'Assemblée générale de l'ONU, a déclaré, le 16 septembre, que la Turquie pourrait

« se séparer de l'Union européenne si nécessaire ». Reprenant ses diatribes habituelles contre l'UE qui serait un « club chrétien » et ferait attendre injustement la Turquie à ses portes il a affirmé que « l'UE tente de se séparer de la Turquie. Nous évaluerons ces développements et si nécessaire, nous nous séparerons de l'UE (voir p.47 et 58).

Cependant, la Turquie fait face à une crise économique grave avec une inflation de 58,9 % en août, une dette à court terme de plus de 200 milliards de dollars, un taux directeur relevé à 30 % par la banque centrale qui pénalise les investissements. Elle ne peut s'offrir le luxe d'ouvrir une crise avec l'UE qui reste sa principale partenaire commerciale. D'autant que ses relations avec la Russie montrent aussi leurs limites. Dépités par le feu vert d'Ankara à l'adhésion de la Suède à l'OTAN, le président russe n'a pas répondu aux invitations de son homologue à se rendre en Turquie. Le président syrien refuse de le rencontrer tant qu'il ne retire pas ses troupes d'occupation de Syrie. Avec l'Irak aussi les relations deviennent tendues en raison des bombardements turcs au Kurdistan, parfois à plus de 100 km loin de la frontière turque alors que « l'accord » oral convenu avec Saddam Hussein autorise l'armée turque à engager des poursuites contre des attaques terroristes » jusqu'à 5 km de la frontière et qu'il n'y a actuellement entre Ankara et Bagdad aucun accord autorisant les interventions militaires turques en Irak. Hormis le Qatar et, dans une moindre mesure les autres pétro-monarchies du Golfe, la Turquie d'Erdogan ne peut plus compter que sur l'Azerbaïdjan dont l'offensive contre la petite enclave

---

arménienne du Haut-Karabagh a été fêtée par la Turcs comme une victoire.

Considéré jadis comme le pays musulman le plus occidentalisé, la Turquie, sous le régime d'Erdogan est devenue un pays du Moyen Orient avec une omniprésence des femmes portant le foulard islamique dans les media, les universités, la police, les administrations. Les lycées Imam Hatip créés pour former des prédicateurs et des imams pour les

mosquées ont été multipliés au point où ils comptent plus d'un million d'élèves. Le projet de former « une génération pieuse », de construction d'une ampleur sans précédent de mosquées, le gros budget accordé à la Direction des Affaires religieuses ont transformé profondément la Turquie en un État islamiste et conservateur. L'élite laïque et libérale s'expatie. Les voix dissidentes sont étouffées systématiquement. Ainsi, malgré un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme or-

donnant sa libération, le philanthrope turc Osman Kavala, détenu depuis six ans, a vu sa condamnation à perpétuité confirmée le 28 septembre par la cour de cassation turque qui l'incrimine comme « l'organisateur principal et le financier » des manifestations contre la transformation du parc Gezi d'Istanbul en caserne. Manifester pour la préservation d'un parc est considérée par la justice turque aux ordres comme « une tentative de renversement du gouvernement » (voir p. 97).

---

## IRAK : COMPROMIS TEMPORAIRE ENTRE ERBIL ET BAGDAD

**A**u terme de longues et difficiles négociations et à la suite d'une ultime rencontre le 14 septembre entre une délégation kurde conduite par le Premier ministre Masrour Barzani et le Premier ministre irakien Chia al-Soudani, le gouvernement fédéral irakien a décidé le 17 septembre d'accorder des fonds supplémentaires à la Région du Kurdistan afin de lui permettre de payer les salaires de ses employés et fonctionnaires ainsi que les pensions des retraités. Il s'agit d'un financement supplémentaire de 700 milliards de dinars (530 millions de dollars) par mois, pour une période de trois mois, soit au total une somme d'environ 1,690 milliards de dollars.

Ces sommes seront versées au Kurdistan via des prêts de trois banques publiques et remboursées par le ministère irakien des Finances selon le communiqué publié le 17 septembre par le gouvernement irakien qui indique que ce mécanisme vise à fournir « des liquidités au gouvernement régional du Kurdistan d'Irak et lui permettre de payer les salaires des fonctionnaires, les subventions sociales et les pensions des retraités. Les services compétents à Bagdad et au Kurdistan ont un mois pour « vérifier les effectifs des fonctionnaires, de bénéficiaires

des subventions sociales et des retraités ». L'argent ainsi débloqué servira à payer les salaires et pensions des mois de septembre, octobre et novembre 2023. Aucun dispositif n'est prévu pour la suite ni pour les salaires et pensions impayés des mois de juillet et août. Il s'agit donc d'un compromis temporaire dont s'est félicité le Premier ministre du Kurdistan (voir p. 64).

La loi budgétaire approuvée par le parlement irakien en juin dernier prévoyait d'ailleurs d'allouer au Kurdistan 12,6 % du budget fédéral mais Bagdad, sous des prétextes divers, n'a pas procédé à des virements prévus par la loi. Début septembre, l'Irak a débloqué une somme de 500 milliards de dinars (environ \$382 millions) somme dénoncée comme « insuffisante » voire comme une misère par le gouvernement du Kurdistan qui déclare que la Région a besoin de 940 milliards de dinars (\$717 millions) par mois et demande à Bagdad d'honorer ses engagements (voir p. 11). Le 6 septembre le conseil des ministres du Kurdistan a réitéré cette demande « Bagdad doit envoyer à la Région du Kurdistan sa dotation financière, conformément à son budget mensuel de 1375 milliards de dinars dont 906 milliards sont alloués aux salaires pour que le Gouvernement régional du

Kurdistan puisse payer les salaires et les pensions » (voir p. 20).

Le 5 septembre plusieurs milliers de fonctionnaires avaient manifesté à Duhok pour réclamer les paiements de leurs salaires. Dans la province du Suleimaniah il y a eu des grèves sporadiques des enseignants privés de salaires depuis des mois. En raison de la crise financière qui depuis 2014 frappe le Kurdistan, les salaires n'ont depuis des années pas pu être versés dans leur intégralité. Les exportations via la Turquie du pétrole kurde permettaient d'en verser une bonne part jusqu'en mars dernier, date à laquelle celles-ci ont été suspendues, privant le Kurdistan de l'essentiel de ses ressources propres. La reprise annoncée souvent proche des exportations pétrolières tarde en raison du contentieux financier entre Bagdad et Ankara. Tout accord irako-turc sera moins avantageux pour la Turquie que l'accord kurdo-turc qui a prévalu jusqu'en mars dernier. L'arrêt des explorations pétrolières du Kurdistan a déjà fait perdre plus de 6 milliards de revenus au Kurdistan et à l'Irak.

La crise financière si elle devait persister davantage, risquerait de déstabiliser le Kurdistan et la région. C'est le message que le secrétaire d'État américain, Anthony Blinker, a donné au Premier ministre irakien

le 19 septembre lors d'une rencontre en marge de l'Assemblée générale des Nations-Unies à New York. Selon la déclaration du porte-parole du Département d'État « Le secrétaire (d'État) a appelé le gouvernement irakien à continuer sa coopération avec le gouvernement régional du Kurdistan (KRG) pour renforcer la stabilité et la résilience du KRG ».

Une stabilité menacée aussi par les bombardements récents de la Turquie, par les injonctions et ingérences de l'Iran et par des décisions intempestives de la Cour fédérale de Bagdad. Le 24 septembre celle-ci a décidé de dissoudre les conseils municipaux du Kurdistan élus en 2014 pour un mandat de quatre ans, ces conseils devaient être renouvelés en 2018. Mais en raison d'un contexte de tensions extrêmes et de conflits consécutifs au référendum de septembre 2017 les élections n'avaient pas pu être organisées. Pour éviter un vide admi-

nistratif, le Parlement du Kurdistan avait décidé de prolonger le mandat de ces conseils.

Le gouverneur d'Erbil a qualifié cette décision de « politique » car plusieurs autres provinces de l'Irak, dont Kirkouk, n'ont pas pu non plus renouveler à temps leurs conseils sans que la Cour ne s'en inquiète.

La Turquie continue de violer en toute impunité l'espace aérien irakien. Elle est allée jusqu'à bombarder le 18 septembre un aéroport kurde, celui d'Arbat situé à 27 km près de Suleimanieh tuant trois membres des services antiterroristes du Kurdistan et en blessant trois autres. Le 19 septembre, un haut responsable irakien a confirmé que le drone ayant mené cette attaque venait bien de Turquie et que l'attaque violait la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Irak.

Le président irakien a vivement

condamné cette agression mais Ankara n'en a cure. Les Turcs affirment que cet aéroport servait à entraîner les membres du YGG, combattants kurdes syriens alliés de la coalition internationale dans la guerre contre Daech, considérés comme « terroristes » par Ankara.

Pour retirer à l'Iran tout prétexte à intervention militaire, le gouvernement du Kurdistan a évacué les camps d'exilés politiques kurdes d'Iran. Les familles ont été dispersées dans plusieurs localités. Téhéran demande maintenant qu'on lui remette les exilés politiques kurdes iraniens, ce que le gouvernement du Kurdistan refuse catégoriquement. Sortant de son prudent mutisme le président du Kurdistan, Nechirvan Barzani a déclaré qu'il n'y avait « aucune excuse pour une intervention militaire iranienne ». Bagdad a également affirmé avoir respecté les termes de l'accord conclu à ce sujet avec Téhéran en avril dernier.

---

## ROJAVA : AFFRONTEMENTS SUR PLUSIEURS FRONTS

**L**es forces démocratiques syrienne (FDS) à dominante kurde, alliées de la coalition internationale dans la guerre contre Daech ont connu un mois très agité et meurtrier. Elles ont, au bout d'une dizaine de jours d'affrontements avec certaines tribus de la province à majorité arabe de Deir-ez-Zor, pu rétablir l'ordre et reprendre les villages et localités investis par les insurgés. Ceux-ci s'étaient soulevés à la suite de l'arrestation, le 27 août d'un chef tribal local, Ahmad al-Khubei, dit Abou Khawla, accusé de trafics divers, de corruption et d'entente avec le régime syrien. Nommé par l'administration du Rojava comme chef du conseil militaire de Deir ez-Zor, ce dernier aurait abusé de sa position pour s'enrichir et se livrer à toute sorte de trafics suscitant les critiques de la popu-

lation locale. Sans approuver ses méfaits trois tribus arabes ont, par solidarité tribale, rejoint ses partisans dans leur mutinerie contre les FDS. La Turquie a soufflé sur les braises pour tenter de mobiliser d'autres tribus arabes qui, finalement, ont préféré rester neutres. Les affrontements ont fait 90 morts, dont 25 combattants kurdes (voir le Figaro p. 18, Libération p. 22 et le Monde p. 23). Dans un communiqué du 1er septembre le commandement militaire américain au Moyen Orient (Centcom) a demandé la fin des violences dans le nord-est de la Syrie (voir AFP p. 99).

Le 6 septembre, les FDS ont annoncé « la fin des opérations militaires » dans la province, le lendemain, leur commandant en chef, le général kurde Mazloum Kobani a annoncé une amnistie pour tous

qui ont pris les armes contre eux dans un souci d'apaisement et promis le règlement par le dialogue les problèmes de Deir ez-Zor avec pour objectifs la paix, la stabilité et le développement. Nous avons déjà relâché la moitié de nos prisonniers et la libération des autres va suivre bientôt a-t-il ajouté (voir p. 20).

La veille de cette annonce des factions pro-turques disant appartenir à ces tribus arabes insurgées, ont attaqué dans la province de Manbij des positions des FDS « en soutien aux combattants arabes de Deir-ez-Zor » selon l'AFP (voir p. 106). 4 miliciens turcs ont été tués d'après un bilan établi par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) qui indique que ces affrontements ont contraint des dizaines de familles à fuir.

---

Le 26 septembre, des hommes armés du régime syrien ont traversé l'Euphrate et se sont infiltré, dans la localité sous contrôle des FDS de Dherbani dans la province de Deir ez-Zor. Les affrontements ont duré toute la nuit du 25 au 26 septembre et ils ont fait 25 morts, dont 21 morts dans les rangs des hommes armés pro-régime, trois combattants des FDS et une victime civile selon le bilan de l'ODHS (voir p. 126).

De son côté la Turquie a poursuivi ses opérations contre les cibles civiles comme des centrales électriques et des infrastructures. Elle a aussi utilisé ses drones pour assassiner des combattants kurdes. Le 15 septembre un drone turc a frappé une voiture sur la route du sud de Manbij tuant trois combattantes kurdes : Candan Cerdi, Servin Serdar et Nurcan Ocalan. Elles appartenaient aux unités de protection des femmes (YPG), selon le communiqué du Conseil militaire de Manbij. Le ministre luxembourgeois des Affaires étrangères Jean Asselborn a dans un tweet dit « regretter profondément la mort des trois combattantes kurdes » en ajoutant qu'il avait rencontré Serdar en 2016 pour exprimer son « soutien dans le combat commun contre Daech ». Il a été le seul responsable occidental à exprimer des « regrets ! ». Aucun autre dirigeant de la coalition internationale n'a cru devoir s'exprimer pour regretter ou condamner l'assassinat de ces jeunes combattantes qui se battent et qui meurent dans la lutte contre Daech.

Selon le décompte de l'OSDH (voir p. 115) depuis le début de l'année 58 personnes ont péri dans des frappes de drones turques dont 13 civils et 42 membres des forces kurdes et de leurs alliés.

Par ailleurs, en réponse à l'escalade des pressions inflationnistes en Syrie, où la livre syrienne a perdu plus de 80 % de sa valeur en seulement trois mois, l'Administration autonome du nord et de l'est de

la Syrie (AANES) a annoncé une augmentation substantielle des salaires de son personnel administratif et employés. Le salaire mensuel minimum du personnel de l'AANES a été porté à 75 dollars, tandis que le salaire maximum a été ajusté à environ 590 dollars. Cet ajustement salarial vise à faire face à la détérioration de la situation économique et à une inflation galopante. Les conditions économiques désastreuses ont déclenché des protestations dans le sud de la Syrie, gouverné par le régime syrien, alors que le coût des biens essentiels est monté en flèche.

Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a affirmé que le gouvernement syrien ne faisait pas preuve d'une « attitude positive » à l'égard des discussions en cours entre Ankara et Damas visant à normaliser le régime du président syrien Bashar al Assad. Erdoğan a exprimé son mépris pour l'apparente passivité d'Assad à l'égard du consensus croissant entre la Syrie, la Turquie, l'Iran et la Russie en faveur de la réintégration régionale de la Syrie. Malgré l'espoir qu'Assad et Erdogan se rencontreraient bientôt pour discuter de la normalisation, Assad a affirmé qu'il ne rencontrerait pas Erdoğan tant que toutes les forces turques n'auraient pas été retirées du nord de la Syrie. Erdogan a répliqué à l'affirmation d'Assad en affirmant que la présence militaire turque en Syrie est nécessaire pour contrer le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les Unités de protection du peuple (YPG). Par ailleurs, Erdogan a renouvelé dimanche ses menaces contre le peuple kurde de Syrie, affirmant qu'il éliminerait les « terroristes » dans le nord de la Syrie pour faciliter le retour des réfugiés arabes en Syrie. La vision d'Erdogan pour ce retour inclut la construction d'installations permanentes d'Arabes sur les terres ancestrales kurdes, clairement pour saper la cohésion du Kurdistan dans son ensemble à travers la création d'une « ceinture arabe » à la fron-

tière turco-syrienne. La Turquie et l'Arabie Saoudite ont continué à construire ce qui sera la deuxième plus grande colonie à Afrin, occupée par la Turquie. La Turquie a poursuivi sa politique de modification de la démographie du nord de la Syrie en procédant à un nettoyage ethnique contre ses résidents kurdes et en les remplaçant par des Arabes syriens rapatriés de force. La politique turque a réduit le pourcentage de Kurdes à Afrin et dans ses environs de 95 pour cent à environ 36 pour cent. De nombreux réfugiés syriens rapatriés sont hébergés dans plus de 100 complexes d'installation construits par la Turquie en collaboration avec des organisations humanitaires et financés avec les fonds des États du Golfe comme le Koweït.

La Turquie a nommé un gouverneur unique pour superviser Afrin dans le but d'imposer un modèle d'administration plus ordonné et unifié dans la région. En outre, la Turquie espère que l'installation d'un gouverneur unique facilitera une coopération plus étroite entre Ankara et les conseils affiliés à l'Armée nationale syrienne (SNA) d'Afrin.

Les factions soutenues par la Turquie dans la région occupée d'Afrin ont poursuivi leurs affrontements tout au long du mois, entraînant la perte de nombreux miliciens lors d'escarmouches sporadiques. Ce conflit en cours implique des factions spécifiques de Hayat Tahrir al-Sham (HTS) ex-Front al-Nosra, branche syrienne d'Al Qaida, dans la région et de l'Armée nationale syrienne (SNA). Au sein de ces factions, diverses cliques et milices entretiennent de profondes rivalités qui dégénèrent fréquemment en affrontements violents. Lors des affrontements les plus récents et les plus meurtriers, des factions affiliées au HTS, notamment la faction de la Branche Est, la Brigade 50 et le Rassemblement Shahba, ont lancé une attaque contre la Deuxième Légion de la SNA. Cette escalade



---

violente découle de l'échec de la conclusion d'un accord sur le contrôle partagé du point de passage stratégiquement important d'al-Hamran situé dans la ville de Jarablus. Le conflit a finalement pris fin lorsque des factions neutres au sein des forces d'opposition soutenues par la Turquie sont intervenues. Par conséquent, on s'attend à ce que les combats reprennent à l'avenir alors que ces factions continuent de se disputer le contrôle et les avantages financiers qui en découlent.

Selon un rapport de l'ONG Syriens pour la vérité et la justice (STJ), le gouvernement turc a expulsé 29 895 réfugiés et demandeurs d'asile syriens via les postes frontières de Tell Abyad, Bab al-Hawa et Bab al-Salameh. En 2022, le président Erdogan a annoncé son intention de réinstaller 1 million de réfugiés dans le nord de la Syrie, y compris dans les zones historiquement habitées par les Kurdes, malgré le conflit en cours et dans un contexte de sentiment anti-réfugiés croissant en Turquie. Alors

que le gouvernement turc affirme que ces retours vers la Syrie sont volontaires, de nombreux rapports suggèrent que de nombreux réfugiés ont été expulsés de force ou sous la contrainte. Depuis qu'Ankara a lancé des mesures de rapatriement en 2019, le nombre total de rapatriés a atteint environ 540 000. Parallèlement, le ministre turc de la Défense, Yaşar Güler, a déclaré dans une récente interview qu'Ankara ne retirerait pas les forces turques du nord de la Syrie.

## Iran : mort suspecte d'un manifestant en détention

**D**étenu depuis septembre 2022 pour avoir manifesté contre le régime des pasdarans, Javad Rouhi est mort jeudi 31 août. Cet Iranien de 35 ans, condamné à la peine capitale et torturé en prison, avait vu sa peine annulée par la Cour suprême en mai dans l'attente d'un nouveau procès. Plusieurs ONG dénoncent une mort suspecte et réclament une enquête.

Il danse, joyeux, virevoltant, sous les encouragements de manifestants réunis autour de lui à Noshahr, dans le nord de l'Iran, lors d'un rassemblement du mouvement « Femme, vie, liberté ». Ses ultimes moments de liberté, filmés en septembre 2022, quelques jours après le décès de Mahsa Amini aux mains de la police des mœurs, sont aussi ceux qui l'ont mené à la mort.

Arrêté le 21 septembre pour avoir dansé en public et manifesté contre le pouvoir, Javad Rouhi est décédé jeudi 31 août à l'hôpital Shahid Beheshti de Noshahr où il avait été transféré, selon la prison de la ville, après des convulsions. La photo de cet Iranien de 35 ans, intubé et allongé sur un lit d'hôpital, circule depuis sur les réseaux sociaux, en miroir des images de lui dansant, il y a presque un an.

### Simulacres d'exécutions et aveux forcés

Si les autorités pénitentiaires affirment que le trentenaire a succombé à une « crise d'épi-



Détenu depuis septembre 2022 pour avoir manifesté contre le régime des pasdarans, Javad Rouhi est mort jeudi 31 août. TWITTER ICHRI

lepsie », comme le rapporte Mizan Online, site d'information de la justice iranienne, la version ne convainc pas les organisations de défense des droits de l'homme, qui suivait le sort du détenu depuis des mois.

Selon les informations recueillies par Amnesty International, Javad Rouhi n'avait aucun antécédent médical connu avant son arrestation. Mais sa détention et les actes de tortures intenses auxquels il était soumis (battu alors qu'il était attaché à un poteau, électrocuté avec des pistolets paralysants, exposé à des températures glaciales, agressé sexuellement et soumis à des simulacres d'exécutions), lui avaient laissé de fortes séquelles, aggravées par l'absence de traitements médicaux.

L'ONG Iran Human Rights (IHR), basée en Norvège, dénonce un décès aux « circonstances suspectes ». « La mort

de Javad Rouhi doit faire l'objet d'une enquête de la part de la mission d'enquête des Nations unies, qui doit considérer qu'il s'agit d'une exécution extrajudiciaire en prison, plaide son directeur Mahmood Amiry-Moghaddam. Ali Khamenei et toutes les personnes et organisations impliquées dans son arrestation, sa torture et sa détention sont responsables de sa mort et doivent rendre des comptes. »

L'organisation kurde de défense des droits de l'homme Hengaw rapporte que certains témoignages « évoquent la possibilité d'un empoisonnement », tandis que « des informations non vérifiées faisant état d'un meurtre présumé ont également émergé ».

### Six détenus politiques morts en détention depuis janvier

Le 3 janvier 2023, après des

aveux forcés obtenus, selon les ONG, sous la torture, Javad Rouhi avait été condamné par le tribunal révolutionnaire de Sari (nord de l'Iran) à trois condamnations à mort pour *efsad fil-arz* (« corruption sur terre »), *moharebeh* (« guerre contre Dieu ») et apostasie par profanation du Coran en le brûlant. Les vidéos le montrant en train de danser ont notamment été utilisées à son encontre comme preuve de son rôle de « meneur d'un groupe d'émeutiers ».

En mai, la Cour suprême avait pourtant annulé la sentence et ordonné un nouveau procès. La haute instance estimant que le trentenaire avait participé aux manifestations à titre individuel et que ses actions ne correspondaient pas aux définitions légales de « *moharebeh* » et de « corruption sur terre », infractions passibles de la peine de mort en vertu de la jurisprudence islamique.

D'après un décompte effectué par Hengaw, Javad Rouhi est le sixième détenu politique à mourir dans les geôles iraniennes depuis janvier, dont cinq de torture.

Depuis l'annonce de sa mort, à quelques jours du premier anniversaire de celle de Mahsa Amini, des activistes iraniens postent de nouveau en boucle sur les réseaux sociaux les images de l'activiste, dansant gaiement, au milieu des manifestants hostiles au régime de Téhéran.

The New York Times

Farnaz Fassihi  
September 1, 2023

# As Anniversary of Women's Uprising Nears, Iran Cracks Down

Sept. 16 marks one year since Mahsa Amini died in the custody of the morality police, setting off months of protests. Authorities are trying to quell any new unrest.

A police motorcycle burned during a protest after Mahsa Amini died in police custody last year in Tehran. Iranian intelligence agents were monitoring any activity related to dissent ahead of the first anniversary of her death. Wana News Agency, via Reuters

The professor of artificial intelligence was a rising star at Iran's elite Sharif University of Technology. He gained wider fame for his vocal support of the women-led uprising that rocked Iran last year. At one point, he refused to teach until Sharif students arrested in the government's crackdown against protesters were released.

But speaking up came with a cost — last week, Ali Sharifi Zarchi lost his job, becoming one of at least 15 academics expelled from Iranian universities in the past few weeks because they supported the uprising.

The purging of academics like Mr. Sharifi Zarchi is part of a wide and intensifying crackdown by the government before the anniversary of the start of the uprising this month. In the past few weeks, Iran has arrested women's rights activists, students, ethnic minorities, an outspoken cleric, journalists, singers and family members of protesters killed by security agents.



Thousands of protesters traveling last year to the cemetery in western Iran where Ms. Amini was buried. Credit... via Agence France-Presse — Getty Images

Security agents have been contacting relatives of the victims and demanding they remain silent, a group of the families [said in a statement](#) posted on Instagram, pledging, "We will resist until the end." [Amnesty International released a report](#) last week documenting 22 cases of government harassment of families of killed protesters, including damaging the graves of their loved ones.

"The threshold of what constitutes an offense that gets one arrested has gone to an unexpected level," said Tara Sepehri

Far, an Iran researcher for Human Rights Watch. "They are trying to make sure at all costs that nothing happens around the anniversary. It shows how nervous they are about the growing frustration and discontent."

The uprising erupted after a young woman, Mahsa Amini, was arrested by the country's feared morality police and accused of failing to wear her hijab in accordance with the law. She died in police custody on Sept. 16. [Her death set off nationwide protests](#) for nearly six months and a movement,

led by women and young girls, for wholesale democratic change in Iran.

Iran's most prominent women's rights activist, [Narges Mohammadi](#), who is serving a 10-year sentence for "spreading anti-state propaganda," said physical violence was increasing against women in prison before the anniversary.

"We have seen women and girls entering prison with bruised and injured faces and bodies," she wrote in a letter posted [on Instagram](#) on Aug. 17. The injuries included frac-

tured cheekbones, rib pain, blows to the head and bruises, she said.

A senior judiciary official, cited by official news media, said Iran's enemies were plotting unrest for the anniversary and that security and intelligence agents were monitoring any activity related to dissent. He vowed that protesters would be shown no mercy.

"The judicial system will deal with these people decisively," said Sadegh Rahimi, the deputy head of the judiciary, according to the Iranian news media. He warned that the thousands of protesters arrested and [released after the supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, issued an amnesty](#) in February would face severe punishment if they continued to protest. "This means that their punishment will be doubled, and no concessions will be applied to them," he said.

Activists have called for protests to mark the anniversary of Ms. Amini's death, although it's still unclear how many people will turn out for rallies. The next few months will see a string of anniversaries marking that crackdown, in which [at least 500 protesters, many of them teenagers and children](#), were killed, and seven were executed. Each date will renew the collective trauma and grief and carry the potential for unrest, the activists say.

Many Iranians mourned the sudden death of a 35-year-old protester, Javad Rouhi in prison on Thursday. Mr. Rouhi was [sentenced to death](#) on allegations of "leading riots" and inciting violence during the protests, but Iran's Supreme Court

overturned his sentence after an appeal. The local prosecutor said he had fallen ill and that the cause of his death was under investigation, according to local news media. Rights groups said he had been tortured in prison.

"The regime feels it has to assert itself or a new wave of protest will sweep across the country," said Hadi Ghaemi, the executive director of the Center for Human Rights in Iran, a New York advocacy group. Mr. Ghaemi said many ordinary Iranians had shown an appetite for using any opportunity to air their grievances. In August, the Shiite religious ritual Ashura, attended by religious conservatives, [became a new platform for anti-government protests across the country](#).

Mourners dressed in black to watch Ashura, Shiite Islam's most sacred ritual, in Tehran in July. Arash Khamooshi for The New York Times

A popular pop singer, Mehdi Yarrahi, 42, was arrested on Monday at his home in Tehran. He recently [released a song](#) praising the growing number of women across Iran who have been rejecting the hijab and showing their hair in a collective act of civil disobedience.

The judiciary said Mr. Yarrahi had released an "illegal song" that defied the "morals and norms of an Islamic society." The rapper Dorcci, 32, was also arrested this week after his song "[Damn Things](#)" — in which he condemns power abuses, corruption and the struggles of everyday life — went viral with over 20 million views.

Many young Iranians are post-

ing videos of themselves dancing to the two songs and singing the lyrics to protest the artists' arrests.

The targeting of professors in the universities has also ignited a wide backlash, even from former officials. In a meeting with former cabinet members, former President Hassan Rouhani called it "an injustice to science and the country" and said it was counterproductive. But the government defended the decision, with the ministry of the interior issuing a statement calling it "a revolutionary duty worthy of praise."

The newspaper Etemad reported on Thursday that at least 50 faculty members had been expelled, banned from teaching or forced into retirement in the past year. They had supported protests for democratic change and criticized the government repression targeting their students.

A protest in Tehran last year over the death of Ms. Amini. The government has made clear that it will not tolerate displays of defiance on the upcoming anniversary of her death. Wana News Agency, via Reuters

On Thursday, the computer engineering department at Sharif University of Technology issued a statement demanding that the decision to fire Mr. Sharifi Zarchi, the A.I. professor, be reversed. A student-led petition to reinstate him has received more than 6,000 signatures.

Mr. Sharifi Zarchi announced his dismissal in [a social media post](#) on Aug. 26 that included a verse from a Persian poem about showing defiance in the

face of intimidation.

Sharif University of Technology, a magnet for Iran's brightest minds and a recruiting ground for elite American universities such as the Massachusetts Institute of Technology, was the [target of a violent raid that shocked Iran last October](#).

Ghazal, a 22-year-old college student who attends an art school and asked that her last name not be used for fear of retribution, said four professors of design at her university had been fired and replaced with instructors who taught Islamic texts. She said the intimidation of students and firing of professors has contributed to an oppressive environment, just as the academic year is set to start at the end of September.

"These religious professors know nothing about specialized courses. Most of us are thinking about how to leave Iran and not study here. I don't even know if I want to finish my degree," Ghazal said.

Many of the professors have reacted to the crackdown with defiance.

"We teachers cannot obey governments and be submissive," Ameneh Aali, a professor of psychology at Allameh Tabataba'i University who was among those dismissed, said [in an open letter](#) posted on social media. Dr. Aali said she had been interrogated by the ministry of intelligence multiple times over the past year. "Us teachers are indebted to the people and must serve them."

**Laily Nikounazar contributed reporting.**

## A Visa pour l'image, la révolte iranienne vue de l'intérieur

Pour une fois, ce n'est pas un photographe connu qui a les honneurs de l'affiche du festival de photojournalisme de Perpignan, qui propose sa trente-cinquième édition cette année. L'image est signée d'un amateur – ou d'une amatrice – restée(e) anonyme, et la photo est même de piètre qualité. « *Les imprimeurs n'étaient pas très contents de mon choix* », reconnaît Jean-François Leroy, directeur du festival, qui a tenu à cette image emblématique du soulèvement populaire qui ébranle l'Iran depuis l'automne 2022. On y voit, de dos, une jeune fille, sans voile, les cheveux au vent, debout sur le toit d'une voiture, regardant un flot de milliers de personnes venues commémorer [la mort de Mahsa Amini](#), décédée le 16 septembre 2022 après son arrestation par la police des mœurs pour une tenue jugée inappropriée. « *Pour moi, ce soulèvement est l'événement de l'année, et cette image a la force du document, poursuit le directeur. Elle me bouleverse. Le fond vaut plus que la forme.* »

De fait, chose rare dans le temple du photojournalisme d'auteur, une exposition entière, qui s'ouvre, samedi 2 septembre, sous le titre « *Tu ne meurs pas* », est consacrée à des photos et à des vidéos venues d'Iran, réalisées en majorité par des amateurs et des anonymes. Des documents qu'ont patiemment sélectionnés deux journalistes du *Monde*, [Marie Sumalla](#) et [Ghazal Golshiri](#), avant de les publier, le 15 février 2022, sur le site [Le-monde.fr](#). Ces images ont représenté alors la seule façon d'éclairer ce mouvement populaire dans un pays où il n'existe ni média libre ni accès pour les

journalistes étrangers, et où le régime étouffe tous les signes d'opposition. « *Le Monde ne fait pas travailler de photographe local en Iran, car c'est trop dangereux* », précise Ghazal Golshiri, qui a grandi à Téhéran. Elle-même a été correspondante du journal en Iran, de 2016 à 2019, avant de quitter le pays, de peur d'être emprisonnée.

Après la mort de Mahsa Amini, Ghazal Golshiri a vu tous ses amis et ses contacts iraniens témoigner d'actes de rébellion sans précédent dirigés contre le régime : sorties dans la rue sans le foulard islamique, rassemblements au cimetière, manifestations... « *On voulait raconter ce soulèvement sans savoir si c'était une révolution* », raconte Marie Sumalla, rédactrice photo qui connaît bien l'Iran. Mais, quand elle a cherché de quoi l'illustrer, « *il n'y avait rien de rien dans les agences, à part les images fabriquées par le régime*, dit-elle. *Et l'on s'est vite aperçues que les photos et les vidéos les plus spectaculaires étaient sur les réseaux sociaux* ».

### Matériel vivant mais brut

Que faire de ce matériel foisonnant et vivant mais brut, non identifié, venu de tout le pays ? Les deux journalistes ont décidé de s'associer à Farzad Seifikaran et Payam Elhami, un journaliste d'investigation et un spécialiste de data iraniennes, qui, depuis les manifestations de 2019, récupèrent les photos et les vidéos qui sortent du pays, les sourcent, les géolocalisent, les vérifient et les diffusent.

Pendant plusieurs mois, Ghazal Golshiri s'est connectée sur

les réseaux à 4 heures, horaire où les coupures d'Internet imposées par le régime sont moins fortes, pour y sonder les échos de la colère, de l'indignation et des espoirs des Iraniens. « *Il y avait dans la population une ferveur que l'on voulait faire entendre, avec l'idée de montrer ce que voulait cacher le régime*, explique Marie Sumalla. *On n'a mis ni les images officielles, ni les exécutions, ni la propagande.* » La publication en ligne a été maintes fois reportée, le temps de vérifier les dates et les lieux, de protéger les sources et de construire un récit cohérent.

Ces images brutes, souvent prises par des téléphones portables, ont permis de retracer la chronologie de l'embrassement après la mort de Mahsa Amini, depuis ses débuts : les rassemblements spontanés à l'hôpital Kasra, à Téhéran, où la jeune fille était hospitalisée et où des femmes ont, pour la première fois, ôté leur voile ; la phrase tracée sur la tombe de la jeune fille par son oncle, à Saqqez (Kurdistan), qui deviendra un slogan du mouvement : « *Chère Jina [son nom kurde], tu ne meurs pas, ton nom devient un symbole.* » Puis elles montrent la propagation de la contestation au pays entier, les manifestations dans les villes et les campagnes, la mobilisation des étudiants dans les universités...

### Pouvoir du voile

Contrairement aux mouvements de 2009 et de 2019, celui-ci est né à l'écart de Téhéran, au Kurdistan, avant de s'étendre. « *La répression a d'ailleurs été bien plus violente dans les régions comme le*

*Kurdistan ou le Sistan-et-Balouchistan* », note Marie Sumalla. Dans ces régions traditionnellement opposées au pouvoir central, et plus loin des yeux, c'est avec des armes de guerre et des blindés que le régime tire sur la foule.

Avec son poétique slogan « *Femme, vie, liberté* », cette révolte a mis en avant le courage des femmes, qui sortent tête nue ou brûlent leur voile. Pour autant, les deux journalistes insistent sur la globalité du mouvement : « *Ce n'est pas une révolte des femmes ni des jeunes, c'est une revendication générale de liberté individuelle*, souligne Ghazal Golshiri. *L'éveil traverse les générations et les classes sociales. Le voile est symbolique de toutes les discriminations, les injustices que subissent les Iraniens, et c'est pour ça que le mouvement a été repris dans toutes les régions du pays, même les plus conservatrices.* » Elle ajoute : « *Les jeunes veulent simplement avoir la vie qui existe ailleurs : s'habiller comme ils le souhaitent, avoir une vie digne... Ce sont eux qui sont en première ligne dans les manifestations, mais ils sont soutenus par leurs parents, leurs grands-parents.* »

Dans un texte très personnel qui figure dans un livre publié en parallèle aux éditions Gwin-Zegal/Tiping Expected, la journaliste raconte comment elle a pris conscience du pouvoir du voile, symbole de l'incarcération du corps et de la répression de toute une société. « *Je mesure à quel point la République islamique d'Iran exerce une emprise sur nous, les femmes, à travers un simple tissu. Pourtant, jusque-là,*

je répétais à mes amis français que l'obligation de porter le voile n'était pas la première difficulté des femmes en Iran. Que d'autres sujets, comme le droit au divorce et la garde des enfants, étaient prioritaires. Mais j'avais tort. » Depuis septembre, le régime a renforcé les sanctions contre les femmes qui sortent sans voile : amende, peine de prison, confiscation de la voiture, licenciement...

#### La danse, un hymne à la vie

Au-delà des manifestations houleuses, de la traque des manifestants, de la répression jusque dans les dortoirs des universités, les vidéos postées par les Iraniens ont parfois un côté incroyablement joyeux,

créatif et inventif, avec des chants, des danses, des coupleurs. Comme autant d'hymnes à la vie lancés à la figure du pouvoir répressif. « La danse, interdite aux femmes dans l'espace public, a été très présente dès le départ et est devenue symbolique, confirme Ghazal Golshiri. Comme dans cette vidéo d'une fille, à Sari, qui danse autour du feu et y jette son foulard. Les parents des victimes postent des vidéos de leur enfant en train de danser, pour célébrer leur vie. Et ces images inspirent d'autres personnes qui se filment à leur tour en dansant, pour rendre hommage aux victimes et à la liberté. »

Dans le livre et dans l'exposition, Ghazal Golshiri a inclus

des images et des vidéos inédites et récentes, récoltées grâce à des amis ou à des contacts en Iran, qui témoignent de la vie quotidienne depuis le soulèvement. « Ce sont des gens qui veulent témoigner de ce qui se passe, rendre hommage à tous ces jeunes tués et garder cette mémoire que le régime veut effacer », explique-t-elle.

Des scènes de rue ici banales, mais extraordinaires en Iran : des adolescentes qui « twerkent » dans un cours de danse en plein air, une jeune fille, blessée à l'œil dans une manifestation, qui marche crânement avec un bonnet et des nattes... « Il n'y a plus de manifestations, mais des femmes continuent de sortir sans voile,

malgré la répression, dans tout le pays. Nous tenions à montrer que ce n'est pas fini. »

Seize expositions, du 2 au 17 septembre, de 10 heures à 20 heures, entrée libre, dans plusieurs lieux de Perpignan. Avec, entre autres : la ville de Bakhmout (Ukraine) par Tyler Hicks, le charbon de bois par Pascal Maître, les réfugiés climatiques par Sandra Mehl, rétrospective Paolo Pellegrin...

#### Projections

Tous les soirs au Campo Santo, du 4 au 9 septembre, à 21 h 30. Entrée libre. Chronologie de l'année et sujets thématiques : dérèglement climatique, élections en Turquie, guerre en Ukraine, réforme des retraites en France...

**Le Monde**

Nicolas Bourcier  
02 septembre 2023

## A Antakya, en Turquie, l'oubli et la désolation six mois après le tremblement de terre : « C'est le chaos, comme si le séisme avait eu lieu hier »

La ville où Mehmet Gül a vu le jour il y a cinquante-huit ans et où il a vécu pratiquement toute sa vie n'est plus qu'un lointain souvenir. Et le quartier où il a grandi, comme tous les autres alentour, un immense champ de ruines. Depuis sa petite cour ombragée, devant sa maison éventrée, Antakya offre un sidérant spectacle de chaos et de désolation. « Plus de six mois après le séisme, la situation est toujours aussi désastreuse. Pire, personne ne sait où nous allons », souffle Mehmet. Jusqu'au tremblement de terre du 6 février et ses innombrables répliques, la ville comptait 400 000 habitants,

plus de 1,7 million avec ses environs. Capitale administrative de la province du Hatay, dans le sud de la Turquie, l'antique Antioche, autrefois la troisième plus grande ville au monde, est aujourd'hui quasi déserte, effondrée sur elle-même, comme pulvérisée.

L'air est saturé de bruit et de poussière, le produit de l'incessant chassé-croisé des grues mobiles et des camions chargés à ras bord de ferraille et de débris. Quelques silhouettes ramassent, ici et là, des tiges et des câbles d'acier. Le kilogramme se monnaie 6 livres turques (20 centimes d'euro) auprès des grossistes

encore présents. Près de 92 % de la ville est à reconstruire. Et, selon les chiffres du maire, Lütfü Savas, 90 % de la population est partie vivre ailleurs.

Derrière la tente qui sert depuis le séisme de refuge à Mehmet Gül et à sa famille, le fracas des pelleuses et des bulldozers redouble d'intensité. « Vous entendez, ils se rapprochent, ma maison sera probablement la prochaine. » Il y a quelques semaines, cet instituteur à la retraite a trouvé un ordre de démolition scotché sur une de ses fenêtres encore intactes. Peu avant, deux policiers étaient venus se présenter. Ils lui ont demandé, à lui et

à sa petite famille, s'ils avaient des besoins. « Ils sont venus cinq mois après la catastrophe, 152 jours exactement, vous imaginez ! Je n'ai rien pu leur dire. J'ai toujours cru en l'Etat, mais là, j'ai pris cela pour une insulte. »

Mehmet reconnaît que les secours ont été rapides pour la nourriture et les vêtements. Des tentes ont été fournies. L'électricité refonctionne et l'eau a été rebranchée en avril, même si elle n'est plus potable comme avant. Sa femme, Emel, elle-même à la retraite, précise que la mairie d'Istanbul a aussi beaucoup aidé, en envoyant des conteneurs et du

personnel. « *Mais pour tout le reste, c'est le chaos, comme si le séisme avait eu lieu hier. Tout est horriblement lent et totalement opaque.* »

#### « Sans toit ni lendemain »

En tant que propriétaire de sa parcelle, Mehmet a postulé pour obtenir les 500 000 livres turques (17 000 euros environ) d'aides de l'Etat pour rebâtir son bien. Il n'a toujours pas reçu de réponse. Ce qui le perturbe le plus, c'est le coût de la reconstruction, estimé à au moins 1,5 million de livres turques. « *Avec ma petite retraite de 13 500 livres, je sais que nous n'y arriverons pas. L'inflation, ici comme ailleurs, est devenue folle et le prix de la main-d'œuvre a été multiplié par cinq ou six. J'attends donc, sans savoir quoi exactement* », glisse-t-il. Et, sur un ton encore plus las, il ajoute : « *J'ai certes survécu au tremblement de terre, mais je ne me vois pas continuer à vivre ainsi, sans toit ni lendemain.* »

Sur l'ensemble de la région, les autorités ont estimé qu'un total de 350 000 constructions devront être détruites. Ainsi, 23 650 morts ont été recensés, auxquels s'ajoutent 600 disparus, soit presque la moitié du total des victimes de la catastrophe, qui a touché onze régions. Aux survivants, le président de la République, Recep Tayyip Erdogan, a promis la construction, en l'espace d'un an, de 300 000 maisons, dont près d'un tiers, a précisé son gouvernement, pour le Hatay. Les premières familles devaient pouvoir emménager dans leurs nouvelles demeures à l'automne.

Serbay Mansuroglu est lui aussi un enfant du pays. Ce trentenaire, ancien journaliste à Istanbul, qui est revenu sur ses terres pour devenir agriculteur, s'investit aujourd'hui à temps plein dans le fonctionnement d'une petite cité de conteneurs, située à un jet de pierre de la maison en ruine de Mehmet. Comme lui, ils sont une centaine de jeunes béné-

voles et de militants du parti de gauche Sol Parti à venir en aide aux victimes et à préparer tant bien que mal la remise sur pied de la ville.

« *Le plus grand problème est le manque criant d'organisation des autorités, assure le jeune organisateur. Tout est flou. Aux questions sur l'état de tel ou tel bâtiment, on n'obtient aucune réponse. Faut-il maintenir ici, reconstruire là, sur quels critères ? Rien... Cette incertitude provoque des blocages en cascade. Les gens n'en peuvent plus, ils sont tendus, on sent la violence augmenter, et pas seulement domestique.* »

#### Chicanes juridiques

Des dizaines de personnes piétinent devant les locaux de la préfecture pour déposer une plainte ou un recours. Certains, pressés de retrouver un toit, tentent de retirer leur logement de la liste des bâtiments promis à la démolition, en arguant qu'ils peuvent se contenter d'un renforcement des structures. D'autres espèrent postuler à un logement supplémentaire, la loi n'autorisant l'accession qu'à une seule habitation, et ce, même si un propriétaire possédait plusieurs biens avant la secousse. Une boutique peut être ajoutée en cas de justificatifs.

« *Les chicanes juridiques sont innombrables et souvent insurmontables, soupire Serbay. Lorsqu'un habitant veut acheter un logement que s'apprête à construire TOKI [l'agence nationale du logement social], l'Etat a prévu de subventionner 60 % du prix, à charge ensuite pour la personne de s'endetter sur vingt ans pour les 40 % restants. Le problème, c'est que les prix ne sont toujours pas fixés.* » Une liste des ayants droit devait être bouclée le 31 juillet. Elle n'a toujours pas été rendue publique.

Au centre de crise du TMMOB, l'Union des chambres des ingénieurs et des architectes turcs, l'amertume prévaut

aussi. « *Il faut rappeler que ce séisme était gigantesque, qu'il a été de trois à quatre fois plus violent que celui d'Izmit, en 1999, qui était déjà un marqueur dans l'histoire turque, et que la province du Hatay a été la plus touchée de toutes les régions sinistrées,* souligne Serkan Koç, président de la Chambre des urbanistes du Hatay. *Seulement voilà, il y a eu une accélération des opérations de déblaiement et des travaux d'infrastructures avant les élections générales de mai. Mais, depuis, cela s'est nettement ralenti. En plus des lenteurs et de l'absence de nouveau plan directeur, ce sont aussi et surtout les choix des autorités qui posent question.* »

Et le spécialiste d'énumérer les facteurs qui compliquent la situation : le manque de précautions prises lors de la récupération et du transport des débris, le non-respect des normes de pollution, le non-traitement de l'amiante, le choix de décharges situées à proximité de réserves naturelles ou de zones agricoles, la décision de remettre en état l'aéroport du Hatay, pourtant construit sur la faille sismique et dans une zone inondable, etc.

« *Le sujet le plus frappant concerne les terres réquisitionnées pour les projets de reconstruction de l'habitat, poursuit Serkan Koç. Ils n'ont choisi que des zones forestières, agricoles et de pâturage. La majorité des 30 villes de conteneurs occupe des terrains agricoles. C'est un non-sens.* » Avant le 6 février, l'économie du Hatay reposait essentiellement sur l'industrie, avec le port voisin d'Iskenderun, le tourisme, au point mort depuis le séisme, et l'agriculture, deuxième source de revenus de la province. « *Grignoter ces terres, conclut l'urbaniste, c'est tuer de peu nos dernières ressources.* »

#### « Ma ville est morte »

Sur les hauteurs d'Antakya, le petit village de Dikmece a connu un été bien agité. Plusieurs manifestations ont été

organisées contre les expropriations et les projets d'abat-tages d'oliviers en vue de la construction de logements TOKI. Six personnes ont été arrêtées au début d'août. Un premier terrain, gardé en permanence par les gendarmes, a été aplani. L'étude des sols a été effectuée.

« *Mon oncle a appris que son patrimoine avait été diminué de plusieurs centaines d'hectares,* explique Necmettin Tuncer, 57 ans, agriculteur et père de trois enfants. *Il l'a découvert sur Internet, peu avant les élections, en consultant son profil sur le registre d'état civil. Nous avons intenté un recours. D'autres se sont vu proposer un million et demi de livres turques pour leurs terres, mais personne ne fait confiance aux autorités.* » Necmettin et ses proches affirment n'avoir, depuis le séisme, plus aucun rapport avec la ville. « *On ne sait rien de ce qu'il s'y passe, dit-il. Les écoles où nous envoyons nos enfants ont toutes été détruites. Les gens, eux, sont partis. Comment voulez-vous d'ailleurs qu'ils restent ?* »

Installé dans un petit conteneur blanc qui lui sert de bureau au centre d'Antakya, le docteur Sevdar Sahin est épuisé. « *Ma ville est morte, souffle-t-il. La nuit, c'est pire. Tout y est vide, cauchemardesque, digne d'un film d'horreur.* » Président de la Chambre des médecins du Hatay, il déplore le manque d'efforts de la part de l'Etat pour lui redonner vie. « *Le statut de zone sinistrée a été levé, ce qui signifie que les cotisations et les taxes sont à nouveau en vigueur, que les aides aux crédits, vitales pour les entrepreneurs qui ont tout perdu, sont revenues à la normale et que les dettes bancaires, un temps gelées, sont à nouveau effectives.* »

Il rappelle que 75 postes de médecins ont été ouverts par les autorités après le séisme, mais que seules 6 candidatures ont été déposées. « *Triste résultat, mais qui se comprend par le fait que le salaire ici d'un*

praticien travaillant dans le public est moitié moins élevé qu'à Istanbul ou qu'à Izmir, qu'il n'y a pas d'endroit correct pour manger et dormir. Les rares lo-

cations de logement ont plus que doublé leurs loyers. » Il ajoute : « Plus qu'abandonnés, on se sent oubliés. C'est très dur, alors que nous sommes

tous mobilisés pour que les gens reviennent et redonnent vie à cette cité à nulle autre pareille. » Hier, il a déposé sa fille à Adana pour préparer sa

rentrée des classes. La ville est à trois heures de route. Personne ne lui a demandé de nouvelles d'Antakya.

**Le Monde**

Nicolas Bourcier  
02 septembre 2023

## Près de sept mois après le séisme en Turquie le « dernier » village arménien panse ses plaies

Depuis la tragédie, Vakifli, connu pour son église de pierre érigée en 1997, reste détruit. Incontournable pour la diaspora arménienne, il attirait de nombreux touristes.

Tout est calme à Vakifli, petit village niché sur les hauteurs d'Antakya, dans le sud de la Turquie. Le séisme du 6 février – qui a tué plus de 48 000 personnes – ainsi que ses nombreuses répliques, ont détruit près de la moitié de ses maisons, soit une trentaine de vieilles bâtisses sur les soixante-dix que compte ce minuscule îlot de paix, sur les flancs fleuris du mont Moïse, le Musa Dagh en turc, surplombant au loin le bleu de la mer Méditerranée et les vertes vallées d'oliviers. Les tentes de secours et les conteneurs ont été installés ici et là. Près de sept mois après le tremblement de terre, qui n'a fait aucune victime ici, les hommes continuent à passer le plus clair de leur temps au café situé sur le bord de la route principale, à l'ombre des arbres et au son d'un petit cours d'eau.

Le « dernier village arménien de Turquie », comme le sur-nomment les médias, panse

ses plaies en silence et à son rythme. Non pas que Vakifli soit l'ultime refuge des Arméniens de Turquie, le pays compte d'autres villages de ce type. Mais ses habitants ne revendiquent pas de la même manière leurs racines arméniennes, laisse entendre Berç Kartun, le muhtar, le maire des lieux.

Le village est devenu mondialement connu en 1997, lorsque l'église Sainte-Mère-de-Dieu y a été édifiée. A l'époque, l'ouvrage, tout en pierre, avait fait sensation car il était extrêmement difficile d'obtenir des permis pour la construction d'églises. Le lieu a été béni et ouvert au culte, propulsant Vakifli comme un site incontournable pour la diaspora arménienne et un symbole de la gestion par la Turquie de l'histoire du génocide de 1915.

« Les visiteurs se font plus rares »

Déjà, en 1933, Vakifli avait connu une certaine renom-

mée grâce au roman de Franz Werfel *Les Quarante Jours du Musa Dagh* (Albin Michel). L'écrivain autrichien y décrivait la résistance des villages arméniens de la région contre les déportations et les massacres perpétrés par l'Empire ottoman. Il raconte comment un navire de guerre français est venu récupérer une nuit près de 5 000 Arméniens de Vakifli et de cinq autres villages alentour pour les mettre à l'abri à Port-Saïd, en Egypte. « Mon grand-père soldat portait l'uniforme français, il a participé à ces événements, rappelle Berç Kartun. Il nous a raconté comment il est revenu en 1919 et a choisi de rester au village, même après 1939, au moment du nouvel exode. »

Ces dernières années, le tourisme a été florissant pour Vakifli et ses quelque 150 âmes, toutes arméniennes excepté cinq familles. « Depuis le séisme, les visiteurs se sont faits plus rares », regrette le

muhtar. L'hôtel a été dévasté par le tremblement de terre. Et le clocher de l'église gît au sol, au milieu de la cour derrière les grilles fermées de l'édifice. « Dès le premier jour, le patriarcat d'Istanbul a été prompt à nous envoyer des bus pour récupérer les plus âgés et les familles avec enfants. Des aides sont venues d'un peu partout, poursuit-il. L'Etat turc nous aide, la diaspora aussi, mais bien moins qu'espéré. » Il souffle, le regard las : « Je m'attendais à plus, mais non, la mobilisation de la communauté n'a pas eu lieu. Une trentaine de maisons à retaper, ce n'est pourtant pas beaucoup... »

L'Etat turc participera à la reconstruction, « mais il le fera à sa manière », dit-il, sans notre savoir-faire ». Pas sûr, estime-t-il, que cela entraînera le retour des visiteurs, ni la réinstallation des familles qui ont quitté Vakifli après les tremblements de terre de février.



The New York Times

Ben Hubbard  
September 3, 2023

# Amid Struggles, Turkey Finds Heroes in Its Women's Volleyball Team

Turkey is basking in the success of players it calls “Sultans of the Net,” seeing paragons of female empowerment in a country grappling with multiple crises.

As the volleyball game neared its end, thousands of fans watching on giant screens in an Istanbul park rose to their feet and fell silent. The ball soared, a Turkish player set it up near the net, and her teammate spiked it. Her Italian opponents blocked the shot but knocked the ball out of bounds, handing victory to the Turks and causing the crowd to erupt into chants of “Turkey! Turkey! Turkey!”

The nail-biter victory on Friday by Turkey's national women's volleyball team in the [Women's European Volleyball Championship](#) was the most recent conquest by the country's most successful major sports team, a record that has turned it into a rare source of national pride that holds appeal across the country's social divides.

While some ultraconservatives have attacked the women as an affront to Islamic values, their fans laud them as paragons of female empowerment in a country where many women feel they have yet to achieve social equality. And the team's successes are a welcome bright spot for Turks struggling with sky-high inflation, political polarization and a slow recovery from devastating earthquakes in February that killed more than 50,000 people.

Affectionately referred to as “the Sultans of the Net,” the team won the [Volleyball Nations League](#) championship in July in Arlington, Texas, and became the [world's top rated women's national team](#), according to FIVB, the sport's international governing body.

On Sunday, the Turkish team faced Serbia in the final match of the European championship in Brussels — and won, 3-2.

At home, the team's games are aired live by the state broadcaster and its players exude star power. Legions of followers on social media celebrate their accomplishments, track their frequent hair-color changes and speculate about their romantic entanglements.

Corporate sponsorships and state support have flowed in. In 2021, when Turkey granted citizenship to the Cuban-born player Melissa Vargas, she [received her new Turkish ID card](#) from none other than President Recep Tayyip Erdogan.

“They are fighters,” said Ceren Duyan, a biologist at a biotech company who watched Friday's game in the park. “When we see women do good things in sports or anywhere else, we see that we too can be powerful.”

Ebrar Karakurt of Turkey in action against Alessia Orro of Italy during Friday's semifinals volleyball match in Brussels. Olivier Matthys/EPA, via Shutterstock

The volleyballers' rise comes amid an international reckoning with how female athletes are treated compared with their male counterparts. Last month, the head of the Spanish soccer federation [was suspended](#) after giving a female player an unwanted kiss on the lips. In July, the BBC apologized after one of its reporters asked the captain of the Moroccan national women's soccer team [if any of its players were gay](#).

Turkey's team has largely avoided such controversies, although the players' personal styles have linked them to some of Turkey's deepest divisions.

While its people are predominantly Muslim, Turkey was founded in 1923 by Mustafa Kemal Ataturk, its first president, as a secular state. Much of Turkish politics revolves around struggles between those who treasure the country's secular legacy and those pressing to expand Islam's role in public life. The latter camp includes Mr. Erdogan, Turkey's predominant politician for two decades.

**The players are clearly in the former camp.**

They do not cover their hair or wear clothing that conceals their bodies, as most devout Muslim women do. Instead, they appear in the standard uniform of shorts and tank tops, and some sport tattoos. Ms. Vargas, the team's top scorer, has recently appeared on court with her [hair dyed electric blue or bleached blond, with a blue lightning bolt over her ear](#).

Fans of Turkey's national women's volleyball team gather to watch a game in an Istanbul park. Bradley Secker for The New York Times

After a victory on Wednesday against Poland, one player, Zehra Gunes, told Turkish reporters that the team was advancing Ataturk's vision for Turkey.

“As Turkish women, we try to be role models for future generations by holding a light on the path that Ataturk showed,” she

said.

Another star player, Ebrar Karakurt, received floods of hateful and homophobic messages after posting photographs of herself on social media in affectionate poses with other women, and an Islamist newspaper called her “a national shame.”

In 2021, when the team was competing in the Summer Olympics in Tokyo, a prominent preacher sharply criticized the team for not adhering to his conception of how a Muslim woman should behave.

“Girl of Islam! You are not the sultan of the courts; you are the sultan of faith, virtue, chastity and decency,” the preacher, Ihsan Senocak, wrote on X, the social media platform formerly known as Twitter.

A spokesman for Turkey's volleyball federation eventually responded to the hubbub, praising Ms. Karakurt for having the “the spirit of a fighter to represent her country.”

“Everyone's private life concerns them only,” the spokesman said. “All the rest is hokum.”

Ms. Karakurt has recently struck back at her critics in her own way.

Last week, an X user named Abdulhamid responded to one of her posts, saying, “As the Muslim Turkish nation, we continue to put up with you.”

After Friday's victory, Ms. Karakurt posted [a photograph of herself holding a sign](#) that read, “Cut the crap, Abdulhamid.”

The team's successes resonate because Turkey has long seen sports as a way to assert itself globally.

"It was always the motive of Turkish sports to be successful in international encounters to prove that we are legitimate — as powerful, as successful, equals to our Western peers," said [Daghan Irak](#), a senior lecturer in media communication at the University of Huddersfield in Britain. "It is a very important part of our society's psyche in terms of sports."

The Cuban-born player Melissa Vargas, shown onscreen, received her new Turkish ID card from none other than Turkey's president, Recep Tayyip Erdogan. Bradley Secker for The New York Times

Mr. Erdogan and his government may not appreciate everything about the team's public profile, Mr. Irak said, but the president most likely appreciates their inspirational value.

"Obviously, Erdogan is more interested in the national pride this team generates than the lifestyle questions," Mr. Irak said.

Mr. Erdogan, an avid soccer player in his younger years, has not attended any of the team's games. But he did [call Eda Erdem](#), the team's captain, after its first game in the Tokyo Olympics to say he had been watching.

"You made us sentimental, you made us teary," Mr. Erdogan said, passing his greetings "to all the girls."

After the team won a tournament this summer, an opposition lawmaker, Gulcan Kis, filed an inquiry to the Parliament asking why Mr. Erdogan's sports minister had not attended any games and suggested it was to avoid angering conservatives.

"Is the targeting of the national women's volleyball team by religious scholars the reason for your absence from the final game?" Ms. Kis asked.

But the squabbles have not hurt the popularity of women's volleyball, or the vast infrastructure supporting it. The national women's league is hugely competitive and rich in sponsorships. And the Education Ministry runs a "[Sultans of Tomorrow](#)" program to introduce the game to girls in provincial cities.

The success of the national team has attracted a new generation of girls to the game, said Neslihan Demir, who retired from the team in 2017.

"All the little girls in Turkey want to play volleyball now since they are watching their big sisters as role models," she said.

The players' broad social acceptance has encouraged parents to let their daughters play, too, she said.

Ms. Demir recalled meeting a family who asked her whether their 9-year-old daughter could become a Sultan of the Net.

"Start at once," she told them.

**Safak Timur contributed reporting.**

**Le Monde**

avec AFP  
03 septembre 2023

## En Iran, deux femmes journalistes condamnées à trois ans de prison pour « complot » et « collusion »

Elnaz Mohammadi et Negin Bagheri devront passer un mois en détention. Elles ne pourront pas quitter le pays pendant cinq ans et devront suivre des cours d'« éthique professionnelle »

Un tribunal de Téhéran a condamné deux femmes journalistes à trois ans de prison, dont une partie avec sursis, pour « complot » et « collusion ».

Elnaz Mohammadi, du quotidien *Ham Mihan* (« Compatriote »), et Negin Bagheri, du journal *Haft-e Sobh*, ont été condamnées à purger un quarantième de leur peine, soit un peu moins d'un mois, en détention, a précisé leur avocat, Amir Raisian, à *Ham Mihan*.

« *Le reste de la peine est suspendu pendant cinq ans* », a-t-il ajouté. Durant cette période, les condamnées devront suivre des cours d'« éthique professionnelle » et ne pourront quitter l'Iran.

Elnaz Mohammadi a été détenue pendant une semaine en février pour une raison qui n'a pas été précisée. Elle est la sœur d'Elaheh Mohammadi, une autre journaliste travaillant pour le quotidien *Ham Mihan*, [qui est détenue depuis septem-](#)

[bre 2022](#) pour avoir couvert les obsèques de Mahsa Amini.

**Journalistes arrêtés après les manifestations**

[La mort de cette jeune femme kurde de 22 ans](#), morte après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les règles vestimentaires très strictes imposées par la République islamique, avait déclenché des manifestations à travers le pays.

Des centaines de personnes,

parmi lesquelles des dizaines de membres des forces de sécurité, ont été tuées au cours de ces manifestations.

Des milliers de manifestants ont également été arrêtés, accusés par les autorités de participer à des « émeutes » fomentées par Israël, ennemi juré de l'Iran, et par les pays occidentaux. Des médias locaux ont récemment rapporté que plus de quatre-vingt-dix journalistes avaient été arrêtés ou interrogés depuis les manifestations.



avec AFP  
04 Septembre 2023

## Kurdes, Etat islamique, combattants du régime... Grosses tensions dans la « poudrière » de Deir Ezzor, en Syrie

### Guerres intestines

Des affrontements ont débuté après l'arrestation le 27 août d'un chef militaire affilié aux forces démocratiques syriennes (FDS), accusé de malversations. Ses partisans ont alors riposté contre les FDS

Ça chauffe à [Deir Ezzor](#). Cette province située à l'[est de la Syrie](#) est le théâtre d'affrontements depuis plus d'une semaine entre des forces dominées par des Kurdes, soutenus par [Washington](#), et des combattants arabes locaux, ce qui menace l'équilibre du secteur.

Le 27 août, les forces démocratiques syriennes (FDS) ont arrêté Ahmad al-Khabil, le chef du Conseil militaire de Deir Ezzor, un groupe local arabe armé affilié aux FDS, l'accusant de malversations, de trafic de drogue et de collusion avec le régime. Ses partisans ont alors lancé des attaques contre les FDS et les affrontements ont fait 71 morts, selon un dernier bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

La tension s'est aggravée après que des combattants prorégime ont traversé l'Euphrate vers des zones de combat, d'après l'OSDH. Les FDS ont instauré samedi un couvre-feu de 48 heures, ac-



Deir Ezzor est contrôlée par les FDS à l'est de l'Euphrate. — AFP

cusant des « mercenaires liés au régime » de vouloir « semer la discorde » entre elles et les tribus arabes. Lundi, elles tentaient de reprendre le contrôle total d'une dernière localité en proie aux combats.

### Réelle tension entre Kurdes et combattants arabes, ou simple propagande ?

Deux médiateurs américains ont rencontré dimanche des responsables des FDS et des dirigeants tribaux. Certains ont tenté de dépeindre les affrontements comme un conflit entre les forces kurdes et les tribus arabes. Mais les FDS ont as-

suré n'avoir aucun différend avec ces tribus dont beaucoup les ont aidées dans leur lutte contre l'EI.

Dans le même temps, « cette région est une poudrière », ajoute-t-il, prévenant que « si les combats s'étendent et empoisonnent les relations arabo-kurdes, les acteurs qui voudraient alimenter le conflit ne manquent pas ». Il explique que « la Turquie, le gouvernement syrien, et l'EI ont tous un intérêt à saper l'ordre actuel » et s'attirer les faveurs des tribus arabes.

La Turquie, qui déploie des

troupes dans le nord de la Syrie, considère les forces kurdes comme des « terroristes », et [Bachar al-Assad](#) est opposé à l'administration autonome mise en place par les Kurdes dans leurs régions et à leur alliance avec Washington. Les médias du régime évoquent des combats entre les FDS et « les forces des tribus arabes ». Mais Omar Abou Layla, qui dirige le site d'informations [DeirEzzor24](#), assure qu'il « n'existe pas de forces des tribus arabes » unifiées. « Si les tribus arabes s'étaient réellement liguées contre les FDS, celles-ci ne seraient plus aujourd'hui à Deir Ezzor. »



AFP  
4 Septembre 2023

## Turquie: l'inflation accélère en août, à 58,9% sur un an

L'inflation a atteint 58,9% sur un an en août en Turquie, au plus haut depuis décembre 2022, selon les données officielles publiées lundi.

La hausse des prix à la consommation, alimentée par la dépréciation de la livre turque, s'est établie à 9,1% sur un mois.

L'inflation avait réaccélééré en juillet, à 47,8% sur un an, après huit mois de tassement.

L'inflation avait reflué à 38,2% sur un an en juin, son plus bas niveau en un an et demi, après avoir culminé à 85,5% en octobre 2022.

Quoi qu'il en soit, les chiffres officiels

sont contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag), selon lesquels la hausse des prix à la consommation s'élève à 128% en glissement annuel.

La Banque centrale turque, qui a relevé son principal taux directeur de 8,5% à 25% depuis juin afin d'endiguer l'inflation, avait revu fin juillet ses prévisions pour la fin de l'année.

Selon elle, l'inflation atteindra 58% fin 2023 -plus du double des précédentes projections-, avant un retour à «la stabilité» à partir de 2025.

«Nous savons que la lutte contre l'inflation prendra du

temps. Nous sommes dans une période de transition. Nous ferons tout ce qui est nécessaire (resserrement monétaire, politique de crédit et politiques des revenus) pour contrôler l'inflation puis la faire refluer», a indiqué lundi sur X (ex-Twitter) le ministre turc de l'Économie, Mehmet Simsek.

«Chiffres d'inflation assez terribles. Cela va accroître la pression sur (la banque centrale) pour qu'elle augmente encore de manière significative son taux directeur», a jugé Timothy Ash, analyste au cabinet BlueAsset Management.

Mais le président turc Recep Tayyip Erdogan, qui a nommé après sa réélection fin mai un

nouveau ministre de l'Économie et une nouvelle gouverneure de la Banque centrale - deux nominations saluées par les milieux économiques-, pourrait s'opposer à une telle relèvement.

Le chef de l'État turc, à rebours des théories économiques classiques, estime que les taux d'intérêt élevés favorisent l'inflation.

La Turquie connaît une inflation à deux chiffres sans discontinuer depuis fin 2019, rendant le coût de la vie difficilement supportable pour de nombreuses familles.



Septembre 4, 2023

## KRG says funds provided by Baghdad not enough for salaries

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Regional Government (KRG) on Monday said the funds provided by the Iraqi federal government to the Region's share in the budget were not enough to pay salaries, describing the budget as "vengeful."

Meetings between delegations from the KRG and the federal government have been on-

going over the past months, aimed at resolving lingering disputes over the Region's share in the federal budget. On Sunday, Baghdad decided to send 500 billion Iraqi dinars (close to \$382 million) for the salaries of the public servants of the Region.

"The Kurdistan Regional Government since the first visit on January 30 until the latest on

August 30, continued its efforts to make the Iraqi government comply with its commitments to the Kurdistan Region," Pehsawa Hawramani, the spokesperson of the KRG, said during a televised address in Erbil.

Hawramani said that the amount of money is insufficient as the Region needs 940 billion Iraqi dinars (\$717 million), de-

spite the KRG abiding by all its commitments.

Iraq passed its highly contentious budget bill in June for the years 2023, 2024, and 2025, of which the Kurdistan Region's share is 12.6 percent.

"The Iraqi government has not abided by its agreements with the Kurdistan Region... not only it has not sent the share

of the Kurdistan Region, it also did not send the salaries of the public servants,” Hawramani said.

“We feel like this is a policy of starvation,” he added.

Awat Sheikh Janab, the KRG’s finance minister said during the same press conference the Kurdistan Region’s financial rights “have been violated,” adding that the negotiations have not borne any fruitful results so

they have resorted to a loan mechanism.

Omed Sabah, the chief of staff of the KRG slammed the approved budget bill and labeled it as “vengeful”, and said that the already “bad” bill is aggravated by the bad understanding from the Iraqi finance ministry to implement the law.

“The financial rights of the Kurdistan Region [within the budget] are approximately 16 trillion dinars. However after all

of the discussions, the Iraqi finance ministry says your rights are only 8 trillion dinars,” Sabah said.

The share of the Kurdistan region in the federal budget has been a point of contention between Baghdad and Erbil.

The recently-passed budget includes a record \$152 billion in spending, which has sparked concerns of instability should oil prices drop below the \$70

per barrel threshold set in the bill.

Iraq did not approve a new budget bill in 2022 amid political uncertainty after the 2021 election. The lack of a budget jeopardized the oil-dependent economy and prevented the government from taking advantage of soaring oil prices following Russia’s invasion of Ukraine to combat poverty and bring much-needed economic stability.



4 Septembre 2023  
Par Isabelle Hanne

## ETATS-UNIS-IRAN Le rebond du brut et les truands

L’odyssée du «Suez Rajan», pétrolier immobilisé dans le golfe du Mexique depuis plusieurs mois, semble toucher à sa fin après le déchargement de sa cargaison dans le port de Houston. Un épisode symptomatique de l’ambivalence de Washington, qui exprime son intérêt pour ouvrir la voie à un nouvel accord sur le nucléaire tout en poursuivant sa politique de sanctions contre Téhéran.

Entamée il y a dix-huit mois, la saga du tanker Suez Rajan semble avoir trouvé un début d’épilogue. A défaut d’un point final, tant la destinée du navire s’est retrouvée enlisée dans les tensions entre les Etats-Unis et l’Iran. Immobilisé par les vents contraires soufflés par Washington, entre application des sanctions que le premier fait peser sur le pétrole du second, craintes de représailles et tentatives de ressusciter l’accord de Vienne sur le nucléaire iranien (JCPOA). Le tout, alors que Téhéran exporte ces dernières semaines un nombre record de barils.

En février 2022, l’organisation

américaine United Against Nuclear Iran accuse le Suez Rajan, un navire battant pavillon des îles Marshall, d’avoir utilisé de «multiples manœuvres trompeuses pour transporter du brut iranien». Le pétrolier aurait récupéré sa cargaison via un transbordement du Virgo, un tanker qui avait, lui, rempli ses cuves quelques jours plus tôt dans un terminal pétrolier de l’île de Kharg, principal canal d’exportation du pétrole iranien, dans le golfe Persique.

Pendant des mois, le navire reste en mer de Chine méridionale, au large de Singapour. Jusqu’en avril, où il appareille soudainement pour le golfe du Mexique. Le Suez Rajan jette finalement l’ancre au large des côtes texanes le 30 mai. Laisant penser aux analystes et autres pisteurs de navires qu’il a été arraisonné, et sa cargaison saisie, par les autorités américaines. Mais Washington ne confirme rien ; pas même qu’il s’agit de pétrole iranien.

### «Acte de piraterie»

L’épisode s’inscrit dans une série de saisies et contre-saisies

de navires, en particulier dans le golfe Persique et le détroit d’Ormuz. L’Iran s’en prend à des navires commerciaux à destination des Etats-Unis - de multiples attaques sont attribuées à Téhéran depuis 2019 - et la marine américaine à des pétroliers acheminant du brut iranien. Une «politique d’un prêt pour un rendu», décrit Nader Itayim, spécialiste des hydrocarbures du Moyen-Orient pour Argus Media, une agence mondiale qui fournit information et indices de référence sur l’énergie et les matières premières. Le Suez Rajan n’est qu’un exemple parmi d’autres».

Depuis que l’administration Trump a sorti les Etats-Unis de l’accord sur le nucléaire iranien en 2018, Washington a réimposé des sanctions pour réduire au maximum les revenus pétroliers de Téhéran - l’Iran dispose des troisièmes réserves d’or noir au monde, et occupait en 2020 le rang de cinquième producteur de l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). En échange d’un contrôle du programme nucléaire de Téhéran, l’accord de Vienne, conclu

en 2015, avait levé certaines sanctions, permettant à l’Iran de vendre ouvertement du pétrole sur le marché international. La décision unilatérale des Etats-Unis, trois ans plus tard, les avait rétablies, entravant cet important moteur de l’économie iranienne.

Pendant des mois, du côté du Suez Rajan, rien ne se passe : les compagnies américaines hésitent à décharger ses 800 000 barils de brut, «de peur d’attirer les foudres de l’Iran sur leurs actifs dans le golfe Persique», explique Farzin Nadimi, chercheur au Washington Institute, un groupe de réflexion américain pro-Israël. Car en «représailles apparentes à la confiscation du Suez Rajan, la République islamique d’Iran a saisi fin avril l’Advantage Sweet, navire à destination des Etats-Unis appartenant à des Chinois et exploité par des Turcs, et le Niovi, navire appartenant à des Grecs», début mai, précise Farzin Nadimi.

Finalement, selon les données de navigation, le pétrolier MR Euphrates accoste le Suez Ra-

jan le 20 août, suggérant un transbordement en pleine mer. Quelques jours plus tard, le MR Euphrates s'amarre et commence à vider ses cuves dans un terminal pétrolier du port texan de Houston. Mais toujours pas de commentaire de la part des autorités américaines : «D'après ce que nous savons, il existe bien un acte d'accusation contre le Suez Rajan déposé devant la justice américaine, mais comme il est scellé, le ministère de la Justice n'a pas été en mesure de fournir le moindre commentaire», avance Nader Itayim.

Seul le courroux de Téhéran, qui qualifie la saisie «d'acte de piraterie», vient confirmer les hypothèses. Le 28 août, l'Iran convoque le chargé d'affaires de l'ambassade de Suisse en Iran, qui représente les intérêts américains dans le pays depuis la rupture des relations diplomatiques. Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasser Kanaani, voulait ainsi exprimer une «forte objection» à la saisie du pétrole par les Etats-Unis, reconnaissant du même souffle l'origine du brut. «La saisie d'une cargaison de pétrole iranien par les Etats-Unis est une action totalement improductive», déclare-t-il. Insistant sur l'ambivalence de la position américaine, qui exprime d'un côté son intérêt pour ouvrir la voie à un nouvel accord nucléaire et, de l'autre, saisit des cargaisons de pétrole iranien.

### Premier signe de détente

Cet incident «témoigne de l'escalade des tensions entre l'Iran et les Etats-Unis», aggravées par la répression de la mobilisation populaire dans le pays depuis près d'un an, et par la vente par l'Iran de drones armés à la Russie, utilisés en Ukraine. Cela «met en évidence les défis actuels liés à l'effondrement de l'accord sur le nucléaire iranien», résume l'analyste Umud Shokri, spé-

cialiste de diplomatie énergétique, basé à Washington.

Plusieurs signaux, cet été, ont pourtant été perçus comme des avancées diplomatiques. Téhéran et Washington travaillent notamment au transfert de 6 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros) d'avoirs iraniens gelés en Corée du Sud, issus de la vente de pétrole, et à la libération de cinq Irano-Américains détenus à Téhéran. Premier signe de détente, ces derniers ont été sortis des prisons iraniennes mi-août pour être placés en résidence surveillée. Des responsables américains ont même reconnu en privé, affirme Bloomberg, avoir assoupli l'application de certaines sanctions sur les ventes de pétrole iranien. Officiellement, l'administration Biden réfute tout lien entre ces différents éléments.

### source d'inspiration

En juillet, l'Iran a produit 3,04 millions de barils de pétrole par jour, selon l'International Energy Agency, soit près d'un demi-million de plus qu'en décembre. Et malgré les sanctions américaines, les exportations de brut iranien suivent la même trajectoire. Selon les chiffres de Tanker Trackers, une société de surveillance des pétroliers via l'imagerie satellite, l'Iran aurait exporté 1,85 million de barils de brut par jour en août - jusqu'à 2,2 millions par jour une partie du mois -, soit au moins 600 000 de plus qu'en janvier. D'autres sociétés d'analyse évoquent des chiffres en deçà, mais tous confirment cette tendance à la hausse, «même si on reste sur des niveaux inférieurs aux niveaux pré-sanctions», précise Nader Itayim.

Ce pic d'exportation serait d'abord une réponse à l'appel d'air venu de Pékin. «La demande chinoise est très forte en ce moment, et l'Iran lui vend

son pétrole à prix réduit, comme le fait la Russie, pour maintenir sa part de marché malgré les sanctions, constate l'expert. Ils ont mis au point de nombreuses manœuvres, et perfectionnent depuis des années. Lorsqu'il s'agit de contourner les sanctions, l'Iran a quasiment écrit les règles du jeu.»

La combine iranienne (source d'inspiration pour Moscou à la suite de l'embargo occidental sur son pétrole) est en effet identifiée depuis longtemps : le transfert de navire à navire. Une fois chargés de pétrole iranien, les tankers se dirigent vers la Malaisie. En chemin, en violation du droit maritime, ils éteignent leurs transpondeurs pour ne pas être repérés, ou bien les trafiquent pour changer artificiellement leur provenance. Parvenus au détroit de Malacca, ils transfèrent leur cargaison dans d'autres pétroliers qui l'acheminent ensuite vers la Chine. Les douanes chinoises peuvent ainsi déclarer n'avoir reçu aucun baril d'Iran, en conformité avec les sanctions. Elles indiquent en revanche importer énormément de pétrole de Malaisie. L'aberration des chiffres n'échappe à personne : certains mois, le nombre de barils que la Chine déclare importer de Malaisie représente deux à trois fois la production totale de l'archipel.

Ces cargaisons supplémentaires venues d'Iran ont abondé les flux mondiaux, atténuant l'impact des réductions opérées, au grand dam de Washington, par l'Arabie Saoudite, la Russie et d'autres pays de l'Opep pour faire grimper le prix du baril. «L'économie américaine est confrontée à une forte inflation, directement liée au prix de l'énergie, rappelle Umud Shokri. Si l'administration Biden pouvait contrôler le prix de l'énergie, elle serait en mesure de contrôler l'inflation. C'est important, à un peu plus d'un an des prochaines élec-

tions : aux Etats-Unis, il existe un lien fort entre prix de l'énergie et bulletins de vote...»

### Maintenir le statu quo

Washington réfute un quelconque assouplissement. «La politique de sanctions des Etats-Unis a considérablement réduit la production et les exportations de pétrole iranien et vénézuélien ces dernières années, et ainsi restreint l'offre mondiale de pétrole, rappelle Nader Itayim. Un moyen pour les Américains de détendre le marché serait d'assouplir, non pas les sanctions elles-mêmes de manière formelle, mais l'application de ces sanctions de manière discrète.» Pour l'analyste, c'est déjà, en partie, le cas : «Si les Etats-Unis avaient vraiment l'intention de sévir, ils feraient beaucoup plus : les techniques de contournement employées par l'Iran sont bien connues.»

En toile de fond, toujours, les tentatives pour réanimer l'accord sur le nucléaire iranien, moribond depuis que Washington s'en est retiré. Mais Téhéran a continué d'adopter un comportement déstabilisant, à l'étranger comme à domicile. Pour qualifier la nouvelle approche de l'administration Biden vis-à-vis de l'Iran, diplomates et experts parlent désormais d'un «plan C». Le «plan A» se référant à une relance du JCPOA, ce à quoi plus grand monde ne semble croire aujourd'hui. Le «plan B», à la stratégie dite de la «pression maximale», prônée par l'administration Trump et les faucons du Congrès. Le «plan C», lui, semble être une tentative de maintenir le statu quo pour éviter que la situation n'empire, dans l'espoir d'améliorer les choses plus tard. Pour son bilan en termes de politique étrangère, lors de sa prochaine campagne, Joe Biden devra sans doute faire sans victoire dans le dossier iranien.

## Un Suédois du service diplomatique européen emprisonné en Iran

L'identité du jeune homme, détenu depuis avril 2022, avait été gardée secrète par Stockholm et Bruxelles.

L'Union européenne (UE) l'avait mis en avant pour inciter les jeunes Suédois à venir travailler dans les institutions à Bruxelles. Lundi 4 septembre, le New York Times a révélé que Johan Floderus, un fonctionnaire européen de 33 ans, était incarcéré en Iran depuis le 17 avril 2022, soit plus de cinq cents jours. Après avoir passé des vacances dans le pays avec quelques amis suédois, il a été arrêté à l'aéroport de Téhéran. Accusé d'espionnage, il est détenu à la tristement célèbre prison d'Evin, située dans la capitale iranienne.

Alors que lundi, ni le ministère des affaires étrangères suédois ni le service européen d'action extérieure (SEAE) ne souhaitaient donner son nom, le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, mardi à Cadix, a fini par confirmer son identité et son appartenance au service européen. « A chaque fois que je suis en contact avec les autorités iraniennes, j'évoque son cas, a assuré le haut représentant de l'UE. Et je ne cesserai pas jusqu'à sa libération. » A Stockholm, le ministère des affaires étrangères, qui dénonce une « détention arbitraire » et exige que le jeune homme soit « libéré immédiatement », a assuré être « en contact quasi quotidien avec la famille » et travailler « étroitement avec l'UE ».

En mai 2022, les autorités sué-

doises avaient bien annoncé l'arrestation d'un homme, de nationalité suédoise, en Iran, mais sans donner plus de détails. Quelque mois plus tard, en juillet 2022, Téhéran confirmait détenir le jeune homme, accusé notamment d'avoir rencontré des personnes placées sous surveillance par les autorités iraniennes et d'avoir fait un séjour en Israël.

Mais il aura fallu plus d'un an pour que son identité et sa fonction soient révélées. Après un passage de 2019 à 2021 au cabinet d'Ylva Johansson, la commissaire européenne aux affaires intérieures, le haut fonctionnaire avait rejoint le SEAE afin de travailler pour la délégation de l'UE en Afghanistan. Cependant, son départ pour Kaboul avait été annulé après l'évacuation des ressortissants occidentaux lors du retour des talibans au pouvoir dans le pays en août 2021 et il travaillait dès lors sur ces dossiers de Bruxelles, selon le New York Times. Il s'était par ailleurs déjà rendu plusieurs fois en Iran.

### Emprisonné « pour raisons politiques »

A l'image de dizaines d'autres ressortissants occidentaux ou binationaux, Johan Floderus est emprisonné « pour des raisons politiques » en Iran dans le cadre de la « diplomatie des otages » iranienne, qui

consiste à arrêter sous le prétexte d'espionnage des citoyens étrangers, puis à négocier leur libération contre des avantages, qu'il s'agisse d'argent – [les Etats-Unis ont obtenu le 10 août la libération de cinq ressortissants](#) contre l'accès à une somme de 6 milliards de dollars liée à la vente de pétrole et qui était jusqu'à présent gelée par les Etats-Unis –, ou la libération de ressortissants iraniens dans les pays concernés.

Lundi 28 août, Emmanuel Macron a ainsi demandé la libération des quatre Français détenus « dans des conditions inadmissibles » en Iran, lors de son discours annuel devant les ambassadeurs réunis à l'Elysée. Ces quatre Français détenus par Téhéran sont un consultant, Louis Arnaud, depuis septembre 2022, une enseignante, Cécile Kohler, et son compagnon Jacques Paris, arrêtés en mai 2022 pour « espionnage », et un autre dont l'identité n'a pas été dévoilée.

En mai, la Belgique avait obtenu la libération de quatre ressortissants européens, dont le travailleur humanitaire belge [Olivier Vandecasteele](#), 42 ans, condamné à quarante ans de détention pour espionnage. Après plus d'un an d'incarcération, il avait été échangé contre Assadolah Assadi, 51 ans, un diplomate iranien

en poste à Vienne, qui fut l'organisateur d'un projet d'attentat contre les Moudjahidin du peuple, à Villepinte (Seine-Saint-Denis), en juin 2018.

L'arrestation de Johan Floderus pourrait répondre à la même logique que celle de M. Vandecasteele. Au moment de son emprisonnement, [la Suède jugeait Hamid Nouri, l'ancien procureur adjoint de la République islamique d'Iran](#), arrêté à Stockholm en novembre 2019. Accusé d'avoir participé à une vague d'exécutions de prisonniers politiques en 1988, au cours de laquelle jusqu'à cinq mille opposants avaient été tués en deux mois, dont de nombreux membres des Moudjahidin du peuple, il a été condamné, le 14 juillet 2022, à la prison à perpétuité pour « violations criminelles et flagrantes des lois internationales ».

Johan Floderus n'est pas le seul Suédois détenu dans les geôles iraniennes. Professeur à l'Université libre de Bruxelles, Ahmad Reza Jalali, médecin suédo-iranien, arrêté en 2016 et condamné à mort pour espionnage l'année suivante, est incarcéré à la prison d'Evin. Le dissident Habib Chaab, suédo-iranien lui aussi, arrêté dans des circonstances mystérieuses en Turquie et condamné à mort pour « corruption sur Terre » en 2022, a été exécuté le 6 mai.

## En Iran, un parc aquatique fermé pour avoir permis à des femmes d'entrer sans voile

Depuis la révolution islamique de 1979, le port du voile est obligatoire pour toutes les femmes, qui doivent dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics.

La répression continue de s'intensifier en Iran. Un grand parc de loisirs a été fermé à Machhad, ville sainte du nord-est du pays, pour avoir laissé entrer des femmes ne portant pas le voile, a annoncé, lundi 4 septembre, un média local.

« Les portes d'entrée du grand complexe aquatique de Mojhayé Khoroushan ont été scellées par la police » dimanche soir dans la banlieue de la deuxième ville d'Iran, a annoncé l'agence de presse Fars.

Le complexe, qui se présente comme « l'un des plus grands parcs aquatiques couverts du monde » avec ses 60.000 mètres carrés, a été fermé

« pour le non-respect du [port du] voile, bien que nous ayons [demandé aux visiteurs] de le respecter », a détaillé son directeur Moammahad Babai à Fars. Il a précisé que le millier d'employés du site craignent de se retrouver au chômage alors que la saison battait son plein avant la rentrée scolaire.

### Cafés et restaurants fermés

Depuis la révolution islamique de 1979, le port du voile est obligatoire pour toutes les femmes, qui doivent dissimuler leurs cheveux dans les lieux publics. De plus en plus de femmes apparaissent cependant tête nue dans les grandes villes depuis qu'un mouvement de contestation a secoué le

pays à l'automne 2022 après la mort en détention de Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs qui lui reprochait de ne pas avoir respecté l'obligation du voile.

Selon les estimations de la chaîne BBC Persian, diffusée depuis Londres, au moins 500 restaurants, cafés, pharmacies et autres magasins ont par ailleurs été mis sous scellés dans tout le pays entre le 20 et le 27 avril, pour non-respect de l'obligation de port du voile.

Dans la rue, de plus en plus d'hommes et de femmes, travaillant pour le régime ou proches de son idéologie, filment les contestataires. Les

gestes de résistance et de désobéissance civile sont loin d'être sans risque. Le 23 avril, l'Irانيenne Kolsoum Oftadehpour, âgée de 59 ans, a été tuée dans la province de Kerman lors d'une dispute autour du hijab des filles de sa famille.

La répression s'intensifie dans le pays à l'approche du premier anniversaire du soulèvement qui a eu lieu le 16 septembre 2022, porté par son slogan phare, « Femme, vie, liberté ». Dans la journée du 16 août, au moins une dizaine de militantes des droits des femmes ont été arrêtées dans la province de Gilan, située dans le nord du pays.



September 4, 2023

## Kurds the most enlightened, progressive in region: Slavoj Zizek

ERBIL, Kurdistan Region - "World powers should be much more on your side," prominent Slovenian philosopher and intellectual, Slavoj Zizek, said of international support towards the Kurds in an exclusive interview with Rudaw's Zana Kayani.

«Nobody wants to give you

[Kurds] actual full autonomy which I think you deserve," Zizek said in the interview that aired on Monday.

Kurdish populations are divided between Syria, Iraq, Turkey, and Iran as a result of post-war treaties in the 1920s. "Full autonomous territory would bring much more stability in the re-

gion» and also "serve as a protective barrier between the different states," the philosopher stated, lamenting the colonial legacy of division.

He acknowledged that among leftist circles, the fight for Kurdish identity and independence is rejected due to its reliance or connection to US support.

«You should not sacrifice yourselves for others» Zizek stated, urging Kurds to remain unaffected by the criticism.

Zizek said one of his dreams is to visit a part of Kurdistan, adding that Kurds are a "miracle" and the most progressive people in the region.



«You have the full right to do whatever is required to guarantee your survival.»

«You cannot rely on any higher force to protect you,» he stated.

Zizek said that other ethnic groups which find themselves in a similar situation to that of the Kurds, guilt for not having more rights can be attributed

to them but that this does not apply to the case of the Kurds. He referred to the examples of Kurds in Turkey, an area he is more familiar with, stating that the “tragedy” began when the modern Turkish state was formed. “In this state, there was no place for you [Kurds].”

In addition to the Kurdish question, the author of The Sublime

Object of Ideology, also touched upon the war in Ukraine, expressing strong opinions against Russian President Vladimir Putin’s invasion of the country in February last year.

«Putin is repeating this again and again; that what he aims at is a kind of a restoration of... not so much of the Soviet

Union as the tsarist empire,» Zizek said.

He also criticized Russia for capitalizing on a series of recent coup d’états in central Africa by attempting to portray them as anti-western. Acknowledging that while this is relatively true, it is hypocritical given the involvement of Russian mercenary groups in this region.

---

**Le Monde**

ave AFP  
05 septembre 2023

## En Iran, l’oncle de Mahsa Amini arrêté avant le premier anniversaire de la mort de la jeune femme

**S**elon l’organisation de défense des droits humains kurde Hengaw, les forces iraniennes ont investi, mardi, la demeure de Safa Aeli en dehors de tout mandat.

Les autorités iraniennes ont arrêté, mardi 5 septembre, un oncle de Mahsa Amini, la jeune kurde iranienne dont la mort, le 16 septembre 2022, après son arrestation par la police des mœurs, a déclenché des mois de manifestations.

Safa Aeli, 30 ans, a été arrêté par les forces de sécurité dans sa ville natale de Saqqez (Ouest) et détenu dans un lieu inconnu, ont déclaré [Hengaw](#), une organisation de défense des

droits humains kurde, et le [Réseau des droits de l’homme au Kurdistan](#), basé en France, dans des communiqués séparés. « *Jusqu’à présent, aucune information complète sur les motifs de l’arrestation de Safa Aeli, les accusations portées contre lui et sa localisation actuelle n’est disponible* », précise Hengaw.

Selon Hengaw, les forces iraniennes ont investi la demeure de Safa Aeli en dehors de tout mandat. Selon les réseaux d’activistes, Saqqez est placée sous haute surveillance sécuritaire à quelques jours de l’anniversaire de la mort de Mahsa Amini, et des caméras ont été installées autour de la tombe de la jeune

femme morte à 22 ans.

### Répression accrue

Sa mort en détention, après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour non-respect de la stricte tenue vestimentaire islamique, a déclenché des mois de manifestations violemment réprimées en Iran et a marqué la naissance du mouvement [Femme, vie, liberté](#). Depuis un an, de nombreuses Iraniennes défient le pouvoir en se dévoilant, le port du voile étant un des piliers de la République islamique d’Iran.

Selon les activistes, la répression a fait des centaines de morts, et des milliers de personnes ont été

arrêtées. Les organisations pour les droits humains, dont Amnesty International, accusent le gouvernement iranien de mettre en œuvre une répression accrue avant la date anniversaire de la mort de Mahsa Amini.

Des membres des familles de protestataires tués pendant la contestation ont été arrêtés et interrogés pour les contraindre au silence et empêcher de nouvelles manifestations, selon ces sources. Le père de Mohammad Mehdi Karami, [un des hommes pendus ces derniers mois en lien direct avec les manifestations](#), ferait notamment partie des personnes arrêtées, selon ces sources.



Azhi rasul  
September 05,2023

## Syria not showing a ‘positive’ attitude towards mending of ties: Erdogan

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Tuesday said Syria was not displaying a “positive” attitude towards the normalization of ties between Ankara and Damascus, adding that President Bashar al-Assad is not involved in discussions.

“Unfortunately Assad is watching from afar, from the stand, the steps taken towards normalization in the Turkey-Russia-Iran-Syria format,” Erdogan told journalists on his flight back to Ankara from Russia following a meeting with President Vladimir Putin.

Erdogan said that Turkey “opened its doors” to normalization discussions with Syria but that Damascus is yet to show a “positive” attitude.

Efforts have been underway in recent months to restore ties between Ankara and Damascus, under Russian and Iranian mediation. High-level meetings have also taken place between the Turkish and Syrian defense and foreign ministers, leading to expectations that the two leaders of the countries would also meet soon.

The Turkish president noted that in the quadripartite meeting of foreign ministers in May, countering terrorism and the voluntary return of refugees were among the topics discussed. “If progress is made on these topics, it is possible to normalize relations with the Syrian regime,” he said.

During a televised meeting in



image distributed by Sputnik agency on September 4, 2023, shows Turkish President Recep Tayyip Erdogan gesturing after talks with his Russian counterpart in Sochi. Photo: Mikhail Klimentyev/POOL/AFP

August, the Syrian president maintained that a meeting with Erdogan is not possible without the withdrawal of Turkish troops from Syria and that discussions could only take place once a roadmap is put in place.

“Our goal is [Turkey’s] withdrawal from Syrian territory, while Erdogan’s goal is to legitimize the presence of Turkey’s occupation in Syria,” Assad said in the interview.

Erdogan said Ankara thinks that this process should be carried forward gradually, without any preconditions, adding “It is very important for the Syrian regime to act in accordance with the facts on the ground and to avoid approaches that could harm the process.”

Turkey has been the main supporter of opposition fighters who have sought to oust Assad from power and has carried out three major operations in northern Syria. Turkish forces and proxies also control parts of the north of the country.

In July, Erdogan said he was open to talks with Assad but that Turkish troops would not leave Syria.

Turkey justifies its presence in Syria on the grounds of fighting “terrorism” on its borders. It has launched several military operations against Kurdish forces of the People’s Protection Units (YPG) - the backbone of the US-backed Syrian Democratic Forces - viewed by Ankara as the extension of the Kurdistan Workers’ Party (PKK).

Erdogan said his country is in northern Syria to clean the region from what he described as “terrorist groups.”

Syria and Turkey first started showing signs of a warming up of ties following a devastating earthquake that rocked both countries in February, killing over 50,000 people. The tragedy also presented an opportunity for Arab states to start reconciling with Damascus, following over a decade of isolation.

In May, Assad participated in an Arab League summit hosted by Saudi Arabia, marking a return to the Arab fold. The US, however, has maintained a firm position of its disapproval of a normalization of ties with Syria without a solution to the conflict.

## Kurdes et Arabes s'affrontent dans l'est de la Syrie

Les forces armées dominées par les Kurdes ont annoncé mercredi « la fin des opérations militaires » dans la province de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie, où les Kurdes tentent depuis une semaine de déloger des combattants des tribus arabes de la dernière localité qui contestent leur autorité.

Alors que des émissaires américains œuvrent à une médiation, ces violences inter-syriennes ont fait plus de 90 morts, dans cette région stratégique, qui abrite des champs pétroliers, où se mêlent une multitude d'acteurs locaux et étrangers.

À majorité arabe, la province de Deir ez-Zor est traversée par le fleuve Euphrate, qui marque la frontière entre les zones tenues, sur la rive ouest, par le régime de Bachar el-Assad, et celles contrôlées, à l'est, par les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition de combattants dominée numériquement par des Arabes mais dirigée par des Kurdes. Les FDS jouissent de l'appui des États-Unis, après avoir joué le rôle de fer de lance dans la guerre menée contre les djihadistes de Daech, dont les cellules dormantes attaquent régulièrement les Kurdes et les pro-Assad, dans le désert.

Lundi, les FDS avaient massé des renforts autour de la localité arabe de Dheibane, que les Kurdes affirment vouloir « nettoyer des groupes armés », en « ratissant les quartiers et les maisons à la recherche de combattants cachés ».

### Les clans tribaux divisés

Les tensions ont éclaté le 27 août, lorsque les FDS ont arrêté Ahmad al-Khbeil, le chef d'un groupe local armé pourtant affilié aux forces kurdes. Celles-ci l'accusent de malversations, de trafic de drogue et de collusion avec le régime. Une dernière accusation, rejetée par d'autres sources qui soutiennent que la vraie raison de ces affrontements a été la découverte d'un plan fomenté par Ahmad al-Khbeil afin d'expulser les Kurdes de la région, en coordination avec d'autres acteurs de Deir ez-Zor et des environs. Sa milice en formation de 500 hommes aurait bénéficié, pour son approvisionnement logistique, des services d'un trafiquant d'armes. Les partisans d'al-Khbeil ont riposté en menant des attaques contre les FDS dans plusieurs localités, poussant leurs habitants à fuir, tout en essayant de gagner l'appui des tribus arabes locales. Mais rien n'indique qu'ils y sont parvenus.

À grand renfort de propagande, chaque camp avance sa version. Les FDS assurent que les tribus arabes les soutiennent. La preuve en serait que des clans tribaux sollicités pour lutter contre les Kurdes ont refusé de se joindre aux forces arabes d'al-Khbeil. Pour d'autres sources, de nombreuses tribus arabes ont fait bloc, au contraire, derrière le chef tribal arrêté.

Une chose paraît sûre : les clans tribaux - à la loyauté traditionnellement mouvante - sont divisés. Une division propice aux ingérences étrangères ou locales. De la part de la Turquie, d'abord. Dès le début des affrontements, Ankara - par détestation de ses ennemis



Les tribus arabes contestent la domination des forces kurdes sur la région de Deir ez-Zor, où plus de 90 combattants ont été tués.

kurdes - a pris position en faveur des tribus arabes, les « seuls vrais propriétaires » de la province de Deir ez-Zor. De la part du pouvoir syrien également, qui aurait alimenté la crise, la présentant comme « un soulèvement contre les Kurdes et leur protecteur américain », les États-Unis garantissant, grâce à leurs centaines de soldats, la survie du projet d'autonomie kurde dans le Nord-Est syrien, au moment où celui-ci est menacé par un rapprochement turco-syrien. Enfin, dans cette région ouverte à toutes les influences, les milices pro-Iran ne seraient pas en reste pour souffler sur les braises.

### Les Américains en arbitre

Au-delà des incertitudes, une autre évidence s'impose. Les tribus arabes ont toujours été le talon d'Achille des FDS. « Les clans arabes rejettent depuis longtemps l'autorité des Kurdes », affirme Fabrice Balanche, professeur à Lyon-II et spécialiste de la Syrie. « Comme dans le reste de la

Syrie, la situation est catastrophique économiquement, ajoute-t-il. Les tribus arabes jugent les Kurdes incapables d'administrer leur région, particulièrement à Deir ez-Zor, qui ne dispose que d'une heure d'électricité par jour, et où seulement deux hôpitaux fonctionnent ».

Jugeant la situation suffisamment grave, une délégation américaine s'est rendue dimanche à la rencontre des Kurdes et des chefs tribaux arabes. Les uns et les autres seraient tombés d'accord sur « l'importance de répondre aux doléances » multiples. Les États-Unis parviendront-ils à faire taire les armes ?

Si l'issue de la confrontation militaire ne fait guère de doute - compte tenu de la supériorité des Kurdes - les tribaux arabes préféreraient traiter directement avec les Américains - ils gardent les champs pétroliers voisins - plutôt qu'avec des Kurdes, envers lesquels leur animosité n'a fait que croître ces dernières années.

## L'introuvable stabilisation de la Syrie

Manifestations dans le Sud, affrontements dans l'Est... Bachar Al-Assad, malgré ses tentatives de normalisation diplomatiques, se montre incapable d'autre chose que d'entretenir le désastre sur le plan intérieur.

Environ 80 % des Syriens vivent sous le seuil de pauvreté.

Trois mois après la spectaculaire réintégration de Damas au sein de la Ligue arabe, à l'initiative de l'Arabie saoudite, les effets de cette tentative de normalisation tardent à se produire. Les manifestations contre le régime qui se sont succédé dans le sud du pays en août et les violents affrontements intervenus dernièrement dans l'Est viennent au contraire de rappeler une cruelle réalité : la permanence du désastre syrien.

Les manifestations qui ont ciblé le pouvoir de Bachar Al-Assad ont été déclenchées par l'arrêt de subventions sur les carburants, accentuant les tensions économiques dans un pays sorti ruiné d'une guerre civile dévastatrice, précipitée par le refus du régime d'entendre son peuple. Environ 80 % des Syriens vivent sous le seuil de pauvreté. La guerre a causé la mort d'environ un demi-million d'entre eux et déplacé

des millions d'autres.

Au bord de l'effondrement il y a tout juste dix ans, le régime de Bachar Al-Assad a pu alors se maintenir grâce au soutien militaire de la Russie et de l'Iran, dont il est devenu l'obligé. Il y est parvenu au prix d'une répression d'une violence inouïe et des accusations de recours à l'arme chimique, ce qui a entraîné l'adoption de sanctions américaines et européennes. Le souvenir de cette répression ne dissuade pourtant pas aujourd'hui le sud du pays de demander sans équivoque le départ du maître de Damas, même s'il est peu probable que cette contestation fasse durablement tache d'huile et encore moins qu'elle soit entendue.

### Parodie de réélection

Cette contestation n'est pas la seule à mettre en évidence la permanence du chaos. Dans le nord-est du pays, qui échappe toujours au contrôle du

régime, des combats meurtriers ont opposé, les 2 et 3 septembre, des miliciens arabes manifestement ralliés à Damas à des forces irrégulières kurdes, alliées aux Etats-Unis dans la lutte contre l'organisation Etat islamique.

A ces troubles s'ajoutent aussi la résilience de l'organisation djihadiste, qui a multiplié cet été les attaques contre les troupes de Bachar Al-Assad, la poursuite des bombardements russes contre une autre zone rebelle, dans le nord-ouest du pays, et celle des frappes israéliennes contre des forces pro-iraniennes.

Le régime alimente également le désordre sur le plan régional en usant de son pouvoir de nuisance. Les destructions régulières par les forces jordaniennes de drones en provenance de Syrie chargés d'une drogue de synthèse, le captagon, montrent que Damas n'a pas renoncé à en inonder

ses voisins. Ces derniers se sont malgré cela résignés à renouer des relations avec lui.

Les incontestables succès diplomatiques que Bachar Al-Assad a engrangés ne parviennent cependant pas à masquer son incapacité à parvenir à une véritable stabilisation intérieure. Le maître de Damas continue en effet de considérer son maintien par la force la plus brutale comme une relégitimation. En 2021, sa réélection pour un quatrième mandat de sept ans n'a été qu'une parodie, qui n'a trompé personne.

Sa réintégration au sein de la Ligue arabe ne s'est accompagnée d'aucune initiative pour réanimer un processus politique inclusif en coma dépassé. Cette impossibilité de tirer les leçons d'une décennie de brasiers et de cendres est malheureusement l'assurance de la prolongation du malheur syrien.



Septembre 06,2023

## KRG calls on Baghdad to pay Erbil salaries per agreements

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Regional Government's (KRG) Council of Ministers on Wednesday called on Baghdad to pay Erbil's financial entitlements according to figures previously agreed upon in order for salaries to be paid uninterrupted.

Meetings between delegations from the KRG and the Iraqi federal government have been ongoing over the past months, aimed at resolving lingering disputes over the Region's share in the federal budget.

On Wednesday, Iraq's finance ministry announced it will sign a "loan agreement" with the KRG to pay the salaries of its em-

ployees, saying that Erbil will receive its dues once it complies with its obligations within the budget.

The KRG Council of Ministers, chaired by Prime Minister Masrour Barzani, convened on Wednesday to call on Baghdad to pay the Region's financial dues according to agreements in the budget, two days after it said that the 500 billion IQD (roughly \$382 million) provided by Baghdad was not enough to meet the needs of the Region.

"Baghdad must send the financial dues of the Kurdistan Region monthly according to the budget of one trillion and 375 billion dinars, of which 906 billion dinars

are allocated for salaries, so that the Kurdistan Regional Government can pay the salaries," the KRG said in a statement.

"What causes concern and regret is the delay in distributing the region's salaries for two months due to Baghdad not sending salaries even though the Region fulfilled all its obligations towards the federal government within the framework of the budget law and the constitution," it added.

The KRG has failed to pay its civil servants on time and in full for several years due to the financial crisis. Public sector employees have not been paid for the months of July and August following several failed deals with Baghdad.

During the meeting, the Council of Ministers called on political parties in the Region to "unify their voice and positions in defense" of the Kurdistan Region's constitutional rights, while also urging parties within the State Administration Coalition that formed the Iraqi government of Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani to adhere to previous agreements that were a prerequisite to the government's formation.

Iraq passed its highly-contentious budget bill for the years 2023, 2024, and 2025 in June, which includes a record \$152 billion in spending, of which the Kurdistan Region's share is 12.6.



07 septembre,2023

## SDF to release all fighters involved in Deir ez-Zor clashes: Mazloun Abdi

**E**RBIL, Kurdistan Region - Mazloun Abdi, general commander of the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) said on Thursday that they will announce an amnesty for all people who were detained for fighting against them during the recent clashes in the eastern province of Deir ez-Zor.

A number of Arab tribes revolted against the SDF last week hours after the US-backed force arrested Ahmed Khbeil, commander of the SDF-linked Deir ez-Zor Military Council better known as Abu Khawla, accusing

him of collaborating with the Syrian government, drug trafficking, and failing to curb an increase of Islamic State (ISIS) activities in the area. SDF said on Wednesday that it had recaptured all areas from regime-backed tribesmen.

Abdi said in a [post](#) on X (formerly Twitter) on Thursday that they are working on declaring an amnesty for all those people who took arms against them during the recent clashes in the Arab-majority Deir ez-Zor province.

«We have a decision to issue a

general amnesty for those involved,» he was [quoted](#) by Reuters as saying earlier in the day. «We already released half that were arrested, and we will release the rest.»

Abdi said in the post that they are in talks with one of the key Arab tribal leaders who fought against them to mend ties with him.

«We reaffirm our commitment to finding solutions to the problems of Deir ez-Zor through dialogue, with peace, stability, and development as our ultimate goals,» he said.

The Kurdish commander also [told](#) Al-Monitor that SDF 25 fighters and seven civilians were killed in the clashes, adding that 97 of their fighters were wounded.

He said the Americans were flying drones over the province "to send a message that they are behind us, supporting us."

It is not clear how many people were arrested by the SDF during its campaign to recapture areas in the province.

## Abaya, Macron... Une note des services de l'État alerte sur « une campagne de diffamation » venue de Turquie

**EXCLUSIFILES** services de l'État pointent, dans une note confidentielle, un flot d'attaques sur les réseaux sociaux contre la France, émanant des courants islamistes, après l'interdiction de l'abaya à l'école.

C'est une note confidentielle des services de l'État, dont connaissance. Elle analyse les réactions sur les réseaux sociaux des « sphères islamistes » après l'interdiction de l'abaya à l'école. Les auteurs de ce document daté du 5 septembre 2023 constatent d'abord « une retenue, voire un silence, des principaux prédicateurs bénéficiant des communautés les plus importantes » à l'annonce de la mesure par le ministre de l'Éducation nationale Gabriel Attal, le 27 août. Puis, passé l'effet de surprise, une déferlante de messages en ligne.

Un point a surpris les services : le rôle joué par les relais d'opinion liés à la Turquie. Le texte pointe « l'agitation » attribuée à « l'Organisation internationale de soutien au prophète de l'islam ». Cette structure proche des Frères musulmans, née en 2021 à Istanbul, est décrite comme « défendant l'interdiction du blasphème » et cherchant à « décrédibiliser la France au niveau international » à travers « une campagne de diffamation en arabe contre la France et contre le président de la République ». Sur le réseau X (ex-Twitter), le mouvement dénonce en ce moment « l'oppression contre les musulmans » en France et le fait « d'empêcher les étudiantes d'accéder à l'éducation ». Il s'en prend aux « décisions répressives (du président de la République) revenant aux âges d'obscurité et d'ignorance ». L'Organisation internationale de soutien au prophète de l'islam va jusqu'à affirmer, selon des positions rapportées par cette note des services de l'État, que les « valeurs de la



Le gouvernement français a interdit le port de l'abaya dans tous les établissements scolaires pour cette rentrée 2023. AFP / Miguel Medina.

République française à l'époque d'Emmanuel Macron » auraient « conduit à ce que 12 % des femmes soient violées (sic) au moins une fois ».

### « Islamophobie d'État »

En parallèle, les rédacteurs du document racontent la tenue d'un débat télévisé, il y a une semaine, dans l'émission « Straight Talk » de la chaîne publique turque en langue anglaise TRT World. On y voit deux universitaires « théoriser les fondements racistes et coloniaux » de l'interdiction de l'abaya. « Les narratifs islamistes continuent d'essaimer en ligne à travers des verbatims accusatoires et une insistance particulière sur l'islamophobie d'État », résume la note.

Parmi ces contenus figurent ceux du Collectif contre l'islamophobie

en Europe (CCIE), domicilié en Belgique. Cette association est soupçonnée de vouloir poursuivre depuis Bruxelles les activités du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), qui s'est autodissous fin 2020, sous la pression du gouvernement français.

Autre sujet qui revient sur les réseaux sociaux : l'interview d'Emmanuel Macron, ce lundi, dans l'émission sur YouTube « Hugo-Décrypte ». Cette entrevue, peut-on lire, a été « massivement instrumentalisée par une partie de la sphère islamiste, qui dénonce un amalgame entre musulmans et terroristes après la mention de l'assassinat de Samuel Paty ». Revenant sur la question des tenues témoignant d'une appartenance religieuse à l'école, le chef de l'État justifiait sa décision par la nécessité de contrer les « gens

qui [...] viennent défier la République » dans les établissements scolaires. « On ne peut pas faire comme s'il n'y avait pas eu d'attaque terroriste et l'assassinat de Samuel Paty dans notre pays », concluait le président de la République.

Enfin, la note des services de l'État alerte sur une « tentative de convergence entre des professeurs issus selon leurs dires d'établissements du 93 (Seine-Saint-Denis) et du 94 (Val-de-Marne) et des collectifs islamistes ». Référence à la grève alors en préparation des professeurs et des membres du personnel du lycée Maurice-Utrillo de Stains (Seine-Saint-Denis). Ce mouvement social s'est bel et bien tenu ce mercredi, avec un slogan : « Non à la politique islamophobe du gouvernement ».



Luc Mathieu  
08 Septembre 2023

## Dans l'Est syrien, la chute d'un chef tribal ravive les tensions arabo-kurdes

L'Est syrien a aussi son Prigojine. Ahmad al-Khubeil, dit Abou Khawla, chef tribal de Deir el-Zor, s'en est pris aux autorités kurdes qui l'avaient nommé à la tête du conseil militaire de la région. Comme le mercenaire russe qui avait lancé ses hommes vers Moscou, il espérait monter encore en grade, tout en accroissant son autonomie, son pouvoir et sa gestion de multiples trafics. Il est aujourd'hui détenu avec plusieurs de ses lieutenants. Sa chute a déclenché un embrasement de la région, déjà passablement instable.

Après deux semaines de combats, d'interférences diverses, entre autres du régime syrien trop heureux de pouvoir tenter de déstabiliser les dirigeants kurdes, Abou Khawla et ses soutiens n'ont pu empêcher les forces kurdes de reprendre le contrôle de la majorité des villages qu'elles avaient perdus. Le futur de la région reste, lui, plus que trouble. «Les Kurdes réussiront à évincer Abou Khawla et à reprendre le contrôle du territoire, explique le chercheur Arthur Quesnay. Mais ce coup de force a provoqué un soulèvement tribal qui sape leur ancrage local à Deir el-Zor. C'est le saut dans l'inconnu. La seule chose sûre est qu'il sera difficile de restaurer un semblant de stabilité.»

Abou Khawla est un personnage pour le moins controversé. Avant la révolution de 2011, il était connu pour son réseau de vol de voitures et de motos dans le nord de la province, entre Deir el-Zor et Hassaké. Lorsque le soulèvement éclate, les opposants de l'Armée syrienne libre se méfient de sa réputation et préfèrent le tenir à distance. A partir de 2017,

les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition de combattants dirigée par les Kurdes, soutenue par les Occidentaux, le récupèrent. Elles sont alors en première ligne dans la lutte contre l'Etat islamique (EI).

### Solidarité forcée

Abou Khawla est membre des Boukeyir, tribu parmi laquelle l'Etat islamique a recruté et perçue comme soutien des jihadistes. Mais Abou Khawla participe aux combats contre eux dans la vallée de Khabour, son fief. L'EI sera défait au printemps 2019 et le chef tribal est entretemps nommé chef du conseil militaire. «Les Kurdes l'ont choisi pour montrer qu'ils n'étaient pas là pour se venger après la défaite de l'EI. S'ils avaient choisi un membre de la tribu des Sheitat, qui s'était mobilisée massivement contre Daech, cela aurait pu dégénérer entre les tribus», explique Félix Legrand, chercheur associé à l'organisme de recherche Noria Research.

Son poste stratégique permet à Abou Khawla de s'enrichir, par le biais des trafics de pétrole organisés de part et d'autre de l'Euphrate et des taxes imposées à ses checkpoints, et de gagner encore en influence. Cela ne lui suffit pas. Il s'autodécrite chef des tribus, les autres devant lui obéir. Sa puissance et son autonomie grandissante inquiètent les Kurdes. Ils ripostent cet été en installant une quarantaine de checkpoints d'assayich, les forces de police locale, dans sa zone d'influence. En juillet, Abou Khawla, furieux de voir ses trafics menacés, se soulève. Quelques semaines plus tard, il annonce à la surprise générale qu'il a négocié une solution et

que la situation peut retourner à la normale.

Jusqu'au 27 août, lorsqu'il accepte une réunion avec l'administration kurde à Hassaké, hors de son fief de Deir el-Zor, avec ses principaux lieutenants. D'ordinaire, avant ce type de rencontres, il assigne des responsables kurdes à résidence, en guise de monnaie d'échange s'il venait à ne pas rentrer du rendez-vous. Mais cette fois, il ne se méfie pas. Les Kurdes l'accusent de malversations, de trafic de drogue et de collusion avec le régime. Ils l'arrêtent, avec plusieurs de ses adjoints.

Les tribus s'enflamment, y compris la puissante confédération tribale des Akidat. Pas forcément parce qu'elles apprécient Abou Khawla, mais plus par solidarité forcée. «Elles ne pouvaient pas rester en retrait et ne pas participer au soulèvement, d'autant qu'elles ont aussi des griefs contre les forces kurdes et réclament plus d'indépendance. Elles réclament notamment un lien direct avec la coalition internationale, sans passer par le leadership kurde», explique Félix Legrand. Des combattants arabes prennent d'assaut des bases des Forces démocratiques syriennes, désertées par leurs hommes. Ils sont rejoints par des combattants venus d'Idlib, la province du nord-ouest qui échappe au contrôle d'Assad. Le régime les aide aussi à la marge, fournissant des armes lourdes. L'Etat islamique, toujours présent dans la région, reste à l'écart. Il attend, ne pouvant que bénéficier d'un affaiblissement de ses ennemis, qu'ils soient Kurdes ou membres des tribus.

### La coalition internationale absente

Les Kurdes contre-attaquent début septembre. Ils reprennent une à une les zones perdues au prix de combats qui ont fait au moins 90 morts et des dizaines de blessés. Les affrontements se concentrent désormais à Dheibane, fief des Akidat. «L'opération de nettoyage de la localité de Dheibane des groupes armés a atteint son stage final. Les FDS ont commencé à ratisser les quartiers et les maisons à la recherche de combattants cachés», a déclaré mercredi à l'AFP le porte-parole des FDS, Farhad Chami.

Des affrontements se poursuivent toutefois plus au nord, à Manbij, où des groupes pro-turcs ont attaqué des forces kurdes. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, assimile l'administration kurde syrienne à une entité terroriste et tente depuis des années d'instaurer une zone tampon le long de la frontière turco-syrienne.

Absent de taille lors de la crise : la coalition internationale. Environ 900 soldats américains sont toujours déployés dans l'Est syrien pour lutter contre l'Etat islamique. L'une de leur base principale est le champ pétrolier d'Al-Omar, à quelques kilomètres de Dheiban. Le 3 septembre, le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires du Proche-Orient, Ethan Goldrich, et le général de division Joel Vowell, commandant de la coalition, ont rencontré des représentants des deux parties. Ils se sont contentés de les enjoindre à «réduire la violence dans les plus brefs délais», sans prendre parti, ni tenter de lancer des négociations.

## Dans le nord-est de la Syrie, des tribus arabes se rebellent contre la domination des forces kurdes

Contestées pour leur gestion autoritaire dans la province de Deir ez-Zor, les Forces démocratiques syriennes, à dominante kurde, ont repris le contrôle de plusieurs villages après dix jours d'affrontements meurtriers.

Une contestation tribale sans précédent dans la province de Deir ez-Zor met à l'épreuve les forces kurdes qui administrent le nord-est de la Syrie. Après onze jours d'affrontements avec des combattants tribaux de cette région principalement arabe, qui ont fait au moins 90 morts, les Forces démocratiques syriennes (FDS, à dominante kurde) ont annoncé, mercredi 6 septembre, avoir repris le contrôle des quelques villages tombés aux mains des contestataires. Jeudi soir, le chef des FDS, Mazloum Abdi, s'est engagé à négocier une amnistie pour les rebelles et à « *trouver des solutions aux problèmes de Deir ez-Zor par le dialogue, avec pour objectif ultime la paix, la stabilité et le développement* ».

La victoire militaire des forces kurdes est loin de clore ce conflit. La plupart des tribus de Deir ez-Zor n'ont pas pris les armes contre les FDS, mais elles rejoignent les belligérants dans leurs griefs contre la domination sans partage qu'exercent les forces kurdes depuis qu'elles y ont vaincu l'organisation Etat islamique (EI) en 2019, avec l'appui de la coalition internationale. Bien que des combattants et des représentants locaux soient intégrés aux FDS et à l'administration civile, les habitants dénoncent leur gestion autoritaire, et leur mainmise sur les ressources de cette région riche en hydrocarbures.

### Une aubaine pour Damas

« *Les FDS ont eu affaire au pire scénario de déstabilisation,*

*mais elles l'ont maté et ont renforcé leur contrôle. Elles n'ont cependant plus d'appui après la démobilisation de 3 000 combattants tribaux, frustrés. Cette instabilité va inciter à plus d'instrumentalisation extérieure* », note un expert qui a requis l'anonymat. La contestation est une aubaine pour le régime de Damas qui, s'il coopère avec les FDS, entend réaffirmer sa souveraineté face aux desseins autonomistes kurdes et chasser les troupes américaines. Elle l'est aussi pour la Turquie, qui veut déloger de sa frontière ces forces liées au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), sa bête noire, ainsi que pour l'EI, qui attend son heure en recomposant ses cellules dormantes.

Ce conflit « *est révélateur de la mauvaise politique mise en œuvre par les FDS et des mauvais calculs des Américains* », estime Omar Abu Layla, directeur du centre d'analyse Deir Ezzor 24. Les habitants de la province reprochent aux Américains, dont la stratégie se résume à la lutte antiterroriste, d'avoir délégué la gouvernance locale aux forces kurdes au détriment de la mise sur pied d'une autorité autonome et représentative. Ils accusent les FDS d'avoir coopté des chefs de guerre corrompus, à l'instar du chef du conseil militaire de Deir ez-Zor, Ahmad Al-Khabil. Le désaveu et l'arrestation, le 27 août, par les FDS de ce dirigeant local, surnommé « Abou Khawla », a été l'élément déclencheur de la contestation.

Surtout connu pour ses trafics en tout genre, l'homme a su se rendre indispensable aux

FDS dans la lutte contre l'EI quand d'autres chefs locaux faisaient le choix de la neutralité ou d'une alliance avec les Turcs. Coopté par les Kurdes en 2017, il s'est constitué un empire financier grâce au contrôle des points de passage et des trafics. La quête d'autonomie d'« Abou Khawla », qui s'est autoproclamé cheikh d'une confédération tribale, a finalement inquiété les FDS. Elles l'ont accusé d'activités criminelles, de corruption, et de contacts avec le régime de Damas et les milices pro-iraniennes.

### « Symbole de l'oppression »

« *Les FDS pensaient avoir l'appui des locaux en l'arrêtant. Or, une solidarité tribale s'est mise en place sur le registre ethnique : il est devenu le symbole de l'oppression des Arabes par les Kurdes* », analyse l'expert. Des combattants des tribus Akaidat et Chaitat ont rejoint la rébellion lancée par les proches d'« Abou Khawla ». Sachant la bataille perdue d'avance, ou en désaccord avec cette stratégie de confrontation, les autres tribus sont restées à l'écart. « *Mais il y a eu un effondrement de la structure de contrôle des FDS et des Asayiches [renseignement], car les familles ont dit aux jeunes combattants au sein du conseil militaire de rester chez eux* », poursuit l'expert.

Les responsables kurdes ont dénoncé la main de l'Iran et du régime syrien dans la contestation, dénonçant l'arrivée de combattants depuis les zones du régime situées sur la rive ouest de l'Euphrate, face à Deir ez-Zor. « *Ceux qui ont pris les*

*armes étaient des combattants locaux qui ont tenté de garder ce conflit local. Des personnes vivant dans les zones du régime, qui ont traversé le fleuve, et des gens de Deir ez-Zor loyaux à Bachar Al-Assad ont tenté d'utiliser le conflit à leur avantage* », nuance Omar Abu Layla. « *Le régime n'a pas su capitaliser sur cette contestation car il n'est pas organisé et a mis du temps à réagir* », abonde l'expert. Près de Manbij, à 200 kilomètres plus au nord, des combattants originaires de Deir ez-Zor, alliés de la Turquie, ont, eux, tenté d'ouvrir un autre front contre les FDS.

« *Si les FDS ne s'appliquent pas sérieusement à trouver une solution, Bachar Al-Assad utilisera cette carte contre eux et la coalition en disant qu'il est le seul à protéger les Arabes* », avertit Omar Abu Layla. Pour le directeur de Deir Ezzor 24, la balle est dans le camp des Américains. C'est à eux que les chefs de la contestation ont adressé leurs demandes, avec l'espoir d'être reconnus comme partenaires à part entière de la coalition, sans le patronage des FDS.

Hormis des appels à ne pas compromettre la lutte anti-EI, les responsables américains n'ont offert que des promesses. « *La coalition s'est totalement alignée sur la politique de reconquête des FDS, estime l'expert. Les FDS ont toujours refusé l'idée d'une gouvernance parallèle, et la coalition a toujours joué leur jeu, car elle ne veut pas se lancer dans des accords avec des tribus disparates alors qu'elle se désengage lentement.* »





LIZZIE PORTER AND  
BEN VAN HEUVELEN  
SEPTEMBER 9, 2023

## Iraq-Turkey negotiations highlight big barriers to northern pipeline restart

High-level diplomacy has failed to make progress, and a recent U.S. legal filing from Turkey suggests a new phase of adversarial action.

ANKARA - Recent negotiations have failed to bring Baghdad and Ankara toward an agreement to restart Iraq's northern oil exports, raising the likelihood that much of Iraqi Kurdistan's oil production will remain offline for the foreseeable future.

The latest sign of acrimony was a Sept. 7 court filing in the U.S. in which Turkey claims Iraq owes \$957 million stemming from an arbitration ruling issued by the Paris-based International Chamber of Commerce (ICC) in late March.

Turkey's legal action comes on the heels of a flurry of high-level diplomacy that had raised hopes of a political breakthrough to end the pipeline outage.

In late August, Turkish Foreign Minister Hakan Fidan visited nearly two dozen Iraqi ministers and political chiefs in Baghdad and Erbil. In Ankara, a delegation led by Iraqi Oil Minister Hayyan Abdulghani met with officials from Turkey's Energy Ministry and state pipeline company BOTAS, including Energy Minister Alparslan Bayraktar, on Aug. 22.

But rather than leading to progress, those negotiations highlighted the severity of the disagreements, according to an Iraqi Foreign Ministry document summarizing the Ankara meetings, which was seen by Iraq Oil Report.

"It can be said that the technical negotiations were difficult and



Iraqi Oil Minister Hayyan Abdulghani (left) and Turkish Energy Minister Alparslan Bayraktar (right) meet in Ankara on Aug. 22, 2023. (Photo credit: Oil Ministry)

strenuous, because of the lack of agreement between the two sides about some issues, especially with regards to the insistence by the Turkish side on including an article in the [meeting] minutes on the two sides agreeing on withdrawing the arbitration claims and subsequently re-starting the oil flows," the document says.

The arbitration case dates back to 2014, when Baghdad accused Turkey of breaking a treaty governing the Iraq-Turkey Pipeline (ITP) by facilitating independent crude exports by the Kurdistan Regional Government (KRG) without Baghdad's permission. After many

delays, the ICC tribunal finally ruled in Iraq's favor in March 2023, which prompted Turkey to shut off the pipeline pending an arrangement that would enable exports to resume under Baghdad's authority and in compliance with the treaty.

Since then, however, the two sides have failed to reach common ground. The Iraqi federal government struck a deal with Erbil that would enable KRG crude to be sold under Baghdad's authority, and the Oil Ministry subsequently instructed Turkey to restart the pipeline — but Turkey has not done so, publicly citing technical problems as the reason.

The Iraqi Foreign Ministry's written record of negotiations in Ankara suggests that the claims of technical problems are a pretense, and behind closed doors Turkish decision-makers are using the ongoing pipeline closure as leverage to extract other concessions. In particular, Turkey is reportedly focused on pressing Iraq to drop a second, unresolved portion of the arbitration case. (The March ruling covered violations through 2018, while the pending ruling could add new damages arising from violations in subsequent years.)

"Since the outset, the Turkish side has tried hard... to prove

that the stoppage of the oil flows is for technical reasons and is far from politics, but the Iraqi delegation sees otherwise,” the Foreign Ministry document says. “This is clearly manifest in the Turkish technical delegation’s indirect confirmation that the issue of resuming oil flows through the pipeline depends on the withdrawal of the arbitration claims.”

The document describes a two-hour meeting between Bayraktar and Abdulghani, in which the two sides negotiated a “consensus text” of meeting minutes in which Iraq agreed to “hold off on” the second phase of arbitration “as a gesture of goodwill,” without saying it would drop the case entirely.

Iraqi officials also made a direct request to their Turkish counterparts to reopen the pipeline without political conditions to create space for further negotiations over a mutually agreeable settlement. But Turkish officials reportedly maintained they cannot do that because of damage sustained during earthquakes in February — without explaining why that damage is keeping the pipeline off now when it was operational for six weeks after the earthquakes and before the ICC ruling.

Turkey’s recent legal action is a further indication that negotiations do not seem to be moving in a positive direction.

The court filing is a response to Iraq’s request in April for U.S. courts to recognize the ICC ruling, setting the legal foundation for Iraq to take potential future actions to seize Turkish government assets in the event the ICC award is not paid. Turkish leaders have reportedly expressed frustration that Iraq took such an ostensibly hostile action before engaging diplomatically — an attitude subsequently reflected in Turkey’s U.S. legal filing on Thursday.

“Iraq filed its Petition... with no attempt to communicate with

Türkiye concerning the implementation of the award,” says the motion filed by Turkey’s lawyers. “Iraq’s failure to confer with Türkiye before filing its Petition... exposes its apparent objective: to use this Court as a forum for a public relations campaign against Türkiye.”

In his meeting with Abdulghani, Bayraktar also reportedly “pointed out that lawyers from the Iraqi side took steps to implement the decision in Washington, and he sought clarification on the Iraqi government’s position on this,” according to the Foreign Ministry’s written account of the visit.

Less than a week later, Turkey informed Iraq that it had performed calculations showing that the initial ICC award, of \$1.471 billion in favor of Iraq, should actually be flipped in Turkey’s favor. After accounting for the interest accrued on Turkish counter-claims, Turkey said, Iraq now owes a net award of \$957 million.

“On Aug. 28, 2023, Türkiye sent a letter to Iraq recalling the tribunal’s decisions on interest, setting out the above-mentioned calculations, and demanding prompt payment of USD 956,946,766,” Turkey’s U.S. court filing says. “Iraq has not responded to this letter to date.”

Turkey’s letter may have been responsible for derailing some follow-up talks. After the mid-August meetings, technical teams from Iraq’s federal Oil Ministry and the KRG Ministry of Natural Resources had been scheduled to meet with Turkish counterparts in the border city of Silopi on Aug. 30 to assess pipeline infrastructure, according to multiple Iraqi oil officials — but that meeting did not happen.

“It has been postponed until further notice due to the absence of the Iraqi side,” said one Iraqi oil official, who said the Iraqi delegation never showed up for the meeting.

The dispute over the award stems from the methodology

used by the arbitration tribunal in assessing Iraqi claims and Turkish counter-claims of various violations of the ITP treaty. The tribunal awarded \$1.998 billion to Iraq and \$527 million to Turkey, for a net award of \$1.471 billion — but it also stipulated that each side of the award was subject to interest. The tribunal prescribed a method for calculating the interest without making the calculations itself.

Two factors could potentially cause those interest calculations to work in Turkey’s favor.

First, Turkey’s counter-claims date back to the 1990s and 2000s, whereas Iraq’s claims are more recent, from damages incurred between 2014 and 2018. Because the tribunal said the interest should compound annually, Turkey’s side of the ledger should accumulate proportionally higher interest. Second, the tribunal says the relevant interest rate is the yield on U.S. dollar-denominated Turkish bonds, which suggests a relatively high interest rate should be applied.

“Notably, Türkiye incurred its damages far earlier than did Iraq, with the earliest of Türkiye’s damages dating to 1990,” Turkey’s U.S. legal filing says. “Iraq’s damages date from 2014 to 2018 — a period of relatively low bond yields. As a result, far more interest has accrued on Türkiye’s damages than has accrued on Iraq’s damages.”

That said, Turkey’s calculations are hardly the last word. An official familiar with Baghdad’s legal strategy expressed conviction that Turkey’s numbers are not consistent with the methodology laid out in the ICC ruling. In particular, the official drew skeptical attention to Turkey’s claim that one aspect of its side of the award — \$129 million in damages incurred in 1990 — has accrued \$2.4 billion in interest.

The official maintained that an accurate application of the ICC ruling would still yield a large

net award for Iraq. The ruling itself does not appear to lay out a mechanism for establishing a final award amount incorporating interest charges if the two sides disagree.

While the ICC arbitration panel found that Turkey breached the ITP usage treaty by facilitating the KRG’s independent exports, Turkish officials have also argued in subsequent negotiations that Iraq has not met its obligations under the agreement because it has failed to carry out repair work on the pipeline in Iraqi territory. The upshot is that crude flows through the pipeline — and therefore the amounts on which Turkey can charge transit fees — are well below full potential.

According to the Iraqi Foreign Ministry memo, BOTAS director-general Burhan Özcan said that “the benefit from the Iraq-Turkey Pipeline has not been at the level aspired to in the past, and it could be put to better use.” He then listed a series of measures that Turkey has taken over and above its obligations under the ITP treaty to make up for Iraq’s shortcomings, including installing a reserve pump on its side of the border, and a series of “emergency centres” to sustain throughputs.

BOTAS did not immediately respond to a request for comment.

Even if Turkey were to agree to reopen the pipeline, it is not clear that the Iraqi side is prepared to ramp back up to the roughly 450,000 bpd that was being exported before the shutdown.

International oil companies (IOCs) operating in Kurdistan have several months’ of unpaid invoices, and they have expressed skepticism that new political arrangements with Baghdad will enable them to get paid going forward. In particular, the 2023 budget law approved in June ensures that oil revenues are controlled by the federal government rather

than independently by the KRG. At the same time, the budget law allocates only \$6 per barrel to oil producers operating in Kurdistan, which would amount to payments far below their contractual entitlements.

The upshot is that international oil companies (IOCs) operating in Kurdistan are unlikely to ramp up production unless there are sufficient revenue flows and authorizations to be paid in full, according to the Association of the Petroleum Industry of Kurdistan (APIKUR), an organization that includes several producing companies.

“Even if the ITP reopens, member companies of APIKUR will not produce oil for pipeline exports until it is clear how IOCs will be paid for their contractual entitlement to past and future exported oil,” AKIPUR said in a statement at the end of August.

\_Lizzie Porter reported from Ankara. Ben Van Heuvelen reported from the United States.\_

#### Iraq Oil Report Attribution Policy

All sources quoted or referenced spoke to Iraq Oil Report directly and exclusively, unless stated otherwise. Iraq Oil Report typically grants anonymity to sources that can't speak without risking their personal safety or job security. We only publish information from anonymous sources that we independently corroborate and are important to core elements of the story. We do not provide anonymity to sources whose purpose is to further personal or political agendas.

#### Iraq Oil Report Commitment to Independence

Iraq Oil Report strives to provide thoroughly vetted reporting and

fair-minded analysis that enables readers to understand the dynamic events of Iraq. To meet this goal, we always seek to gather first-hand information on the ground, verify facts from multiple angles, and solicit input from every stakeholder involved in a given story.

We view our independence as an integral piece of our competitive advantage. Whereas many media entities in Iraq are owned or heavily influenced by political parties, Iraq Oil Report is wholly owned by several of its employees. In a landscape that is often polarized and politicized, we are able to gather and corroborate information from an unusually wide array of sources because we can speak with all of them in good faith. To fund this enterprise, Iraq Oil Report depends on revenue from both advertising and subscriptions. Some of our advertisers and subscribers - includ-

ing companies, governments, and NGOs - are also subjects of our reporting. Consistent with journalistic best practices, Iraq Oil Report maintains a strict firewall that removes business considerations from editorial decision-making. When we are choosing which stories to report and how to write them, our readers always come first.

To fund this enterprise, Iraq Oil Report depends on revenue from both advertising and subscriptions. Some of our advertisers and subscribers - including companies, governments, and NGOs - are also subjects of our reporting. Consistent with journalistic best practices, Iraq Oil Report maintains a strict firewall that removes business considerations from editorial decision-making. When we are choosing which stories to report and how to write them, our readers always come first.



September 10, 2023

## President Erdogan's visit to Iraq postponed

An Iraqi Foreign Ministry source earlier stated that tensions between Baghdad and Ankara delayed Erdogan's August visit to Baghdad.

**E**RBIL (Kurdistan 24) – Turkish President Recep Tayyip Erdogan's visit to Iraq has been postponed, according to an Iraqi government source.

The source stated that the delay was caused by Turkey's desire to discuss only the PKK issue and trade between the two countries, whereas the Iraqi government is seeking to address the issues of resumption of Kurdistan Region oil exports through Ceyhan port and water issues with Turkey. Meanwhile, according to the

US-based newspaper The Cradle, Erdogan's visit to Iraq is postponed due to stalled oil exports from the Kurdistan Region through the Ceyhan port.

Moreover, the newspaper explained that in the absence of significant progress in the energy talks between Baghdad and Ankara, Erdogan's visit may take place in late October.

An Iraqi Foreign Ministry source earlier stated that tensions between Baghdad and Ankara delayed Erdogan's August visit to Baghdad.

In March, Baghdad requested Ankara to halt Kurdish oil exports, after the Iraqi government claimed victory against Turkey at an international arbitration court in Paris.

Turkey has been ordered to pay Iraq \$1.5bn for damages while another case against Ankara is pending, per the court's ruling.

Furthermore, Turkey's Foreign Minister Hakan Fidan on Aug. 22, visited Iraq and met with top Iraqi and Kurdistan Region officials.

On March 21, the Iraqi Premier visited Turkey and met with the Turkish President in Ankara, where they discussed the water crisis.

Turkey and Iraq enjoy lucrative economic ties. It was reported that in the year 2022, the two countries traded \$15 billion in goods, an overwhelming part of which is transported through the Ibrahim Khalil (Habur) border near the Zakho independent administration of the Kurdistan Region.

The New York Times

Matina Stevis-Gridneff  
Sept. 10, 2023

# E.U. Official Held in Iran Prison in Brutal Conditions, Family Says

Relatives of Johan Floderus have released details of his incarceration since April 2022, revving up a public campaign on his birthday to bring him home

**T**en months with no communication with his family. Three hundred days in solitary confinement. A cell that's fully lit around the clock.

These are some of conditions faced by Johan Floderus, a European Union official from Sweden who was arrested in Iran in April last year and has been held hostage since, his family revealed on Sunday.

Last week The New York Times was the first to report on his incarceration at Tehran's infamous Evin prison, after E.U. and Swedish authorities kept it under wraps for more than 500 days.

Now the family has gone public, sharing details of Mr. Floderus's detainment to raise awareness and rally support.

On Sunday, Mr. Floderus, who rose in the E.U. civil service to become a member of the diplomatic corps, turned 33 in Iran's custody, in what appears to be another case of hostage-taking to exert pressure for the release of Iranian prisoners or other concessions from the West.

Mr. Floderus's family said Sunday in a statement that it was [starting a public campaign](#) to bring him home, following in the footsteps of the families of other foreigners or dual Iranian citizens whom the government has detained in re-

cent years.

The family said Mr. Floderus's rights were being flagrantly violated. He is permitted only three and a half hours of fresh air a week, they said, is unduly limited in receiving letters from relatives or sending correspondence and has been granted just a handful of visits by Swedish diplomats in Tehran since he was arrested.

"He has been allowed to make, on average, one short phone call per month starting in February," the statement said, adding that Mr. Floderus "had to go on hunger strike to be allowed to make several of these calls, which have to be in English and monitored."

Mr. Floderus's case is unusual because of his professional background, which makes him a high-value prisoner in what experts describe as an energetic "hostage diplomacy" advanced by Iran.

Before joining the European Union's diplomatic corps, Mr. Floderus traveled to Iran on official bloc business for humanitarian projects, his family said on Sunday. He had been on a tourist visit in April last year when he was arrested at the Tehran airport on his way out of the country.

In the sole video call Mr. Floderus has been allowed so far, last month, he made a "des-

perate plea" to his family to step up their efforts for his release, the statement said, adding that Mr. Floderus is innocent of any wrongdoing.

The Iranian authorities, in a statement in July 2022, announced that they had arrested a Swedish citizen for espionage and claimed that his previous travel in the country showed he was there on nefarious business.

Mr. Floderus's continued detention in Iran puts the European Union and Sweden in a difficult spot, compounded by the fact that they kept it secret for such a long time, seemingly without making any real progress toward his release.

Sweden has convicted and imprisoned a high-profile former Iranian judicial official for ordering the deaths of thousands of people in the 1980s, and Swedish-Iranian relations are at a nadir.

Apart from Mr. Floderus, Iran said it planned to [execute an Iranian-Swedish scientist](#), Ahmadsreza Djalali, who has been held since 2016 on murky charges of spying and aiding Israel in assassinating nuclear scientists, accusations that he denied in May last year. That month, it executed another Swedish-Iranian, the dissident Habib Chaab, who had been living in Sweden for more than

a decade and was abducted during a visit to Turkey in 2020 and smuggled to Iran.

The European Union has been trying to revive a nuclear deal with Iran, and several high-level officials have visited Tehran, throughout Mr. Floderus's incarceration. The dynamics and context of these diplomatic exchanges and the continued engagement with the Iranian government are now under scrutiny given that an E.U. employee is imprisoned in Iran.

"I want to stress that I personally, all my team at all levels — European institutions in close coordination with the Swedish authorities, which have the first responsibility of consular protection — and with his family, have been pushing the Iranian authorities to release him," Josep Borrell Fontelles, the E.U.'s top diplomat, said last week after The New York Times revealed Mr. Floderus's arrest.

"Every time we had diplomatic meetings, at all levels, we have put the issue on the table. Relentlessly," he added.

A version of this article appears in print on **Sept. 11, 2023**, Section A, Page 6 of the New York edition with the headline: Family of E.U. Official Details Harsh Conditions He Faces in Iran Prison. [Order Reprints](#) | [Today's Paper](#) | [Subscribe](#)



September 11, 2023

# The “Woman, Life, Freedom” Movement: A Report on the Human Rights Violations and Harsh Sanctions of Kurdish Protesters by the Islamic Republic of Iran

The Iranian authorities have subjected hundreds of Kurdish citizens to unfair trials and harsh sentences following the Woman, Life, Freedom Movement. The Hengaw Organization for Human Rights documented the legal proceedings against these citizens, who participated in or supported the movement, and verified the identities of approximately 202 detainees so far.

Among these cases, one Kurdish citizen was sentenced to death and executed, while 201 others received a total of 715 years and 6 months of imprisonment, 21 years, and 6 months of suspended imprisonment, 2,227 lashings, as well as additional monetary fines and social deprivation.

Moreover, at least 15 Kurdish citizens were convicted by security and regime courts on charges related to “waging war against God” and “corruption on earth”, which could result in severe punishments such as capital punishment or long-term imprisonments. These include Saman Yasin from Kermanshah (Kermashan), Purya Jawaehri from Kamiran, Ehsan Mohammadi 16 years age, Farhad Tahazadeh, Farzad Tahazadeh, Faryad Hamzashour, Shahram Mae-roof Mala, Reza Eslamdoust, Karvan Shahiparvaneh, and Farzad Mahmoodpour, all from

Oshnavieh (Shno), Reza Ras-sai from Sahneh, Kaywan Zende-karimi, Sardar Shahmoradi, Aram Azad, and Houshang Chahargorge from Sanandaj (Sine).

Hengaw’s statistics also indicate that during the woman, life, freedom movement, at least 192 children from various cities in Kurdistan were arrested by the security and intelligence organizations of the Islamic Republic of Iran. Their identities have been confirmed by Hengaw. Among them, four children received sentences; these are: Kourosch Grawand, aged 17 from Sarableh, sentenced to 7 Months of imprisonment; Farhad Nowaei, aged 16 from Mahabad, sentenced to 2 years of imprisonment; Arshia Barzin from Javanrud, sentenced to 3 years of imprisonment and 74 lashes, Kianoush Azami from Javanrud, sentenced to 10 months of imprisonment and 74 lashes.

The intelligence authorities have also targeted Kurdish female activists for their involvement in the movement. According to Hengaw’s statistics, at least 23 Kurdish female activists have been collectively sentenced to 69 years and 7 months of imprisonment and 18 lashings by the judicial system of the Islamic Republic of Iran. Among them, four female activists received suspended sentences

ranging from one to three years.

Furthermore, the Iranian authorities have persecuted Kurdish teachers and students for their support of the movement. According to Hengaw’s statistics, more than 100 Kurdish students were detained by security institutions during the movement. Several of them were deprived of continuing their education, and at least eight individuals received a total of 19 years and 1 month of imprisonment and three years of suspended imprisonment. One of these students also received 74 lashings as part of the sentence. Additionally, at least four Kurdish teachers received a total of 16 years and 4 months of imprisonment by the judicial system of the Islamic Republic of Iran.

The regime has also harassed Kurdish Mamustas (Kurdish clerics) and religious Sunni activists for their participation in the movement. According to Hengaw’s statistics, at least 13 Mamustas and religious trainees in Kurdistan received a total of 47 years and 5 months of imprisonment and five years of suspended imprisonment by the judicial system of the Islamic Republic, especially the special clerical courts in Kermanshah, Hamadan, and Urmia. Additionally, four of them received a total of 294 lashings and other penalties

such as exile, prohibition from delivering sermons, and forced removal of clerical attire.

The Judiciary authorities have convicted at least 44 detainees in Kurdish cities to flogging as a form of punishment. Flogging constitutes a grave violation of international human rights law, which prohibits flogging as an inhuman, cruel, and degrading practice. According to the statistics of Hengaw, the judicial system of the Islamic Republic imposed a total of 2,227 lashings on at least 44 Kurdish individuals in detention. These individuals include children, women, students, teachers, and Mamustas..

Hengaw’s legal department emphasizes that, in most cases, due process rights, even under the laws of the Islamic Republic of Iran, have not been respected. The majority of detainees have experienced physical and psychological torture and have been denied access to legal counsel or attorney. The cases have been constructed solely based on the power of intelligence agents, resulting in the issuance of conviction sentences. The judicial authorities have not demonstrated any judicial independence in carrying out their duties. Further investigations by Hengaw’s legal department concerning other detainees are ongoing, and updates will be provided in subsequent reports.



September 11, 2023  
Chenar Chalak

## Kurdistan Region President, PM discuss budget issues with US ambassador

**E**RBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani on Monday met separately with US Ambassador to Iraq Alina Romanowski, discussing the ongoing budget issues between Erbil and Baghdad while stressing the need to ensure the Region's financial rights.

Delegations of the Kurdistan Regional Government (KRG) and the Iraqi federal government have held talks in recent months, aimed at resolving the lingering issues relating to the Region's share in the federal budget.

Last week, Baghdad said it

would send Erbil 500 billion Iraqi dinars (close to \$382 million) as part of a "loan agreement" to cover the salaries of Erbil's public servants. The KRG has said that the amount provided by Baghdad is not enough to meet the needs of the Region.

Both President Barzani and Romanowski agreed that Erbil and Baghdad must engage in constructive dialogue to reach an understanding towards resolving their disputes "in a way that ensures the constitutional rights of all sides, and maintains peace and political stability in the country," according to a statement from the presidency. President Barzani stressed that the current disputes between

Erbil and Baghdad do not serve the interests of the country, pointing out the Kurdistan Region "must be treated as a federal region" in accordance with Iraq's federal system.

"The Kurdistan Region's budget share must be paid in full and Kurdistan rights must not be violated," a statement from PM Barzani's office cited the Kurdish premier as saying during the meeting with the US diplomat. PM Barzani stressed that the KRG has complied with all its obligations as set forth in the federal budget, saying that it is necessary Baghdad provides the salaries of the Region's public servants the same way it does for the other Iraqi provinces.

The two agreed on the significance of holding constructive dialogue to resolve the differences.

The KRG has failed to pay its civil servants on time and in full for several years due to the financial crisis. Public sector employees have not been paid for the months of July and August following several failed deals with Baghdad.

Iraq passed its highly-contentious budget bill for the years 2023, 2024, and 2025 in June, which includes a record \$152 billion in spending, of which the Kurdistan Region's share is 12.6.



September 11, 2023

## PKK-affiliated individual perpetrated Erbil's Sept. 1 'terrorist act', says KRSC

The improvised bomb, containing Pentaerythritol tetranitrate (PETN) – a highly explosive material – weighed 1kg, per the press release.

**E**RBIL (Kurdistan 24) – A Kurdistan Workers' Party (PKK)-affiliated group perpetrated the September 1 explosion, a "terrorist act", in the Kurdistan Region's Erbil, the Region's Security Council said in a statement on Sunday.

The bomb exploded on a pedestrian bridge in Erbil on the 60-Meter Road on September 1, causing no casualties but resulting in material damage to the structure.

The incident was a "terrorist act" committed by Zalil Jalil Khalaf, a member of Tavgarî Azadî, a PKK-linked group, according to the Council's minister.

The improvised bomb, containing Pentaerythritol tetranitrate (PETN) – a highly explosive material – weighed 1kg, per the press release.

The perpetrator is from Sulaimani province's Chamchamal district,

to where he had returned following the act, according to the release.

An arrest warrant has been issued to the perpetrator who is still at large.

The Council shared a video of the perpetrator as he had laid the explosive material on the bridge. It later shows the explosion moment.

The Kurdistan Region's officials

have previously announced that the PKK, a Kurdish militant group that has fought Turkey since the mid-1980s, had planted roadside bombs in the border areas with the Kurdish region against the Peshmerga forces.

Turkey has launched several military operations against the group inside the Kurdistan Region, where its suspected members are often targeted by Ankara's drone strikes.

## Face à l'inflation, les Turcs entre débrouille et survie

En dépit d'un virage de la politique monétaire, la fièvre sur les prix ne se calme pas et la vie des habitants est de plus en plus difficile.

**L**'n'est pas un jour de répit, pas un jour sans que les prix n'augmentent en Turquie. Une fois, c'est le pain, une autre fois l'oignon ou le produit vaisselle. Encore hier, c'était le verre de thé au café du coin. En ce début septembre, il coûtait 20 livres turques, soit 0,70 euro. Avant l'été, il était à 15 livres turques. L'année dernière à 7,5.

Dans une tribune parue dans le quotidien suisse de langue allemande *Neue Zürcher Zeitung*, l'écrivain Ismail Güzelsoy affirmait que les Turcs subissaient l'inflation tel un coup de force des éléments, une sorte de catastrophe naturelle devenue permanente. De fait, la valse quotidienne des étiquettes est un révélateur impitoyable de l'impuissance des consommateurs. Les restaurants et bars s'abstiennent d'ailleurs de plus en plus d'afficher leurs prix, que ce soit au menu ou sur leurs liens code-barres.

Certains sites tentent de remédier à cette perte de repères. Il y a les hashtags #enfilyon, #dolartl et le compte ZAM Haber sur X (anciennement Twitter) qui pointe toutes sortes de variations. Le lait, le beurre, les arnaques aussi, les baisses mensongères de certaines enseignes ou encore les annonces du gouvernement, tout y passe. Telle cette photo d'entrecôte de 300 grammes prise en 2019 et qui coûtait à

l'époque 19,47 livres. Elle vaut aujourd'hui 120 livres. Le compte, qui pourrait se traduire par l'« info de l'inflation », est suivi par plus de 600 000 abonnés.

« **Je ne regarde plus ces chiffres** »

Côté autorités, les prévisions et les annonces varient elles aussi d'une période à l'autre. Cet été, la Banque centrale, qui avait déjà procédé à des hausses limitées de ses taux d'intérêt, a surpris en relevant fortement son principal taux directeur à 25 % le 24 août. Mercredi 6 septembre, le gouvernement revoyait à la hausse ses prévisions et table désormais sur une augmentation des prix annuelle de 65 % d'ici la fin de l'année avant un ralentissement à 33 % l'année prochaine. Dans ses prévisions publiées il y a un an, il comptait sur des hausses de 24,9 % et 13,8 % respectivement. Cruel rappel, à deux ou trois mois près, pas une fois sur ces quarante dernières années l'inflation n'a enregistré un taux inférieur à 10 %.

« *Nous sommes dans une période de transition* », a tenu à souligner d'un ton prudent, lundi 4 août, le ministre de l'économie, Mehmet Simsek. Les statistiques officielles, quoique déjà extrêmement élevées, sont contestées par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur

l'inflation selon lesquels la hausse des prix à la consommation s'élève à 128 % en glissement annuel.

« *Je ne regarde plus ces chiffres, cela n'a plus aucun sens, souffle Umut Bey. Je sais seulement que l'argent manque, que nous nous appauvrissons et que cela ne va pas s'améliorer.* » La cinquantaine lasse, distante, mais non sans humour, cet entrepreneur installé dans les confins de la métropole stambouliote dirige une petite société de meubles avec un savoir-faire et une habileté qui force une méditative admiration. Umut Bey, « *Monsieur Umut* », comme on l'appelle, ne donnera pas son vrai nom mais quelques recettes pour tenter de se maintenir à flot dans cette rude économie turque. « *Comme tout le monde, je survie en scrutant quotidiennement les cours du dollar et de l'euro. Dès que j'ai des livres, je les change et place l'argent sur mon compte et garde du cash.* » Toutes les banques en Turquie offrent la possibilité d'ouvrir un compte en devises étrangères.

**Moins de viande, plus de pain**

Quand il peut, Umut Bey achète des produits en gros. Des bouteilles en packs, des pâtes et du riz en vrac. L'alimentaire est un des secteurs, avec l'immobilier et la santé, qui a le plus aug-

menté. Lui et sa famille consomment moins de viande. Plus de pain en revanche, parfois même le pain des kiosques subventionnés par la municipalité et vendu à 5 livres pièce. « *On est arrivé à un point où un téléphone portable est devenu un investissement.* » Le prix d'un véhicule d'occasion est trois fois plus cher en Turquie qu'en Allemagne et même en France. Celui d'un iPhone neuf revient à plus du double que dans ces deux pays.

Au travail, ses employés sont tous rémunérés au smic, 11 400 livres, comme près de 60 % des salariés en Turquie. « *Cela permet de payer moins de taxes et d'impôts, sinon on ne s'en sort pas*, explique-t-il. *Je donne de la main à la main des primes en fonction des ventes et selon ma trésorerie.* » C'est cette dernière qui pose le plus de problèmes. « *En Europe, vous avez un fonds de roulement de six mois, ici c'est trente jours maximum. Le manque de liquidités est à tous les niveaux.* » Depuis l'élection présidentielle de mai, les mesures se sont multipliées pour limiter les prêts bancaires afin de maintenir les réserves de liquidités, en chute libre dans les coffres de l'Etat. Un fonds de dépôts public de 130 milliards de dollars (121 milliards d'euros), créé en 2021 et censé

protéger l'épargne privée contre les pertes de change, a pris fin cet été.

Umut Bey hausse les épaules : « *On se débrouille, on masque quelques factures, on s'assure de la fiabilité des fournisseurs.* » Sa femme, elle, a accepté de l'aider pour la comptabilité de l'entreprise. Un membre de sa famille vient aussi donner un coup de main, y compris le week-end. Comme ailleurs, ici, les journées de travail dépassent les dix-douze heures. « *C'est cette "flexibilité à la turque",*

*qui nous permet encore de tenir* », dit-il, le sourire crispé.

#### Un loyer qui a doublé

Le loyer de son atelier a lui aussi augmenté. Son propriétaire a exigé le double du prix, passant de 4 000 à 8 000 euros par mois. Umut Bey a porté l'affaire en justice. Deux à trois années de procédures sont à prévoir.

Ses crédits, il les maintient à flot à grand-peine. Umut Bey fait ce que les anciens appellent la « *trancha* », clôturant un crédit avec le crédit

d'une autre banque avant d'en solliciter un nouveau dès le lendemain auprès du même établissement.

« *Comme les banques augmentent leurs taux, j'emprunte aussi à des proches.* » Et puis, il y a ce système de « *factoring* » (affacturage) avec ces officines, parfois au sein même des banques, qui permet le paiement de 60 % à 70 % des créances libellées par chèques et encaissables à cinq ou six mois, comme cela se fait traditionnellement dans le secteur textile et de

l'ameublement. « *On y perd, mais on a des liquidités, sans lesquelles rien ne marche.* »

Lui gagne entre 30 000 et 35 000 livres par mois, « *et encore, je n'ai pas à me plaindre, je n'ai pas hypothéqué notre appartement pour des crédits, contrairement à tous mes collègues* ». Par rapport à l'année 2022, ses revenus ont baissé de plus de 60 %. « *Depuis longtemps, on dit qu'on va dans le mur, conclut-il. Je crois que nous y sommes.* »

**Le Monde**

Annick Cojean  
11 Septembre 2023

## « Femme, vie, liberté » : un roman graphique pour soutenir la révolte qui secoue l'Iran depuis la mort de Mahsa Amini

**R**écitUn an après la mort de la jeune femme arrêtée par la police des mœurs, les éditions L'Iconoclaste publient, jeudi 14 septembre, un livre rassemblant 192 planches dessinées. Un projet coordonné par Marjane Satrapi, autrice d'origine iranienne de « *Persepolis* ». Une version en persan sera diffusée sur des centaines de sites iraniens.

Quand, un matin de janvier, l'éditrice parisienne Sophie de Sivry appelle son amie Marjane Satrapi pour lui parler de l'Iran et de son envie brûlante de concevoir un livre pour soutenir la révolte qui secoue le pays depuis la mort d'une jeune femme – Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs pour un voile incorrectement porté –, elle n'imagine ni l'ampleur de l'opération commando

qu'elle va susciter ni la fièvre qui va s'emparer de la petite équipe chargée du projet. La patronne des éditions L'Iconoclaste veut agir. Elle ne supporte pas ce sentiment d'impuissance qu'éprouvent tous ceux qui, à des milliers de kilomètres de Téhéran, observent depuis septembre 2022 la répression des manifestations, les arrestations arbitraires, les condamnations aux coups de fouet, à la prison, voire à la pendaison. Il faut tendre la main à cette jeunesse, mobiliser les opinions occidentales, interdire l'indifférence, rompre le silence des intellectuels et des politiques devant la barbarie des dirigeants d'une République islamique aux abois. Elle piaffe. Et elle se doute que Marjane Satrapi vibre à l'unisson.

« *Cela faisait quatre mois que*

*toute ma vie était en suspens !, confirme l'artiste, qui est née en Iran en 1969 et y a grandi avant de partir en France en 1994, où elle s'est fait connaître par une bande dessinée autobiographique, *Persepolis* (4 millions d'exemplaires), traduite dans cent langues et portée au cinéma. *Quatre mois que je pensais à l'Iran nuit et jour, traquais la moindre information, m'émerveillais du courage insensé de cette jeunesse que plus rien n'effraie, remuais ciel et terre pour soutenir la révolte !* »*

La proposition de Sophie de Sivry tombe donc à point. « *Oui, un livre. Bien sûr, un livre !* » Un livre-ovni, un livre-événement, « *un livre à concevoir dans l'urgence et la passion, la colère et la fraternité* ». Collectif, « *parce que le mouvement *Femme, vie, liberté* est une im-*

*mense vague populaire* ». Graphique, « *parce que le dessin parle instantanément à tout le monde* ». International, « *avec des contributeurs issus de plusieurs pays, y compris d'Iran, et au péril de leur vie* ». Un livre qui paraîtrait simultanément dans plusieurs capitales occidentales, mais serait traduit en persan et accessible gratuitement aux Iraniens, via Internet. « *Car vous n'imaginez pas combien ils ont besoin de se savoir soutenus, affirme Marjane Satrapi. A quel point le moindre geste leur donne espoir, fût-il symbolique comme le clip que nous avons fait en novembre en reprenant, en persan, la chanson Barayé, devenue l'hymne de la révolte, ou lorsque des actrices ou chanteuses occidentales se sont coupé une mèche de cheveux. Cela peut paraître dérisoire, mais c'était leur dire : vous*





Rahi Rezvani/ Editions de L'Iconoclaste

n'êtes pas seuls, votre combat nous importe. A défaut des politiques, mus par le cynisme, les sociétés civiles occidentales, et les artistes, sont à vos côtés. » Et c'est bien cela, l'idée.

### Dynamiter les clichés

Commence alors un compte à rebours implacable, car l'objectif est de sortir cet ouvrage pour le premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022. Un comité de rédaction est donc constitué. Marjane Satrapi sait exactement de qui elle veut s'entourer. Il y a là Farid Vahid, un politologue né en 1991 à Téhéran, immigré en France en 2014, aujourd'hui directeur de l'Observatoire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient de la Fondation Jean-Jaurès. C'est l'un des meilleurs relais de la situation en Iran, où demeure sa famille. Le mouvement Femme, vie, liberté est sa génération. Vient ensuite le journaliste Jean-Pierre Perrin, qui a sillonné l'Iran pour l'Agence France-Presse puis *Libération* et connaît magnifiquement bien cette région du monde. Enfin intervient le professeur Abbas Milani, né en Iran en 1949, historien et professeur de sciences politiques,

interdit d'enseignement après la révolution de 1979, désormais exilé en Californie où il dirige les Iranian Studies à l'université Stanford. Alba Beccaria, jeune éditrice venue lancer une section de romans graphiques à L'Iconoclaste et fille de Sophie de Sivry (dont le décès, le 31 mai, affectera cruellement toute la maison d'édition), coordonnera le travail.

Marjane Satrapi contacte elle-même une vingtaine de dessinateurs. Après tout, même si elle a abandonné sa carrière de bédéaste pour embrasser celle de réalisatrice, peintre et romancière, le dessin demeure son ADN. Elle téléphone, envoie des courriels en France et dans différents pays, explique à chacun le dessein global : informer et donner des clés de compréhension sur l'histoire, la culture et la situation politique de l'Iran. Dynamiter les clichés et regards orientalistes dont se nourrit encore « si bêtement » l'Occident. Honorer les jeunes révoltés qui, pour certains, vont jusqu'à donner leur vie pour le mouvement.

Et faire rire aussi, en osant un maximum d'irrévérence envers le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, représentant de

Dieu sur terre, et le corps des gardiens de la révolution, « ces nuisibles, sanguinaires et archi corrompus » qui disposent de dizaines de milliers de miliciens pour faire régner la terreur et réprimer les manifestants. L'humour le plus corrosif ne saurait être absent d'un ouvrage associant Marjane Satrapi, son copain Joann Sfar (connu notamment pour sa série *Le Chat du rabbin*) et la dessinatrice de presse Coco, laquelle n'a jamais eu peur, y compris après l'attentat de *Charlie Hebdo*, dans lequel elle a perdu ses collègues et meilleurs amis, de se moquer des fanatiques religieux. « Je ne sais que dessiner, dit-elle. Et je ne me pose pas la question du risque. Je défendrai toujours la liberté. Aucun intolérant religieux n'a grâce dans ma famille ! »

Bien sûr, nombre de dessinateurs sollicités ont déjà des engagements à vingt-quatre ou trente-six mois. C'est ainsi dans la bande dessinée. Néanmoins, la plupart sont enthousiastes à l'idée de travailler avec l'autrice de *Persepolis*, leur livre culte, et se débrouillent pour se plonger au plus vite dans les scénarios qu'écrivent Farid Vahid et Jean-Pierre Perrin, éplucher livres, photos, documentations sur l'Iran et op-

ter pour un sujet à traiter en six ou trente pages selon le temps dont ils disposent et leurs affinités. Au « casting » figurent ainsi Paco Roca, Lewis Trondheim, Catel, Hippolyte, Winchluss, Mana Neyestani, Pascal Rabaté...

Coco, qui a publié en 2021 un récit-témoignage, *Dessiner en core*, racontant son cheminement après les attentats du 7 janvier 2015, choisit d'exposer l'injustice touchant les femmes sportives ou simplement amoureuses des matchs et compétitions. Elle écrit donc l'histoire dite « de la fille bleue ». Cette jeune fan de l'Esteghlal Football Club s'était peint le visage en bleu pour aller au stade soutenir son équipe favorite au milieu de supporters hommes.

Rapidement repérée, elle a été arrêtée par la milice, jetée trois jours en prison et, dans l'attente angoissée d'une condamnation à plusieurs mois d'incarcération, s'est immolée par le feu devant le tribunal. « Histoire atroce, commente la dessinatrice, et si symbolique ! C'est ça que j'ai eu envie de mettre en avant : le contraste entre la fraîcheur d'une jeunesse qui veut vivre des choses ultra-simples – assister à un match,

sortir dans la rue ou faire du sport sans voile – et la décrépitude de vieux mollahs rabougris qui ne prônent que l'austérité et la mort. »

#### « Audace insensée »

La jeune Bahareh Akrami, née à Ispahan en 1983, de parents emprisonnés sous le chah puis également opposants au régime islamique et contraints à l'exil, dessine avec enthousiasme quelques figures emblématiques du mouvement : les deux femmes journalistes qui, pour avoir couvert la mort de Mahsa Amini et ses funérailles, se retrouvent emprisonnées, soupçonnées d'être en mission pour la CIA ; deux médecins qui ont soigné des manifestants blessés avant d'être torturés, battus à mort, accusés de « corruption sur terre et inimitié envers Dieu » ; une lycéenne de 17 ans coupable d'avoir brûlé son foulard, debout sur une benne, tandis que ses camarades chantaient des slogans hostiles au régime et dont la famille a dû identifier le corps tuméfié dans la morgue d'une prison. Et puis, le rappeur Toomaj Salehi, traqué depuis longtemps pour ses textes et ses clips engagés, atrocement torturé. « C'est un emblème stimulant, car il parle de la joie, de la jouissance, de la vie. C'est tout ce que demande cette jeunesse. Vivre ! », explique la dessinatrice qui, elle aussi, élude la question du risque. « Depuis son arrivée en France, mon père a continué ses activités politiques et a donc toujours fait l'objet de menaces. Que faire ? Certainement pas arrêter, même si l'on sait qu'avec ce régime, c'est évidemment quitte ou double. » Le sujet de la sécurité des collaborateurs du projet, particulièrement des quatre dessinateurs iraniens, est une préoccupation majeure de l'éditeur.

Le comité éditorial se réunit chaque semaine, discute les thèmes, structure le livre. Chaque membre dispose de contacts en Iran l'informant de la situation. Marjane Satrapi,

qui s'était interdit depuis des années d'évoquer la politique iranienne – par crainte de n'être pas légitime depuis son exil en France et d'avoir une expertise faussée par la distance et le décalage de génération – se renseigne tous azimuts, explore les réseaux sociaux, demande à ses proches de la mettre en relation avec de jeunes Iraniens. Ceux-ci lui parlent au téléphone, lui transmettent des vidéos, des messages privés. « Et ce que je perçois est inouï. J'entends leur fougue, leur résolution, leur colère. Je découvre une jeunesse tellement plus avancée que nous, d'une audace insensée, d'un engagement à toute épreuve. » Une fille, éborgnée lors d'une manifestation, lui déclare : « Un œil me suffira pour voir un jour la liberté. » Marjane Satrapi est stupéfaite. « Je me doutais bien qu'il fallait une nouvelle génération qui n'ait pas vécu le traumatisme de la guerre Iran-Irak pour mettre à bas le régime. » Tout cela la convainc que le livre sera leur porte-voix.

« Je pèse mes mots, insiste-t-elle. Nous assistons à la première révolution féministe au monde, qui plus est soutenue par les hommes. Il y a déjà eu des révoltes, des mouvements d'insurrection, vite réprimés. Mais là, c'est la remise en cause du système patriarcal qui fait des femmes des sous-êtres soumises à l'autre moitié de la population et les oblige à disparaître de l'espace public. C'est le rejet de cet apartheid des sexes, absolument incompatible avec la démocratie. Ce changement culturel est majeur. Il indique que 90 % du travail révolutionnaire est accompli et qu'il ne reste plus que 10 % qui relèvent de la politique. Oui, il s'agit bien d'une révolution ! »

Farid Vahid ne dit pas autre chose : « Les Iraniens avaient beaucoup de raisons pour sortir dans la rue ces dernières années. Or ils sont sortis pour l'assassinat d'une femme, une jeune fille issue d'une petite ville traditionnelle kurde. La

cause est féministe. Et cela me rend très optimiste pour l'avenir. » C'est pour cela que le régime a peur et impose la terreur. Car ce voile est bien plus que le bout de tissu que font brûler les manifestantes. Il constitue l'instrument essentiel d'un projet idéologique. Le symbole même de l'oppression. « Celui de la guerre faite aux femmes, depuis le premier jour du régime, par le clergé iranien, estime Jean-Pierre Perrin. Le nouveau président a même durci la loi sur le voile à son arrivée en 2022. Le non-port du voile a été criminalisé. Une femme a été récemment condamnée à sept mois de traitement psychiatrique pour l'avoir mal porté, sa faute étant assimilée à une maladie contagieuse. »

#### « Imaginaire occidental »

« Mais qui connaît l'Iran ? », s'insurge Marjane Satrapi. A l'entendre, les Européens en ont une vision surannée, et le cinéma véhicule bien des clichés. « Une colline, un âne, de l'exotisme... Cannes couvre de prix les films iraniens qui, souvent, dépeignent l'Iran que les Occidentaux veulent voir ! Il est urgent de changer l'imaginaire occidental sur ce pays. » Expliquer, par exemple, que des femmes exceptionnelles y ont joué un grand rôle dans l'histoire, que certaines prirent d'assaut le Parlement pendant la révolution constitutionnelle iranienne (1905-1911) pour défendre leurs libertés ; que l'une d'elles a créé, en 1919, un magazine féminin appelé avec ironie *La Langue des femmes* (supposée bien pendue) ; qu'une autre, Ghamar, icône de la musique classique persane, s'est produite sur scène dans les années 1920, sans voile, au grand dam des mollahs ; que des générations d'écrivaines, de poétesses, d'entrepreneuses, de politiciennes sont parvenues à repousser les barrières et à obtenir de nombreux droits dans les années 1960 et 1970, droits abrogés par le gouvernement islamique, en 1979, dès son arrivée au pouvoir. En même

temps que l'âge minimal du mariage repassait à 9 ans. En 2022, plus de 27 000 filles de moins de 15 ans ont été mariées en Iran...

« Des tas de femmes, avant Mahsa Amini, ont payé très cher leur résistance », rappelle Marjane Satrapi. Pendant quarante-quatre ans, ce pouvoir les a bannies de presque tous les domaines, les a spoliées de droits multiples. Mais il n'empêche : illettrées à 60 % en 1979, elles sont aujourd'hui alphabétisées à près de 100 %, davantage que les hommes. « Et une fois qu'une femme sait lire, elle ne va pas lire que ce qu'on lui donne à lire. » Au contraire. Les Iraniennes ont misé sur les études. « Le régime leur disait qu'elles valaient deux fois moins que les hommes ? Eh bien elles se sont mises à bosser deux fois plus ! » Résultat ? Il y a presque deux fois plus de femmes que d'hommes qui ont des diplômes universitaires.

Le livre, tiré en France à 35 000 exemplaires, se veut didactique. On y parle histoire et culture, bien sûr, mais aussi fonctionnement de l'Etat, rôle des gardiens de la révolution, perversité de la censure, atrocités de la vie quotidienne à la prison d'Evin, à Téhéran, hypocrisie d'une société schizo-phrène, experte en détournement de lois, jeunesse dorée des enfants d'oligarques qui bronzent en bikini sur des plages de milliardaires tandis que des milliers d'écolières risquent l'empoisonnement par gaz toxique sur l'ensemble du pays. On rappelle les martyrs, ceux de la guerre Iran-Irak, qui exaltent la mort, et ceux de l'actuelle révolution, qui exaltent au contraire la vie. Et l'on évoque la diaspora, ces 8 millions de personnes à travers le monde, engluées dans leurs divisions et pourtant essentielles à l'avenir de l'Iran.

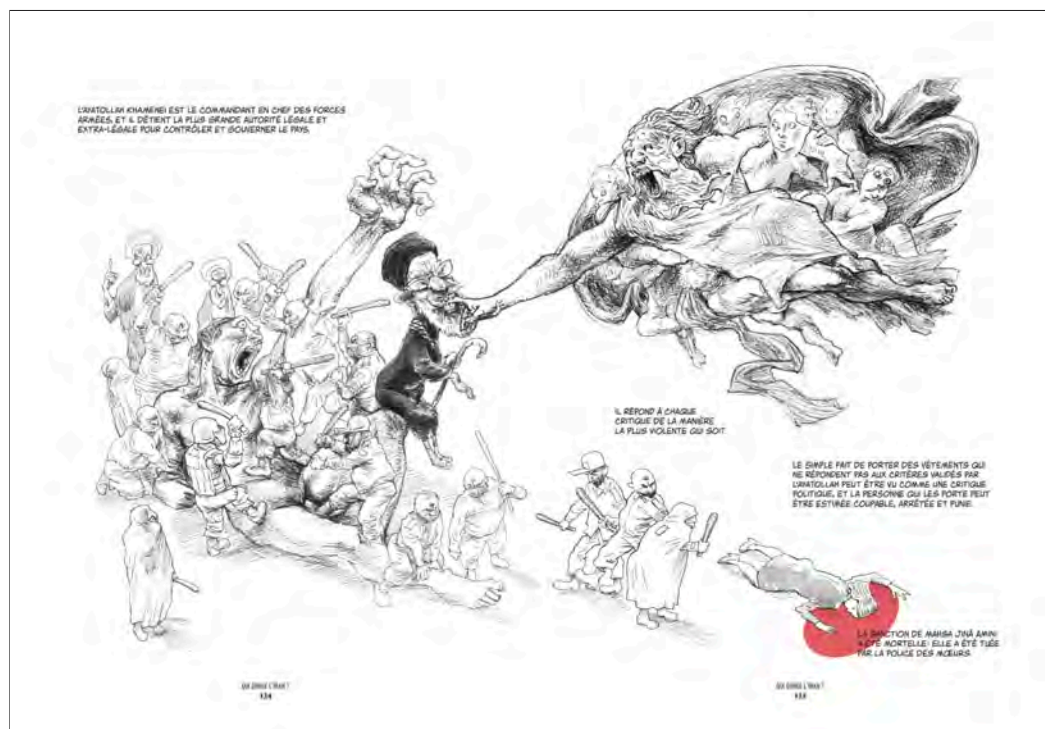
Chaque texte est lu et disséqué par le comité, chaque planche de dessin reçue dans l'inquiétude et la joie. Les sujets, les styles, les rythmes sont tous si

différents. Il y a de nombreux allers-retours entre les scénaristes et les dessinateurs. On corrige, on nuance, on glisse de nouvelles informations, on adapte. Marjane Satrapi veille à la cohésion artistique. Un livre, explique-t-elle, « *c'est une partition, un rythme, comme du jazz. On ne peut pas se permettre la moindre fausse note* ». Pas simple pour un ouvrage associant pas moins de vingt-deux collaborateurs.

### « Manque de solidarité »

Et puis, un jour, les quatre responsables du comité se sont réunis pour débattre sous les grands arbres du jardin de L'Iconoclaste, rue Jacob, à Paris. Le professeur Milani a fait la surprise de débarquer de Californie. Dans la petite bande s'est alors glissé le complice de Marjane Satrapi, Joann Sfar, un ami de trente ans. Il avait décrété être incapable de dessiner des scènes auxquelles il n'avait pas lui-même assisté. Qu'à cela ne tienne ! Va pour le débat, l'a défié la « pilote » du projet. Ecoute, observe, dessine. « *Quelle chance !, sourit le dessinateur. Voir ces quatre-là discuter de ce thème explosif était fascinant. J'assistais à un de ces rares moments qui font penser que Paris sert encore à quelque chose.* » C'est-à-dire ? « *On y réfléchit en liberté, on unit des connaissances et des énergies, on effectue un travail que le Quai d'Orsay peine à faire et auquel les intellectuels renoncent tout simplement. Par lâcheté. Marjane, elle, n'a peur de rien.* »

Et de quoi pourrait-elle avoir peur ? « *De ce qui paralyse aujourd'hui en France les politiques, les profs, les intellos,*



Une planche de la nouvelle graphique « Qui dirige l'Iran ? », extrait de l'ouvrage collectif « Femme, vie, liberté ». TOUKA NEYESTANI & JEAN-PIERRE PERRIN / EDITIONS DE L'ICONOCLASTE.

*les féministes : la crainte d'être accusé d'islamophobie, estime Joann Sfar. C'est la terreur du moment. C'est d'ailleurs ce qui me fait dire que les assassins de Charlie ont gagné : impossible de discuter sereinement du fait religieux. Alors qu'il y a urgence et que les plus grands pourfendeurs du fanatisme, en Iran, sont des musulmans, cette pudibonderie déplacée est en réalité un manque de solidarité avec les musulmans.* »

L'absence de relais des manifestants iraniens consterne en effet tous nos interlocuteurs. Malaise sur la question du voile. Malaise sur la notion de laïcité. « *Alors que les mollahs, à cause de leurs outrances, ont réussi ce tour de force extraordinaire de convertir leur pays à la laïcité ! 82 % des Iraniens veulent la séparation de l'Église et de l'Etat. Chapeau*

*les mecs !* », ironise Marjane Satrapi. Jean-Pierre Perrin acquiesce. « *Les intellectuels français se sont toujours fourvoyés sur l'Iran. Sartre, Foucault... Ça continue. Ce défaut de soutien est lamentable.* » Et Farid Vahid, qui a grandi en Iran, tient à ajouter : « *J'en suis malade quand j'entends dire en France que les Iraniennes se battent pour le choix de porter ou non le voile. C'est de la malhonnêteté intellectuelle. Non ! Si elles manifestent au risque de se faire violer en prison et assassiner, c'est pour ne plus le porter. Acceptez cette vérité !* »

L'indifférence de la communauté internationale avait permis au régime de tuer entre 20 000 et 30 000 prisonniers politiques entre 1981 et 1988. Elle lui permettra d'en tuer autant si tout le monde continue de se taire, estiment les débat-

teurs, glacés par le durcissement de la répression à l'approche du 16 septembre.

Le livre est sorti de l'imprimerie le 21 août. Il compte 280 pages, dont 192 planches dessinées, et sa couverture affiche le slogan « *Femme, vie, liberté* » dans un dessin flamboyant de Marjane Satrapi. Le PDF de la version persane va partir sous peu sur des centaines de sites iraniens. De nombreuses traductions sont en cours, du Brésil à l'Ukraine, en passant par la Finlande, l'Italie et le Canada. Et l'équipe, fière d'avoir mené à bien son opération, espère susciter de multiples débats. « *Je demeure très inquiète sur le court terme, confie Marjane Satrapi, mais confiante dans l'avenir. Le régime de Téhéran est un gros cadavre puant, encore excessivement toxique. Mais il s'agit bel et bien d'un cadavre.* »



BY MOHAMMED HUSSEIN, RAWAZ TAHIR, LIZZIE PORTER, ARAZ MOHAMMED, BEN VAN HEUVELEN  
September 12 2023

## Budget stalemate threatens Kurdistan's solvency and stability

Baghdad takes a hard line against budget transfers to KRG as negotiations falter, prompting civil servant strikes and imminent protests.

**SULAIMANIYA** - The Kurdistan Regional Government (KRG) is descending toward a crisis of insolvency and civil unrest as Iraq's federal government appears increasingly reluctant to make financial transfers under a restrictive new budget law.

Baghdad has sent just one payment of 598 billion Iraqi dinars (\$460 million) since the beginning of August, leaving the KRG far short of the revenue needed to pay a public sector wage bill of more than 900 billion dinars per month. Several groups of public employees throughout Sulaimaniya province have already announced strikes and protests against unpaid salaries.

The financial squeeze is also choking Kurdistan's oil industry. Companies operating KRG oil fields say they cannot invest the capital required to produce at full capacity unless they are paid according to their contracts, raising the likelihood of a vicious cycle of descending oil output, revenue shortfalls, and political conflict.

Security officials say the discord between Baghdad and Erbil is also affecting military coordination. The two sides had been on the cusp of setting up joint brigades to fill a security vacuum along Iraqi Kurdistan's southern border, to combat remnants of the self-proclaimed Islamic State (IS) militant group — but those plans have not moved forward.



Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani (right) and KRG Prime Minister Masrour Barzani (left) shake hands at a ceremony in Baghdad on April 4, 2023, to sign a temporary deal for restarting northern oil exports. (Photo credit: Prime Minister's Office)

«All the necessary steps for the formation of the two joint Peshmerga-Iraqi Army brigades have been completed,» said one KRG security official. «However, tensions between Baghdad and Erbil are high over the KRG's budget share... and with the current political environment, I don't see the deployment of the joint brigades to the disputed territories anytime soon.» Baghdad's reluctance to transfer money to Erbil is nothing new, but it is more consequential than ever. The KRG is more financially dependent on the federal government than it has been in a decade, after Turkey shut off [1] the KRG's independent oil exports in March, in the aftermath of a landmark international arbitration ruling [2].

In the first quarter of 2023, right before the pipeline shutdown, the KRG was making an average of \$733 million per month from its independent oil sales, according to KRG data. Now, however, the KRG cannot monetize its oil production independently; instead, under a new budget law [3] passed in June, the KRG must transfer crude to Baghdad in order to qualify for a share of federal revenue.

The KRG has begun implementing some of its obligations [4] by handing over a portion of its oil production to federal authorities. But key decision-makers in Baghdad are withholding further transfers and are questioning whether the federal government can legally

send any more money to the KRG unless it complies fully with a hard-line interpretation of the budget law.

In a Parliament hearing on Sept. 9, Finance Minister Taif Sami reportedly told lawmakers that, in her assessment, Kurdistan has already received more revenue than it should have in the first half of 2023.

According to Narmin Maruf, a Kurdish member of the Parliament Finance Committee who attended the meeting, Sami claimed the KRG has received more than 8 trillion dinars (\$6.15 billion) in 2023 from a combination of independent oil sales, border revenues, transfers and loans from Baghdad, and other sources\*\*\*Sami

and other Baghdad officials argue the KRG is over-stating how much money it is owed. They cite a clause in the budget law that says Kurdistan's allocation should be calculated by taking 12.67 percent of the federal government's actual monthly spending, after deducting certain categories of so-called «sovereign expenditures.» Given the federal government's relatively low spending in the first half of the year compared to the levels authorized in the new budget law, that methodology yields a relatively low total.

Kurdish leaders, on the other hand, cite tables in the budget law that allocate about 11 trillion dinars annually (roughly \$8.5 billion) for salaries of KRG civil servants and security forces. They argue that Baghdad is required to transfer at least that much, and that the 12.67 percent provision should function as a cap on allocations beyond salaries.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani appears to be trying to maintain a middle ground. In a televised roundtable with journalists on Sept. 11, he affirmed legal restrictions on how much the Finance Ministry could transfer, but he also acknowledged that federal money was needed to pay salaries and meet «an obligation of the Iraqi government towards its citizens in the Kurdistan region.» «Within the Cabinet's jurisdiction, it's not possible to overtake the law,» Sudani said, «but it can give loans to the KRG so they can pay their employees' salaries.» KRG officials confirmed the Iraqi Cabinet had notionally approved a 500 billion dinar (\$384 million) loan on Sept. 5, but they said the money is insufficient to pay salaries and has not yet been received\*\*\*Some civil servants in the KRG's eastern province of Sulaimaniya started going on strike over unpaid salaries in early September, and more have followed in recent days, including employees of tax-collection offices needed

to support government revenue. An imminent teachers' strike is also threatening to delay the start of the fall semester, which had been scheduled to begin Wednesday.

«We are giving a Sept. 13 deadline to distribute July and August salaries and relaunch the teachers' promotion program,» said Nabard Ahmed, a member of an informal union called the Council of Discontented Teachers in Garmiyān. «Not only will we boycott classes, but we will take to the streets.» Protests in recent years have been relatively common in Sulaimaniya, whose population generally does not support the KRG's ruling Kurdistan Democratic Party (KDP), but the KDP strongholds of Erbil and Dohuk provinces are not immune to civil unrest. Some of the most disruptive protests over the past decade have been sparked by financial crises and unpaid salaries, affecting all of Kurdistan's provinces.

There does not appear to be any easy solution for implementing the budget. The two sides disagree not only about how much the KRG is owed but also about the conditions the KRG must meet in order to qualify for budget transfers.

For example, some in Baghdad are insisting the KRG has to remit all of its customs revenue, and even revenue from local taxes and fees. KRG negotiators, on the other hand, argue that such revenues can be settled through a routine accounting exercise that deducts any amount owed to Baghdad from monthly transfers to Erbil\*\*\*Some in Baghdad are also accusing the KRG of failing an obligation outlined in the budget law to contribute 400,000 bpd of crude to be sold by the federal government's marketing company, SOMO.

«The legal reason for Baghdad's refusal [to make another budget transfer] is the Kurdistan region's lack of commitment to

handing over oil as well as border revenues,» said one Baghdad-based political official engaged with the issue.

It is currently impossible for the KRG to transfer such crude volumes, however. Even if oil companies were being paid enough to incentivize a full ramp-up in production, there is nowhere to put the entirety of the KRG's production capacity as long as the northern export pipeline remains closed.

KRG leaders involved in the talks with Baghdad over budget implementation claim such arguments are being made in bad faith.

«It does not matter how much oil the KRG has submitted,» said one KRG official. «All of [Baghdad's] calculations are moving around the formula of 12.67 percent of actual, running expenditures. If they were given all of Saudi Arabia's oil, they would not send more than 8 trillion dinars per year to the Kurdistan region because of this calculation.» A further problem is that the issue does not appear to be getting much high-level political attention. Sudani's Cabinet may have approved a recent loan, but top political leaders have not met to discuss more durable solutions.

One senior KRG official familiar with the talks said negotiators on both sides have been frustrated by an impossible task of holding tactical discussions about strategic issues.

«The Baghdad officials clearly said... they are men of mathematical calculations and bureaucratic procedures, not political decision-makers,» the official said. «Nobody [in the meeting] was at the level to make decisions about these disputes because they are inherently political, not technical.» \_Mohammed Hussein reported from Sulaimaniya. Rawaz Tahir reported from Erbil. Lizzie Porter reported from Istanbul. Araz Mohammed reported from Kalar. Iraqi staff reporting from Nassiriya are anonymous for

their security. Ben Van Heuvelen contributed from the United States. \_Iraq Oil Report Attribution Policy All sources quoted or referenced spoke to Iraq Oil Report directly and exclusively, unless stated otherwise. Iraq Oil Report typically grants anonymity to sources that can't speak without risking their personal safety or job security. We only publish information from anonymous sources that we independently corroborate and are important to core elements of the story. We do not provide anonymity to sources whose purpose is to further personal or political agendas.

Iraq Oil Report Commitment to Independence Iraq Oil Report strives to provide thoroughly vetted reporting and fair-minded analysis that enables readers to understand the dynamic events of Iraq. To meet this goal, we always seek to gather first-hand information on the ground, verify facts from multiple angles, and solicit input from every stakeholder involved in a given story.

view our independence as an integral piece of our competitive advantage\*\*\*Whereas many media entities in Iraq are owned or heavily influenced by political parties, Iraq Oil Report is wholly owned by several of its employees. In a landscape that is often polarized and politicized, we are able to gather and corroborate information from an unusually wide array of sources because we can speak with all of them in good faith\*\*\*fund this enterprise, Iraq Oil Report depends on revenue from both advertising and subscriptions. Some of our advertisers and subscribers - including companies, governments, and NGOs - are also subjects of our reporting. Consistent with journalistic best practices, Iraq Oil Report maintains a strict firewall that removes business considerations from editorial decision-making. When we are choosing which stories to report and how to write them, our readers always come first\*\*\*



September 12, 2023

## At least Nine Kurdish individuals arrested in Oshnavieh, Bukan, Baneh, Saqqez, and Divandareh

In the days leading up to the anniversary of the «Jin, Jiyan, Azadi» movement, nine individuals from four different cities in Kurdistan were arrested on the same day by the Iranian security institutions.

According to a report received by the Hengaw Organization for Human Rights, on Monday, September 11, 2023, the forces of the Intelligence Department of the Islamic Republic raided the residence of Saeid Mohammadi in Baneh, and along with his two children, Arman and Mohammad Mohammadi, this individual was arrested.

According to a reliable source,

Saeid Mohammadi and Mohammad Mohammadi were released after a few hours of detention in custody; however, Arman Mohammadi has been transferred to the detention center of the intelligence department in Sanandaj city.

On the same day, 40-year-old Siamak Pirouti and 38-year-old Behzad Wafadar, head of the Bukan Jewelry Union, were arrested by the Iranian Intelligence Department. Earlier, Hengaw had announced the arrest of three other members of this union.

Furthermore, at the same time, Zaniar Maghdour and Fardin

Khosh-khahesh were arrested by the Iranian government forces in Oshnavieh and taken to an unknown location.

Previously, Fardin Khosh-khahesh was arrested during the «Jin, Jiyan, Azadi» movement last year and was later sentenced to five years and three months in prison by the Oshnavieh Criminal Court on charges of «disturbance of public order», «rebellion against officers» and «destruction of property».

Subsequently, on the same day, Hiwa Tatayi, from Saqqez, and Omid Karimi, a 30-year-old resident of Divandereh, were arrested during a raid by gov-

ernment forces at their residences. Hiwa Tatayi was transferred to the detention center of the intelligence department in Sanandaj, and there is no information about Omid Karimi's whereabouts or his condition of detention.

In the days prior to the anniversary of the «Jin, Jiyan, Azadi» movement, the pressure of the government institutions on Kurdish citizens increased sharply, and in addition to the arrest of dozens of people in the cities of Kurdistan, significant government repressive forces were sent from the central cities of Iran to the cities of Kurdistan.

LE FIGARO

avec AFP  
12 Septembre 2023

## Iran : enquête terminée sur deux Français en détention

Justice iranienne a indiqué mardi 12 septembre que l'enquête sur deux Français arrêtés en 2022 en Iran, l'enseignante Cécile Kohler et son compagnon Jacques Paris, était terminée. Cette enquête pourrait ouvrir la voie à un procès pour «espionnage». «Un homme et une femme, tous deux citoyens français, ont été arrêtés pour espionnage contre l'Iran», a déclaré le porte-parole du ministère de la Justice, Massoud Satayshi, au cours d'une conférence de presse.

«Leur cas a été transmis au tri-

bunal compétent après une enquête approfondie. Une mise en accusation a été prononcée», a-t-il ajouté, sans donner de détails. «Leurs avocats ont examiné à deux reprises leur dossier et, lorsque de nouvelles informations seront disponibles, nous les communiquerons», a poursuivi le porte-parole.

Cécile Kohler, enseignante de français et syndicaliste, et Jacques Paris, retraité, ont été arrêtés le 7 mai 2022 alors qu'ils faisaient du tourisme en Iran. Leurs proches ont à plusieurs reprises organisé des

rassemblements en France pour réclamer leur libération et dénoncer leurs conditions de détention «extrêmement difficiles» à la prison d'Evin de Téhéran.

### Deux autres Français toujours détenus en Iran

Outre Cécile Kohler et Jacques Paris, deux autres Français sont toujours détenus en Iran, le consultant Louis Arnaud, arrêté le 28 septembre 2022 à Téhéran, et un autre dont l'identité n'a jamais été rendue publique. «Rien ne justifie la

détention» des «ressortissants français dans les prisons et dans des conditions inadmissibles en Iran», a déclaré le président Emmanuel Macron dans un discours le 28 août.

D'autres pays européens et des défenseurs des droits humains accusent Téhéran de détenir des dizaines d'étrangers dans une stratégie de chantage. Un autre Français, Benjamin Brière, et un ressortissant franco-irlandais, Bernard Phelan, ont été libérés en mai pour «raisons humanitaires».

## Iran : un Suédois détenu depuis plus d'un an pour avoir « commis des crimes »

Le Suédois Johan Floderus est incarcéré dans une prison de Téhéran depuis avril 2022. La Suède a demandé la libération de son ressortissant.

L'>Iran a confirmé mardi l'arrestation d'un Suédois, diplomate pour l'Union européenne (UE), en affirmant qu'il avait « commis des crimes » lors de son séjour dans le pays, selon un porte-parole de la justice cité par l'agence Mizan Online. « Ce citoyen suédois a commis des crimes sur le territoire de la République islamique d'Iran », a déclaré le porte-parole Masoud Satayshi, faisant état d'« investigations préliminaires » sur la base desquelles « il a été envoyé en prison ».

« L'enquête a été finalisée et,

dans les prochains jours, son cas sera transmis au tribunal compétent » pour que « le bureau du procureur » prenne « une décision », a-t-il ajouté, en répondant à la question d'un journaliste au cours d'une conférence de presse à Téhéran. Il s'agit de la première réaction iranienne à l'annonce faite début septembre par la Suède et l'Union européenne de l'arrestation de Johan Floderus, âgé de 33 ans, le 17 avril 2022 à l'aéroport de Téhéran, comme l'a révélé le *New York Times*.

« Une diplomatie d'otages »

La Suède a demandé à l'Iran de libérer son ressortissant détenu « arbitrairement », tandis que sa famille a lancé une campagne sur les réseaux sociaux pour sa libération. Le porte-parole iranien n'a pas précisé quels étaient les « crimes » qu'aurait commis le jeune homme lors de son séjour touristique en Iran. Johan Floderus, qui travaillait à Bruxelles pour la délégation de l'UE en Afghanistan depuis septembre 2021, est détenu à la prison d'Evin à Téhéran.

En juillet 2022, l'Iran avait an-

noncé l'arrestation d'un Suédois pour espionnage, sur fond de relations tendues entre Téhéran et Stockholm à la suite du procès en Suède d'un Iranien, condamné à perpétuité pour son rôle dans des exécutions de masse de milliers d'opposants par le régime iranien en 1988. Plusieurs États occidentaux dénoncent ce qu'ils appellent « une diplomatie d'otages » de la part de l'Iran, qui consiste à arrêter des ressortissants occidentaux en vue d'obtenir des concessions comme la libération de ses propres ressortissants.



September 12, 2023

## Iraqi Parliament Security and Defense Committee visits Kirkuk

Mariwan Qarani, a member of the Security and Defense Committee, confirmed to Kurdistan 24 that the Committee will investigate the recent tensions and the killing of four Kurdish protesters in Kirkuk.

ERBIL (Kurdistan 24) – Iraqi Parliament's Security and Defense Committee is scheduled to visit Kirkuk on Tuesday to investigate the city's recent unrest and security situation.

Mariwan Qarani, a member of the Security and Defense Committee, confirmed to Kurdistan 24 that the Committee will investigate the recent tensions and the killing of four Kurdish protesters in Kirkuk.

On Sept. 9, the Iraqi Parliament Speaker, Mohammed al-Halboosi, issued two directives regarding Kirkuk events and Kurdistan's oil revenues. One of the directives instructed the Security and Defense Committee to investigate Kirkuk events and present its findings to Parliament.

A protest took place on Sept. 2 by Kurds against the closure of

the Kirkuk-Erbil road by the supporters of the Popular Mobilization Forces (PMF), following the latter's opposition to the handover of the KDP headquarters on Aug. 28, as mandated by Prime Minister Shia al-Sudani. Four Kurds were killed and fifteen were injured after the PMF opened fire on the protesters.

Kirkuk is home to a mix of ethnicities, primarily among them

Kurds, Arabs, and Turkmen. It is the most symbolic of territories disputed between the Iraqi government and the Kurdistan region.

The oil-rich province was under Kurdish Peshmerga forces' protection after the emergence of ISIS in 2014 and the subsequent collapse of the Iraqi army, until the takeover of the province by the PMF in Oct. 2017.

## « La Turquie, en se détournant de l'Europe, se positionnerait au plus près des leaders autocratiques »

La réélection du président Recep Tayyip Erdogan, en mai, laisse craindre une poursuite de sa politique étrangère nationaliste, quand bien même celle-ci irait à l'encontre de ses intérêts, remarque l'ancien diplomate Marc Pierini, dans une tribune au « Monde ».

Un temps, les discussions qui ont eu lieu au sommet de Vilnius, les 11 et 12 juillet, ont laissé croire que la Turquie avait donné son accord à l'accession de la Suède à l'OTAN, qu'elle avait renoué un dialogue avec les Etats-Unis et qu'elle souhaitait ressusciter ses négociations d'adhésion à l'Union européenne (UE). Il s'agissait, en fait, d'un coup médiatique, puisque les deux premiers dossiers [le Parlement turc doit notamment examiner la demande suédoise en octobre] sont aujourd'hui encore empêtrés dans les mêmes difficultés, y compris après le sommet du G20 à New Delhi [les 9 et 10 septembre], et que le troisième n'est qu'un coup tactique de la part d'Ankara.

Il reste à élucider quelles sont les intentions de la Turquie de Recep Tayyip Erdogan en matière de politique étrangère, sachant que les élections présidentielle et législatives de mai ont produit un paysage politique plus nationaliste.

Pour les pays occidentaux, les élections turques ont eu deux conséquences significatives sur la politique étrangère. La victoire d'Erdogan a été plus large qu'anticipé par les instituts de sondage turcs, et le président dispose donc d'une autorité renforcée. D'autre part, la composition de l'alliance parlementaire autour du

Parti de la justice et du développement (AKP), le parti présidentiel, est désormais plus nationaliste et conservatrice, ce qui influera sur les décisions de politique extérieure.

La politique étrangère de la Turquie lors du mandat 2023-2028 sera plus turco-centrique et accordera une priorité à la zone d'influence d'Ankara – Chypre du Nord, républiques turcophones d'Asie centrale, Caucase du Sud, pays du Golfe, autres pays arabes (Egypte, Libye, Syrie), pays d'Afrique – et aux relations avec la Russie. Le mot d'ordre sera l'autonomie stratégique.

De plus, outre ses composantes habituelles – échanges commerciaux, contrats de travaux publics, formation, transit de produits énergétiques –, la politique étrangère accordera une place importante aux accords de défense, à l'implantation de bases extérieures et aux contrats de vente d'équipements militaires. Les investissements considérables réalisés depuis les années 2000 dans l'industrie de défense ont permis à la Turquie de se tailler une place remarquable sur le marché des armements, au point que le pays exporte aujourd'hui non seulement des drones, mais aussi des frégates, des missiles et des véhicules blindés. Des pays aussi divers que l'Arabie saoudite, la Libye, le Pakistan,

le Tchad ou l'Ukraine sont désormais des clients.

### Ambitions bouleversées

Le positionnement intermédiaire de la Turquie entre Russie et Ukraine est, lui, appelé à se perpétuer, car il comporte des avantages financiers considérables, notamment sur le plan énergétique, et parce qu'il permet au chef de l'Etat de se présenter comme l'un des principaux interlocuteurs des deux pays dans un futur processus de paix et, à tout le moins, dans la recherche d'une nouvelle version de l'accord céréalier (qui reste bloqué par Moscou après l'échec des discussions du 4 septembre). Cela étant, le durcissement ou l'enlisement du conflit rendront de plus en plus difficiles les efforts de la Turquie comme faiseuse de paix, notamment en raison de ses obligations au sein de l'OTAN et des demandes pressantes de Moscou envers Ankara pour éliminer certaines sanctions occidentales. En outre, les ambitions d'intermédiation entre Russie et Ukraine sont nombreuses (Arabie saoudite, Chine, Union africaine).

Plus généralement, la nouvelle donne géopolitique européenne résultant de l'invasion non provoquée de l'Ukraine par la Russie bouleverse à la fois les ambitions turques et

les priorités des pays de l'Union européenne. La guerre, de retour sur le continent, oblige à rebattre les cartes.

Des décisions historiques ont été prises, tels le renoncement de la Finlande et de la Suède à leur neutralité traditionnelle et leur demande d'adhésion à l'OTAN, ou encore l'offre d'adhésion à l'UE formulée envers la Moldavie et l'Ukraine. Alors que le discours politique de pays comme la Hongrie, la Russie et la Turquie tendait à dépeindre l'UE comme une entité en déclin moral et politique, il s'avère que l'agression russe a renforcé la cohésion entre la vaste majorité des membres de l'Union.

Lorsque, à Vilnius, la Turquie a sorti de son chapeau un lien entre son acceptation de l'entrée de la Suède dans l'OTAN et sa propre entrée dans l'UE, lien sans fondement juridique ou historique, peu ont compris son objectif (autre que médiatique). D'autant que la réélection du président Erdogan a une conséquence claire, à savoir le renforcement d'une autocratie institutionnalisée et l'absence totale de référence aux questions relatives à l'Etat de droit, ce qui situe le pays aux antipodes des critères d'adhésion à l'UE. La Turquie envisage-t-elle un avenir avec l'Europe ou sans l'Europe ?

**Fossé avec l'Occident**



C'est bien là que se situe le talon d'Achille de l'ambitieuse politique étrangère de la nouvelle Turquie : le pays reste étroitement dépendant des flux commerciaux avec l'Europe, des investisseurs européens (qui tiennent, eux aussi, à l'État de droit), de l'innovation et des normes émanant de l'UE.

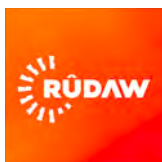
Mais une Turquie sans l'Europe peut correspondre à l'idée que se fait son président de la centralité de son pays sur la scène internationale. De

même, la formule ancienne mais réaffirmée en août par [Hakan Fidan, le chef de la diplomatie](#), à savoir qu'« une UE sans la Turquie ne saurait être un véritable acteur global », peut certainement flatter le sentiment nationaliste. A l'inverse, une relation normalisée avec l'Union européenne peut donner à la Turquie un poids plus fort sur la scène mondiale.

Dans le monde en recomposition de 2023, le choix de l'autocratie et de la répression des

opposants politiques ou civils en interne crée un véritable fossé avec l'Occident. De même, à l'international, le choix de la disruption politique et militaire, comme ce fut le cas en 2020 [*menaces sur les réfugiés, tensions avec la Grèce, crise libyenne...*], n'aurait plus aujourd'hui la même signification et ne serait plus toléré. Faire sans l'Europe, et se défaire de ses discours sur les valeurs, est sans doute tentant pour des dirigeants politiques qui viennent de se

débarrasser de leurs opposants. Mais faire sans l'Europe, ignorer ses principes de fonctionnement, et décourager ses investisseurs a aussi un prix, celui de se positionner loin de la modernité et au plus près des leaders autocratiques. Le chamboulement de l'échiquier politique et sécuritaire sur le continent européen et au-delà impose à tous les acteurs concernés une évaluation précise des réalités internationales. La Turquie n'y échappe pas.



September 12, 2023

## Legendary Kurdish singer dies at 68 in Sweden

**E**RBIL, Kurdistan Region - Beytocan, a legendary Kurdish singer, passed away in a Swedish hospital on Monday, after a long fight against jaw bone cancer. He had wished to spend his last days in the Kurdistan Region and see an independent Kurdish state but these dreams never came true.

Beytullah Guneri, best known as Beytocan, was born to a religious family in the Kurdish province of Amed (Diyarbakir), southeast Turkey in 1955. He was sentenced to 15 years in jail on political grounds during the 1980 coup but only served six and a half years. He migrated to Sweden in 1991, spending the rest of his life there.

His father, a sheik, did not allow him to sing while he was alive.

The legendary artist suffered

from jaw bone cancer, spending months in a Swedish hospital. He died in the hospital on Monday but the news of his death broke out the next day.

"His condition deteriorated in the last week. The cancer had gotten worse ... making him unable to speak," his brother, Adar Can, told Rudaw on Tuesday, adding that Beytocan's eyes remained closed in his last three days.

According to his will, he wanted to be buried in Sweden rather than Amed but his family will nevertheless hold a wake in his hometown as well, the singer's brother said.

"He said that he wished to live in Kurdistan if he recovered from the disease," Adar cited his brother as saying. He wanted to see a free Kurdistan before he died and he was hope-

ful that another generation would see this in the future, added his brother, referring to Greater Kurdistan which includes southeast Turkey, western Iran, northeast Syria (Rojava) and the Kurdistan Region.

Beytocan told Rudaw in 2021 that he wanted to spend the remaining years of his life in the Kurdistan Region but he could not because his health condition deteriorated.

"I want to live there [Kurdistan]. I cannot do anything here. I know that the situation in Bakur [southeast Turkey] will not suit me, as I might get hurt there. Bashur (Kurdistan Region) is suitable for me. I want to live there if they accept me," he said.

In his lifetime Beytocan published four albums and many of his songs have been sung by

younger singers in different styles. All of the artist's performances were exclusively acoustic.

"Everything is a lie, the world is mortal. What you took and what you brought?" goes one of his famous and most widely sung songs, Her Tîşt Vire [Everything is a lie].

Kurdish singers and leaders sent their condolences to Beytocan's family for the loss.

"The Kurdish great artist Beytocan will always be in our hearts," said Kurdish singer Ciwan Haco in a post on X (formerly Twitter).

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani said Beytocan was a top star in Kurdish music, adding that "he will always be remembered."



# Kurdistan's Weekly Brief September 12, 2023

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*

## Iran

The Iranian regime **continued** its unrelenting crackdown on the nation's Kurdish region during the run-up to the first anniversary of Zhina Amini's death on September 16. However, in an unprecedented move, **six Kurdish opposition parties** issued a joint statement expressing their consensus on various matters, including a call for Iranian Kurds to hold a general strike on the anniversary of Amini's death. Additionally, the joint statement requested Iranian organizations and parties join the Kurdish-led strike scheduled for September 16. That said, September 19 is the deadline the Iranian regime set for the disarmament and relocation of Iranian opposition parties in Iraqi Kurdistan as stipulated by the Baghdad-Tehran border security agreement **signed** six months ago. The agreement states the Kurdistan Regional Government (KRG) and the Iraqi government should remove Kurdish opposition parties from areas along the Iran-Iraq border, disarm them, and move them into government-supervised camps. The Iranian regime has shown no inclination towards extending the deadline and has threatened military action if it is not met. The Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) condemned the regime's threats and called for the international community to "act swiftly to safeguard the lives of Iranian Kurdish refugees" and to "closely monitor the regime's military and security plans."

Iraqi border guards, many of whom are Kurdish, responded to Iran's threats of military attacks on Iraqi soil by tightening security along Iraq's border with Iran and **cracking down** on Kurdish border porters (kolbars). At the same time, Iranian border guards **killed a kolbar** and wounded three others in separate attacks last week.

## Iraq

Erbil and Baghdad remain at odds over the latter's failure to send the Kurdistan Regional Government (KRG) its share of the federal budget months after Iraq's budget bill was passed. The KRG has not been able to pay public employee salaries in Iraqi Kurdistan since July because Baghdad has not sent any funds. Baghdad suggested it could provide a loan to the KRG, but the KRG deemed the proposal unacceptable. Prime Minister of Kurdistan Region Masrour Barzani said, "Zero payments from Baghdad hurts our citizens, erodes trust, and blatantly violates the Iraqi Constitution." The ongoing pause on Iraqi Kurdistan's oil exports remains another issue affecting the budgets of the KRG and Iraqi government, as it has cost the Iraqi government billions of dollars and pushed Iraqi Kurdistan towards economic calamity. Turkey is demanding Baghdad drop all attempts to collect the damages the International Chamber of Commerce ruled it owes Iraq and offer compensation for allowing the resumption of exports through the Ceyhan pipeline.

Concomitantly, Deputy Speaker of the Council of Representatives Shakhawan Abdullah **warned** Baghdad to send "Kurdistan its due" by Sunday or "all necessary measures and options are open to the representatives of the Kurdish people."

Tensions remain high in Kirkuk after Iraqi forces **killed** four Kurdish protesters and wounded dozens in the city. Baghdad has also **sent** thousands of troops backed by pro-Iranian militias to reinforce its grip on the city and the governorate. Tensions began when two radical parties in Kirkuk set up tents and protested the KDP's return to the city. The protests shut down the main road between Erbil and Kirkuk, spurring thousands of Kurds to march towards the tents and open the roads. Iraqi security forces then fired on the protesters with live ammunition on September 2.

## Syria

The Syrian Democratic Forces (SDF) **claimed victory** in the recent conflict between the Kurdish-led coalition of militias and rebellious tribal fighters in Deir Ez Zor Governorate after taking the last tribal-held town of Dhiban. The fighting began after the SDF arrested Abu Khawla, commander of the Deir Ez Zor Military Council. Khawla's tribal allies and pro-Damascus fighters from west of the Euphrates responded to Khawla's arrest by attacking the SDF and seizing towns and small swaths of territory. A key rea-

son the SDF suppressed the rebellion quickly was it had launched "Operation Security Reinforcement," which was ostensibly intended to destroy ISIS (Da'esh) cells in Deir Ez Zor, at the same time it arrested Abu Khawla.

SDF General Commander Mazloum Abdi announced the SDF would release and grant amnesty to everyone who was detained during the fighting in Deir Ez Zor. Though it remains unclear how many tribal fighters were arrested during the anti-SDF revolt, the announced move is an important step towards reconciliation and reestablishing stability in the area. Abdi further asserted on X, the platform formerly known as Twitter, that the SDF was engaged in talks with at least one tribal leader who rebelled against the SDF. Several U.S. officials, including Deputy Assistant Secretary of State for Near Eastern Affairs Ethan Goldrich and Combined Joint Task Force-Operation Inherent Resolve Commander Major General Joel Vowell, stressed the SDF's victory over the Arab tribes will not facilitate peace on its own, and the SDF must properly address local grievances to deescalate the conflict.

Turkish President Recep Tayyip Erdoğan **claimed** the Syrian government was not displaying a "positive attitude" towards the ongoing Ankara-Damascus discussions of normalizing Syrian President Bashar al Assad's regime. Erdoğan expressed disdain for

Assad's apparent passivity towards the growing Syria-Turkey-Iran-Russia consensus supporting Syria's regional re-integration. Despite expectations Assad and Erdogan would meet soon to discuss normalization, Assad asserted he would not meet with Erdoğan until all Turkish forces were withdrawn from northern Syria. Erdogan countered Assad's assertion by stating the Turkish military presence in Syria is necessary to counter the Kurdistan Workers' Party (PKK) and People's Protection

Units (YPG). Moreover, on Sunday, Erdogan renewed his [threats](#) against the Kurdish people of Syria, asserting that he will eliminate "terrorists" in northern Syria to facilitate the return of Arab refugees to Syria. Erdogan's vision for this return includes the building of permanent settlements of Arabs in ancestral Kurdish land, clearly to undermine the cohesion of Kurdistan at large through the creation of an "Arab belt" on the Turkish-Syrian border.

## Turkey

The Ankara Chief Public Prosecutor's Office [began](#) an investigation of Republican People's Party (CHP) deputy Sezgin Tanrikulu. Tanrikulu, a Kurd, is under investigation for his televised criticism of the Turkish Armed Forces' long history of human rights abuses and criminality, including the 1980 coup d'état, destruction of Kurdish villages, and numerous assassinations. The Chief Public Prosecutor's Office announced it was investigating Tanrikulu for "insulting the Turkish nation,

the state of the Turkish Republic, the institutions and organs of the state" and "inciting the public to hatred and hostility or humiliation." Turkey's Ministry of National Defense characterized the statements as "slander," and even CHP spokesperson Faik Öztrak condemned Tanrikulu's remarks. Tanrikulu currently enjoys parliamentary immunity but could be sentenced to anywhere from 12 months to three years in prison if convicted of one or more of the above-mentioned crimes.



September 12, 2023

# Pro-Kurdish Green Left supports MP over Turkish army remarks

**E**RBIL, Kurdistan Region - Turkey's pro-Kurdish Green Left Party on Monday expressed solidarity with Turkish MP Sezgin Tanrikulu, days after he was placed under investigation for remarks suggesting the Turkish armed forces were involved in crimes committed against Kurds in 1990s.

Sezgin Tanrikulu, Diyarbakir MP of the main opposition party, the Republican People's Party (CHP), in a televised interview on Friday night, said that investigations by the European Court of Human Rights (ECHR) showed atrocities committed against Kurdish civilians at the hands of the Turkish army. He went on to accuse the armed forces of throwing Kurdish villagers off helicopters and bombarding villages decades ago.

"The crimes committed against the Kurds on behalf of the state in the 90s continue today," read

a party [statement](#) on X (formerly known as Twitter), adding that the ruling alliance of the Justice and Development Party (AKP) and Nationalist Movement Party (MHP), along with the opposition, protect the perpetrators.

"Those who first deny the crimes committed against the Armenians, Kurds, Alevis, and all others and then try to silence those who voice them, cannot hide the truth," added the statement.

Turkish state media reported on Saturday night that Ankara's chief prosecutor's office launched an investigation against the Kurdish MP for "insulting the Turkish nation, the Republic of Turkey, and state institutions and bodies" and "inciting hatred and enmity."

"When a Kurd tells the truth, he is subjected to the wrath of those who are enemies of the truth, especially his own party," continued the Green Left state-

ment, adding that they will "continue to stand by the truth and defend the truth under any circumstances."

The CHP, which Tanrikulu is a part of, has distanced itself from his statements. Faik Öztrak, party spokesperson, [stated](#) on X that the MP's remarks accusing the Turkish armed forces were unacceptable.

"Our authorized bodies will discuss the matter," he added.

Despite the party spokesperson's comment, other members of the CHP did not share the same opinion.

CHP MP Yuksel Taskin [said](#) on X that "Sezgin Tanrikulu criticized without insulting anyone," and the current campaign that targets him is a work of what he called "ruling party trolls."

Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Sunday slammed

Tanrikulu for his remarks, accusing him of being close to the Kurdistan Workers' Party (PKK) and vowed that he would be punished by the law for insulting the army.

"These cowardly insults and slanders against our Turkish Armed Forces will not go unpunished," Erdogan said.

Sezgin Tanrikulu is a Kurdish MP from the Kurdish city of Diyarbakir (Amed in Kurdish). He has been serving as a member of the Turkish parliament since 2011 and is known for his advocacy for the rights of minorities, prisoners, and press freedom within Turkey.

If he is indicted, Tanrikulu could be sentenced to 12 months up to three years in prison under the Turkish penal code. However, he currently has parliamentary immunity, which must be lifted by the Turkish parliament before he can be tried.



September 12, 2023

## Kurdish, Iranian officials meet as border security deadline nears

**E**RBIL, Kurdistan Region - Top Kurdish officials on Monday held several meetings with Iranian diplomats in both Erbil and Tehran, discussing various subjects including security, as the deadline provided by the Islamic republic to disarm Kurdish opposition groups on the Iran-Iraq border approaches.

Tehran has long accused the Kurdistan Regional Government (KRG) of harboring opposition groups it considers "terrorists" and allowing them to use the border areas as a launchpad for attacks against Iran.

In March, Iran and Iraq signed a border protection deal, in which Baghdad agreed to a September 19 deadline to disarm the Kurdish opposition groups and secure the border regions. The Iranian military in July threatened to use military action if Baghdad fails to meet the deadline.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani and Prime Minister Masrour Barzani on Monday met with Iran's ambassador to Iraq Mohammad Kazem Al-e Sadeq in Erbil separately. President Barzani reiterated the Region's commitment to the security agreement signed between Tehran and Baghdad, according to a statement from the Presidency.

"The President assured that they will not allow any security threat from the Kurdistan Region to the Islamic Republic of Iran," the statement noted.

The statement from PM Barzani's office on the meeting did not mention the two discussing security issues.



A member of the exiled Komala party inspects the damage following an Iranian cross-border attack in Sulaimani's Zargwez, where the offices of several Iranian-Kurdish opposition parties are located, on September 28, 2022. Photo: AFP

During a phone call with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on Saturday, Iranian President Ebrahim Raisi described the presence of Kurdish opposition groups on the Iran-Iraq border as "intolerable" and a threat against Iran's national security.

"The deadline [for disarming the groups] will not be extended in any way," Nasser Kanaani, spokesperson for the Iranian foreign ministry, told reporters on Monday, "fortunately, the Iraqi government has taken good measures and emphasized that it is sticking to its commitment to the agreement."

Bafel Talabani, leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), met with Iranian Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian in Tehran on Monday, stressing the PUK's commitment to "stability and coexistence" in the region.

"Our goal is to achieve stability and coexistence in the region, for which we support responsible dialogue and understanding and believe that this is the only way to overcome the problems and achieve national goals," a statement from Talabani's office cited the PUK leader as saying during the meeting.

Kanaani claimed that Talabani's visit to Tehran and meetings with Iranian officials has nothing to do with the border-security pact nor its deadline.

The PUK leader also met with Iran's parliamentary speaker Mohammad Bagher Ghalibaf on Sunday, expressing hope that the two sides would prioritize the region's security and work together towards achieving shared interests, according to a statement from his office.

Iranian-Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region -

namely the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), Komala, Free Life Party of Kurdistan (PJAK), and the Kurdistan Freedom Party (PAK) - have been accused of fueling the nationwide protest movement in Iran last year and inciting unrest in the country. The groups, struggling for greater rights for Iran's marginalised Kurdish population, have fought an on-and-off war with the Islamic Republic.

Iranian armed forces have carried out many attacks on the alleged positions of these groups, including using both ballistic missiles and drones.

The KRG, which has cordial relations with Tehran, has on several occasions called on neighboring countries and armed Kurdish groups to not use the Region's land as an arena to settle scores.



avec AFP  
12 Septembre 2023

## Les Etats-Unis vont échanger des prisonniers avec l'Iran, contre le déblocage de 6 milliards de dollars d'avoirs

Les Etats-Unis ont confirmé lundi 11 septembre qu'ils allaient autoriser le transfert de 6 milliards de dollars d'avoirs iraniens gelés, dans le cadre d'un échange de prisonniers conclu avec l'Iran. Un accord qui témoigne d'un apaisement des tensions entre Washington et Téhéran.

**D**ans une notification formelle au Congrès américain, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken «a paraphé une dispense» permettant le transfert de 6 milliards de dollars (5,5 milliards d'euros) de fonds iraniens gelés en Corée du Sud, a déclaré lundi 11 septembre un porte-parole du département d'Etat, précisant que cela avait été fait la semaine dernière. L'objectif : libérer cinq prisonniers iraniens détenus aux Etats-Unis, et cinq Irano-Américains détenus en Iran. Ces derniers, précise le Washington Post, ont été sortis de la prison d'Evin à Téhéran mi-août pour être placés en résidence surveillée, avant leur probable transfert au Qatar pour être libérés.

Parmi les cinq Américains qui doivent être libérés figure Siamak Namazi, un homme d'affaires arrêté en 2015 et accusé d'espionnage sur la base de ce que sa famille qualifie de preuves dérisoires. Les autres sont Mo-

rad Tahbaz, un défenseur de la faune et de la flore, Emad Sharqi, un investisseur en capital-risque, et deux autres personnes qui ont souhaité rester anonymes. Côté iranien, il s'agit, selon le média spécialisé sur le Moyen-Orient Al-Monitor, de cinq hommes reconnus coupables d'avoir envoyé des équipements interdits ou des informations confidentielles en Iran. Le cinquième détenu est Kaveh Afrasiabi, un politologue et auteur.

«Nous sommes optimistes sur le fait que l'échange de prisonniers aura lieu bientôt», a déclaré Nasser Kanani, le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères. Téhéran espère finaliser dans «les prochains jours» le transfert de ses fonds gelés, et avoir «pleinement accès à ses actifs», a ajouté le porte-parole.

Avec ces 6 milliards de dollars, l'Iran pourrait procéder à des achats humanitaires, tels des denrées alimen-

taires et des médicaments. Mais pas seulement, a affirmé Nasser Kanani lundi, précisant que Téhéran pourrait acheter «tout bien non sanctionné» par les Etats-Unis. Du côté de Washington pourtant, on souligne que «les Etats-Unis auront un droit de regard» sur la manière dont les fonds seront dépensés.

Pour les experts, cet accord, conclu après des négociations très discrètes via le Qatar, témoigne d'un apaisement des tensions entre l'Iran et les Etats-Unis, qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques depuis la Révolution islamique de 1979. Ces dernières années, les difficiles négociations sur l'accord nucléaire iranien de 2015 - moribond depuis le retrait unilatéral des Etats-Unis en 2018 sous la présidence de Donald Trump - ont ravivé les tensions à l'égard de Téhéran.

« **Rançon** »

De leur côté, les adversaires

républicains de Joe Biden ont protesté, affirmant que le président américain acceptait le paiement d'une «rançon» à un Etat considéré par Washington comme soutenant le terrorisme. Ce transfert «incite directement les adversaires de l'Amérique à procéder à de nouvelles prises d'otages», a cinglé Mike McCaul, président républicain de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants. L'administration Biden, qui reconnaît avoir fait des choix difficiles, souligne que sa priorité était de libérer ses ressortissants et que l'argent appartenait déjà à l'Iran.

S'il se concrétisait dans les prochains jours, l'accord interviendrait un an après la mort de Mahsa Amini et le début du mouvement de contestation en Iran. Mais aussi à l'approche de l'Assemblée générale de l'ONU à New York, à laquelle devrait participer le président iranien, Ebrahim Raïssi.



Bahar MAKOOI  
13 Septembre 2023

## Mort de Mahsa Amini : « Cette foule muette a pris vie et s'est mise à hurler »

**J'**étais professeur d'anglais au lycée à Saqqez [dans la région du [Kurdistan iranien](#)], c'est là que vivait [Mahsa Amini](#). Là-bas, on l'appelle Jina [son prénom kurde]. Je connais bien sa famille. Saqqez, c'est une petite ville de 50 000 habitants et son père est retraité de la «CAF» locale, il est respecté de tous. Quand j'ai appris que sa fille était dans le coma après avoir reçu des coups à la tête par la police des mœurs, je me suis immédiatement inquiété. La nouvelle a commencé à circuler en ville et l'émotion s'est répandue. Ses parents nous ont demandé de prier pour elle.

J'ai appris que Jina nous avait quittés [le vendredi 16 septembre](#). On attendait tous le retour de son corps pour les funérailles dès le lendemain. Plusieurs groupes semblaient s'être dispersés aux quatre coins de Saqqez pour veiller à ce que son corps soit bien rendu à la famille.

Je me suis rendu au cimetière à 8 h 30. Il y avait tellement de monde. Des milliers et des milliers de personnes était prostrées dans le silence le plus total. On ne les entendait même pas respirer. C'était saisissant et effrayant tout à la fois. Là, un homme s'est mis à crier : «Elle aurait pu être ma fille. Elle aurait pu être ta sœur. Jusqu'à quand allons-nous supporter cela ?» Cette foule muette a alors pris vie et s'est mise à hurler. En quelques minutes ont émergé des slogans appelant à la mort d'[Ali Khamenei](#) [Guide suprême]. Des agents de sécurité présents sur place



Diako Alavi, ancien professeur d'anglais à Saqqez en Iran, après avoir fui son pays fin janvier 2023. © Diako Alavi

ont commencé à filmer la scène depuis le toit de la mosquée du cimetière.

**«Ne pleure pas, maman, nous vengerons la mort de ton enfant»**

Ça a provoqué la colère d'une partie de la foule, qui s'en est prise à eux. Un instant, j'ai cru qu'ils allaient les tuer, mais ils ont juste confisqué leurs téléphones et sont retournés en direction de la tombe de Jina. Les gens continuaient à crier en chœur, en kurde et en persan. Ils s'adressaient à la mère de Jina : «Ne pleure pas, maman, nous vengerons la mort de ton enfant.»

Le père de Jina a pris un microphone pour calmer la foule. Je crois que, la veille, ils avaient été menacés de représailles sur leur unique fils si les obsèques tournaient à la ma-

nifestation. C'est alors que les milliers de personnes lui ont répondu d'une seule voix : «N'aies pas peur ! N'aies pas peur !» C'est aussi là que des femmes se sont mises à faire voler leurs foulards noirs en l'air. [Certaines de ces femmes ont, elles aussi, été obligées de fuir le pays après avoir été identifiées.]

**«J'ai vu deux jeunes se prendre une balle devant moi»**

Les gens ont décidé de se rendre devant le poste de gouvernorat pour manifester leur colère. Nous étions tellement nombreux que nous avons mis des heures à rejoindre le lieu. Les forces de l'ordre avaient anticipé et avaient quadrillé la place. Elles ont commencé à tirer avec les canons à eau après une seule sommation. Puis elles ont tiré au fusil à pompe... J'ai vu deux jeunes

se prendre une balle devant moi. Ils étaient blessés aux yeux.

Dès le lendemain, ma ville avait pris des allures de zone de guerre. Jour après jour, les forces de sécurité, des [Gardiens de la révolution](#) et des forces spéciales dépêchées, ont afflué dans les rues.

J'ai manifesté chaque jour. Au départ, je ne voulais pas, car je suis un peu gros et je ne cours pas assez vite. Mais les parents de mes élèves se sont mis à me téléphoner pour me supplier de les aider à ramener leurs enfants à la maison. Ils me disaient : «Ils vous écoutent, professeur, dites-leur que c'est dangereux dehors, dites-leur de rentrer.»

J'y suis allé pour veiller sur eux et j'ai découvert des jeunes au courage hors norme, prêts à

en découdre. Cette génération est très différente de la mienne. À force de vivre dans une société qui ne leur offre qu'un avenir fait de noirceur et de mensonges, ils n'ont plus rien à perdre. Au moins, le mouvement «Femme, vie, liberté» leur a donné un peu d'espoir. Ils se sont saisis de l'occasion comme pour garder la tête hors de l'eau. J'ai eu le sentiment qu'ils n'obéissaient plus à rien, ni à personne.

Je me souviens d'une jeune fille dont j'ai lavé le visage ensanglanté. Elle avait pris une balle. Je l'ai suppliée de rentrer chez elle. Je lui disais qu'elle avait eu sa dose de blessure du jour, qu'elle ne devait pas rester là, qu'elle reviendrait une

autre fois. Mais elle n'entendait rien. Elle est repartie aussitôt en première ligne des affrontements.

**«Mon interrogateur m'a accusé d'être un mauvais professeur»**

J'ai été arrêté quelques mois plus tard pour mes activités au sein du syndicat des enseignants et pour avoir participé aux manifestations. J'ai passé deux semaines en prison, du 2 au 15 janvier 2023. Mon interrogateur m'a accusé d'être un mauvais professeur et d'avoir embrigadé mes élèves. Depuis toujours, en classe, je discute de tout avec eux. L'anglais est l'occasion d'apprendre les mots «freedom», «equality»,

«apartheid»... Je tenais un café littéraire là-bas et c'était aussi un lieu d'échange culturel entre professeurs.

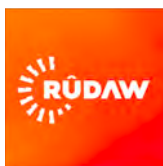
À ma sortie de prison, j'étais en «liberté provisoire». Le jour-même, j'ai décidé de partir sans dire au revoir. J'ai passé trois mois en Turquie avant de rejoindre la France.

Souvent, je regrette. Mes élèves me manquent, je suis très inquiet pour eux et pour leur avenir.

J'ai honte de tous les proches que j'ai laissés sans leur faire mes adieux. Je me dis que j'aurais dû rester. Je risquais jusqu'à huit ans d'emprisonnement. Je pensais que je ne le supporterais pas. Aujourd'hui,

avec le recul, je me dis que j'en aurais été capable et que, de toute façon, cette République islamique d'Iran ne tiendra pas huit années de plus. Car chaque jour, elle se vide un peu plus de l'intérieur.

Elle a perdu toute assise idéologique, tout soutien, dans toutes les strates de la société : chez les professeurs, les ouvriers, les retraités, les médecins, les femmes – et même chez les plus religieuses d'entre elles... Elle a même perdu le combat du voile qui était l'un de ses piliers. Ce régime n'est plus qu'un squelette vide. Aussi, je ne sais pas quand je retournerai en Iran, mais ce que je sais, c'est que j'y retournerai un jour.»



**Julian Bechocha**  
September 13, 2023

## US Treasury official in Iraq to talk dollar smuggling, corruption

**E**RBIL, Kurdistan Region – The US Treasury's assistant secretary is in Iraq to meet with top officials on combatting corruption and the smuggling of the dollar abroad as the Iraqi dinar's value continues to plummet and dollars remain scarce in the market.

Elizabeth Rosenberg, Assistant Secretary for Terrorist Financing and Financial Crimes at the US Department of the Treasury, arrived in Baghdad on Tuesday to make “progress on int'l [international] anti-money laundering & banking reform” to “help combat corruption & support international invest in Iraq,” US Ambassador to Iraq Alina Romanowski said on X, formerly known as Twitter.

Rosenberg met with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on Wednesday, discussing joint US-Iraq financial cooperation “and the Iraqi government's measures to implement financial and banking reforms to reduce corruption in all its forms,” said a statement from Sudani's office.

During the meeting, Sudani told Rosenberg of the Iraqi government's commitment to enact reforms aimed at “curbing money laundering, illicit trade, and corruption,” the statement added.

The Iraqi dinar has been losing value against the US dollar for several months, leading to a surge in prices of basic goods and consequent outcry from

the Iraqi public. The depreciation has been attributed to the smuggling of dollars out of Iraq, mainly to neighboring Iran.

The Iraqi government in March approved a decision from the Central Bank of Iraq (CBI) board of directors to set the exchange rate of \$1 to 1,300 IQD. The ongoing smuggling has prevented the suggested value from being reached, and the value of the dollar currently sits at over 1,550 IQD in the currency markets of Iraq and the Kurdistan Region.

Rosenberg also met with CBI Governor Ali Mohsen al-Alaq, reaffirming Washington's support “to enhance transparency and integrity and implement in-

ternational compliance instructions in the Iraqi banking system,” the CBI said in a statement.

The US in July banned transactions with 14 Iraqi banks for allegedly violating its rules. The move further dropped the value of the Iraqi currency.

The Iraqi Central Bank in late 2020 devalued the dinar against the US dollar by 22 percent, dropping it from 1,182 IQD to 1,450 IQD and sparking public outrage. The devaluation came in an effort to combat a national liquidity crisis and bring in much-needed cash to the government's coffers.



13 Septembre, 2023

## Le PE demande à l'UE et à la Turquie de chercher d'autres moyens de coopérer

**À** moins que le gouvernement turc ne change radicalement de cap, le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE ne peut reprendre dans les circonstances actuelles, estiment les députés dans leur rapport adopté mercredi par 434 voix pour, 18 contre et 152 abstentions.

Les députés invitent le gouvernement turc, l'Union européenne et ses États membres à sortir de l'impasse actuelle et à s'orienter vers un partenariat plus étroit. Ils recommandent de trouver un cadre parallèle et réaliste pour les relations UE-Turquie et invitent la Commission à explorer différents formats possibles.

Les députés confirment que la Turquie reste un candidat à l'adhésion à l'UE, un allié de l'OTAN et un partenaire clé en matière de sécurité, de relations commerciales et économiques et de migration, soulignant que le pays est tenu de respecter les valeurs démocratiques, l'État de droit, les droits humains et se conformer aux [lois, principes et obligations de l'UE](#).

### **Pas de lien entre les processus d'adhésion de la Suède à l'OTAN et de la Turquie à l'UE**

Le Parlement invite instamment la Turquie à ratifier sans plus tarder l'adhésion de la Suède à l'OTAN et souligne que le processus d'adhésion à l'OTAN d'un pays ne peut en aucun cas être lié au processus d'adhésion à l'UE d'un autre pays. Les progrès de chaque pays vers l'UE restent fondés sur leurs propres mérites, soulignent les députés.

Le rapport salue le vote de la Turquie condamnant la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine à l'Assemblée générale des Nations unies et son engagement en faveur de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays, tout en regrettant que la Turquie ne soutienne pas les sanctions en dehors du cadre des Nations unies. Le taux d'alignement de la Turquie sur la politique étrangère et de sécurité commune de l'UE est tombé à un niveau historiquement bas de 7 %, de

loin le plus bas de tous les pays concernés par l'élargissement.

### **L'UE s'engage à soutenir les réfugiés et les efforts de reconstruction après le tremblement de terre**

Les députés saluent les efforts de la Turquie pour continuer à accueillir la plus grande population de réfugiés au monde, soit près de quatre millions de personnes. Ils se félicitent que l'UE continue à verser des fonds pour les réfugiés et les communautés d'accueil en Turquie et s'engagent fermement à poursuivre cette action à l'avenir.

Exprimant leurs sincères condoléances aux familles des victimes des tremblements de terre dévastateurs du 6 février 2023, les députés affirment que l'UE devrait continuer à répondre aux besoins humanitaires et aux efforts de reconstruction de la Turquie. Ils soulignent que la solidarité européenne pourrait conduire à une amélioration tangible des relations entre l'UE et la Turquie.

### **Citation**

Le rapporteur [Nacho Sánchez Amor](#) (S&D, ES) a déclaré : « Nous avons récemment constaté un regain d'intérêt de la part du gouvernement turc pour la relance du processus d'adhésion à l'UE. Cela ne se produira pas grâce à des négociations géopolitiques, mais seulement lorsque les autorités turques montreront un réel intérêt à stopper le recul des libertés fondamentales et de l'État de droit dans le pays. Si le gouvernement turc souhaite réellement relancer le processus d'adhésion à l'UE, il doit le démontrer par des réformes et des actions concrètes, et non par des déclarations.

### **Contexte**

Les négociations d'adhésion à l'UE sont effectivement au point mort depuis 2018, en raison de la détérioration de l'État de droit et de la démocratie en Turquie.





September 13, 2023

## No excuse for Iranian military action: President Barzani

**E**RBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Wednesday said that both Baghdad and Erbil have recently taken steps to meet Iran's demands for disarming Kurdish exiled groups along the border, adding that this would not leave room for any pretext for an Iranian military operation.

Tehran has long accused the Kurdistan Regional Government (KRG) of harboring opposition groups it considers "terrorists" and allowing them to use the border areas as a launchpad for attacks against Iran.

In March, Iran and Iraq signed a border protection deal, in which Baghdad agreed to a September 19 deadline to disarm the Kurdish opposition groups and secure the border regions. The Iranian military in July threatened to take action if Baghdad fails to meet the deadline.

During a press conference on Wednesday, President Barzani said that the Kurdistan Region is also committed to the security pact between Tehran and Baghdad and does not want to become a source of threat to its neighboring countries, whether that is Iran or Turkey.

"In full cooperation and coordination with Baghdad, some important steps have been taken, and we hope those steps result in preventing any security or military problems. I personally believe there is no pretext for a military operation," President Barzani told Rudaw's Sangar Abdulrahman during the presser.

The Kurdistan Region president met with Iran's ambassador to Iraq Mohammad Kazem Al-e Sadeq in Erbil on Monday, stressing that the



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani speaks to reporters in Erbil on September 13, 2023. Photo: screengrab / Rudaw

Region will not allow any security threats against Iran.

Iraq's Foreign Minister Fuad Hussein is set to visit Tehran on Wednesday and discuss the agreement with Iranian officials, less than a week before the deadline provided by the Islamic republic is set to expire.

### Budget issues

President Barzani said that he and Kurdistan Region Prime Minister Masorur Barzani were both in constant contact with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani in hopes of resolving the budget issues between Erbil and Baghdad.

Delegations of the Kurdistan Regional Government (KRG) and the Iraqi federal government have held talks in recent months, aimed at resolving the lingering issues relating to the Region's share in the federal budget.

Last week, Baghdad said it would send Erbil 500 billion Iraqi dinars (close to \$382 million) as part of a "loan agreement" to cover the salaries of Erbil's public servants. The KRG has said that the amount provided by Baghdad is not enough to meet the needs of the Region.

President Barzani said that the KRG has complied with all its obligations to Baghdad prior to the passing of the federal budget, adding that financing the salaries of the Region's public servants is the "legitimate right" of the people of the Region as citizens of Iraq.

He called on Baghdad to keep the issue of providing salaries separated from any other political differences, urging both governments to engage in constructive dialogue to resolve the lingering issues.

PM Barzani on Wednesday announced that he was set to visit Baghdad in the upcoming days in hopes of "resolving the issues and

disagreements in a peaceful manner."

President Barzani expressed hope that the PM's visit to Baghdad would result in resolving the disagreements with the federal government, also expressing his willingness to visit Baghdad "if need be."

The KRG has failed to pay its civil servants on time and in full for several years due to the financial crisis. Public sector employees have not been paid for the months of July and August following several failed deals with Baghdad.

Iraq passed its highly-contentious budget bill for the years 2023, 2024, and 2025 in June, which includes a record \$152 billion in spending, of which the Kurdistan Region's share is 12.6.

## Paris 2024 : un collectif demande l'exclusion de l'Iran pour discrimination faite aux femmes dans leur pratique sportive

Plusieurs personnalités, dont l'ancien champion de boxe Mahyar Monshipour, souhaitent que le Comité olympique iranien soit suspendu des Jeux olympiques et paralympiques en raison de la violation des principes fondamentaux de l'olympisme.

Le Comité national olympique de la République islamique d'Iran doit-il être exclu des Jeux olympiques et paralympiques (JOP) de Paris 2024 ? Pour l'ancien boxeur professionnel Mahyar Monshipour, français d'origine iranienne, et Frédéric Thiriez, avocat au Conseil d'Etat, cela ne fait aucun doute : en discriminant les femmes dans leur pratique sportive, l'Iran ne respecte pas les principes fondamentaux de l'olympisme, ont plaidé les deux hommes lors d'une conférence de presse à Paris, mercredi 13 septembre.

Le choix de cette date n'est pas anodin. Il y a exactement un an, [Mahsa Amini, une étudiante iranienne de 22 ans](#), était arrêtée de façon musclée par la police des mœurs, qui lui reprochait de ne pas porter son voile de manière conforme. Trois jours plus tard, elle succombait à ses blessures, sa mort entraînant un vent de révolte.

« C'est à ce moment que je me suis dit qu'il était temps d'attirer l'attention sur les violences et discriminations faites aux femmes dans le sport en Iran », explique Mahyar Monshipour, six fois champion du monde de boxe. Là-bas, les femmes n'ont pas le droit de

paraître dans les stades, doivent être couvertes de la tête aux pieds et sont interdites ou restreintes dans leur pratique de certaines disciplines.

Shiva Nariman, boxeuse, a dû quitter son pays pour continuer à exercer son sport, interdit aux femmes, tout comme le volley-ball de plage. « *Pourquoi on ne peut pas pratiquer le sport qui nous intéresse ?* », déplore-t-elle. La natation, la gymnastique et la lutte – sport majeur en Iran – sont, elles, ouvertes aux femmes, mais à certaines conditions : pas de coach homme ni de pratique à la vue de tous. Si ces trois disciplines possèdent des championnats nationaux, les athlètes féminines n'ont pas le droit de participer aux compétitions internationales.

« *Ce que les femmes font en Iran, ce n'est pas vraiment du sport, c'est une illusion, résume Shirin Shirzad, directrice technique de la Fédération iranienne de lutte et réfugiée en Ecosse. Notre rêve est tout simplement de pouvoir pratiquer sans discrimination.* »

« **C'est de l'apartheid racial** »

Pour porter l'initiative, Mahyar Monshipour a fait appel à Frédéric Thiriez, avocat depuis

vingt-cinq ans et ancien président de la Ligue de football professionnel. Alors que le Comité international olympique (CIO) doit encore se prononcer sur la participation, ou non, des Russes et des Biélorusses aux JOP 2024, son président, Thomas Bach, a reçu, le 27 juillet, une lettre signée par les deux hommes ainsi que de Shirin Ebadi, Prix Nobel de la Paix 2003, demandant l'exclusion de l'Iran.

Leur revendication se base sur les principes fondamentaux de l'olympisme, qui énoncent que « *la pratique du sport est un droit de l'homme* » et que « *la jouissance des droits et libertés reconnus dans la présente Charte olympique doit être assurée sans discrimination d'aucune sorte, notamment en raison de la race, la couleur, le sexe, l'orientation sexuelle, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres* ».

Ils demandent donc l'exclusion totale du Comité olympique d'Iran ou, a minima, la non-participation de la délégation iranienne aux cinq disciplines interdites aux femmes en compétitions internationales. Alors qu'ils ont obtenu, il y a une semaine, une réponse « *courtoise et qui botte en*

*touche* », Frédéric Thiriez assure « *être en train de travailler sur une saisine du tribunal arbitral du sport* », en rappelant le précédent de l'Afrique du Sud.

Le pays avait, en effet, été exclu des Jeux olympiques entre 1964 et 1991 en réponse à son régime. « *C'était de l'apartheid racial, en Iran, c'est de l'apartheid racial* », assène l'avocat. La militante Annie Sugier, présidente de la Ligue du droit international des femmes et qui soutient la démarche, abonde : « *En 1973, l'Organisation des nations unies a voté une convention qui qualifie l'apartheid de crime et établit que les Etats qui entretiennent des liens avec ce pays sont complices. Ce qui serait le cas du CIO.* »

Pour se faire entendre, le collectif compte sur le pouvoir juridique, mais aussi sur la pression des opinions publiques dans tous les pays, avec [la circulation d'une pétition](#). « *Défendre le droit des Iraniennes à pratiquer le sport, c'est aussi défendre nos propres filles, sœurs, mères, conclut Mahyar Monshipour. Si on ne fait pas attention à ce qui se passe là-bas, demain, ça arrivera ici.* »



13 septembre 2023

## Grève générale au Kurdistan iranien

Six formations politiques et syndicales kurdes d'Iran ont lancé un appel à la grève générale pour le 16 septembre, jour anniversaire de l'assassinat de Jîna Amini et début de ce qu'elles nomment la « Révolution Jîn, Jiyan, Azadi<sup>1</sup> ».

Les signataires<sup>2</sup> appellent à faire du 16 septembre « un jour de grève dans tout le Kurdistan où tous les magasins, marchés, commerces et centres administratifs doivent rester fermés. Le peuple du Kurdistan (...) organisera des cérémonies de commémoration. Ils invitent « tous les peuples

d'Iran [à] soutenir la grève du peuple du Kurdistan et à montrer leur soutien à la révolution « Jîn, Jiyan, Azadi ». Enfin, tous les « cercles, militants et partis à l'étranger » sont appelés à « soutenir la grève et organiser des manifestations et des marches de masse et attirer l'attention du monde sur la Révolution Jîna ».

ENSEMBLE! est solidaire de cette initiative et proclame son soutien à la lutte des peuples d'Iran contre la dictature qui les opprime depuis trop longtemps !

ENSEMBLE! entend contribuer de toutes ses forces à la

construction et l'expression, dans notre pays, d'un puissant mouvement politique, syndical, citoyen de solidarité avec les organisations kurdes d'Iran.

ENSEMBLE!  
Mouvement pour une alternative de Gauche Écologiste et Solidaire  
HDKI (Mouvement Démocratique du Kurdistan d'Iran). Membre consultatif de l'Internationale Socialiste ; Komala, dont le sigle exact est KSZKI (Organisation Révolutionnaire du peuple ouvrier du Kurdistan), le plus souvent « résumé » en Parti communiste ; PJAK (Parti pour une vie

libre au Kurdistan) – c'est le « Parti Frère » du PKK en Iran. Probablement le plus influent ; Sazimanî Xebat(Organisation de lutte du Kurdistan Iranien) ; PAK (Parti de la liberté au Kurdistan). Organisation nationaliste et séparatiste. A adopté ce nom en 2006. A combattu contre Daech en Irak en 2014 et 2017, soutenue par les États-Unis à Kirkouk. Partisan d'un Kurdistan indépendant, contrairement aux autres partis ; Komeleya Zehmetkêşan Kurdistanî (« Komala » des travailleurs du Kurdistan iranien). Scission du Komala en 2007, puis en 2023, après une brève réunification en 2022.



September 13,2023

## Ethnic minorities study in mother tongue in Kurdistan Region schools

ERBIL, Kurdistan Region - Children of ethnic minorities in the Kurdistan Region can be enrolled in schools that teach their mother tongue.

Talin Ahmad, a five-year-old, has come with her father to enrol in a Turkmen school in Erbil. She will be one of the 3,000 Turkmen students in the Kurdistan Region who will study in their mother tongue for the 2023-2024 academic year.

The new school year in the Kurdistan Region began on Wednesday.

“She had a strong interest in learning Turkish and regularly watched Turkish cartoons. As

my mother and I are both Turkmen, we supported her and we chose to bring my daughter here,” said Ahmed Abdulqadir, Talin’s father.

The first Turkmen school in Erbil was established 30 years ago. Just like other schools in the Kurdistan Region, the educational process in Turkmen schools will start on the 13th of September.

“When a child wakes up in the morning and uses whatever language their family uses for communication at home, they find it easier to study in,” Safin Mohammed, Principal of Dogus Primary School in Erbil, told Rudaw.

He went on to detail that: “It does not make sense for a child to speak Turkish at home, but study in Kurdish or Arabic at school. It makes it easier for them to study in their mother tongue to learn letters, words, and expressions, resulting in better comprehension and learning.»

There are 19 Turkmen language schools in the Kurdistan Region, 15 of which are in Erbil, three in Kifri, and one in Sulaimani.

The head of the Turkmen studying programs at the KRG education ministry explained that their Turkmen schools have seen massive interest

and progress by children coming from Turkmen families. “The same Kurdish curriculum is translated into Turkish and Syriac,» said Sabah Salih, Director General of Turkmen Education in the Kurdistan Region. “The same subject is taught, in addition to a Turkish grammar lesson.»

“Our schools are constantly improving day by day. We hope that there will be more schools and more attention will be paid to the mother tongues in the Kurdistan Region,» he added. In the Kurdistan Region, Turkmen, Syriac, and Armenian languages are officially recognized and the right to teach and use these languages is guaranteed.



September 13, 2023

## US renews call on Erbil, Baghdad to resolve budgetary dispute

**E**RBIL, Kurdistan Region - The United States on Wednesday renewed its call on the Iraqi federal government and the Kurdistan Regional Government (KRG) to resolve their budgetary issue. A top Kurdish delegation is set to visit Baghdad on Thursday to hold further talks with the Iraqi officials on the same issue.

“We continue to urge the government in Iraq and KRG officials to resolve their budget disputes in a manner that benefits the Iraqi citizens as the Iraqi constitution requires,” US Department of State Spokesperson Matthew Miller told Rudaw’s Diyar Kurda during a

press briefing on Wednesday. The Iraqi parliament in June passed its highly contentious budget bill for the years 2023, 2024, and 2025, of which the Kurdistan Region’s share is 12.6 percent. But this did not resolve the budgetary issue between both governments.

Meetings between delegations from the KRG and the federal government have been ongoing over the past months, aimed at resolving lingering disputes over the Region’s share in the federal budget. Earlier this month, Baghdad decided to send 500 billion Iraqi dinars ( \$320 million) for the salaries of the public servants of the Region as loans.

It is not clear whether the Kurdish government will accept the offer or not.

The KRG has said that this amount is insufficient as the Region needs 940 billion Iraqi dinars (\$602 million) to pay its civil servants.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Thursday will lead a top delegation from his cabinet to Baghdad to discuss outstanding issues with the Iraqi government, especially the Region’s disputed share of the federal budget.

“We are going to visit Baghdad to resolve our issues peacefully. Our patience does mean

the weakness of the Kurdistan Region but is a testament to our commitment to preventing the issues from being diverted... We want to guarantee the achievement of all the financial entitlements and constitutional rights of the people of Kurdistan,” he said during an event in Erbil on Wednesday.

US-based Al-Monitor [reported](#) on Tuesday that PM Barzani had sent a letter to US President Joe Biden, asking him to mediate between Erbil and Baghdad but the KRG has yet to confirm the letter.

Miller refused to comment on the letter when the Rudaw reporter asked about it.



Bahar MAKOOI  
14 Septembre 2023

## Manifestations en Iran : «Celui qui a visé mon œil savait qui j'étais»

**S**ur la place Valiasr de Téhéran, l'agent avait reconnu mon visage. Je l'avais aperçu lors des trois jours précédents de manifestations. Le 1<sup>er</sup> octobre, nous nous sommes regardés dans les yeux et tout est devenu noir. Il m'a tiré dessus à 3 mètres de distance [avec [une balle en caoutchouc](#), NDLR]. Celui qui a visé mon œil savait qui j'étais.

Quelques jours après qu'ils ont tué [Mahsa Amini](#), j'avais vu sur Instagram des manifestants s'en prendre aux forces de l'ordre qui les molestaient. Ils résistaient. Le soir même je les

ai rejoints sur cette place de Téhéran. On se rassemblait mes amis et moi, par groupe de sept à huit, parfois à moto, pour manifester ensemble. Mais le 1<sup>er</sup> octobre, j'étais seul quand j'ai reçu le tir au visage.

J'ai passé deux jours à l'hôpital Farabi de Téhéran. Une partie de mon œil avait explosé lors du choc et j'ai dû subir une opération en urgence. Le lendemain, j'étais encore alité lorsqu'une infirmière m'a prévenu que deux agents parlaient de moi dans le hall d'entrée. Ils étaient venus pour m'arrêter.

Je me suis caché dans une des salles de consultation, près d'un couloir, et dès que j'ai pu, je suis sorti par la cour. Un agent de sécurité de l'hôpital m'a aperçu, mais il a fait demi-tour. J'ignore s'il était trop vieux pour courir ou s'il m'a laissé filer, auquel cas je l'en remercie.

**«D'autres sont passés à l'échafaud pour moins que ça»**

Je suis resté caché 12 jours, puis j'ai quitté l'Iran par avion en direction de la Turquie avec mon œil bandé. J'avais très

peur qu'on m'arrête à l'aéroport car je ne passais pas inaperçu avec ce bandage. Quand l'avion a décollé, je me suis senti soulagé.

J'ai eu raison, car j'ai reçu récemment par mail une convocation du ministère de la Justice signifiant que je devais passer devant un juge. J'ignore les motifs précis qui ont été retenus contre moi, mais j'ai conscience que mon dossier est lourd, car j'ai beaucoup manifesté, et je dis tout fort ce que je pense depuis longtemps. Ils auraient pu me condamner à mort. [D'autres sont passés à](#)

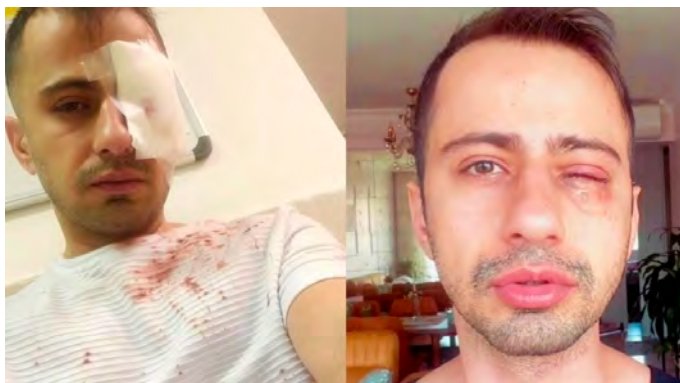
l'échafaud pour moins que ça.

Très vite, j'ai commencé à parler de ce qui m'était arrivé. J'ai partagé une vidéo de mon visage sur mon Instagram. J'ai reçu beaucoup de messages d'autres manifestants qui avaient subi la même chose. À ce moment-là, très peu osaient en parler en public. Plus tard, les images des jeunes qui ont pris des projectiles dans les yeux, comme moi, ont commencé à circuler sur les réseaux. Et il y en a encore qui se sont manifestés récemment. Nous sommes plus d'une centaine en tout.

**«Je le fais pour la génération suivante»**

Je savais que les autorités m'avaient dans le viseur. J'avais déjà reçu des SMS de menace du ministère du Renseignement, me prévenant que je ne devais pas récidiver, notamment parce que j'avais diffusé, dans des conversations privées, un GIF moquant Ali Khamenei [le Guide suprême]. Je ne me suis jamais censuré, ni sur Instagram, ni sur Facebook.

Je ne crois pas en leur religion. Je veux rester libre de mes choix. Pour moi, il est essentiel de partager et de communiquer avec les autres. Que les gens



Saman, après avoir été touché à l'œil par une balle en caoutchouc lors d'une manifestation à Téhéran le 1er octobre 2022. © samaniist / Instagram

sachent quelles horreurs nous fait subir la République islamique. Je manifeste depuis 2009 [réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad], et j'ai recommencé en 2017 [contre les difficultés économiques et le régime] et en 2019 [contre la hausse des prix du carburant et le régime]. Je ne le fais même pas pour moi. Pour moi il est trop tard, j'ai 31 ans. Je le fais pour la génération suivante. Pour qu'elle puisse vivre libre et profiter du potentiel de ce pays, pour que plus aucun de ces jeunes n'ait à quitter l'Iran.

À Téhéran, je travaillais comme consultant pour plusieurs sociétés, dans l'export et la gestion de stratégies. Je ne gagnais pas trop mal ma vie. Je passais mes week-ends avec

des amis au bord de la mer Caspienne ou mes hivers sur l'île de Kish [Golfe persique]. J'aimais l'Iran, j'étais l'un des seuls de ma famille à être resté vivre là-bas. C'est un merveilleux pays que le pouvoir a transformé en prison polluée.

**«Mon œil gauche ne reverra jamais»**

Aujourd'hui, je vis dans un centre pour réfugiés en Allemagne, je ne suis qu'un migrant. Je suis arrivé ici fin juillet. J'avais envoyé des demandes de visa dans plusieurs pays européens et c'est l'Allemagne qui a répondu en premier. Il me fallait quitter la Turquie le plus vite possible car je ne m'y sentais pas en sécurité. Les agents de renseignement iraniens ont le bras long. Personne n'était

censé savoir où je résidais, mais je recevais des photographies de mon immeuble m'avertissant que j'avais été localisé.

J'ai laissé toute ma vie en Iran. Je suis parti avec un T-shirt. Je vais devoir repartir de zéro ici et m'habituer à mon nouveau visage. Ici je me soigne. J'ai consulté un médecin spécialisé, mais malheureusement il m'a dit que mon œil gauche ne reverra jamais. Lors du choc, mon os zygomatique [qui forme la pommette, NDLR] s'est aussi brisé, je vais passer des examens pour voir si je dois me faire opérer.

Malgré tout je ne suis pas à plaindre, j'ai quitté le pays assez facilement et ici je peux commencer à avoir une vie normale, sans crainte pour ma sécurité. Après mon départ, des amis proches ont été arrêtés. Certains ont subi des tortures physiques. Et ils ont été interrogés sur mon cas. L'un d'entre eux vient d'arriver en Allemagne lui aussi. Il n'a pas eu de visa pour l'étranger alors il est venu, sans papiers, par voie terrestre. En chemin, il s'est retrouvé coincé sans eau ni nourriture pendant cinq jours dans une forêt de Pologne. J'ai hâte de le retrouver. Nous avons beaucoup de choses à nous dire.»



14 Septembre 2023

De notre correspondant au Kurdistan irakien

## Les Kurdes retranchés en Irak se préparent à une intervention de l'Iran

**F**in août, l'Iran et l'Irak fédéral ont signé un accord pour le désarmement des groupes d'opposition kurde irakien au Kurdistan irakien. Ces derniers jours, responsables kurdes irakiens et irakiens fédéraux ont réaffirmé leur volonté de respecter cet accord lors de rencontres à Téhéran avec des responsables iraniens. Un accord avec une

date butoir : le 19 septembre. Au-delà, l'armée iranienne menace d'opérations directement sur le sol kurde irakien. Assassinats ciblés ou bombardements sur les camps des partis concernés.

Hassan Rahmanpana est l'un des leaders du parti communiste kurde irakien, le Komala. Il refuse d'abandonner son

arme : « *Nous sommes armés pour nous défendre ! Nous n'avons pas d'armes pour attaquer l'Iran, ni maintenant, ni dans le futur ! Dans la région, tout le monde a des armes, tous les peuples sont armés ! Parmi tous ceux-là, pourquoi ce serait nous qui devrions être désarmés ? En plus, on a l'Iran en face de nous ! Heureusement qu'on est armé.* » Il se

tient donc prêt à essayer des attaques iraniennes : « *Nous nous sommes bien préparés. Chacun des nôtres a revu ses itinéraires quotidiens. Nous avons fait des modifications sur nos maisons. On a changé beaucoup de choses et on se prépare encore.* »

**Cinq responsables kurdes iraniens déjà tués en Irak**

Le leader communiste sait que la menace est sérieuse. L'Irak est capable d'attaques en Irak. Cet été, cinq responsables kurdes iraniens ont été assassinés. À l'automne 2022, les Gardiens de la révolution **avaient directement bombardé** les camps civils et militaires des partis d'opposition kurdes iraniens retranchés en Irak. Bilan : 20 morts et 70 blessés dont des civils.

Ces partis qui ont accueilli de nombreux réfugiés kurdes iraniens, souvent anciens manifestants après la mort de Mahsa Amini. Certains ont fait le choix de rejoindre les rangs armés de cette « *résistance kurde iranienne* ». Des groupes héritiers du nationalisme kurde iraniens retranchés en Irak de-

puis les années 1990, chassés d'Irak par la République islamique. Des partis politiques armés qui disposent de bases militaires dans les montagnes kurdes irakiennes et de réseaux de militants secrets au Kurdistan Iranien. Depuis le début du mouvement de contestation, ils apportent une aide à son organisation civile. Ce sont eux, notamment, qui appellent à une grève générale le samedi 16 septembre 2023, pour l'**anniversaire de la mort de Mahsa Amini**.

En revanche, ces partis politiques armés rejettent toute intention militaire ou offensive sur le sol iranien. Pourtant, la République islamique les pointe du doigt comme une menace trop proche de sa frontière.

D'où la pression qu'ils imposent au gouvernement fédéral irakien et au gouvernement kurde irakien pour le désarmement de ces groupes kurdes iraniens d'opposition.

Cette pression semble avoir porté ses fruits ces dernières heures. Selon les informations de médias kurdes confirmés par une source auprès de RFI, deux des cinq partis kurdes iraniens (Parti démocratique du Kurdistan d'Irak et Komala) auraient quitté certaines de leurs bases proches de la frontière iraniennes ce jeudi 14 septembre dans l'après-midi. Leur désarmement n'a pas pu être confirmé par notre informateur.

Leurs troupes de combattants kurdes (peshmergas) seraient

en direction d'une nouvelle base au nord d'Erbil, capitale kurde irakienne au pied des montagnes qui séparent l'Irak de l'Irak. Un nouveau camp situé bien plus loin de la frontière iranienne et proche d'une base américaine. Un emplacement qui serait, selon plusieurs observateurs, loin d'être un hasard. Le seul parti kurde iranien qui refuse de quitter les montagnes proches de la frontière iranienne serait le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK). Un parti proche du PKK, parti nationaliste kurde de Turquie qui tente de reprendre les bases laissées par les partis kurdes iraniens, selon les médias gouvernementaux.

Le Monde

avec AFP  
14 Septembre 2023

## Iran : une plainte déposée en France contre le commandant en chef des gardiens de la révolution

Le recours a été déposé jeudi à Paris par six plaignants franco-iraniens et iraniens, près d'un an jour pour jour après la mort de Mahsa Amini. Outre Hossein Salami, il vise deux autres dignitaires iraniens pour « menaces de mort et apologie du terrorisme ».

Une plainte contre trois dignitaires iraniens, dont le commandant en chef du corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), Hossein Salami, a été déposée au parquet de Paris pour « menaces de mort et apologie du terrorisme », a annoncé l'avocate de six plaignants iraniens et franco-iraniens, jeudi 14 septembre.

Outre le chef de l'armée idéologique de l'Irak, la plainte vise le ministre du renseignement iranien, Esmail Khatib, et le commandant de la Force Al-Qods des gardiens de la révolution, Esmail Qaani.

Elle met en cause des me-

naces publiques proférées par ces trois dignitaires entre décembre 2022 et janvier 2023 contre les soutiens de la contestation en Irak, ayant suivi la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, après son arrestation par la police des mœurs.

« **Longue tradition de menaces de mort, de traque d'opposants** »

Elle vise notamment une déclaration d'Esmail Khatib, prononcée le 13 décembre 2022 : « *Quiconque a joué un rôle dans les émeutes sera puni partout dans le monde* ». Des propos largement relayés à l'époque dans la presse et sur

les réseaux sociaux, selon le texte de la plainte dont l'Agence France-Presse a eu une copie.

Elle cite également des propos d'Hossein Salami datés du 10 janvier 2023 avertissant « *les Français et les responsables de Charlie Hebdo* » de ne pas « *se pencher sur le sort de Salman Rushdie* », le célèbre écrivain britannique poursuivi par une fatwa et **victime d'un grave attentat en août 2022**, dont il est ressorti vivant.

« *Ces menaces constituent autant de fatwas déguisées* » contre les militants de l'opposition partout dans le monde,

explique à l'AFP Chirinne Ardakani, avocate franco-iranienne du Collectif Iran justice.

« *Le régime de la République islamique et ses agents entretiennent une longue tradition de menaces de mort, de traque et de meurtres d'opposants iraniens exilés, sur le sol français et européen* », peut-on lire dans la plainte de vingt-deux pages.

« **Les Iraniens, où qu'ils soient, vont continuer à se faire entendre** »

Les six requérants résident en France depuis les années 1980 ou sont exilés de fraîche date. Ils sont cinéastes, journaliste,

écrivain ou militant des droits LGBT+ et sont publiquement engagés contre le pouvoir iranien.

Le dépôt de cette plainte, essentiellement symbolique à ce stade, a lieu à la veille du premier anniversaire de la mort de

Mahsa Amini, et du début du soulèvement « *Femme, vie, liberté* » en Iran. « *Il s'agit de signifier au pouvoir iranien, qui veut étouffer la contestation, que les Iraniens, où qu'ils soient dans le monde, vont continuer à se faire entendre* », a déclaré M<sup>me</sup> Ardakani.

« *On lance des ballons, on se saisit de toutes les possibilités qu'offre le droit français, mais le but final est bien d'obtenir que les auteurs d'exactions puissent être poursuivis et traduits en justice en France* », a-t-elle ajouté.

Le Collectif Iran justice, association sise en France, documente depuis un an les exactions et la répression contre les manifestants en Iran, qui a fait selon des ONG des centaines de morts et des milliers d'arrestations.

**Le Monde**

15 Septembre 2023

## L'Iran, une République islamique en ruine

Le 16 septembre 2022, Mahsa Amini mourait aux mains de la police des mœurs et un immense mouvement de contestation s'enclenchait. Un an et des centaines de morts plus tard, la rupture entre le régime militaro-religieux et le peuple est totale.

Il est douloureux de commémorer la mort d'une victime de l'arbitraire, et plus encore de prendre acte de l'échec du vaste soulèvement populaire auquel elle a donné naissance. Il y a un an, le 16 septembre 2022, en Iran, le décès de la jeune Mahsa Amini aux mains de la police des mœurs pour un voile jugé mal porté avait déclenché un mouvement de protestation sans guère de précédent par son ampleur. Le courage de manifester dans une dictature aussi impitoyable, comme la force des slogans, à commencer par le plus célèbre et le plus universel, « *Femme, vie, liberté* », avait frappé le monde.

Cette mobilisation horizontale a, hélas, été emportée par les mêmes faiblesses qui avaient condamné une décennie plus tôt une bonne partie des « printemps arabes ». Ses forces, la spontanéité, l'imprévisibilité et la viralité, n'ont pas compensé ses faiblesses, l'absence d'or-

ganisation, de figures de proue et de programmes constitutifs de véritables feuilles de route politiques. Ce qui permet de rassembler sous les radars d'un Etat policier ne protège pas de la répression, surtout lorsqu'elle ne se fixe plus aucune limite.

### Un Guide aveugle et sourd

La géopolitique a également joué au profit du pouvoir. Demander encore plus de pressions extérieures, une requête insistante de la diaspora que ce pouvoir instrumentalise pour dénoncer un complot ourdi par des puissances hostiles, devient illusoire quand l'émergence d'un axe révisionniste sino-russe offre à Téhéran des marges de manœuvre politiques et économiques inespérées. L'intonisation de l'Iran au sein des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), voulue par Pékin et actée à Johannesburg en août, en atteste.

La violence que le régime ira-

nien a déchaînée pour éteindre la contestation, au prix de centaines de morts, a fait son œuvre, mais au prix également de l'aggravation dramatique de la fracture entre ce régime et son peuple. Ce dernier n'oubliera pas. Laisser profaner, sans doute par les miliciens du régime, des tombes des victimes de cette répression, une ignominie documentée par Amnesty International, témoigne de l'impasse immorale dans laquelle s'enferme un pouvoir dirigé par un Guide aveugle et sourd, Ali Khamenei, qui est son visage depuis près de trente-cinq ans.

En l'espace de quelques années, la dérive autoritaire iranienne a produit des résultats dévastateurs. Le simulacre de la présidentielle de 2020, qui a installé l'ultraconservateur Ebrahim Raïssi au pouvoir, a définitivement enterré l'idée même de République, chancelante depuis le trucage des résultats

électoraux de 2009. Le régime ne tolère plus de réformateurs en son sein, même sous contrôle. Quant à sa qualification d'« islamique », elle a sombré dans la puissante contestation de son symbole, le voile, au moment où le grand rival religieux, l'Arabie saoudite sunnite, subordonne au contraire le wahhabisme de ses origines aux impératifs d'une modernisation autoritaire.

Incapable de répondre à la crise économique alimentée par sa kleptocratie et son incompetence, que son aventurisme nucléaire a encore accentuée, le régime militaro-religieux iranien a rompu avec un peuple qui n'a plus guère à voir avec celui de ses débuts. Ce dernier est désormais bien plus nombreux, bien plus urbain et bien plus éduqué, à commencer par les femmes. Ce peuple se forge à l'épreuve des vagues de contestation et de répression qu'il subit, et il a l'avenir pour lui.

## En Iran, portraits d'une jeunesse qui n'a pas rendu les armes

**E**n images Dans le cadre de sa série « Femme, vie, liberté », l'Iranien Siamak Amiri a photographié, entre mars et août, des jeunes femmes ayant pris part à la contestation provoquée par la mort, il y a tout juste un an, de Mahsa Amini. Ces images rares témoignent d'une volonté farouche de poursuivre le combat.

Depuis un an, en Iran, tout a changé. Le mouvement de contestation, né à la suite de la mort en garde à vue, pour un voile mal ajusté, de Mahsa (Jina) Amini, Iranienne d'origine kurde de 22 ans, le 16 septembre 2022, a bouleversé l'ordre édicté par le pouvoir. Certes, le carcan du régime est toujours aussi oppressant, mais, depuis un an, les femmes osent plus qu'autrefois ôter leur voile, obligatoire dans le pays depuis la révolution islamique de 1979. Un symbole d'émancipation dont les hommes se montrent de plus en plus solidaires. Ils interviennent plus volontiers lorsque les femmes sont harcelées ou intimidées. Par solidarité, certains sortent même dans la rue en short, lui aussi interdit en Iran.

A l'heure où les frontières du pays restent aujourd'hui encore closes pour les médias étrangers, notamment la presse écrite, la série de photographies « [Femme, vie, liberté](#) » – le triptyque devenu le cri de ralliement de la contestation en Iran – réalisée par Siamak Amiri revêt une importance inouïe. S'y



Trois sœurs et leur mère (à droite), à Téhéran. SIAMAK AMIRI

entremêlent approches personnelle et journalistique. Toutes les images ont été prises entre les mois de mars et d'août 2023. Elles montrent des jeunes femmes ayant participé aux manifestations, les cheveux au vent, parfois même teints, fumant, discutant avec des amies, portant des tee-shirts de groupes de metal, arborant des tatouages... Une liberté qui, en Iran, traduit un grand courage et la volonté de se battre.

Certaines laissent apparaître leur visage, quand d'autres, pour des raisons de sécurité, détournent la tête. Surtout, le photographe les a saisies dans l'espace public, ce qu'il n'avait pas fait lors de la mobilisation, inquiet de la répression policière. Mais il n'a jamais pu se résoudre à signer des images qui ne seraient pas celles de la rue. « *La vie, l'audace, la résistance, la vraie lutte se passaient de-*

*hors. Toutes les idées qui traversaient l'esprit pour un projet hors de ce cadre me semblaient faibles et sans signification* », explique-t-il.

### Le temps de la résistance

L'Iranien a commencé sa série une fois les manifestations réprimées, au moment où « *la résistance est entrée dans une nouvelle phase* », selon lui. « *Si un effacement du système politique en place n'est pas à l'ordre du jour, nous sommes en plein milieu d'une révolution sociale* », analyse-t-il.

Chaque image raconte un aspect des changements profonds en cours dans la société iranienne : des femmes sans voile, prêtes à payer le prix fort pour s'élever contre cette discrimination, d'autres s'érigeant contre la misogynie au sein de leur propre famille, des parents enfin solidaires de leurs enfants aspirant à

une vie plus libre... Tant de nouveautés qui ne touchent pas seulement la capitale, Téhéran, mais aussi d'autres villes, y compris la plus conservatrice, Ispahan, au centre du pays.

Les femmes de cette série ont, pour certaines, passé du temps en prison pour avoir manifesté. Parfois, elles comptent des amies décédées ou encore derrière les barreaux. Toutes parlent de leur détermination à poursuivre la lutte, même si le coût en vies humaines est déjà très lourd avec plus de cinq cents personnes tuées. Si le photographe a décidé de réaliser cette série, c'est aussi pour répondre à cet appel à continuer le combat. « *La seule façon pour moi de rester en vie et debout est de travailler. Le travail fait partie de ma lutte. Malgré tous les risques, je peux dire : "Je raconte, donc je suis."* »



## Turquie : les tourments d'une réfugiée iranienne menacée d'expulsion

Mahshid Nazemi, une jeune opposante iranienne installée en Turquie depuis sept ans, risque la peine de mort dans son pays. Depuis plusieurs mois, les autorités turques durcissent leur politique envers les exilés venus d'Iran.

Elle écrase sa cigarette, regarde encore une fois les nombreux messages sur son vieux portable à l'écran cabossé. Mahshid Nazemi se sent comme vidée d'elle-même, anéantie par cette vie d'exil en forme de ligne brisée. A 35 ans, cette femme à la silhouette frêle, presque adolescente, réside depuis sept ans avec son statut de réfugiée iranienne à Isparta, dans ce Sud profond, traditionnel et conservateur turc qu'elle n'a pas choisi.

Elle a connu quelques hauts, beaucoup de bas, surtout au cours de ces douze derniers mois, depuis que les autorités turques ont décidé de durcir encore un peu plus le ton envers ceux qui fuient les exactions de la République islamique. A trois reprises, elle a été arrêtée puis transférée dans un centre de détention en vue de son extradition vers l'Iran. Elle a été battue par des agents de sécurité, harcelée, victime d'une tentative de kidnapping devant chez elle, volée, cambriolée.

Par moments, ses yeux se mouillent quand elle pense à sa sœur aînée, Pooran, restée là-bas. Elles se sont parlé dans la matinée et, à la veille du premier anniversaire de la mort de la jeune Mahsa Amini, le 16 septembre 2022, les nouvelles de Téhéran sont encore plus mauvaises que d'habitude. « Ils arrêtent tout le monde, un par un, ils cherchent et trouvent, souffle-t-elle. Ma sœur est une activiste



Mahshid Nazemi, militante iranienne des droits humains et exilée politique en Turquie, chez elle à Isparta (Turquie), le 15 septembre 2023. BRADLEY SECKER POUR « LE MONDE »

*comme moi, elle n'a pas cessé de manifester contre ce régime, tous la connaissent. Ils viennent de la convoquer devant un juge. Elle n'y est pas allée.* »

Mahshid dit avoir peur. « De tout. De cette répression en Iran, de ce virage des autorités turques qui désormais nous repoussent, de cette hostilité grandissante aussi des gens

*partout dans le pays. J'ai peur mais je ne me tairai pas.* » Avec son avocat, Canberk Tütüncüoğlu, elle a saisi un tribunal administratif pour empêcher son extradition. Déboutés, ils ont fait appel auprès de la Cour suprême. « Mais il n'y a quasiment aucune chance que cela aboutisse », glisse-t-elle, répétant presque mécaniquement les mots de son défenseur.

### Fichée par le régime

Comme elle, plusieurs centaines de réfugiés auraient été arrêtés et menacés d'expulsion, selon différentes sources. Aucune donnée officielle chiffrée n'est disponible. Mais, à lui seul, l'avocat Tütüncüoğlu s'occupe d'une demi-douzaine de personnes qui, comme Mahshid, ont vu leur dossier révisé et rejeté par Ankara. « Sur mon téléphone, j'ai des dizaines de récits, dit-elle en déroulant ses pages Instagram, y compris d'Iraniens qui vivent comme moi depuis des années en Turquie. » Un message de la veille évoque quarante personnes reconduites à la frontière. La Turquie compte près de 100 000 exilés iraniens sur son sol, un peu moins de la moitié a un statut de réfugié.

Elle, c'est sa mère qui l'a forcée à prendre un bus de Téhéran jusqu'en Turquie, un aller direct pour Antalya, le 1<sup>er</sup> décembre 2016. A l'époque, la Turquie était une terre de prédilection pour les Iraniens, l'absence de visa leur permettait de traverser la frontière sans crainte de se voir refouler par les douaniers turcs. Mahshid, elle, n'a pas 30 ans mais est déjà largement fichée par le régime.

Plusieurs fois, elle a été arrêtée et incarcérée. Pour avoir porté des bottines et fumé dans un café. Pour avoir défendu deux étudiants qui refusaient de payer un bakchich à

la police des mœurs. Elle a été battue aussi. Par les gardiens de son université pour avoir refusé de couvrir intégralement sa tête. Tout un village l'a conspuée pour avoir dénoncé les mariages forcés de deux jeunes filles. Lors des manifestations de 2009 contre la réélection du président Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), Mahshid est violemment frappée au sol par les miliciens. Enceinte de cinq mois, elle perd son enfant, tombe en dépression. « *C'en était trop, dit-elle. Même plus tard, lorsque j'ai rejoint une partie de ma famille à la campagne, nous avons été arrêtés pour le simple fait que l'un d'entre nous avait photographié une route construite devant notre ferme qui menait tout droit à un site militaire interdit.* »

En Turquie, sa demande d'asile, déposée auprès du bureau du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) des Nations unies à Ankara, est acceptée. On lui assigne la petite ville d'Isparta. « *Il n'y avait déjà plus de place à Istanbul* », explique-t-elle. Mahshid vivote, décroche un petit boulot à Denizli, distante de deux heures en voiture.

Tous les quinze jours, elle doit émarger au commissariat d'Isparta. Comme l'y autorise son statut, elle fait une demande de changement de lieu de résidence. « *Tout allait plutôt bien, souligne-t-elle. Je n'ai jamais reçu un sou des autorités, contrairement à de nombreux Syriens, et je n'ai pas obtenu de permis de travail, mais ils m'ont accordé la sécurité sociale en raison de ma dépression, un permis de séjour aussi, c'était plus qu'appréciable.* »

« **Violation flagrante des conventions** »

Et puis, la situation se dégrade. En septembre 2018, le HCR, qui traitait jusqu'ici les demandes d'asile et de transfert vers les pays tiers, décide de laisser aux autorités turques le soin d'examiner les dossiers. « *Trop de demandes, trop peu de personnel, nous étions totalement dépassés* », confie anonymement une ancienne collaboratrice de l'agence onusienne. L'office turc de l'immigration prend la main et décide de réévaluer l'ensemble des demandes.

Cette bascule intervient dans un contexte de bouleversement diplomatique profond. La Turquie multiplie les signaux d'ouverture en faveur d'une normalisation avec ses voisins, dont l'Iran. Pour les réfugiés, en revanche, la situation se tend. « *Leur sort dépend des hauts et des bas des relations entre Téhéran et Ankara, plus les deux s'entendent bien et plus la pression sur les opposants iraniens augmente* », expliquait alors dans la presse Aykan Erdemir, ancien député, aujourd'hui en exil aux États-Unis.

Au même moment, les rumeurs d'infiltration d'agents iraniens se multiplient. Des arrestations ont lieu, à commencer par quelques figures emblématiques. Comme Maryam Shariatmadari, célèbre militante, arrêtée en 2020 à cause d'un permis de séjour « *expiré* ». Libérée après une mobilisation sur les réseaux sociaux, elle aura trente jours pour quitter le territoire. L'année suivante, quatre opposants sont incarcérés pour avoir participé, à Izmir, à une manifestation de défense des droits des femmes. Accusés d'avoir pris part à « *un rassemblement illégal* », ils reçoivent un avis d'expulsion.

Mahshid est arrêtée à Denizli, le 2 août 2022. Les autorités lui reprochent de ne pas avoir respecté son assignation géographique. Sa requête de changement de résidence est bien en cours, mais celle-ci n'est pas « *finalisée* ». La jeune femme est déchue de son statut de demandeuse d'asile pour « *mise en danger de la sécurité publique* ». S'ensuit une procédure d'expulsion, contre laquelle elle et son avocat font appel. « *Son cas, comme d'autres, insiste Canberk Tütüncüoğlu, est une violation flagrante de toutes les conventions, celle de Genève de 1951, dont la Turquie est signataire, et aussi celle des droits de l'homme puisque l'on sait que Mahshid risque la peine capitale en cas de retour.* »

#### Battue avec une matraque

La situation se complique encore un peu plus au moment du soulèvement populaire qui suit la mort de Mahsa Amini. Mahshid apprend que sa sœur aînée est incarcérée et placée à l'isolement. Pooran est malade, atteinte d'un cancer, elle a besoin de soins. Folle de rage, Mahshid diffuse une vidéo où elle s'en prend à l'ayatollah Khomeini, le fondateur de la République islamique : « *S'il arrive quoi que ce soit à ma sœur, tu en seras responsable !* »

Deux jours après, en pleine rue, une voiture aux vitres teintées s'arrête à sa hauteur. Un homme en sort, s'avance et la menace en farsi : « *Nous avons ta sœur et nous allons te mettre dans une boîte et te renvoyer en Iran.* » Elle s'enfuit, rentre chez elle et appelle son avocat. La police arrive un quart d'heure plus tard. Mahshid est amenée au poste, puis dans un foyer pour femmes.

Le lundi suivant, elle est convoquée au commissariat. Sa détention est prolongée, sans explications. Après quarante-huit heures, un fonctionnaire lui tend un document de « *retour volontaire* » au pays. Il lui enjoint de signer. Elle refuse et se voit transférée dans un centre de détention près de la ville d'Aydin. Là, un agent en civil l'interroge à deux reprises. Il porte un épais dossier, « *toutes les copies de mon rapport du HCR avec l'en-tête de l'organisation* », précise-t-elle. Les entretiens tournent court. « *D'abord bienveillant, l'homme est ensuite devenu cassant. Il m'a dit connaître l'Iran depuis des années, m'a expliqué qu'il n'y avait pas de problème de voile, que le pays allait bien et que je racontais des mensonges.* »

Quelques jours plus tard, elle est transférée dans un autre camp, près d'Izmir cette fois. Les conditions de détention y sont encore plus difficiles. Mahshid croise de nombreux Iraniens, des Afghans aussi et quelques Syriens. Une nuit, elle est frappée et matraquée par une garde et ses collègues pour avoir demandé de l'eau avec trop d'insistance. Transportée à l'hôpital, elle est menottée à un lit. Un médecin lui dit qu'elle occupe la place d'un Turc.

Effondrée, Mahshid retrouve un semblant de calme pour dire combien elle loue le courage des femmes restées là-bas. Et, la voix à nouveau blanche : « *J'attends depuis trop longtemps, avec le sentiment d'être sans espoir et sans protection.* » Sa première demande auprès du HCR pour une réinstallation dans un pays tiers sûr remonte à six ans.



Azhi Rasul  
September 16, 2023

## Erdogan says Turkey might part ways with EU

**T**urkey's President Recep Tayyip Erdogan on Saturday said that the European Union (EU) is trying to break away from Ankara, days after the European Parliament said Turkey's accession to the union is still at a standstill.

The European Parliament noted "serious deficiencies" in Turkey's democratic institutions in its 2022 report on the country adopted last week. It criticized escalated tensions in the eastern Mediterranean where it said Ankara's "hostile rhetoric" towards Greece and Cyprus has been "undermining regional stability."

"It has been found that Türkiye

has continued to move away from the EU, with backsliding in the area of democracy, the rule of law, and fundamental rights," Oliver Varhleyi, EU Commissioner for Neighbourhood and Enlargement, told the European Parliament on Tuesday.

Erdogan responded in a press conference in Istanbul before heading to New York to attend the 78th session of the United Nations General Assembly. "The EU is trying to break away from Turkey," he said. "We will evaluate recent developments, and after these evaluations, we can part ways with the European Union if necessary."

Turkey's Foreign Ministry [criticized](#) the European Parliament report on Wednesday, stating that it contained unfounded allegations and prejudices and had a «shallow and non-visionary approach» towards the country's relationship with the EU.

Turkey applied to join the EU in 1999 and began accession talks in 2005. Both sides worked their way through 16 of 35 chapters of negotiations and only provisionally closed one. The talks have been on ice since June 2018 when the European Council [ruled out](#) further negotiations because Ankara has been "moving further

away" from the EU. The council noted a «deeply worrying backsliding on the rule of law and on fundamental rights including the freedom of expression.»

This summer, Erdogan tried to give Turkey's EU bid a boost through NATO. Ahead of a July summit, he [urged](#) members of the military alliance to facilitate Ankara's entry into the EU in exchange for Sweden's admission into NATO.

"First open the path in front of Turkey's EU membership, and we will open the path for Sweden like we did for Finland to join NATO," he said.



16 Septembre 2023

## La Turquie peut « se séparer » de l'Union européenne si nécessaire, dit Erdogan

**E**rdogan a déclaré samedi qu'Ankara pourrait «se séparer» de l'Union européenne (UE) si nécessaire, en réponse à une question sur un rapport du Parlement européen sur la Turquie.

Ce rapport, adopté en début de semaine, indique que le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union des 27 ne peut reprendre dans les cir-

constances actuelles et invite l'UE à explorer «un cadre parallèle et réaliste» pour ses liens avec Ankara.

La Turquie est officiellement candidate à l'UE depuis 24 ans, mais les négociations d'adhésion se sont enlisées ces dernières années en raison des préoccupations de l'Union concernant les violations des droits de l'homme et

le respect de l'État de droit.

«L'UE tente de se séparer de la Turquie», a déclaré Recep Tayyip Erdogan à la presse, avant de se rendre aux États-Unis. «Nous évaluerons ces développements et, si nécessaire, nous nous séparerons de l'UE.»

Le ministère turc des affaires étrangères a déclaré en début

de semaine que le rapport du Parlement européen contenait des allégations infondées et des préjugés et qu'il adoptait une approche «superficielle et non visionnaire» des liens entre la Turquie et l'UE.

(Reportage d'Ezgi Erkoyun, version française Benjamin Mallet)

The New York Times

By Narges Mohammadi

Ms. Mohammadi is a human-rights activist and the author of “White Torture.”

Sept. 16, 2023

## The More They Lock Us Up, the Stronger We Become

**M**y fellow inmates and I were gathered in the women’s ward of Evin prison in Tehran one evening when we saw a television report of Mahsa Amini’s death. It was one year ago Saturday that she died in the custody of Iran’s morality police for allegedly failing to wear a proper hijab. Her death set off an immediate and widespread uprising — led by women — that rocked the country.

In the women’s ward, we were filled with grief — and rage. We used our short phone calls to collect information. At night, we held meetings to exchange the news we’d heard. We were stuck inside, but we did what we could to raise our voices against the regime. Anger reached its peak a few weeks later, when a fire [swept through part of Evin](#) on Oct. 15. We chanted “Death to the Islamic Republic” amid the gunfire from security forces, explosions and flames. At least eight people were killed.

Thousands of people protesting Ms. Amini’s death [were arrested](#) in the months afterward. As the anniversary of her death approached, Iran’s leaders

worked hard to suppress dissent. I have been imprisoned in Evin three times since 2012 for my work as a defender of human rights, but I have never seen as many new admissions to the women’s ward there as in the last five months.

Other women’s wards also filled up. Through friends in Qarchak prison southeast of Tehran, I learned of about 1,400 new detainees being held there. Other women have been sent to high-security wards, including Evin’s Section 209, run by the Ministry of Intelligence. A detainee who was transferred to Evin from Adelabad prison in Shiraz told us of hundreds of new female detainees in Adelabad.

What the government may not understand is that the more of us they lock up, the stronger we become.

The morale among the new prisoners is high. Some spoke with strange ease about writing their wills before heading onto the streets to call for change. All of them, no matter how they were arrested, had one demand: Overthrow the Islamic Republic regime.

During recent months, I met many female prisoners [who](#)

[had been beaten and bruised](#), their [bones broken](#), and who had been sexually assaulted. I have tried my best to [document and share that information](#).

Still, we continue to raise our voices. We have issued statements and held general meetings and sit-ins following the news of mass demonstrations, street killings and executions. The security and judicial institutions have tried to intimidate and silence us by cutting off our phone calls and weekly meetings with family, or by filing new court cases against us. In the past seven months, they have opened six new criminal cases over my human rights activities in prison and added two years and three months to my sentence, which is now 10 years and nine months.

I started [campaigning in Iran](#) 32 years ago, as a student. My goal back then was to fight religious tyranny, which along with tradition and social customs has led to the deep repression of women in this country. That’s still my goal. Now, seeing the groundbreaking efforts of young women and girls during this revolutionary movement, I feel my feminist dreams and goals

are closer to realization.

Women emerged as the vanguard of this uprising, demonstrating immense courage and resistance, even in the face of heightened animosity and aggression from the religious authoritarian regime.

In the past, before Ms. Amini’s death, I had heard some accounts of sexual assaults against women within the women’s prisons, but I had never personally witnessed so many life-threatening beatings and injuries, nor had I encountered tales of sexual assault and harassment of this magnitude.

The regime seems to be purposefully propagating a culture of violence against women. However, it will not be able to intimidate or restrain them. Women will not give up.

We are fueled by a will to survive, whether we are inside prison or outside. The government’s violent and brutal repression may sometimes keep people from the streets, but our struggle will continue until the day when light takes over darkness and the sun of freedom embraces the Iranian people.

## Collaborative Efforts Between Iran and Iraq to End the Kurdistan Region

"I must assert my belief that there are no unified Iraqi people within Iraq. Instead, we find diverse groups lacking in patriotic sentiments, often influenced by superstitious and unfounded religious traditions. Common ground appears elusive," remarked Iraq's first King, Faisal Bin al Hussein.

Since its establishment by the Great Powers in 1921, Iraq has endured a tumultuous history, and it failed as a state. The communists failed to provide effective leadership following liberation from the United Kingdom-backed monarchy. Iraq suffered through decades under the Ba'ath party, resulting in genocide, domestic strife, and regional conflicts. Iraq remains plagued by instability, echoing the sentiments of its founding, when the first King conveyed to the British High Commissioner Percy Cox that allegiances primarily aligned with ethnicities and sects.

The 2003 liberation presented an opportunity to reshape Iraq into a democratic nation. Kurds, in particular, were enthusiastic about fostering a democratic federal Iraq, with considerable authority granted according to the constitution. Unfortunately, this constitution has largely been disregarded, leading to a lack of respect for its provisions. Iraqi political parties have struggled to govern effectively, resulting in widespread chaos.

Recurring failures on the part of the Iraqi government led to the emergence of the ISIS Caliphate in June 2014, with a third of the country falling under its control. After capturing Mosul and Tikrit with substantial support from locals in Sunni provinces, a consequence of Baghdad's sectarian policies since 2003, ISIS forces turned their

sights on Kirkuk. Prior to their arrival, the Iraqi Army's 12th division changed uniforms and retreated, abandoning military bases stocked with American weaponry, similar to the situation in Mosul. A single Brigade of Kurdistan's Peshmerga Forces, supported by local security forces and civilian volunteers, successfully repelled the ISIS threat.

When ISIS attacked, Kirkuk was home to 700,000 Internally Displaced People (IDPs), yet there was no support from Baghdad or the international community to help with the associated costs. This placed a tremendous burden on the education system, healthcare, and security forces. Meanwhile, Iraqi Prime Minister Noori al Maliki chose to reduce the federal budget allocation to the Kurdistan Region, even as Kurds were fighting ISIS terrorists on a 600-mile frontline. Instead of passing legislation in parliament, as Kurds had requested since 2005, the Iraqi government resorted to international tribunals to block Kurdish oil production. Maliki's successor, Haider al-Abadi, provided little respite for Kurdistan.

After 15 years since the establishment of the "New Iraq," the Kurds found themselves grappling with the same issues that plagued the former regime: Arabization, inequality, and economic embargoes. These circumstances ultimately led them to organize an independence referendum. On September 25, 2017, Kurdistan conducted a peaceful referendum for independence, with an overwhelming 92.7% of voters endorsing an Independent Kurdistan. Regrettably, the international community did not support the Kurdish quest for independence, citing concerns about timing and regional sta-

bility. Their stance emboldened the Iraqi Prime Minister, Haider al-Abadi, and regional powers, particularly Iran, which sought to discourage any similar aspirations among their Kurdish populations.

Self-determination is a right recognized by the United Nations (UN) Charter, which emphasizes the importance of "respect for the principle of equal rights and self-determination of peoples" to promote friendly relations among nations and universal peace. Nevertheless, Iraq remains a fragmented nation, marked by a century of discord among its diverse population. Faced with ongoing crises, wars, and coups, the Kurds have felt compelled to seek their path to independence.

Historically, Baghdad had made unsuccessful attempts to exert military control over areas in Kurdistan designated as "disputed territories," including Khanaqin in 2008, Kirkuk in 2012, and Tuz Khurmatu in 2015. According to the Iraqi constitution, the fate of these disputed territories was supposed to be determined by a referendum, no later than 2007.

However, the turning point came on October 16, 2017, when Iranian Quds Force Commander Qassem Soleimani orchestrated an attack on Kurdistan. Collaborating with elements of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), who, for personal gains, agreed to order the withdrawal of Peshmerga forces from strategic positions. This enabled the Iraqi Army, along with militias loyal to Iran, to enter and occupy Kirkuk and all the disputed territories. They didn't stop there, armed with U.S.-supplied weapons, including M1 Abrams tanks, they pushed further north in an attempt to occupy the en-

tire Kurdistan Region. Their advance was met with fierce resistance from the Peshmerga forces of the Kurdistan Democratic Party (KDP), who successfully repelled the attacks on multiple fronts.

The events of October 16, 2017, remain deeply etched in the memory of the Kurdish people in Kirkuk and the rest of the disputed territories. They have endured six years of occupation, with the democratically elected Kurdish governor of Kirkuk unlawfully removed from office and replaced by an Arab. The democratically elected Kirkuk Provincial Council was abolished, and vast amounts of Kurdish-owned land have been occupied by Arab settlers. Kurdish homes are subject to raids, and residents are arbitrarily arrested. The Kurdish majority population in ethnically diverse Kirkuk demands the removal of the Iraqi Army and militias from the city, advocating for the return of Peshmerga forces to the province, akin to the joint administration that existed with Iraqi forces prior to ISIS's emergence in 2014.

The attack on October 16, 2017, starkly illustrated Iran's interference in the region, aimed at weakening Kurdish autonomy and consolidating its control over Iraq. This undue influence not only threatens the Kurds but also jeopardizes regional stability.

Since 2018, the Kurdistan Region has endured a barrage of missile and drone attacks by Iran, often targeting civilian areas and causing casualties, instilling widespread fear among the Kurdish population. The international community's silence in the face of these acts of aggression is deeply troubling, as it emboldens Iran to continue its assault on the Kurds with

impunity. Furthermore, the Iraqi government's failure to protect its own citizens in the Kurdistan Region raises serious questions about its commitment to justice and human rights.

In recent years, the Kurdistan Region of Iraq has been subjected to relentless economic and military pressure from the Iraqi government, exacerbating efforts to undermine its autonomy. The increasing influence of the Iranian regime over the Iraqi government is a growing concern, with Iran's proxy militias in Iraq playing a significant role in shaping policies that often come at the expense of the Kurds.

### **The Joint Baghdad and Tehran Forces Against the Kurds**

The Kurdistan Region has maintained its status as the most prosperous area in Iraq since 1991 and has consistently been a friendly ally to the US and the West. It has experienced notably higher development levels compared to the rest of Iraq. However, such prosperity also makes the region a target for both nationalist and religious factions. Simultaneously, Iran grapples with significant political and economic challenges within its borders. The one-year anniversary of the [Zhina Amini protests](#) underscores the deteriorating conditions in Iran compared to a year ago. To divert attention from domestic unrest, the Iranian regime employs the issue of the "New Israel" to rally its population.

Iran actively influences the situation in Syria's Kurdish region by supporting select Arab tribes that remain loyal to the Assad regime, encouraging them to rebel against the Kurdish-led Autonomous Administration for North and East of Syria (AANES). Concurrently, Turkey deploys its Syrian proxies north of Manbij, capitalizing on developments in Deir Ez Zor. Turkey often cites combating the Kurdistan Workers' Party (PKK) as a pretext for its presence in the Kurdistan Regions of Iraq

and Syria. Iran follows a similar path, using opposition to Kurdish parties as a cover for its territorial ambitions in Kurdish territories.

Currently, the Iranian regime is pursuing a similar strategy by signing a "border security" agreement with its Iraqi proxy government. This agreement aims to legitimize attacks on Iranian Kurdish opposition parties that have been based in the Kurdistan region since 1991. The recent Baghdad-Tehran agreement sets a September 19th deadline for the "disarmament" and relocation of Kurdish opposition parties, along with their families, to areas under Baghdad's control, making them easier targets. Iran seeks to establish military bases within the Kurdistan Region to suppress the Kurdistan Regional Government (KRG) and undermine its authority. It is important to note that the Kurdish opposition parties have not posed any threats to Iran, and thousands of civilian refugees, including women and children, accompany these parties.

The collaboration between Baghdad and Tehran poses not only a threat to the Kurds but also to the national security interests of the United States. This is especially concerning given Iran's de facto alignment with China and its support for Russia's actions in Ukraine. Additionally, the strategic importance of the Kurdistan Region cannot be overstated, as it is the only globally recognized entity among the four Middle Eastern regions. The international community, particularly the United States, should thwart Baghdad-Tehran's plans to dismantle the Kurdistan Region, a crucial step for regional stability and American interests in the Middle East.

Militarily, Iranian-backed militias benefit from access to billions of dollars from Iraq's largest-ever federal budget, allowing them to expand and disseminate propaganda against the Kurds. Since October 16, 2017,

Iranian-backed militias and Iraqi forces have gained control over oil-rich Kirkuk and other disputed territories, engaging in acts of terrorism against Kurdish civilians, including a recent attack on Kurdish protests that resulted in four fatalities. Additionally, these militias are the primary culprits behind drug trafficking and oil smuggling in Kirkuk. Furthermore, the Islamic Revolutionary Guards Corps (IRGC) and its proxies in Iraq have launched numerous attacks on the Kurdistan region, targeting civilians and oil and gas infrastructure.

### **Kurdistan's Natural Resources**

In an effort to secure their dues, the Kurds adhered to the International [Court of Arbitration](#), hoping that Baghdad would fulfill its obligations once they relinquished control over natural resources—a constitutional right for the Kurds to produce and export.

Since the court ruling in March, Kurdistan's oil exports have been halted, resulting in billions of dollars in losses for Iraq and adversely impacting the Kurdistan economy. Simultaneously, Turkey ceased the flow of Kirkuk's oil, which had been under the control of the Iraqi government. The lawsuit led to losses for all parties involved, with Iran emerging as the beneficiary, exacerbating the damages for all sides.

Baghdad's economic blockade against Erbil aims to incite public dissent and turn civil servants against the Kurdistan Regional Government (KRG), enabling the federal government to further undermine the KRG and assert control over the region. Regrettably, certain Kurdish politicians have unwittingly contributed to Baghdad's strategy of "divide and conquer."

### **The Iraqi "Supreme Court"**

The Iraqi Federal Court, established under the Transitional Administrative Law, is fundamentally illegitimate. Originally

intended as a temporary institution until a national supreme court was established, it continues to operate nearly two decades later without the establishment of a national supreme court. This defunct Federal Court is consistently used as a tool by Baghdad and Iran to issue biased rulings against the Kurdistan Region. These rulings perpetuate the marginalization and oppression of the Kurdish people and aim to drive the Region into financial insolvency.

### **Conclusion**

The Iraqi government's relentless efforts to dismantle the Kurdistan Region, coupled with Iranian influence, missile attacks, and biased rulings by the unconstitutional Federal Court, paint a bleak picture for the Kurds' future. It is imperative for the international community to denounce these actions and support the Kurdish people in their pursuit of justice, autonomy, and self-determination. The world cannot afford to ignore the struggles of the Kurds, as their quest for freedom and equality aligns with universal values we hold dear. Six years after the Kurdistan Independence Referendum, it is evident that not only Kurds but also Shiites, Sunnis, and Christians continue to suffer in the same Iraq that was artificially created a century ago. It is time for the US and the international community to support the right to self-determination and independence or a confederation system, as federalism has proven ineffective.



# Kurdistan's Weekly Brief September 19, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

## Iran

The Iranian regime deployed thousands of security forces throughout Iran's Kurdish region on September 16, the first anniversary of Zhina Mahsa Amini's death. Many of the forces were concentrated in Amini's hometown of Saqqez. Iranian authorities also [detained Amini's father](#) for a few hours before placing the entire Amini family under house arrest. At the same time, dozens of Kurdish men and women, including activists and protest organizers, [were arrested](#). Even so, shops and businesses in [18 Kurdish cities and towns](#) heeded the call of Iranian Kurdish opposition parties and launched a general strike on September 16. [Outside of Iranian Kurdistan](#), protests were held in Fars and [Zahedan](#) amid reports two members of the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) had died. Furthermore, despite a [deal](#) that saw the U.S. unfreeze approximately six billion dollars in Iranian assets in exchange for five American detainees, the U.S. imposed a new round of sanctions on Iranian officials, including several IRGC officers. "The United States has joined countries around the world in supporting the Iranian people in their pursuit of justice, accountability, and respect for their human rights, during the protests and throughout the last year," said U.S. Secretary of State Tony Blinken during a televised speech.

Iraqi Minister of Foreign Affairs Fuad Hussein visited Tehran to discuss the "disarmament" and "relocation" of Iranian opposition parties in Iraqi Kurdistan last Tuesday. "The necessary measures were taken to remove these groups from the border areas, and they were housed

in remote camps deep in Iraq and Kurdistan," [said Hussein](#) during a press conference with his Iranian counterpart. Iran's September 19 deadline for disarming and relocating Iranian Kurdish opposition parties forced Hussein to travel to Iran and attempt to stop expected Iranian attacks on Iraqi territory. However, Hussein [criticized Iran](#) for "threats by bombs and launching a military campaign while Iran and Iraq enjoy an excellent relationship." The Voice of America [reported](#) the Iranian regime also requested the deportation of 22 Kurdish opposition figures in Iraq.

## Iraq

On Monday, a senior member of the Europe-based Kurdistan National Congress (KNK) named [Denîz Hêvî](#) was assassinated in Erbil. The assassin shot Hêvî five times in his home in an operation suspected to be Turkish-related. Simultaneously, a Turkish drone [killed three members](#) of the Counter Terrorism Group (CTG) and wounded three others near Arbat Airport in Sulaymaniyah Governorate. The attack marks the first time Turkey directly targeted Kurdish security forces in Iraq. In April, a Turkish drone attempted to strike Syrian Democratic Forces (SDF) General Commander Mazloun Abdi at Sulaymaniyah Airport while he was accompanied by U.S. forces and CTG members. In a separate incident, a [Turkish drone](#) killed three members of the Sinjar Resistance Units (YBS) while they were traveling in a vehicle on Mount Sinjar on Sunday.

A [senior delegation](#) led by Prime Minister of Kurdistan Region Masrour Barzani and Deputy Prime Minister Qubad Talabani held several meetings

with Iraqi officials in Baghdad to discuss the Kurdistan Regional Government's (KRG) share of the federal budget. After the meeting, Iraq's Council of Ministers voted to send 700 billion Iraqi dinars to Iraqi Kurdistan for three months as a loan to cover the salaries of public employees. Barzani expressed hope the agreement would become a "basis for resolving all issues between the KRG and the federal government." It is unclear how Iraq will use the 400,000 barrels of oil per day that the Iraqi budget bill stipulates the KRG hand over in exchange for its share of the federal budget. Meanwhile, oil exports from Iraqi Kurdistan remain halted because Baghdad and Ankara have yet to reach an agreement on their resumption through the Ceyhan pipeline.

## Syria

Turkey and Saudi Arabia continued building what will be the [second-largest settlement compound](#) in Turkish-occupied Afrin. Turkey has been attempting to alter the demography of northern Syria by committing ethnic cleansing against its Kurdish residents and replacing them with forcibly repatriated Syrian Arabs. Turkey's policy has reduced the percentage of Kurds in Afrin and its surrounding areas from 95 percent to approximately 66 percent. Many of the returned Syrian refugees are being housed in over 100 settlement complexes built by Turkey in conjunction with humanitarian organizations and financed with aid from Gulf states like Kuwait.

The SDF [announced](#) it captured a major ISIS (Da'esh) financier named Yahya Ahmed al Hajji during its campaign to eliminate Da'esh cells in Deir

Ez Zor Governorate known as "Operation Security Reinforcement." Al Hajji, also known as Abu Bara'a Al-Hasan, was the financial officer for Da'esh's "Levant State" and previously served as the chief assistant of Mamoun as Shami, head of Da'esh's financial authority in Raqqa and Deir Ez Zor during the "Caliphate era." Al Hajji continued to fund terror cells, coordinate attacks, and recruit other financiers until the SDF raided his hideout in al-Busyra on September 3.

Turkey [appointed](#) a single governor to oversee Afrin in an effort to impose a more orderly and unified model of administration on the region. In addition, Turkey hopes installing a single governor will facilitate stronger cooperation between Ankara and Afrin's Syrian National Army (SNA)-affiliated councils. Turkey's policy is likely to strengthen Ankara's ability to direct its Turkification policies in northern Syria and does not address the region's rampant corruption, human rights abuses, and security issues.

A Turkish drone strike [killed](#) two members of the Autonomous Administration of North and East Syria's (AANES) internal security force (Asayesh) in Qamishli on Sunday. Eight other Asayesh personnel were wounded in the strike, and some remain in critical condition. Sunday's attack is the latest in a campaign that has terrorized northeastern Syria's citizens, resulting in the death of [114 civilians](#) since 2020.

## Turkey

The Ankara 22nd High Criminal Court oversaw the [31st session](#) of the Kobani criminal trial at Sincan Prison. The session featured politicians Ahmet

Türk and Gülser Yıldırım defending their roles in the Turkey-Kurdistan Workers' Party (PKK) peace process. The Turkish government is prosecuting 108 individuals, including former co-chairs of the pro-Kurdish People's Democratic Party (HDP) Figen Yüksekdağ and Selahattin Demirtaş, former co-chairperson of the Democratic Regions Party (DBP) Sebahat

Tuncel, honorary chairperson of the HDP Ertuğrul Kürkçü, and members of the HDP Central Executive Committee. The Turkish government claims the HDP caused the deaths of 37 people and disrupted national unity by inciting Turkey's "Kobane protests" in 2014. Turkish authorities also claim the HDP was acting under orders of the PKK in soliciting Turkish aid for

the People's Protection Units (YPG).

Turkey's Green Left Party, a pro-Kurdish party that serves as the HDP's sister party, expressed support for [Kurdish MP Sezgin Tanrikulu](#), who is currently under investigation for televised statements that criticized the Turkish Armed Forces (TAF) and asserted the European Court of Human Rights

(ECHR) concluded the TAF committed atrocities against Turkey's Kurdish population. Tanrikulu's party, the Peoples Republican Party (CHP), has distanced itself from him (though some remain supportive), and Turkish President Recep Tayyip Erdogan has declared that Tanrikulu retains close ties with the PKK and will be punished for his statements.



avec AFP  
17 septembre 2023

## Les fonctionnaires kurdes irakiens face à des salaires impayés depuis plusieurs mois

**L**es autorités kurdes disent ne plus avoir d'argent depuis que [leur pétrole](#) est vendu par l'État irakien. L'Irak répond avoir envoyé les subventions promises à la région autonome kurde, un argent qui aurait donc disparu. Ce qui expliquerait les salaires impayés des fonctionnaires.

Lawand et Salah ont trois enfants. Ce couple de fonctionnaires, infirmier et professeur, n'ont pas reçu leur salaire depuis trois mois : « *Il y a beaucoup de choses qu'on ne fait plus par manque d'argent. On ne sort plus de la ville, on ne fait plus de pique-nique, on ne va plus au restaurant, on ne commande plus à manger à domicile, on ne peut plus acheter de nouveaux vêtements ou de nouveaux jouets pour nos enfants* », explique Salah.

Si un mouvement social se déclençait, est-ce qu'ils iraient manifester ? « *C'est sûr que je participerai aux manifestations s'il y en a, répond Lawand. Tout le monde veut aller manifester ! Mais avant, il faut réfléchir aux conséquences. Vous savez, manifester ici, c'est risquer de perdre son travail au sein de la fonction publique. Pire : c'est risquer la prison.* »



De longue date, le Kurdistan d'Irak accuse Bagdad de ne pas envoyer les fonds nécessaires au paiement des fonctionnaires. (Image d'illustration) © REUTERS / Ahmed Jadallah

Fait rarissime au Kurdistan, des grèves très localisées se sont tenues cette semaine dans la région, rapporte notre correspondant à Erbil, **Théo Renaudon**. Le 5 septembre dernier déjà, des milliers de manifestants s'étaient réunis dans la ville de Dohuk, brandissant des drapeaux du Kurdistan d'Irak pour dénoncer ces salaires impayés.

**Le Kurdistan d'Irak privé des ressources liées au pétrole**

De longue date, le Kurdistan d'Irak accuse Bagdad de ne pas envoyer les fonds nécessaires au paiement des fonctionnaires. Il y a peu, la région disposait, grâce à ses exportations pétrolières, de financements indépendants pour payer partiellement les salaires, mais depuis fin mars elle est privée de cette ressource en raison d'un litige avec la Turquie et Bagdad.

En principe, le Kurdistan d'Irak

et Bagdad se sont accordés pour que les ventes de pétrole kurde passent désormais par les autorités fédérales. En échange de quoi 12,6% du budget fédéral sont alloués au Kurdistan d'Irak. Si le gouvernement a débloqué le 3 septembre dernier une enveloppe de 500 milliards de dinars - environ 380 millions dollars - pour les salaires de la région, il faudrait pratiquement le double chaque mois, selon Erbil.





Julian Bechocha  
September 17, 2023

## PM Barzani thanks Iraq after deal struck to loan 2.1 trillion IQD to Kurdistan Region

**A**fter the Iraqi Council of Ministers directed the loan of 700 billion Iraqi dinars for three months (total 2.1 trillion) monthly to cover salaries of the Kurdistan Region's civil servants, the Region's Prime Minister Masrour Barzani on Sunday thanked top Iraqi and Kurdish officials for the agreement.

Iraq's Council of Ministers on Sunday agreed to loan a total of 2.1 trillion Iraqi dinars to the Kurdistan Region to cover the salaries of civil servants for a period of three months. The decision was highly welcomed by PM Barzani.

"We were able to reach an appropriate agreement with the Iraqi federal Prime Minister, Mr. Mohammed Shia' al-Sudani, to provide the salaries of citizens," Barzani said in a statement.

He also thanked Kurdistan Region President Nechirvan Barzani for "supporting and making the negotiation process with the federal government a success," while also expressing gratitude to Masoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), and the Kurdistan Region's "resilient" citizens for their patience.

Iraq's Justice Minister Khalid Shwani told Rudaw's Halkawt Aziz that the loan will cover the salaries of September, October, and November. The Kurdistan Region's civil servants are yet to receive their salaries for July and August.

The Iraqi government decision



Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani. Graphic

came after a high-level delegation from the Kurdistan Regional Government (KRG) led by PM Barzani went to Baghdad on Thursday to meet senior Iraqi officials and campaign for the Kurdistan Region's financial entitlements.

In the statement, Barzani also thanked Iraqi and Kurdish political parties "for their support," after he met with parties involved in the State Administration Coalition during his Baghdad visit.

The State Administration Coalition is an alliance of Shiite, Sunni, and Kurdish political parties in Iraq that successfully broke the political deadlock that suffocated the country and left it without a government for over a year. The coalition

backed then-prime minister-designate Sudani and voted to elect his cabinet in October of last year.

The Iraqi parliament in June passed its highly-contentious budget bill for the years 2023, 2024, and 2025, of which the Kurdistan Region's share is 12.6 percent. However, budget issues between both governments have not been resolved as Erbil blames Baghdad for not sending the required funds to pay the Region's civil servants.

Economic woes in the Kurdistan Region have worsened in recent months after Turkey suspended the flow of Kurdish crude oil through the Iraq-Turkey pipeline to its Ceyhan port in March following a ruling from

a Paris arbitration court, causing the KRG billions of dollars in losses.

Several meetings have been held between Iraqi and Turkish delegations since March, aimed at resuming the flow of crude oil from the Kurdistan Region. The meetings, however, have not yielded any results.

The Kurdish government has failed to pay its civil servants on time and in full for nearly a decade due to the financial crisis. The public employees are yet to receive their July salaries.

"We will continue to ... not allow futile attempts to disrupt the stability of the Kurdistan Region," PM Barzani stressed.



Karwan Faidhi Dri  
September 18, 2023

## YPG members were being trained at Arbat airport during Monday strike: Turkey

**T**urkish foreign ministry on Tuesday claimed that the members of the Syria-based People's Protection Units (YPG) were receiving training at the Arbat airport when it was hit the previous day. Three local counterterrorism fighters were killed in what was described as a drone attack by Kurdish and Iraqi authorities. Baghdad has blamed Ankara for the incident.

Three members of the Sulaimani-based Counter-Terrorism Group (CTG) were killed and three others were injured when a drone hit Arbat airport on Monday, according to the group. It did not explicitly point the finger at any parties but vowed to bring the perpetrators to justice. Iraqi authorities blamed Turkey for the incident, claiming that the drone entered Iraq from the neighbouring country.

The Turkish foreign ministry said in a [statement](#) late Tuesday that "It is understood that the members of the PUK's 'Anti-Terrorist Group' were conducting a training exercise together with PKK/YPG terrorists at the time of the explosion."

The Kurdistan Workers' Party (PKK) is an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but has been listed as a terrorist organization by Ankara. The YPG is the backbone of the US-allied Syrian Democratic Forces (SDF). Turkey regards the YPG as the Syrian offshoot of the PKK.

The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) is the second largest



The funeral ceremony of three CTG members killed in Arbat attack on September 18, 2023. Date: September 19, 2023. Photo: CTG

political party in the Kurdistan Region and controls Sulaimani and Halabja provinces.

The Turkish ministry did not claim responsibility for the attack but claimed that the alleged shared training at the airport "confirmed once again the accuracy of the measures we have taken regarding Sulaymaniyah, the people of which are almost taken hostage by the terrorist organization."

The ministry also claimed that "This development is quite disturbing as it has clearly revealed the cooperation between PUK's security apparatus and members of the terrorist organization."

The CTG and the YPG have not denied security cooperation, openly stating that their cooperation is related to the fight against the Islamic State (ISIS).

The [SDF has said](#) several

times that the CTG actively took part in some of its anti-ISIS operations inside Syria.

The CTG, which is unofficially tied to the PUK.

The Arbat attack has been locally and internationally condemned.

The UN Assistance Mission for Iraq (UNAMI) said "Attacks repeatedly violating Iraqi sovereignty must stop. Security concerns must be addressed through dialogue and diplomacy - not strikes."

PUK leader Bafel Talabani labeled the attack as a "terrorist attack" and "a part of the conspiracy aimed at disturbing the peace and stability of the Kurdistan Region," while the Kurdistan Regional Government's (KRG) Deputy Prime Minister Qubad Talabani called on the Iraqi federal government to scale up efforts to prevent the repetition of such "violations".

US Ambassador to Iraq Alina Romanowski also condemned the attack, reaffirming Washington's "support for respect of Iraq's sovereignty and territorial integrity - both are essential to Iraq's stability and security."

The Iraqi presidency said they intend to summon the Turkish ambassador to Baghdad over the Arbat incident.

Turkey has intensified its attacks against the alleged position of the PKK in the Kurdistan Region, especially in Sulaimani province. Some drone attacks caused civilian deaths.

Turkish Foreign Minister Hakan Fidan visited Iraq and the Kurdistan Region late last month. He met with Qubad Talabani, discussing a range of topics, including a Turkish flight ban on Sulaimani province due to the alleged "intensification" of PKK activity in Sulaimani.

The flight ban on Sulaimani International Airport by Turkey has been in place since April 3. The Turkish foreign ministry has said that the ban, which is to remain in effect until January.

Fidan called on Baghdad and Erbil to recognize PKK as a terrorist organization but seemingly did not receive a positive response.

His ministry said in the Tuesday statement that Ankara expects both Iraqi and Kurdish governments to designate PKK and its affiliates as terrorist organizations.

# Dix Américains et Iraniens libérés dans le cadre d'un échange de prisonniers entre les Etats-Unis et l'Iran

Cinq Américains, prisonniers en Iran, ont quitté le pays lundi. En échange, cinq ressortissants iraniens bénéficieront de mesures de clémence. « Merci de mettre fin à ce cauchemar », a réagi l'un des prisonniers américains libérés.

Cinq Américains qui étaient prisonniers en Iran, ainsi que deux femmes membres de leurs familles, ont quitté le pays lundi 18 septembre dans le cadre d'un échange de prisonniers politiquement risqué pour Joe Biden, a confirmé un haut responsable de la Maison Blanche. Il s'agit de Siamak Namazi, qui est accompagné de sa mère, d'Emad Sharqi, de Morad Tahbaz, qui quitte l'Iran en compagnie de son épouse, ainsi que de deux autres personnes dont les noms n'ont pas été divulgués.

Ces sept personnes sont arrivées vers 16 h 40 à Doha, au Qatar, d'où ils ont ensuite décollé « pour Washington DC », a fait savoir une source proche du dossier à l'Agence France-Presse. « Cela fait vraiment du bien de pouvoir dire que nos concitoyens sont maintenant libres », a déclaré à la presse à New York le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, qui s'est entretenu avec eux. « Je leur ai parlé à leur atterrissage à Doha. Je peux vous dire que c'était pour eux, pour moi, une conversation émouvante », a-t-il dit. Tous les Américains libérés sont d'ascendance iranienne, l'Iran ne reconnaissant pas la double nationalité et n'entretenant aucune relation diplomatique avec les Etats-Unis depuis 1979.

« Merci, président Biden, d'avoir fait passer la vie humaine avant la politique », a remercié dans un communiqué Siamak Namazi. L'administra-



Siamak Namazi et Morad Tahbaz, prisonniers américains libérés, à leur arrivée à Doha (Qatar), le 18 septembre 2023. MOHAMMED DABBOUS / REUTERS

tion Biden a « pris des décisions incroyablement difficiles pour nous sauver », a salué l'homme d'affaires, ajoutant : « Merci de mettre fin à ce cauchemar. » Le porte-parole du secrétaire général de l'ONU a espéré lundi que l'échange conduirait à une « baisse des tensions ». « Évidemment nous espérons que cela mènera à une plus grande coopération et une baisse des tensions », a déclaré Stéphane Dujarric à la presse.

## Sanctions pour des « actions provocatrices dans la région »

En échange de la libération de cinq Américains, cinq ressortissants iraniens, poursuivis ou condamnés aux Etats-Unis pour des délits sans violences, bénéficieront de mesures de clémence. Le haut responsable américain, qui a requis l'anonymat, a ajouté que cet

échange de prisonniers s'accompagnerait de sanctions contre le ministère du renseignement iranien ainsi que contre l'ancien président iranien, Mahmoud Ahmadinejad – une manière pour la Maison Blanche de contrer toute accusation de complaisance envers le régime de Téhéran.

Joe Biden a par la suite promis de « continuer à sanctionner l'Iran pour ses actions provocatrices dans la région ». « Cinq Américains innocents qui étaient détenus en Iran rentrent enfin à la maison », s'est par ailleurs félicité le président américain, qui a adressé ses remerciements aux gouvernements impliqués dans les négociations : le Qatar, Oman, la Suisse et la Corée du Sud.

Cette libération semblait imminente depuis [le transfert des cinq Américains en résidence surveillée il y a un peu plus](#)

d'un mois. Elle est le résultat de plusieurs années de tractations entre Washington et Téhéran. Au préalable, un transfert de fonds iraniens gelés en Corée du Sud, d'un montant de six milliards de dollars (5,5 milliards d'euros), a été annoncé à Doha et confirmé par l'Iran. Ce transfert fait partie de l'accord.

## Deux Iraniens arrivés à Doha

Deux des cinq prisonniers iraniens bénéficiant d'une mesure de clémence sont arrivés à Doha pour retourner en Iran, ont affirmé lundi des médias iraniens. « Deux prisonniers iraniens, Mehrdad Moin-Ansari et Reza Sarhangpour, libérés lors de l'échange de prisonniers iraniens et américains et prévoyant de se rendre en Iran, sont arrivés à Doha », a dit l'agence Tasnim. Les trois autres ont également été libérés, selon l'agence, mais ne souhaitent pas aller en Iran.

Le transfert de fonds sur six comptes iraniens dans deux banques du Qatar a été effectué lundi. « Aujourd'hui, l'équivalent de 5 573 492 000 euros a été déposé sur le compte des banques iraniennes auprès de deux banques qataries », a précisé, à Téhéran, Mohammad Reza Farzin, gouverneur de la Banque centrale iranienne. Il a ajouté que son pays avait l'intention de saisir la justice contre la Corée du Sud pour ne pas avoir autorisé Téhéran à accéder à ces fonds et demander des dommages à la suite de leur dépréciation.

L'arrangement avait été annoncé le 10 août et cinq Américains d'origine iranienne, détenus en Iran, avaient alors été transférés de leur prison pour être placés en résidence surveillée. Parmi eux figure donc l'homme d'affaires Siamak Namazi, arrêté en 2015 et condamné à dix ans de prison en 2016 pour espionnage. Parmi les cinq Iraniens devant être libérés par les Etats-Unis, figurent Reza Sarhangpour et Kambiz Attar Kashani, accusés d'avoir « détourné les sanctions américaines » contre l'Iran.

#### Pas un « chèque en blanc »

Aux yeux de certains experts,

cet accord témoigne d'un apaisement des tensions entre l'Iran et les Etats-Unis, mais il ne préjuge pas d'un possible accord sur le dossier du nucléaire iranien. Des négociations menées par les Européens n'avaient pas réussi en 2022 à raviver l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, moribond depuis le retrait unilatéral des Etats-Unis en 2018 sous la présidence de Donald Trump. Le président iranien, Ebrahim Raïssi, est attendu lundi à New York pour participer à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU).

Le 13 septembre, la Maison Blanche avait rejeté toute no-

tion de « rançon », comme le dénonçait l'opposition républicaine au président Joe Biden, avec le déblocage des six milliards de dollars de fonds iraniens gelés. L'échange de prisonniers a été une « décision difficile » pour le président. « L'alternative, c'était que ces Américains ne rentrent jamais à la maison », a justifié le haut responsable. Le porte-parole du Conseil national de sécurité, John Kirby, avait insisté sur le fait qu'il ne s'agissait pas d'un « chèque en blanc » offert à l'Iran et que l'utilisation de ces fonds « à des fins humanitaires » uniquement serait sous « stricte surveillance ».

Issus de la vente d'hydrocarbures par l'Iran, ces fonds avaient été bloqués à la suite de sanctions américaines. Téhéran a de son côté assuré avoir la possibilité d'user autrement de cette enveloppe et pas seulement pour acheter des médicaments et de la nourriture. Après ce versement, l'Iran n'aura « plus beaucoup de ressources bloquées dans d'autres pays », a affirmé le porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien, Nasser Kanani, lundi. « Au Japon nous en avons une certaine quantité mais nous en avons utilisé une grande partie et la quantité restante n'est pas significative », selon lui.



avec AFP  
18 septembre 2023

## Irak : Le gouvernement fédéral augmente les financements versés au Kurdistan

**MONDE** Bagdad a accepté de verser annuellement au Kurdistan autonome trois tranches de 700 milliards de dinars (plus de 530 millions de dollars)

Le gouvernement fédéral de Bagdad a accepté ce dimanche d'augmenter les financements versés au Kurdistan autonome d'Irak – vitaux pour le paiement des salaires des fonctionnaires –, un dossier houleux souvent source de tensions entre les deux parties. Début septembre, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans une ville du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, pour protester contre deux mois de salaires impayés, le gouvernement régional reprochant aux autorités de Bagdad de ne pas avoir transféré les fonds.

Ce dimanche, Bagdad a accepté de verser annuellement au Kurdistan autonome trois tranches de 700 milliards de dinars (plus de 530 millions de dollars), selon un communiqué

des services du Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani. Ces sommes seront versées au Kurdistan via des prêts délivrés par trois banques publiques et remboursés par le ministère des Finances de Bagdad, selon la même source.

#### Le chef du gouvernement régional a salué « l'accord fructueux » trouvé avec Bagdad

Le mécanisme vise à fournir « des liquidités au gouvernement régional du Kurdistan d'Irak et lui permettre de payer les salaires des fonctionnaires, les subventions sociales et les pensions des retraités », souligne le communiqué. Les services compétents à Bagdad et au Kurdistan ont un mois pour « vérifier les effectifs des fonctionnaires, des bénéficiaires

des subventions sociales et des retraités », ajoute le texte.

De longue date, le Kurdistan d'Irak accuse Bagdad de ne pas envoyer les fonds nécessaires au paiement des fonctionnaires. Naguère, la région disposait, grâce à ses exportations pétrolières, de financements indépendants pour payer partiellement les salaires. Mais depuis fin mars elle est privée de cette ressource en raison d'un litige avec la Turquie et Bagdad.

En principe, le Kurdistan d'Irak et Bagdad se sont accordés pour que les ventes de pétrole kurde passent désormais par les autorités fédérales. En échange de quoi 12,6 % du budget fédéral sont alloués au Kurdistan d'Irak. Début sep-

tembre, Bagdad avait initialement déblocqué une enveloppe de 500 milliards de dinars (environ 380 millions de dollars). Mais selon le Kurdistan autonome il faudrait chaque mois plus de 900 milliards de dinars pour payer les salaires, selon Erbil.

Le chef du gouvernement régional à Erbil Masrour Barzani a salué « l'accord fructueux » finalement trouvé avec Bagdad « pour garantir les salaires ». « Je remercie nos concitoyens pour leur patience, leur détermination et leur confiance inébranlable dans leur gouvernement », a-t-il ajouté dans un communiqué. Il a également appelé le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani pour le remercier de son « soutien ».

## « Femmes, vie, liberté. Une révolution iranienne », l'insurrection vue de l'intérieur

**T**éhéran, 16 septembre 2022. Mahsa Amini, 22 ans, étudiante iranienne d'origine kurde, est arrêtée par des policiers jugeant que son voile est mal positionné. Trois jours plus tard, elle décède à l'hôpital. Plusieurs témoins accusent les agents d'avoir battu la jeune femme à mort. Un mouvement spontané s'enclenche immédiatement sous le slogan : « *Femme, vie, liberté* ». Pour la première fois, les Iraniennes, écolières, étudiantes, mères de famille, sortent manifester, n'hésitant pas à retirer leur foulard, symbole de l'oppression du régime des mollahs, et à se couper les cheveux en signe de protestation. Ces vidéos inédites, puissantes, font le tour du monde. L'insurrection, portée par les réseaux sociaux, s'élargit à tout le pays.

### « La peur a changé de camp »

La population, toutes catégories sociales confondues, exprime son envie d'en finir avec une dictature théocratique où règnent l'autoritarisme, la corruption et la



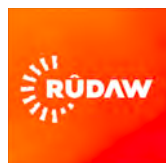
Masih Alinejad à Bruxelles dans « Femmes, vie, liberté. Une révolution iranienne » (© Artline Films)

pauvreté. Hors des frontières, la diaspora (5 millions d'Iraniens à travers la planète) se met aussi à espérer : et si cette révolte parvenait à renverser la République islamique ? Dans un documentaire riche qui alterne images tournées clandestinement (pour certaines par une équipe sollicitée sur place par la réalisatrice Claire Billet, notamment lors des manifestations) et témoignages (manifestants, opposants, activistes qui s'expriment

masqués lorsqu'ils ne sont pas exilés), la journaliste revient, point par point, sur ce soulèvement historique et ses fondements.

Elle met aussi en lumière comment, même s'il a été sévèrement réprimé (plus de 400 personnes ont trouvé la mort et des dizaines de milliers ont été emprisonnées), il n'en a pas moins fragilisé le régime. Car, comme l'explique l'actrice réfugiée en

France Golshifteh Farahani (qui lit aussi, comme un fil rouge, une lettre bouleversante de la défenseuse des droits humains Narges Mohammadi, détenue dans la prison d'Evin), « *la peur a changé de camp* ». Et si, en surface, la contestation semble avoir été maîtrisée par Ali Khamenei et ses gardiens de la révolution, elle continue, à travers la désobéissance civile, d'animer un peuple iranien déterminé à recouvrer sa liberté.



**Rûdaw**  
September 19, 2023

## Luxembourg FM 'deeply regrets' death of 3 Kurdish female fighters in Syria

ERBIL, Kurdistan Region - Luxembourg Foreign Ministry on Monday said that the Minister Jean Asselborn is saddened by the recent death of three Kurdish female fighters in the vicinity of Syria's Manbij

city by a suspected Turkish drone attack.

Candan Cudi, Servin Serdar and Nucan Ocalan from the Women's Protection Units (YPJ) were killed

when their vehicle was hit by a drone near Manbij city on Friday. The YPJ blamed Turkey for the air strike.

The Luxembourg Foreign

Ministry [said](#) in a post on X (formerly known as Twitter) that Asselborn "deeply regrets" the killing of the three Kurdish fighters, adding that he had met with Serdar in 2016 "to express support in the

common battle against the Islamic State [ISIS].”

Luxembourg is a member of the US-led global coalition against ISIS.

The YPJ is the all-women wing of the People's Protection Units (YPG) - the backbone of the Syrian Democratic Forces (SDF).

SDF is the main ally of the coalition against ISIS on the ground in northeast Syria (Rojava).

Turkey has not immediately commented on the drone attack.

Turkey considers the YPG to be the Syrian offshoot of the Kurdistan Peoples' Party (PKK) - an armed group struggling for increased rights of Kurds in Turkey but listed as a



YPJ fighters Canda Cudi, Servin Serdar, and Nucan Ocalan, were killed in a drone attack in Manbij on September 15, 2023. Photo: Handout

terrorist organization by Ankara. Turkey has carried out three military operations against the Kurdish forces in northern Syria since 2016, invading key towns near the border such as Afrin, Sari Kani (Ras al-

Ain) and Gire Spi (Tal Abyad).

YPJ said in a statement that Serdar was born in Dirbesiye in 1981. She had joined the PKK when she was only 17.

She was a member of the YPJ military leadership and a member of the SDF-affiliated Manbij Military Council, according to the statement.



Rûdaw  
September 19, 2023

## US congressmen urge Biden to end ‘unacceptable treatment’ of KRG by Iran-backed factions

US congressmen in a letter on Monday urged President Joe Biden to “make every effort” to end what they labeled the “unacceptable treatment” of Kurds in the Kurdistan Region by Iran-backed factions in Iraq.

The letter which highlights recent political and security challenges the Kurdistan Region has endured was signed by congressmen Michael Waltz, Michael T. McCaul, and Joe Wilson.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has “served as one of the United States’ most reliable partners in the Middle East, yet is being economically strangled, politically and legally pressured,” the letter read.

“The closure of the Iraq-Türkiye pipeline (ITP) has cut off the KRG from the majority of its revenue,” the congressmen stated, adding that Iran continues to “export oil with seeming impunity, despite U.S. sanctions.”

Turkey stopped the flow of Kurdish oil through the Iraq-Turkey pipeline after a Paris arbitration court ruling on March 23 ruled in favor of Baghdad against Ankara, saying the latter had breached a 1973 pipeline agreement and allowed the Kurdistan Region to begin independent oil exports in 2014.

Oil exports are the main source of revenue of the Kurdistan Region but have been halted since the ruling, worsening the Region’s economic woes.

In August, US Secretary of State Anthony Blinken said the State Department had discussed the issue with the Kurdistan Region, Iraq, and Turkey.

“It is clear that the engagements Secretary Blinken cited have not contributed to a successful resolution to the crisis in Iraq and reopening of the ITP,” the letter added.

The congressmen called for a “new

Iraq strategy,” further calling on Biden to discuss the issues with by Iraqi Prime Minister Mohammed Shia’ al-Sudani at the UN General Assembly meeting in New York.

Al-Monitor reported on Tuesday that Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani had sent a letter to Biden earlier this month, warning him that the Kurdistan Region could collapse, calling on the US President to mediate between Erbil and Baghdad through the “significant leverage” his administration retains with Baghdad.

In the letter, the congressmen said that since Barzani’s reported letter, the situation “has only gotten worse.” However, they praised Sudani’s recent decision to [loan](#) the KRG 2.1 trillion Iraqi dinars to pay the salaries of civil servants. ani.

Iraq’s Council of Ministers on Sunday agreed to loan a total of 2.1 trillion Iraqi dinars to the Kurdistan Region to cover the salaries of civil servants for a period of three

months. The decision was highly welcomed by PM Barzani.

“We are encouraged by the Government of Iraq’s decision to release additional funds to the KRG to help ensure civil servants receive their salaries and to promote stability and economic growth,” US National Security Advisor Jake Sullivan said in a statement on Monday.

“The United States will continue to work with all relevant parties to expeditiously reopen the Iraq-Turkey pipeline as soon as possible,” it added.

The Iraqi parliament in June passed its highly-contentious budget bill for the years 2023, 2024, and 2025, of which the Kurdistan Region’s share is 12.6 percent. However, budget issues between both governments have not been resolved as Erbil blames Baghdad for not sending the required funds to pay the Region’s civil servants.



Chenar Chalak  
September 19, 2023

## Kurdish exiled groups disarmed, removed from borders with Iran, says Iraq

Iraq on Tuesday announced that it has complied with the terms of the joint security pact with Iran and disarmed the Kurdish exiled groups on the Iraq-Iran border, adding that the offices previously used by the opposition groups have been "definitively" evacuated.

In March, Iran and Iraq signed a border protection deal, in which Baghdad agreed to a September 19 deadline to disarm Kurdish opposition groups and secure the border regions. The Iranian military in July threatened to use military action if Baghdad fails to meet the deadline.

"The headquarters located near the border with Iran, which were previously used by Iranian[-Kurdish] opposition groups, have been definitively evacuated," read a statement from the Iraqi High Committee for the Implementation of the Joint Security Agreement, adding that the evacuation was carried out through the joint efforts of Bag-



dad, Erbil, and the Iran-Iraq joint committee.

The committee said that the groups' evacuation of the headquarters "requires our responsibility to protect them," noting that the members of the groups have been moved away from the borders and disarmed "in preparation for them being considered refugees."

During a joint press conference with his Iranian counterpart Hossein Amir-Abdollahian in Tehran last week, Iraqi Foreign Minister Fuad Hussein said that

camps were being set up in an undisclosed location for the refugees to move into, adding that the camps will be under the supervision of the UN refugee agency.

Special Representative Jeanine Hennis-Plasschaert, head of the United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI), attended the meetings that resulted in the implementation of the agreement, according to the statement. She announced her support for the implementation of the agreement "with the possibility of dealing with

these groups as long as they have civilian status."

Tehran has long accused the KRG of harboring opposition groups it considers "terrorists" and allowing them to use the border areas as a launchpad for attacks against Iran.

Iranian-Kurdish opposition groups based in the Kurdistan Region - namely the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), Komala, Free Life Party of Kurdistan (PJAK), and the Kurdistan Freedom Party (PAK) - have been accused of fueling the nationwide protest movement in Iran last year and inciting unrest in the country. The groups, struggling for greater rights for Iran's marginalized Kurdish population, have fought an on-and-off war with the Islamic Republic.

Iranian armed forces have carried out many attacks on the alleged positions of these groups, including using both ballistic missiles and drones.



19 Sep. 2023

## Irak: le drone qui a frappé les forces Kurdes venait de Turquie

**L'attaque au drone contre l'aérodrome d'Arbat dans le Kurdistan Irakien venait de Turquie, selon Bagdad. L'Irak a dénoncé " des attaques répétées " qui constituent " une violation de la souveraineté irakienne " .**

Le drone qui a tué trois membres des services antiterroristes du Kurdistan d'Irak venait de Turquie voisine, a annoncé mardi un haut responsable militaire dans un communiqué, dénonçant " des attaques répétées incompatibles avec le

principe de bon voisinage ". Le bombardement a visé lundi l'aérodrome d'Arbat, près de Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, d'où décollent des avions utilisés pour l'épandage de pesticides. La frappe

a fait trois morts et trois blessés parmi les forces des services antiterroristes du Kurdistan.

Aux environs de 17H00 (14H00 GMT) " le drone est entré dans l'espace aérien irakien, via la frontière avec la Turquie, et a

bombardé l'aéroport d'Arbat ", a indiqué le général Yehya Rasoul, porte-parole du Commandant en chef des forces armées.

" Cette agression constitue une violation de la souveraineté irakienne ", a-t-il fustigé dans un communiqué, assurant que " l'Irak se réservait le droit de mettre un terme à ces violations. "

" Ces attaques répétées sont incompatibles avec le principe de bon voisinage entre états. Elles menacent de saper les efforts de l'Irak visant à

construire des relations politiques, économiques et sécuritaires positives et équilibrées avec ses voisins ", a ajouté le général.

Le bombardement de lundi présente une rare attaque contre les forces de sécurité du Kurdistan, même si dans cette région, Turquie et Iran sont souvent pointés du doigt pour des frappes de drone visant leurs oppositions respectives, implantées dans le secteur depuis des décennies.

La mission de l'ONU en Irak a aussi condamné la frappe d'Ar-

bat, estimant que " les problèmes sécuritaires devaient être résolus par le dialogue et la diplomatie – et non par des bombardements. "

La Turquie a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre le PKK, classé groupe " terroriste " par Ankara et plusieurs pays occidentaux.

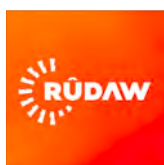
Dimanche, au moins quatre membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK turc, ont été tués par une frappe de drone menée par l'armée turque dans le nord de l'Irak, selon

les autorités du Kurdistan autonome.

En avril, l'Irak avait accusé la Turquie d'avoir mené un " bombardement " aux abords de l'aéroport de Souleimaniyeh.

Cette frappe avait eu lieu au moment où des soldats américains se trouvaient à l'aéroport ainsi que le commandant d'une coalition syrienne dominée par les Kurdes et alliée à Washington, les Forces démocratiques syriennes (FDS).

Marie de La Roche Saint-André, avec AFP



September 19, 2023

## Arbat airport drone entered airspace from Turkey: Iraq military spox

Iraq's top military spokesperson on Monday said the drone that struck Sulaimani's Arbat airport and killed three people came from Turkey, calling the attack a violation of Iraqi sovereignty and territorial integrity.

"On Monday, September 18, at 17:00 a drone entered Iraqi airspace through the border with Turkey and bombed Arbat airport in Sulaimani province," Yehia Rasool, military spokesperson for the Iraqi prime minister [said](#) on X, formerly known as Twitter.

The Sulaimani-based counterterrorism directorate on Monday announced that three of its members were [killed](#) in an unidentified drone strike that targeted Arbat airport, 27 kilometers southeast of Sulaimani. Three other members were wounded in the attack according

to a statement from the Patriotic Union of Kurdistan (PUK)-affiliated force.

Rasool said that the attack constitutes "a violation of Iraq's security, security and territorial integrity" and also "a threat to the peace and security of the region", adding that the repeated Turkish strikes "undermines Iraq's efforts" to build a balanced political, economic and security relation with its neighbors."

The UN Assistance Mission for Iraq (UNAMI) condemned the attack on the airport on Tuesday, stating that "Attacks repeatedly violating Iraqi sovereignty must stop. Security concerns must be addressed through dialogue and diplomacy - not strikes," it said.

PUK leader Bafel Talabani la-

beled the attack as a "terrorist attack" and "a part of the conspiracy aimed at disturbing the peace and stability of the Kurdistan Region," while the Kurdistan Regional Government's (KRG) Deputy Prime Minister Qubad Talabani called on the Iraqi federal government to scale up efforts to prevent the repetition of such "violations".

Sulaimani Governor Haval Abubakir condemned the attack on the airport, labeling it a violation, and called on the countries of the region to respect Iraq and the Kurdistan Region's sovereignty.

Turkey has recently intensified its targeting of areas in Sulaimani province on the grounds of attacking the Kurdistan Workers' Party (PKK) fighters.

In April a drone strike targeted a convoy carrying US military

personnel, including Syrian Democratic Forces (SDF) general commander Mazloum Abdi, near Sulaimani International Airport. Abdi blamed Turkey for being behind the attack.

Turkey considers the SDF and its Kurdish backbone the People's Protection Units (YPG) as the Syrian offshoot of the PKK, which is designated as a terrorist organization by Ankara.

Ankara has not commented on Monday's attack.

A flight ban on Sulaimani International Airport by Turkey has been in place since April 3. The Turkish foreign ministry has said that the ban, which is to remain in effect until January, is related to the alleged "intensification" of PKK activity in Sulaimani.





Septembre 19, 2023

## Blinken urges Iraq to support KRG's 'stability and resiliency'

ERBIL, Kurdistan Region - US Secretary of State Anthony Blinken urged the government in Baghdad to continue cooperation with Erbil in order to sustain its "stability and resiliency," in a meeting on Monday with Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani on the sidelines of the United Nations General Assembly in New York.

Blinken also extended an invitation to Sudani on behalf of US President Joe Biden to visit the White House soon and emphasized Washington's "commitment to assisting Iraq in achieving a secure, stable, and sovereign future."

"The Secretary urged the Iraqi government to continue its cooperation with the Kurdistan Regional Government (KRG) to foster the KRG's stability and resiliency," a statement by US State Department Spokesperson Matthew Miller read.

Turkey stopped the flow of Kurdish oil through the Iraq-Turkey pipeline after a Paris arbitration court ruling on March 23 ruled in favor of Baghdad against Ankara, saying the latter had breached a 1973 pipeline agreement and allowed the Kurdistan Region to begin independent oil exports in 2014. Oil exports from the Region have been halted since.

Baghdad-Erbil relations have been tense in recent months, particularly after the halt in ex-



US Secretary of State Anthony Blinken and Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani meet on the sidelines of the United Nations General Assembly in New York on September 18, 2023. Photo: PM Sudani's office

ports and the passing of a contentious budget law further worsened the KRG's economic woes.

Iraq passed its highly-contentious budget bill for the years 2023, 2024, and 2025 in June, which includes a record \$152 billion in spending, of which the Kurdistan Region's share is 12.6. However, budget issues between the two governments have not been resolved as Erbil blamed Baghdad for not sending the required funds to pay the Region's civil servants.

Al-Monitor reported on Tuesday that Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani had sent a letter to Biden earlier this month, warning him that the Kurdistan Region could collapse, calling on the US Presi-

dent to mediate between Erbil and Baghdad through the "significant leverage" his administration retains with Baghdad.

Iraq's Council of Ministers on Sunday agreed to loan a total of 2.1 trillion Iraqi dinars to the Kurdistan Region to cover the salaries of civil servants for a period of three months. The decision was highly welcomed by PM Barzani as well as US officials.

Blinken also reiterated Washington's support for the re-opening of the Iraq-Turkey pipeline, encouraging the Iraqi government to "continue sustainably developing energy resources and combating climate change."

The secretary also praised Su-

dani's "commitment to judicial independence" as well as sentencing the culprits behind the killing of US citizen Stephen Troell on charges of terrorism.

Troell, who worked as an English teacher in Baghdad, was shot dead under unclear circumstances in the Iraqi capital in November. Earlier this month, Iraq's judiciary convicted four Iraqi nationals and one Iranian national in relation to Troell's killing.

Sudani expressed Iraq's desire to boost partnership ties with the US in addressing climate change during the meeting with Blinken, while also stressing the importance of "collaborative efforts" in combating the Islamic State (ISIS), according to a statement from his office.

In an interview earlier this month, the Iraqi premier stated that Baghdad will remain a part of any global effort to combat ISIS remnants, but stressed that Iraq was no longer in need of foreign combat forces on its soil.

Sudani also met with US Under Secretary for Terrorism and Financial Intelligence Brian Nelson on the sidelines of the UNGA, discussing Baghdad's efforts to implement economic and administrative reforms and strengthen the country's finance sector against fraud and corruption.



September 20, 2023

## KRG Council of Ministers to discuss Iraq's payments to Kurdistan Region

Prime Minister Barzani will chair the weekly session in the presence of Deputy Prime Minister Qubad Talabani in Erbil.

ERBIL (Kurdistan 24) – Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani is set to chair a weekly Kurdistan Regional Government (KRG) cabinet meeting in Erbil to discuss the recent Iraqi government's decision to release payments for the Kurdish region, according to a statement.

Prime Minister Barzani will chair the weekly session in the presence of Deputy Prime Minister Qubad Talabani in Erbil.

The ministers are set to discuss the KRG's high-level delegation visit to Baghdad last week, which resulted in an agreement to dispense 700 billion dinars (\$534.1 million) monthly until November to the Kurdistan Region.

The decision was warmly received by Prime Minister Barzani who thanked the Iraqi premier and all the Kurdish and



KRG Council of Ministers pictured during a weekly cabinet session in Erbil, Sept. 6, 2023. (Photo: KRG)

Iraqi parties that had played a role in securing the funds for the Kurdistan Region.

The KRG is set to start the salary payment process to its civil servants next week, Kurdistan 24 has learned.

Barzani last week announced that he had proposed two proposals to the Iraqi leaders in

order to resolve the budgetary dispute between the two governments.

Amendments should be made to the country's three-year budget law adopted in June, according to the long-term plan, while the short-term solution focuses on reimbursing funds to the Kurdish public employees.

Despite meeting its commitments as outlined in the agreements, Erbil asserts that the federal government has not disbursed salaries to its civil servants as per their prior mutual agreement.

Hailed as one of the country's biggest budgets, the state expenditures were set at 198.91 trillion Iraqi dinars (\$153 billion), with a deficit of more than 64 trillion dinars (over \$48 billion).

The Kurdistan Region's share in the federal budget is set at 12.67 percent, amounting to more than \$12 billion annually.

"We will continue to serve our beloved citizens and prevent any targeted efforts to undermine the stability of the Kurdistan Region," the premier added.



Laurie Mylroie  
September 20, 2023

## Iranian President Threatens U.S. officials, 'Dimming Hopes for Rapprochement,' NYT Reports

If the Biden administration concludes that reviving the Iranian nuclear deal is impossible, it may take a tougher stance toward Iran's role in Iraq

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – When Iranian President Ebrahim Raisi addressed the opening of the UN General Assembly on Tuesday, he threatened U.S. officials over the assassination three years ago, in January 2020,

under the Trump administration, of Qassim Soleimani, head of the Qods Force of Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC.)

"The Islamic Republic of Iran, through all tools and capabilities

in order to bring to justice the perpetrators and all those who had a hand in this government-sanctioned act or terror, will not rest until that is done," the Iranian President told the General Assembly. "The blood of the oppressed will not be forgotten."

As The New York Times, a liberal paper sympathetic to Democratic administrations and their goals, reported on the speech, it suggested that Raisi's threats would have the effect of "dimming hopes for rapprochement" between Wash-

ington and Tehran.

Indeed, many had been hopeful of just such a development. On Monday, the U.S. and Iran completed a complex prisoner swap, which was accompanied by the release to Tehran of \$6 billion in Iranian funds that had been frozen in South Korea.

A Washington Post analysis on that exchange, published later on Monday, was titled, "U.S.-Iran Prisoner Swap Could Pave the Way for Talks on Bigger Issues."

That appears to have been the hope of the Biden administration, which has been rather tolerant of the expansion of Iranian influence in Iraq, which, in turn, has prompted strong Congressional criticism.

The most common explanation for the administration's position centers on its hopes for a renewal of the 2015 nuclear deal, as former U.S. ambassador to Iraq, James Jeffrey, has said.

Conversely, if the administration concludes that reviving the Ira-

nian nuclear deal is impossible, it may take a tougher stance toward Iran's role in Iraq. If so, that could work to the benefit of the Kurdistan Region.

In reporting on Raisi's speech, the Times noted that U.S. President Joe Biden had addressed the General Assembly just a few hours before. Biden "had made only one passing mention of Iran, declaring the United States would not allow Iran to obtain nuclear weapons," it said.

"Mr. Biden's omission from his

speech of other contentious issues with Iran, including its sale of drones to Russia and violations of human rights," the Times continued, "appeared to reflect efforts to defuse tensions between Washington and Tehran."

But, it seems, Iran is not interested. So the next steps—indeed, the future course of developments—now remains to be seen.

Le Monde

avec AFP  
20 SEPTEBRE 2023

## Port du voile en Iran : le Parlement adopte une loi renforçant les sanctions contre les femmes découvertes dans les lieux publics

Le projet prévoit aussi des sanctions financières pour la « promotion de la nudité » ou la « moquerie du hijab » dans les médias et sur les réseaux sociaux.

Le Parlement iranien a approuvé, mercredi 20 septembre, un projet de loi discuté depuis plusieurs mois qui renforce les sanctions contre les femmes ne portant pas le voile obligatoire dans les lieux publics, selon les médias officiels.

« Les députés ont approuvé la mise en œuvre du projet de loi sur "le hijab et la chasteté" pour une durée d'essai de trois ans », a indiqué l'agence officielle IRNA, alors que le gouvernement a haussé le ton, ces derniers mois, contre le nombre croissant de femmes sortant tête nue, surtout dans les grandes villes.

Ce projet de loi durcit les peines pour toute personne poursuivie pour avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes, l'un des piliers idéologiques de la République islamique. Il prévoit aussi des sanctions fi-



Des femmes marchent le long de la place Vanak, dans le centre de Téhéran, le 4 septembre 2023. ATTA KENARE / AFP

nancières pour la « promotion de la nudité » ou la « moquerie du hijab » dans les médias et sur les réseaux sociaux, ainsi que des amendes et des interdictions de quitter le pays pour les propriétaires d'entreprises dont les employés ne portent pas de voile.

### Une loi adoptée un an après la mort de Mahsa Amini

« Toute personne qui » commet le délit de « ne pas porter de voile ou de porter des vêtements inappropriés en coopération avec des gouvernements, des médias, des

groupes ou des organisations étrangères ou hostiles » à la République islamique, « ou de manière organisée, sera condamnée à une peine d'emprisonnement du quatrième degré », soit entre cinq à dix ans, prévoit le projet de loi.

Pour devenir loi, le projet doit être approuvé par le Conseil des gardiens de la Constitution.

Ce texte est adopté quatre jours après le premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, morte le 16 septembre 2022 après son arrestation par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire. Ce décès avait déclenché un vaste mouvement de contestation dans le pays.



avec AFP  
20 Septembre 2023

# L'Iran durcit encore les sanctions contre les femmes refusant de porter le voile

**L**a pression sur les Iraniennes s'accroît encore, quelques jours après la commémoration de la mort de Mahsa Amini. Le Parlement iranien a approuvé ce mercredi 20 septembre un projet de loi qui durcit les sanctions à l'encontre des femmes qui ne portent pas le voile, pouvant aller jusqu'à la prison. Un total de 152 députés ont donné leur accord au texte intitulé «Soutien à la culture de chasteté et du voile».

Un total de 152 députés (34 ont voté contre et 7 se sont abstenus) s'est prononcé en faveur du texte, «pour une durée d'essai de trois ans». Celui-ci prévoit des sanctions financières pour la «promotion de la nudité» ou la «moquerie du hijab» dans les médias et sur les réseaux sociaux, ainsi que des amendes et des interdictions de quitter le pays pour les propriétaires d'entreprises dont les employés ne portent pas de voile.

«Les véhicules dont la conductrice ou la passagère ne porte pas de hijab ou porte des vêtements inappropriés se verra infliger une amende de 5 millions de rials» (environ 10 euros), stipule par ailleurs le texte. Et ce n'est pas fini. Est considéré comme «inapproprié» un vêtement «serré» ou «qui exhibe une partie du corps».

Au maximum, toute personne qui commet ce délit «en coopération avec des gouvernements, des médias, des groupes ou des organisations étrangères ou hostiles» à la République islamique, «ou de manière organisée, sera condamnée à une peine d'emprisonnement du quatrième de-



Une femme tête nue à Téhéran, le 10 juillet 2023. (picture alliance/Getty Images)

gré», soit entre 5 à 10 ans. Pour devenir loi, le projet doit encore être approuvé par le Conseil des gardiens de la Constitution. Actuellement, le fait d'apparaître «en public sans le voile musulman» est passible d'une «peine d'emprisonnement de dix jours à deux mois».

## Tête nue

Cette adoption est intervenue quatre jours après le premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, qui avait déclenché un vaste mouvement de contestation dans le pays. Cette Kurde iranienne de 22 ans est morte le 16 septembre 2022 après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire imposé aux femmes. Sa mort a notamment relancé le débat sur cette règle, l'un des piliers idéologiques de la République islamique depuis la chute du chah en 1979.

Ces derniers mois, de plus en plus de femmes osaient sortir tête nue dans les lieux publics, en particulier à Téhéran et dans les grandes villes. En réaction, les autorités ont pris une série de mesures de rétorsion, allant de la fermeture de commerces, notamment de restaurants, à l'installation de caméras dans les rues, pour traquer celles qui bravent l'interdit. Majoritaires au sein du pouvoir et au Parlement, les conservateurs défendent ardemment l'obligation du port du voile et estiment que sa disparition lancerait un processus qui modifierait en profondeur les «normes sociales». Le 14 septembre, la Mission internationale indépendante mise en place par l'ONU après les troubles de 2022 avait estimé que, si elle était adoptée, la nouvelle loi «exposerait les femmes et les filles à des risques accrus de violence, de harcèlement et de détention

arbitraire».

Depuis le début de l'année, le bien-fondé d'un durcissement a été mis en cause par certains responsables politiques, notamment dans le camp minoritaire des réformateurs. Le Front des réformateurs a ainsi exprimé son inquiétude sur l'impact de mesures coercitives à l'encontre des élèves et des étudiantes.

En août, le président iranien Ebrahim Raïssi avait déclaré que «cette affaire des femmes ne portant pas le hijab» allait «prendre définitivement fin». Il avait estimé que cette question avait été instrumentalisée par «l'ennemi» de la République islamique, un terme visant habituellement les pays occidentaux et les opposants iraniens à l'étranger.



Wladimir van Wilgenburg  
21 September, 2023

## Infighting erupts in Hasakah between pro-Syrian government forces

On Wednesday, infighting erupted between pro-government National Defence Forces (NDF) and the Syrian army in Hasakah city.

ERBIL (Kurdistan 24) – On Wednesday, infighting erupted between pro-government National Defence Forces (NDF) and the Syrian army in Hasakah city, after the local NDF in Hasakah rebelled against the government.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) [reported](#) that a soldier was killed, and 4 police were injured, in clashes with the NDF inside the security zone in Al-Hasakah city, coinciding with the deployment of tanks in the neighbourhoods of the city.

Moreover, five civilians were injured.

SOHR also reported that the headquarters of the NDF commander Abdul Qadir Hamo is surrounded, while the majority



Infighting erupted between pro-government forces in Hasakah (Photo: Kurdistan 24)

of its members surrendered to the Syrian army.

In a [video](#) on Wednesday he announced his split from the Syrian government.

The Syrian army has demanded his surrender, or they will storm the villa where he is

holed today. He allegedly split

Today, Syrian government forces brought in more military reinforcements towards the security square in the city of Hasakah.

Also in August, there were heavy tensions between the

Jabour tribe and NDF in Hasakah, after NDF leader Abdul Qadir Hamo insulted a senior member of the tribe.

The tribe demanded his removal, but so far he managed to keep his position.

While the Syrian government maintains control over the security squares in Hasakah and Qamishlo, the remaining urban centers are under the authority of Kurdish-led Asayish forces and the Syrian Democratic Forces (SDF).

The pro-government militia, the National Defence Forces (NDF) was created in 2012 by Damascus to fight the Syrian rival opposition.

The SDF is not involved in the current conflict in Hasakah.



Wladimir van Wilgenburg  
21 September, 2023

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani (right) during his meeting with Commander General of the Combined Joint Task Force-Operation Inherent Resolve Major General Joel Vowell, Sept. 21, 2023. (Photo: KRG)

## PM Barzani, Coalition Commander discuss Peshmerga reform, situation in east Syria

The meeting focused on recent developments in the region, reforms in the Ministry of Peshmerga, and efforts to unify and restructure the Peshmerga forces.

ERBIL (Kurdistan 24) – Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani on Thursday met with Major General Joel Vowell, the Commander of Combined Joint Task Force - Operation Inherent Resolve (the US-led coalition against ISIS), and his delegation.

"The meeting focused on recent developments in the region, reforms in the Ministry of Peshmerga, and efforts to unify and restructure the Peshmerga forces," the PM office said in a [statement](#).

Moreover, Prime Minister Bar-

zani "emphasized the need to maintain and accelerate the unification process as set forth by the Ninth Cabinet's reform agenda and obstructing party interference and personal interests from affecting the ministry."

The need to not intercept the Prime Minister's efforts to appoint an acting minister capable of implementing the government's rigorous reform agenda was also stressed.

Furthermore, Prime Minister Barzani and Commander Vowell

exchanged views on the situation in Syria, especially the complexities of the Deir ez-Zor region, and eastern Syria.

"Both sides agreed on the need to maintain security, social

peace, and peaceful coexistence between Kurds, Arabs, and other components in the region."

Moreover, in a separate meeting between Kurdistan Region

President Nechirvan Barzani and Major General Joel Vowell, both sides stressed the importance to prevent the resurgence of ISIS,

Furthermore, President Nechir-

van Barzani emphasised the Kurdistan Region's dedication to continuing to work for the success of the process and the reunification of the Peshmarga.



Laura Lamberti  
21 Septembre 2023

## Zhina Mahsa Amini nominated for European Parliament's Sakharov Prize

Zhina (Mahsa) Amini, the young Kurdish woman killed at the hands of Iran's morality police last year, was among the nominees announced by the European Parliament on Thursday for its prestigious Sakharov Prize for Freedom of Thought.

Since 1988 when the prize was first awarded to Nelson Mandela and Anatoli Larchenko, to 2022, when the people of Ukraine represented by their president, elected leaders, and civil society brought home the win, the Sakharov prize has recognized the work of free thinkers in a variety of fields, including politics, journalism, law, activism and art.

Twenty-two-year-old Kurdish woman Amini died while in police custody on September 16, 2022 after being arrested for allegedly wearing a lax hijab. Her death sparked Iran's longest protest movement in the past four decades. Protesters chanting "Jin Jiyan Azadi" (Woman Life Freedom) called for greater freedoms for women, but the movement grew into an anti-government revolution as the authorities responded with violence. Hundreds of people were killed and thousands arrested.

Several laureates, including Mandela and Yezidi activist Nadia Murad, went on to win the Nobel Peace Prize.



A protestor holds a portrait of Zhina Mahsa Amini during a demonstration in Istanbul on September 20, 2022. Photo: AFP

Each of the parliament's political groups, as well as groups of at least 40 Members of the European Parliament may nominate candidates.

This year, and days after the anniversary of her death, the European People's Party, the Socialists and Democrats, and Renew Europe all announced their choice to nominate Amini in a joint meeting hosted by the Committee on Foreign Affairs, the Subcommittee on Human Rights and the Committee on Development. European People's Party's David Lega, member of the Committee on Foreign Affairs, voiced his

support for Amini's nomination on X, formerly known as Twitter. Leyla Zana, the first Kurdish woman to be elected to the Turkish Parliament in 1991, became the first Kurdish Sakharov laureate in 1995. In order for Amini to join the ranks of Kurdish figures to win the highest tribute paid by the EU for human rights work, she must first make the shortlist.

In October, the members of the committees who hosted the meeting during which the nominations were announced, will vote on a shortlist of three candidates. However, the selection of the final winner or winners

rests with European Parliament President Roberta Metsola and the leaders of all the political groups represented in the Parliament.

Other nominations for the 2023 Sakharov Prize include Afghan education activists, the pro-European people of Georgia and Nino Lomjaria, the country's former Public Defender, Elon Musk, Ugandan climate activist Vanessa Nakate, Nicaraguan human rights defender Vilma Núñez de Escorcía and Monsignor Rolando Jose Alvarez Lagos, and women fighting for free, safe and legal abortion.



avec AFP  
21 Septembre 2023

## Turquie: le taux directeur relevé à 30%, au plus haut depuis 2003

La banque centrale turque a relevé jeudi pour le quatrième mois consécutif son principal taux directeur, désormais fixé à 30%, soit une progression de cinq points, au plus haut depuis 2003.

Face à une inflation en plein rebond, à près de 60% sur un an, la banque centrale "a décidé de poursuivre le processus de resserrement monétaire afin de permettre une désinflation le plus rapidement possible", a-t-elle justifié dans un communiqué.

Reconnaissant que "l'inflation a été supérieure aux attentes en juillet et août", en raison notamment de la flambée des prix du pétrole, la banque centrale dit prévoir de nouveaux relèvements des taux dans les mois à venir, "jusqu'à une amélioration significative des perspectives d'inflation".

Cette dernière hausse porte la signature de la nouvelle équipe économique turque entrée en fonction après la réélection, fin mai, du président Recep Tayyip Erdogan, qui a relevé

les taux de 21,5 points depuis juin.

Le chef de l'Etat, qui a longtemps défendu contre vents et marées des baisses des taux d'intérêt -- en dépit des taux d'inflation à deux chiffres que son pays connaît sans discontinuer depuis fin 2019 --, a semblé acter de nouvelles hausses les mois prochains, se disant début septembre favorable à la poursuite d'une "politique monétaire restrictive".

Le ministre turc de l'Économie Mehmet Simsek, dont la nomination début juin a été saluée par les investisseurs, a également assuré récemment qu'aucune baisse des taux n'était envisageable avant le second semestre 2024.

L'inflation s'est accélérée à 58,9% sur un an en août après avoir reflué à 38,2% en juin, repartant vers les sommets atteints en octobre 2022, quand elle avait plafonné à 85,5%.



Julie Connan  
23 Septembre 2023

## Syrie : l'indispensable déminage des eaux contaminées par la guerre

Dans le Nord-Est syrien où les principaux cours d'eau sont contaminés par des explosifs, Handicap International mène des opérations de déminage sous-marin afin que la population retrouve une eau potable. À l'occasion de la 29e Pyramide de chaussures, samedi 23 septembre, La Croix a rencontré Timothy Roberts, responsable du déminage dans le pays.

Comment s'abreuver et irriguer ses terres quand les infrastructures hydrauliques sont détruites, quand les cours d'eau se raréfient et sont, surtout, contaminés par des restes explosifs de guerre ? Ce défi, les populations du nord-est de la Syrie y sont confrontées quotidiennement.

Après douze ans de guerre, la menace est triple : les combats encore en cours dans ces zones échappant au contrôle du régime ; la sécheresse qui frappe la région avec une intensité et une force croissantes ; et l'environnement, terrestre et aquatique, qui est encore truffé de bombes, de roquettes ou de mines.

C'est pour enrayer cette dynamique toujours plus mortifère que Handicap International a monté, parallèlement aux opérations de déminage plus « traditionnelles », un projet de déminage sous l'eau. « La menace est diffuse, dans les fleuves, lacs, cours d'eau. Il s'agit parfois de restes de guerre qui n'ont pas explosé ou de munitions que les popu-

lations ramassent dans des décombres ou dans des champs, qu'ils jettent dans l'eau pensant ainsi s'en débarrasser. Mais cela crée en réalité une seconde contamination », explique Timothy Roberts, responsable des opérations de déminage en Syrie, présent à Paris à l'occasion de la 29e Pyramide de chaussures, organisée par HI ce samedi 23 septembre à Paris.

### Une trentaine de démineurs sous-marins syriens

En janvier, l'ONG française a ramassé ainsi 700 munitions (projectiles, munitions non explosées, mortiers, détonateurs...) en neuf jours sur le seul site de la station d'épuration de Tabqa, près de Rakka.

Les opérations menées autour de cette usine fortement endommagée et contaminée, contrôlée par Daech jusqu'en 2016, ont directement bénéficié à 20 000 personnes des environs et à 67 000 indirectement en leur permettant d'avoir de nouveau accès à de l'eau potable.

« L'eau, c'est la vie. Il faut reprendre le contrôle des infrastructures hydriques, dans ces régions pauvres où vivent de nombreuses communautés agricoles », ajoute Timothy Roberts, spécialiste du déminage depuis vingt ans. La baisse du niveau des eaux du lac artificiel Assad et de l'Euphrate est particulièrement préoccupante. « Avec la sécheresse, il n'y a déjà plus beaucoup d'eau, alors les gens

boivent parfois ces eaux contaminées. C'est dévastateur. Il n'y a qu'à regarder le niveau des pathologies, notamment rénales, de cancers... »

Sur le terrain, Handicap International dispose de 32 démineurs, répartis dans trois équipes. « Hormis trois étrangers, dont moi, ce ne sont que des Syriens. Nous les formons, les entraînon à plonger, à respirer sous l'eau pendant trois mois et jusqu'à huit mètres de profondeur, détaille ce plongeur naval de formation, très enthousiaste à l'idée de transmettre son expérience. Quand on plonge, il faut vraiment faire attention à sa vie. Une fois entraîné et équipé, le personnel

syrien est chargé des opérations, qui consistent d'abord à localiser, identifier puis éliminer les armes explosives pour débayer les fonds marins. »

#### « La Syrie est abandonnée »

Autour de Timothy Roberts, place de la République à Paris, des scolaires découvrent un stand dans lequel sont exposés les différents types d'explosifs, des gilets utilisés par les démineurs et les techniques de déminage. « C'est important que les gens voient ce que subissent ces populations, comprennent la peur qu'elles ressentent au quotidien, en vivant dans des décombres souvent contaminés. Même les enfants ra-

massent les métaux pour récupérer et les revendre... raconte le démineur, de nationalité sud-africaine. La Syrie est abandonnée. L'intérêt s'est dissipé, il y a la guerre en Ukraine, le Soudan, etc., et les gens ont tendance à oublier à quel point la population syrienne, surtout les femmes et les enfants, souffre. Ils n'ont pas demandé à être là. »

Au-delà de la Syrie, cette 29e édition de la Pyramide de chaussures, organisée simultanément à Paris, Lyon et Nice en signe d'indignation contre les bombardements des civils, survient dans un contexte de hausse record du nombre des victimes : entre 2021 et 2022,

il a augmenté de 83 % (soit 20 793 civils), selon l'Observatoire des armes explosives, notamment en raison des guerres en Ukraine, en Syrie, mais aussi en Éthiopie, en Somalie et en Birmanie.

Cette édition s'inscrit aussi dans la lignée d'une victoire diplomatique en novembre 2022 : l'adoption à Dublin par 83 États d'une déclaration politique pour une meilleure protection des civils contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. À cette occasion, Handicap International et les 19 ONG investies appellent les États, et notamment la France, à mettre en œuvre leurs engagements pris dans ce cadre.



24 Septembre 2023

## Kurdish language school opens in Vienna

Furthermore, she stated that the Kurdistan Regional Government [KRG] would provide the school with books.

ERBIL (Kurdistan 24) – A Kurdish language school has opened in the Austrian capital of Vienna, offering Kurdish children a chance to learn their mother tongue.

Zhala Jawad Sherwani, the school principal, told Kurdistan 24 that the school offers a total of three classes.

“One class is for children aged 6 to 12, another is for students over 12 years of age, and the third is for [anyone] interested in learning the Kurmanji dialect,” Sherwani stated.

She also said that the school teaches five hours a day for five days a week.

With regard to the purpose of opening the school, Sherwani

explained that they intend to immerse Kurdish children not only with their mother tongue but also the culture and social values of Kurds.

Furthermore, she stated that the Kurdistan Regional Government [KRG] would provide the school with books.

In 2004, the first Kurdish language school was opened in Austria. There is also a Kurdology Institute in Austria. Moreover, there is also the Vienna Institute, which was established in 1994. Besides publishing books in Kurdish and German, the Vienna Institute has also opened a public library for readers, where a variety of workshops are held.

Since the 1970s, Austria has

served as a refuge for Kurds in Europe. In 1976, the first wave of Kurdish refugees arrived in the country. The largest Kurdish community in Austria is located in Vienna, while many others live in Graz and Linz.

It is unknown how many Kurds live in Austria, but most estimates place the number at around 100,000.

The Kurdish language (Kurdi) has several different dialects, the most spoken variants being Sorani, Badini, and Kurmanci. Other lesser spoken variants include Hawrami, Zazaki, Gorani, Laki, and Feyli. The language is primarily spoken in the countries of Iraq, Iran, Syria, and Turkey, and is also spoken in various other countries with Kurdish diasporas,

particularly in Western European and Nordic countries. Its various dialects are written in a variety of scripts, including Latin, Cyrillic, and Arabic, yet phonetically the language is part of the Indo-European language family.

Kurdish has often been censored throughout modern history, specifically by the former Baathist regime in Iraq and in present-day Turkey. Although the language is spoken by millions of people in Turkey, it is not officially recognized and is generally not taught in schools. Turkish authorities often impose fines on people who speak Kurdish in public, albeit as of 2011, the language was permitted to be broadcasted on television and radio networks in a limited capacity.





September 25, 2023

## Erbil governor calls federal ruling to dissolve provincial councils ‘political’

**E**rbil Governor Omed Khoshnaw on Monday said that the Iraqi top court's ruling the day before to dissolve the Kurdistan Region's provincial councils was more of a “political” decision rather than a legal one.

Iraq's Federal Supreme Court on Sunday ruled to dissolve the Kurdistan Region's provincial councils “due to the end of their electoral cycle,” after declaring an amendment for their extension as “unconstitutional.”

“It is clear that the federal court's ruling, same as previous rulings, is not as legal as it is political,” Khoshnaw told reporters in Erbil on Monday, adding that they will be awaiting the reactions of the Kurdistan Region's relevant authorities and the Council of Ministers to the ruling before taking any further steps.

Kurdistan Region Prime Minister Barzani and other Kurdistan Regional Government (KRG) officials have repeatedly

questioned the constitutionality of the Iraqi Federal Supreme Court following a series of anti-Kurdistan Region rulings.

Azad Hamadamin, head of the Sulaimani provincial council, told Rudaw on Monday that they will wait for further details from the Iraqi top court in regards to the ruling in the upcoming days, but stressed that the Federal Supreme Court's decisions cannot be appealed and “there is no other choice but to abide by them.”

“How the Kurdistan Regional Government and official institutions above us decide to deal with this ruling, we will accordingly abide by the law,” Khoshnaw added.

The Kurdistan Region last held provincial council elections in 2014. New polls were supposed to be held in 2018, but disagreements between the Kurdish political parties prevented the process from being carried out.



September 25, 2023

## Iraq, UN cooperating to shut down IDP camps in Kurdistan Region

ERBIL, Kurdistan Region - Iraq is cooperating with the United Nations to develop a roadmap with the goal of closing IDP camps in the Kurdistan Region and return the residents to their hometowns, an official from Iraq's ministry of migration and displaced said on Monday.

“The roadmap is aimed at supporting the IDPs to return to their homelands and after discussions are completed, we will begin to implement it,” Ali Abbas Jangahir, spokesperson for Iraq's ministry of migration and displaced, told Rudaw's Hastyar Qadir.

The process will be conducted by Iraq's migration and dis-

placed ministry with UN support, Jangahir added.

There are 15 camps for refugees and IDPs across the Kurdistan Region's provinces - six in Erbil, four in Sulaimani, and five in Duhok. Together, they host over 650,000 people, according to statistics from the Kurdistan Regional Government's (KRG) Joint Crisis Coordination Center.

In December 2022, Iraqi Minister of Migration and Displaced Evan Faeq Jabro said that the Iraqi government would close all IDP camps in Iraq within six months, but the issue remains to be addressed.

Many IDPs are reluctant to return home because of continuing violence in their hometowns, a lack of reconstruction following the destruction of their homes, and little in the way of basic services. Some who voluntarily left the camps to salvage their homes and livelihoods have been forced to return back to the camps, unable to piece together the basics.

Chief of Iraq's most vulnerable communities is the Yazidis, who were subjected to countless heinous atrocities, including forced marriages, sexual violence, and massacres when the Islamic State (ISIS) captured their homeland of Sinjar (Shingal) in 2014, bringing destruc-

tion to many villages and towns populated by the minority group.

The Yazidis were forced to flee to displacement camps across Iraq and the Kurdistan Region.

According to the UN's International Organization for Migration (IOM), around 80 percent of Sinjar's public infrastructure and 70 percent of civilian homes were destroyed during the years of the ISIS war from 2014 to 2017. Fundamental services such as electricity and water are not consistently available, and numerous health and education facilities are yet to be reconstructed after being destroyed during the war.



September 25, 2023

## Will of people prevailed,' referendum champion Masoud Barzani writes on anniversary



Democratic Party (KDP) President Masoud Barzani delivering remarks at a rally for the independence referendum in 2017. (Photo: Barzani Headquarters)

**F**ormer Kurdistan Region president and current Kurdistan ERBIL (Kurdistan 24) – The Kurdistan Region's independence referendum in 2017 was the success of the people's will, President Masoud Barzani, who

championed the national efforts for independence six years ago, wrote on the polls anniversary on Monday.

On Sept. 25, 2017, the Kurdistan Region's residents, including those from the disputed territories between Erbil and Baghdad, headed to the poll centers, where they overwhelmingly voted in favor of independence, according to the electoral authority's tally at the time.

"Today marks the anniversary of the day on which the will of the people prevailed," President Masoud Barzani wrote.



September 25, 2023

## Kurdish leaders commemorate independence referendum on sixth anniversary

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's top leaders on Monday commemorated the sixth anniversary of the Region's independence referendum held in 2017.

"Today symbolizes the triumph of a nation's will," Prime Minister Masrour Barzani said on X, formerly known as Twitter.

"Today is a historic day. It is the anniversary of the victory of the will of the Kurdish people against the oppression and injustice committed against our people," he said,

speaking during the inauguration ceremony of Project Bloom in Erbil. "There are still people and entities who believe that the Kurdish people should be punished simply for expressing their will to achieve their rights."

Masoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP) and former Kurdistan Region president, released a statement commemorating the occasion.

"Today marks the anniversary of the day on which the will of the people prevailed," he said.

The Kurdistan Region held an independence referendum on September 25, 2017, despite a ruling from the Iraqi Federal Supreme Court a week prior to suspend the vote.

In November 2017, Iraq's top court ruled that the Kurdish independence referendum was "unconstitutional," rendering its results null and void.

In 2014, the joint administration of Kirkuk between Erbil and Baghdad came to an end when Islamic State (ISIS) militants seized control of a

third of the country. When ISIS entered Kirkuk province, Iraqi forces dissipated and Peshmerga forces filled in the vacuum.

Kirkuk remained under full Kurdish control until October 16, 2017, when Iraqi forces retook the city, expelling Kurdish security forces, following the Kurdistan Regional Government's (KRG) independence referendum.

Since then, the city's majority Kurdish component have reported being unable to freely celebrate cultural events.



Azhi Rasul  
25 September, 2023

## Turkey's pro-Kurdish Green Left Party says open to talks with all parties

ERBIL, Kurdistan Region - Turkey's pro-Kurdish Green Left Party is open for talks with everyone, including the ruling parties, ahead of local elections in 2024, a parliamentarian told Rudaw on Sunday.

"When we say our doors are open, it includes the ruling parties too. We don't say that our doors are open only for opposition parties," Mehmet Kamac, Green Left Party's member in the Kurdish parliament told Rudaw's Sima Abkhezr, adding that the open door policy goes beyond the 2024 local elections and will be a reflection of the party's new overall policy direction.

The Green Left Party is set to hold its congress on October 15. According to Kamac, changing the party's name and elec-

ting new co-chairs, as well as deciding on a new policy direction for the party, are all elements of the congress agenda.

Kamac noted that politics in Turkey requires alliances, and expressed the hope for a greater Kurdish alliance for the 2024 domestic elections.

The Green Left Party participated in Turkey's 2023 presidential and parliamentary election in May as an umbrella party for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), which was facing a party closure case in the Turkish Supreme Constitutional Court. The party entered the elections as part of the Labor and Freedoms alliance with several other Kurdish and leftist Turkish parties, and famously endorsed opposition candidate Kemal Kilicdaroglu

for the presidential race. The endorsement of Kilicdaroglu drew the ire of party supporters who wanted the party to conduct a purely pro-Kurdish campaign.

The Green Left parliamentarian stressed that the party's central goal is the protection of Kurdish rights, and what their open door policy signals is a willingness to discuss this and more points with other parties, in view of reaching a common understanding. "If we reach an agreement, we might support each other," he said.

Kamac confirmed that the Green Left Party has not yet held talks with any other party regarding the upcoming elections, including the ruling Justice and Development Party (AKP).

In May's elections, the Green

Left Party managed to secure 61 out of 600 seats in the legislature, six seats less compared to HDP in the 2018 elections. Following the poor performance, the party opted to hold a congress.

In June, Mithat Sancar and Pervin Buldan, former co-chairs of the HDP announced stepping down from the top position at the party's next congress during a live broadcast. Buldan cited the weak election campaign and lack of diversity among their candidates as the main reasons for losing votes.

The HDP's loss of votes in the election caused criticism within the party. Many voices called for Buldan and Sancar to be held accountable and resign from their positions.



Luc Mathieu  
26 Septembre 2023

## En Syrie, une étincelle révolutionnaire?

Longtemps fidèle à Bachar al-Assad, la minorité druze s'est retournée contre lui. Pris au piège de l'image de «protecteur des minorités» qu'il s'est donné et privé de soutien économique, il n'ose pas faire usage de la force.

Les révolutions se lisent aussi dans leurs slogans. Depuis la mi-août, plus de douze ans après le soulèvement de 2011, les manifestations contre le régime de Bachar al-Assad s'enchaînent à Soueïda, fief de la

minorité druze. Chaque vendredi, parfois même d'autres jours de la semaine, des habitants de la ville et des villages alentour se retrouvent sur la place centrale, rebaptisée «De la dignité» pour l'occasion. Ils scandent, entre autres : «Longue vie à la Syrie et à bas Bachar al-Assad», «Bachar, je te défie», «Assad doit partir pour que la Syrie vive». Pas identiques, mais pas éloignés non plus du «Bachar, dégage !» de 2011.

Ampleur. Est-ce à dire que la Syrie s'apprête à vivre une nouvelle révolution ? Les manifestations n'ont, pour l'instant en tout cas, pas du tout la même ampleur. Elles se cantonnent à Soueïda, même si quelques rassemblements se sont aussi formés à Deraa, ville du Sud d'où était parti le soulèvement de 2011, et dans des villages proches de Lattaquié, région à majorité alaouite, confession de Bachar al-Assad. «Cela tient à l'épuisement de la population, à la peur du régime et à la

souffrance économique. Il est vrai que celle-ci peut pousser à la révolte, mais elle force aussi les Syriens à continuer à chercher sans cesse des moyens de survie», explique Ziad Majed, politiste et professeur à l'Université américaine de Paris.

Les Syriens ne peuvent pas non plus s'appuyer sur l'élan de 2011, où les révolutions s'étaient déclenchées quasi simultanément en Tunisie, en Egypte, au Yémen ou en Libye.

La révolte syrienne s'était, elle, muée en guerre civile, phagocytée par des groupes jihadistes et écrasée par une répression sauvage. «Le moment politique régional s'inscrit à l'inverse dans la contre-révolution, avec le retour de l'autoritarisme et son discours triomphant qui se résume à : "Seuls la stabilité et le développement économique sont importants, le reste ne compte plus"», développe Ziad Majed.

Ecart. Les manifestations de Soueïda sont d'autant plus surprenantes que la région et ses habitants druzes, qui représentent 3 % de la population syrienne, s'étaient tenus à l'écart de la révolution de 2011. Plusieurs chefs religieux druzes

se posaient même en soutien du régime, sans que cela empêche des activistes de soutenir les rassemblements protestataires dans les régions sunnites et les jeunes de refuser d'être enrôlés dans l'armée. Mais cette fois, leur leader spirituel et porte-parole de la communauté, le cheikh Hikmat al-Hijri, a ouvertement pris parti pour les protestataires et contre le régime et ses soutiens, l'Iran en premier lieu, accusé d'«occuper» le pays.

Les premières manifestations et attaques contre des bâtiments du parti Baas ont éclaté après l'annonce par le régime d'une augmentation de 200 % du prix de l'essence, avant de s'en prendre ouvertement au

responsable de la crise économique, à savoir Bachar al-Assad. Celui-ci ne les a, pour l'instant, pas réprimées. Une éventuelle répression irait à l'encontre de l'image de «protecteur des minorités», qu'il a tenté de se forger. Elle risquerait aussi de «réduire encore un peu plus l'éventualité de financements étrangers qu'il recherche en vain depuis la fin de la guerre.

Bachar al-Assad est aujourd'hui acculé. L'économie du pays est ravagée, la livre syrienne n'en finit plus de s'effondrer et la première source de revenus est désormais le captagon, une drogue de synthèse qui gagne le Moyen-Orient. La Syrie a,

certes, été réintégrée à la Ligue arabe en mai dernier après en avoir été exclue en 2011, mais l'Arabie Saoudite, particulièrement courtisée par Assad, refuse d'investir dans le pays tant que l'engagement de lutter contre le trafic de captagon ne sera pas tenu. La Syrie ne tient pas non plus celui de rapatrier des réfugiés, une demande insistante du Liban voisin. «Il est impossible de savoir si le soulèvement initié à Soueïda avec un incroyable courage va se propager, explique Ziad Majed. Mais il ne faut pas oublier qu'en 2019 et 2020, il y a eu des protestations massives au Soudan, en Algérie, en Libye et en Irak. Nous sommes peut-être au début d'une nouvelle vague en Syrie.»

LE FIGARO

Clara Galtier  
26 Septembre 2023

## La Turquie aux abois en quête d'investisseurs

MOYEN-ORIENT Cent milliards de dollars. Selon la presse turque, c'est le montant mirobolant des accords signés par la Turquie lors de la tournée estivale du président Recep Tayyip Erdogan dans plusieurs pays du Golfe. La société Baykar, fleuron national réputé pour ses drones militaires, a conclu avec l'Arabie saoudite « le plus gros contrat d'exportation » de l'histoire de la République, s'est félicité le PDG de l'entreprise, Haluk Bayraktar. Pour les seuls Émirats, des échanges estimés à 50 milliards de dollars ont été conclus dans les domaines de l'énergie, la construction, la défense et la technologie. Crise économique oblige alors que les réserves de change sont à sec, Ankara acte ainsi sa réconciliation avec les pays arabes malgré les différends passés. Le ministre des Finances, Mehmet Simsek, a aussi pris son bâton de pèlerin : après le sommet du G20 à

New Delhi et l'Assemblée générale des Nations unies, la semaine dernière à New York, il a prévu de se rendre à Londres puis en Asie. « Il n'y aura pas un investisseur avec lequel nous ne dialoguerons pas », a-t-il promis.

Le gouvernement n'a pas d'autre choix que de partir en quête de ressources financières. La livre, en chute libre depuis deux ans, a perdu un quart de sa valeur face au dollar depuis fin mai et l'inflation tutoie toujours des sommets, 58,9 % en août selon les données officielles. Erdogan doit aussi payer l'énorme facture des séismes de février qui ont tué 50 000 personnes. Celle-ci représente 3 % du PIB, portant le déficit budgétaire en juin à un niveau sept fois plus élevé qu'à la même période l'année passée.

Effrayés par la crise de la livre et l'inflation chronique, les in-

vestisseurs étrangers ont déserté ces dernières années. En 2006, les investissements directs pesaient 3,6 % du PIB turc contre 1,4 % en 2022. Sur le marché de la dette publique, les étrangers détiennent moins de 1 % des obligations turques contre 10 % en 2019 et 20 % en 2015. Les investissements directs jouent un rôle crucial dans un pays structurellement déficitaire qui doit notamment importer 90 % de ses besoins en énergie .

Obsédé par les crédits à bas coût pour soutenir la croissance économique, Erdogan a contraint pendant des mois la Banque centrale à baisser les taux d'intérêt. Cette politique à contre-courant du reste du monde a conduit les finances turques dans le rouge : les prêts bon marché ont entretenu l'inflation qui a elle-même poussé la chute de livre. Jusqu'à un changement radical de la politique monétaire.

Depuis le début de son troisième mandat, en mai, Erdogan laisse le pilotage de l'économie à son ministre des Finances et la nouvelle gouverneur de la Banque centrale, Hafize Gaye Erkan. Ce tandem, apprécié par les Occidentaux - et les marchés - s'est immédiatement lancé dans une bataille contre l'inflation en augmentant à quatre reprises les taux d'intérêt de 8,5 % en mai à 30 %, dernière hausse actée jeudi dernier. Ce retour à des mesures conventionnelles commence à porter ses fruits. « La prime de risque sur la dette turque est passée de 700 points de base à moins de 400 aujourd'hui », souligne Deniz Unal, économiste au Cepii.

### Regain d'intérêt

La bienveillance du Golfe à l'égard de la Turquie est aussi de bon augure car cette main tendue pourrait encourager

d'autres investisseurs. Il se murmure, dans la presse turque, que la dirigeante de la Banque centrale aurait été recommandée par l'émir du Qatar lui-même. « C'est un signe que le Qatar veut voir des gens compétents à la tête de l'économie », analyse Deniz Unal. Le cheikh a en effet tout intérêt à surveiller ses investissements, après avoir aidé ces dernières années l'état turc à financer et renflouer les réserves de change.

Le directeur général d'HSBC en Turquie, Selim Kervanci, cité par le Financial Times, note « un changement notable

et positif de l'intérêt des investisseurs internationaux pour les marchés de capitaux turcs ». Royaume-Uni, Europe, États-Unis... La demande est « large ». Autre signe qui traduit ce regain d'intérêt, deux grandes banques publiques turques ont vendu au total 1,3 milliard de dollars de bons du Trésor au cours des dernières semaines. Ebebek, le plus grand détaillant turc de produits pour bébé, a attiré pour son introduction en Bourse une vingtaine d'investisseurs étrangers contre deux en moyenne pour les autres entreprises sur l'année 2023. En début de semaine dernière,

le géant chinois du commerce en ligne Alibaba a annoncé investir deux milliards de dollars en Turquie.

Reste que la situation financière du pays est difficilement lisible pour les investisseurs. En dépit d'un retour à l'orthodoxie, des économistes dénoncent une politique de lutte contre l'inflation nettement insuffisante. Les chiffres officiels sont contestés par des experts indépendants, la hausse des prix s'établissant en réalité à 128 % sur un an, bien loin du niveau des taux d'intérêt de la Banque centrale. « Chercher du financement étranger sans

remédier à la politique monétaire, c'est comme boucher un trou sans fin », observe Deniz Unal.

Pour le moment, Erdogan continue de soutenir pleinement les mesures de sa nouvelle équipe même si des doutes sur l'indépendance des institutions financières persistent. Le reis, qui n'a pas hésité à limoger trois directeurs de la Banque centrale l'année dernière, a pour coutume de placer ses vassaux à des postes stratégiques. C'est le cas de l'autorité de régulation des marchés, dirigée par l'ancien banquier central.



September 26, 2023

## CENTCOM announces capturing ISIS official in northern Syria

The US Central Command (CENTCOM) on Monday announced the capture of an Islamic State (ISIS) official during a raid in northern Syria, noting that no civilians were harmed in the operation.

The target, named Abu Halil al-Fad'ani, was identified by CENTCOM as an ISIS operational and facilitation official in Syria with relationships extending across the militant group's network in the region. He was arrested in a helicopter raid on Saturday.

"The capture of ISIS officials like al-Fad'ani increases our ability to locate, target, and remove terrorist from the battle-



US soldiers stand at an oil field in the countryside of al-Qahtaniyah town in Syria's northeastern Hasaka province near the Turkish border on August 4, 2020. Photo: AFP

field," the statement cited CENTCOM Spokesperson Troy Garlock as saying, stressing the

coalition's commitment to the ensuring defeat of the militant group.

ISIS seized control of vast swathes of Iraqi and Syrian land in 2014 but was declared territorially defeated in 2017 and 2019. While the group lacks any territorial presence on the ground, it still continues to pose serious security risks through bombings, hit-and-run attacks, and abductions in both countries.

CENTCOM said in its monthly report on the anti-ISIS mission that 36 operations were carried out in partnership with their allies on the ground in Iraq and Syria in August, killing at least seven ISIS operatives and detaining 25 others.



September 26 2023

## KRG hopes Canada to elevate diplomatic representation with Erbil

Canada is a “significant and important” country, with which the Kurdistan Region seeks to strengthen its ties.

The Kurdistan Regional Government (KRG) hopes Canada will increase its diplomatic representation with Erbil, as the Kurdish region seeks stronger ties with Ottawa.

The North American country currently has an embassy office in Erbil.

“We hope and have called for elevating the office to consu-

late general level or consular during our meetings,” Safeen Dizayee, the head of the Kurdistan Regional Government (KRG) Department of Foreign Relations, told Kurdistan 24 on Monday in Canada, where the diplomat is currently on an official visit at the invitation of Canadian members of parliament.

Canada is a “significant and important” country, with which the Kurdistan Region seeks to

strengthen its ties, added Dizayee on the sidelines of the Kurdish Heritage Day event, hosted by Canadian MP Chandrya Arya.

A top Canadian parliamentary delegation – Canadian Parliamentary Friends of the Kurds – visited the Kurdistan Region in early September and met with the Kurdish region’s top officials, including Prime Minister Masrour Barzani.

Having been a member of the US-led Coalition against Daesh – the Arabic acronym for ISIS – since Sept. 2014, Canada has provided training for the Iraqi and Kurdish forces as part of international efforts to defeat the terror group.

Canada has around 200 Coalition soldiers in the Kurdistan Region who are involved in training local Peshmerga in the fight against ISIS.

Le Monde

avec AFP  
26 Septembre 2023

## Syrie : 25 morts dans des affrontements dans l’est du pays, selon l’Observatoire syrien des droits de l’homme

Les affrontements, qui ont eu lieu de lundi à mardi, ont fait 21 morts dans les rangs des combattants du régime de Bachar Al-Assad, et trois du côté des Forces démocratiques syriennes. Une femme a également été tuée.

Vingt-cinq personnes ont été tuées lors d’affrontements entre les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, et des combattants fidèles au régime de Bachar Al-Assad dans une localité arabe de l’est de la Syrie, a annoncé, mardi 26 septembre, l’Observatoire syrien des droits de l’homme (OSDH).

Les FDS (une coalition soutenue par les Etats-Unis) ont annoncé mardi avoir « *chassé les hommes armés du régime qui s’étaient infiltrés dans la localité de Dheibane* », dans la province de Deir ez-Zor.

Au début de septembre, des affrontements entre les FDS, dominées par les Kurdes, et des combattants de tribus locales arabes dans cette région avaient fait 90 morts en une dizaine de jours.

### Des affrontements jusqu’à l’aube

Selon l’OSDH, les affrontements qui ont éclaté lundi et se sont poursuivis jusqu’à l’aube

mardi ont fait 21 morts dans les rangs des combattants du régime, et trois du côté des FDS. Une femme a également été tuée. La province à majorité arabe de Deir ez-Zor est traversée par l’Euphrate, qui marque la frontière entre les zones tenues par le régime de Bachar Al-Assad et celles contrôlées par les FDS.

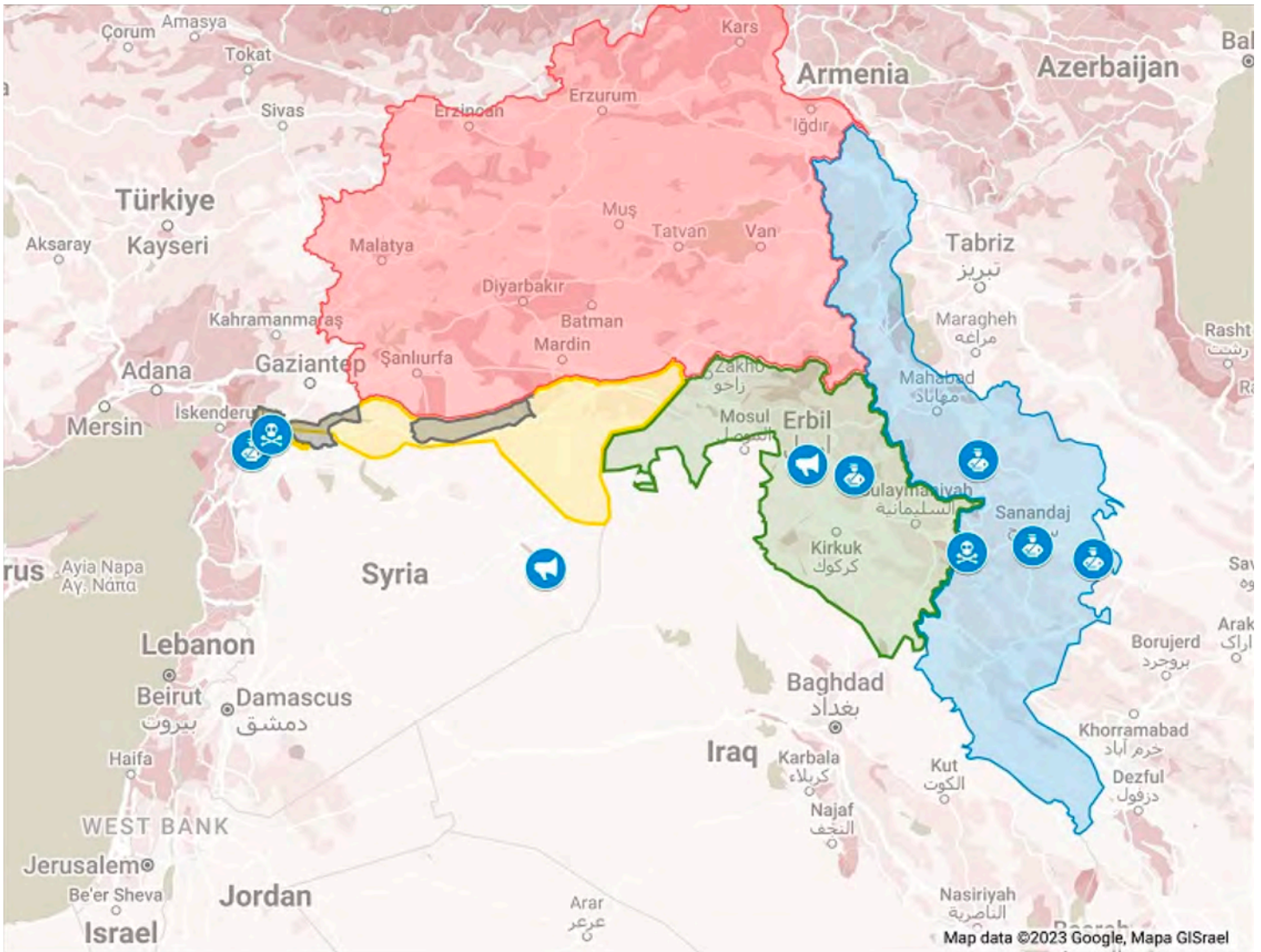
D’après l’ONG sise au Royaume-Uni mais qui dispose d’un vaste réseau de sources en Syrie, « *des combattants pro-régime se sont infiltrés lundi dans les zones sous contrôle des FDS en traversant l’Euphrate et des affrontements les ont opposés* ».

Dans un communiqué, les FDS ont accusé les hommes armés de s’être infiltrés à partir de la rive ouest de l’Euphrate « *sous la couverture de bombardements aveugles* » depuis les zones tenues par le régime.

Les FDS ont été le fer de lance de l’offensive qui a défait l’Etat islamique en Syrie, en 2019, et jouissent toujours de l’appui de Washington. Elles contrôlent une zone semi-autonome kurde dans le nord-est du pays, y compris des pans entiers de la province de Deir ez-Zor, riche en pétrole, où les forces américaines sont déployées.

# Kurdistan's Weekly Brief | September 26, 2023

*A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.*



## Iran

Despite a noticeable calmness in the wake of the first anniversary of [Zhina Amini's death](#), the Iranian regime has conducted a series of arrests targeting Kurds throughout the Kurdish region, Rojhelat. The Hengaw Organization has reported the arrest of at least [17 individuals](#) from Amini's hometown, Saqqez. Additionally, several activists and civilians

have been detained in Senna, Ilam, Qorveh, Dar Shahr, Diwandara, Dewalan, Urmia, Marivan, and Sarpol-e Zahab. Among those detained are environmental activists and civilians. In addition to these arrests, the Iranian regime has also apprehended [110 students](#) and 43 teachers across the country in 2023, with Kurds and Balochis comprising 85% of the victims.

Following the Iran-Iraq security agreement, Baghdad [announced the removal](#) of Iranian Kurdish opposition groups previously stationed along the borders. Videos circulating on social media depict convoys of Kurdish groups [relocating from Koya](#), where the Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI) headquarters was previously situated. However, hundreds of KDPI families now find themselves

dispersed throughout the Kurdish region. Simultaneously, the Iranian regime is pressing for the deportation of [22 Iranian Kurdish](#) individuals. This move coincides with a heightened [crackdown on border](#) porters (kolbar), with several being injured by the Iranian regime near Baneh and Hawraman just last week.

## Iraq

After reaching a fragile

agreement with Erbil concerning Kurdistan's federal budget and the salaries of public employees, the Iraqi government [utilized the Supreme Court](#) to dissolve the provincial councils in the Kurdistan Region. Furthermore, in May, the court also dissolved Kurdistan's parliament. In both instances, the court cited the "[unconstitutionality](#)" of extending the terms of the parliament and provincial council. Nevertheless, these recent court rulings have been viewed through a political lens, particularly in light of Iran's pressure on Baghdad to undermine the Kurdistan Region. Omed Khoshnaw, the governor of Erbil, [told Rudaw](#) that the court's verdict appears to be more politically motivated than grounded in legal reasoning. Simultaneously, Haval Abu Baker, the governor of Sulaymaniyah [called on](#) Kurdistan's presidency to schedule provincial council elections to coincide with the parliamentary elections slated for February 25, 2024. Meanwhile, the suspension of Kurdistan's oil exports by Baghdad and Turkey has led to a revenue loss of [five billion dollars](#), impacting both the governments of Baghdad and Erbil. To date, Turkey and Iraq have not reached an agreement to resume these exports, with Turkey making demands on Baghdad to withdraw various cases against it in international courts, among other conditions.

## Syria

Turkish-backed factions in the occupied Afrin region have continued their clashes over the past week, resulting

in the [loss of numerous militants](#) in sporadic skirmishes. This ongoing conflict involves specific factions of Hayat Tahrir al-Sham (HTS) and the Syrian National Army (SNA). Within these factions, various cliques and militias maintain deep-seated rivalries that frequently erupt into violent confrontations. In the latest and deadliest clashes, [factions affiliated](#) with HTS, including the Eastern Branch faction, Brigade 50, and the Shahba Gathering, launched an attack against the SNA's Second Legion. This violent escalation stemmed from a failure to reach an agreement on the shared control of the strategically important al-Hamran crossing located in the city of Jarablus. The conflict was ultimately brought to a halt when neutral factions within the Turkish-backed opposition forces intervened. Consequently, the expectation is that fighting is likely to resume in the future as these factions continue to vie for control and the associated financial benefits.

The Commander-in-Chief of the Syrian Democratic Forces (SDF), Mazloum Abdi, [has issued](#) a statement alleging a conspiracy involving the Assad regime, Turkey, and the Iranian regime, aimed at undermining the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES). This accusation follows a series of ongoing, low-level clashes between SDF personnel and Arab tribal fighters in the predominantly Arab Deir Ez Zor region. The hostilities initially erupted following the arrest of the former SDF-affiliated military commander, Abu

Khawla. Since then, the SDF has claimed that both Tehran and Damascus have been actively working to subvert the AANES. According to the SDF, Iranian and Syrian regime forces have allegedly played a role in inciting and supporting tribal uprisings against the autonomous administration. Their purported objective is to sow chaos and ultimately topple the Kurdish-led autonomous zone. In this revised statement, the key points are maintained while providing a clearer and more concise description of the situation and allegations made by the SDF. Clashes in Deir Ez Zor have renewed, with Syrian and Iranian government-affiliated militias apparently crossing over from west of the Euphrates to [infiltrate AANES](#). The infiltrating fighters crossed under the cover of indiscriminate artillery fire coming from the town of al-Mayadin on the Assad regime-controlled bank of the river, attacking SDF personnel and successfully taking the town of Diban. As a result, the SDF has announced that they have surrounded Diban and are carrying out a siege of the town.

According to a report by Syrians for Truth and Justice (STJ), the Turkish government has [deported 29,895](#) Syrian refugees and asylum seekers using the Tell Abyad, Bab al-Hawa, and Bab al-Salameh border crossings. In 2022, President Erdogan announced his intention to resettle 1 million refugees in northern Syria, including areas historically inhabited by Kurds, despite the ongoing conflict and amid a growing anti-refugee sentiment

within Turkey. While the Turkish government claims that these returns to Syria are voluntary, there are widespread reports suggesting that many of the refugees were deported forcibly or under coercive circumstances. Since Ankara initiated repatriation measures in 2019, the total number of returnees has reached approximately 540,000. Meanwhile, the Turkish [Defense Minister](#) Yaşar Güler has stated in a recent interview that Ankara will not withdraw Turkish forces from northern Syria

## Turkey

The Party of Greens and the Left Future, also known as the Left Green Party or YSP, has [announced the adoption](#) of a new name: the Democratic Peoples' Party (HDP). This change will officially take effect following the upcoming party congress scheduled for October 15, as decided during a Central Executive Board meeting held on Monday. The decision to rename the party coincides with the current challenges faced by the pro-Kurdish left-wing party, the Peoples' Democratic Party (HDP), which is facing a closure by the government. In the recent 2023 election, HDP politicians ran under the YSP banner, securing nearly 9% of the vote, although this marks a decrease from the 2018 election when the HDP received almost 12% of the vote. The YSP announced its readiness to initiate talks with all parties in Turkey, including the ruling party, in a new step leading up to the municipal elections on March 31, 2024.





September 27, 2023

## U.S.: Iran must Deescalate before Nuclear Talks can Resume

"We have not yet seen indications," Miller said, "that Iran is serious about addressing the concerns" we have about its nuclear program.

WASHINGTON DC, United States (Kurdistan 24) – For the second time this week, Iranian Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian, while in New York, attending the opening of the U.N. General Assembly, dangled the prospect of renewed nuclear negotiations, and for the second day in a row, State Department Spokesperson, Matthew Miller, rejected that seemingly conciliatory posture.

Miller said that before such talks could resume, Iran needed to moderate its actions. His statement appeared to confirm earlier speculation by Kurdistan 24 that the Biden administration "either does not credit the Foreign Minister's account" of Tehran's readiness to negotiate "or is not interested in pursuing the issue, at least at this time."

The key issues in the administration's rejection of the dangles offered by Amir-Abdollahian appear to be Tehran's interference in the verification activities of the International Atomic Energy Agency (IAEA), as well as Iran's flagrant violation of the terms of the 2015 nuclear deal, formally known as the Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA.)

### Rejecting Tehran for the Second Day Running

Miller was asked about a statement by Amir-Abdollahian re-



US State Department Spokesperson Matthew Miller (Photo: AFP)

garding a Japanese proposal to resume talks aimed at reviving the JCPOA, which Donald Trump left in 2018.

The Iranian Foreign Minister was quoted in reports on Tuesday as saying that Tehran would regard positively any proposal that was consistent with "Iranian interests," and "we support the constructive role of Japan in reviving the nuclear deal."

On Saturday, Amir-Abdollahian had said much the same, as he told UN Secretary-General Antonio Guterres that Iran continued to exchange messages with the U.S., "while if the other parties are ready, we are serious about returning to the JCPOA."

Asked on Tuesday about Amir-Abdollahian's remarks, Miller responded, citing Secretary of State Antony Blinken, "Iran must take de-escalatory steps,

if it wants to reduce tensions and create a space for diplomacy."

"We have not yet seen indications, despite some of these public comments, that Iran is serious about addressing the concerns that we have," Miller continued, "the concerns that other countries have about its nuclear program."

Miller cited specifically Tehran's obstruction of the IAEA's work in Iran.

Under the terms of the JCPOA, Iran is allowed to enrich uranium, but only to a relatively low level: 3.67%. That is sufficient for producing nuclear power.

However, Iran has been enriching uranium to much higher level: 60%, and that brings it close to bomb-grade material.

In addition, Iran recently barred a number of IAEA inspectors

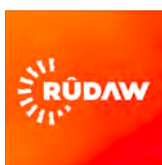
from carrying out routine verification activities, causing the IAEA to complain that Iran had "effectively removed about one third of the Agency's most experienced inspectors designated for Iran."

Miller earlier cited a different issue in explaining why the Biden administration had not given permission to Amir-Abdollahian to travel from New York to Washington, despite the Foreign Minister's stated readiness to resume talks on reviving the JCPOA.

On Monday, Miller had cited Iran's "state-sponsored terrorism," even as he suggested on Tuesday that there was "a long list of steps" that the U.S. "would like Iran to take in terms of changed behavior."

He did not name any, but they could well include Iran's supply of armed drones to Moscow for use in its war in Ukraine. Early on Tuesday morning, Russia struck Ukraine with 38 such drones, destroying some 1,000 tons of grain, according to Ukrainian officials.

But in regards to the nuclear talks, as Miller made clear on Tuesday, the key issue is Iran's extreme disregard of the terms of the JCPOA, along with its interference with the verification activities of the IAEA.



Karwan Faidhi Dri  
September 27, 2023

## Ousted PUK co-chair to partake in Kurdistan election under new list

Lahur Talabany, ousted co-chair of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), on Tuesday announced that he will compete in the upcoming parliamentary election in the Kurdistan Region under a new list that he claimed would be the voice of the dissidents. The announcement comes one day before PUK's contentious congress.

The PUK was rocked by a power struggle in July 2021 as its co-chair Bafel Talabani ousted his cousin Lahur Talabany from the party and leadership position. Bafel Talabani said the shakeup was to end abuse of party positions such as smuggling and extortion. Despite several legal attempts, Lahur Talabany failed to regain his position as the co-leader of the party.

After more than two years of his absence from politics, Lahur Talabany said on Tuesday that he will challenge the current leadership of his party by taking part in the February 25 parliamentary election in the Kurdistan Region under a new list, without disclosing its name.

"We will take part in the upcoming parliamentary election in Kurdistan and announce a publicly accepted list which will see itself in a wide liberation front, with the participation of all courageous, dissident voices of Kurdistan from inside and outside the PUK in an attempt to be rescued from the current instability and deep crises from which people are suffering," the former PUK leader said in a video statement published on Facebook.

He added that the list will be the "voice" of those who seek



PUK's ousted co-chair Lahur Talabany speaking in a video published on Facebook on September 26, 2023.  
Photo: screengrab

change, reforms, and a better life.

The former co-chair of the party, which controls Sulaimani province, said PUK's Bafel Talabani and his brother Qubad Talabani - who is also the deputy prime minister of the Kurdistan Regional Government (KRG) - are "responsible for what is happening within the PUK and the Region," referring to PUK's internal issues and the security, political and financial issues the Kurdistan Region suffers from.

"They used to claim to do reforms but as you can see what they have done to the PUK which suffers from diplomatic and democratic failures every day," said Lahur Talabany.

PUK in August last year officially named Bafel Talabani as the "President" of the party, dismissing the co-leadership system. Before Tuesday's an-

nouncement, Lahur Talabany had claimed that he was still the co-chair of the party.

The PUK has announced that it will hold its congress - the first after the ousting of the former co-chair - on Wednesday. Many senior members have either not been invited or have refused to attend it, including Bafel Talabani's father-in-law Mala Bakhtiar.

In a damning video statement on Monday, Bakhtiar - a long-time friend of late PUK founder Jalal Talabani and a veteran Peshmerga - criticized the current leadership of the party, saying the congress is being done in a rush and without coordination with many senior members, such as himself.

He said that it used to take them six months in the past to prepare for a congress to make sure the process was fair and democratic, claiming that the

upcoming one is being held otherwise.

He even accused the PUK leadership of violating the party's bylaw regarding how the congress is being held.

Lahur Talabany described the congress as a "theater" and called the current PUK leadership "putschists," referring to the events of July 2021.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani, who is also deputy leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), is expected to attend the PUK congress in Sulaimani. President Barzani will also deliver a speech at the event.

The congress will be attended by 600 PUK members.

PUK was founded in Damascus in 1975 and it is the second-strongest political party in the Kurdistan Region.



Azhi Rasul  
September 27, 2023

## President Barzani urges Kurdish unity for upcoming elections

**K**urdistan Region President Nechirvan Barzani on Wednesday called on Kurdish political parties to work together to run a successful election campaign while attending the congress of a rival party in Sulaimani, with the region expected to hold its parliamentary elections in February 2024.

"Election needs to be the priority as it is the basic principle for the legitimacy of authority and governance in Kurdistan Region," said Barzani during a speech at the congress of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) held in Sulaimani.

Barzani said that the Kurdish political parties must work together to ensure a successful election campaign next February.

"A strong Kurdistan Region can have a better role, presence, and impact in Baghdad and all over Iraq," said Barzani, adding that a stronger Kurdistan Region would also better defend its achievements and constitutional rights.

In August, Barzani set February 25, 2024 as the date for the Region's parliamentary election. The vote had been postponed twice before the announcement due to political tension between the Kurdish parties.

A new parliamentary vote was set to be held in October 2022, but disagreements between the Kurdish political parties, especially the ruling ones, over the existing elections law and the electoral commission prevented the process from being conducted according to schedule and pushed the legislature



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani speaking at the congress of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in Sulaimani on September 27, 2023. Photo: Office of the Presidency

to extend its four-year term for an additional year.

The Kurdistan Region Presidency set November 18 as a date for the poll but the Iraqi Federal Supreme Court in May ruled the self-extension of the Kurdistan parliament "unconstitutional" and dissolved it. This further complicated the issue.

Barzani delivered his speech at the fifth congress of the PUK in Sulaimani, which he attended upon invitation by PUK Leader Bafel Talabani, together with several other Iraqi and Kurdish governmental and political figures.

"We are here in one spirit to strengthen the PUK and serve our nation," Talabani said during the opening speech of the congress, stating that his party was "starting a new phase" in which it has to reconcile with the people and unite the party.

"This is the last time I speak to you as the president of the PUK. In five minutes I will be

an ordinary member. I thank you all for allowing me to struggle with you for the past two years," added Talabani.

The PUK will vote on a president during the congress, determining whether Talabani will continue leading the party or not.

The congress takes place at a time when the party is riddled with internal issues. Many senior members have either not been invited or have refused to attend it, including Talabani's father-in-law Mala Bakhtiar.

After more than two years of absence from politics, ousted co-chair of the PUK, Lahur Talabany said on Tuesday that he will challenge the current leadership of his party by taking part in the February 25 parliamentary election in the Kurdistan Region under a new list, without disclosing its name.

The former co-chair of the party, which controls Sulaimani province, said PUK's Bafel Talabani

and his brother Qubad Talabani - who is also the deputy prime minister of the Kurdistan Regional Government (KRG) - are "responsible for what is happening within the PUK and the Region," referring to PUK's internal issues and the security, political and financial issues the Kurdistan Region suffers from.

In a damning video statement on Monday, Bakhtiar - a longtime friend of late PUK founder Jalal Talabani and a veteran Peshmerga - criticized the current leadership of the party, saying the congress is being held in a rush and without coordination with many senior members, such as himself.

He said that it used to take them six months in the past to prepare for a congress to make sure the process was fair and democratic, claiming that the upcoming one does not meet such criteria. Bakhtiar went as far as accusing the PUK leadership of violating the party's bylaw when it comes to how the congress is being held.



avec AFP  
27 Septembre 2023

## En Syrie, une reprise des combats dans l'est et au nord d'Alep

Des affrontements font rage depuis plusieurs jours dans l'est de la Syrie et au nord d'Alep entre les Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes, et les combattants des clans arabes. Retour sur les enjeux de ces combats sporadiques depuis début septembre avec Wassim Nasr, spécialiste des mouvements jihadistes à France 24.

Tensions meurtrières en Syrie entre les Kurdes et les combattants des clans arabes. Des affrontements ont fait au moins 25 morts, mardi 26 septembre, dans l'est du pays entre les Forces démocratiques syriennes (FDS, dominées par les Kurdes) et des hommes du clan sunnite des Oukaïdat.

"Il y a encore eu des affrontements hier (mardi) et qui ont repris depuis le 25 septembre", explique Wassim Nasr, journaliste spécialiste des mouvements jihadistes à France 24. "C'est la preuve qu'après la période d'accalmie qu'on a pu avoir, les combats ont repris. Cela se concentre autour du village de Dhiban, sur l'Euphrate, mais aussi dans plusieurs villages aux alentours."

Début septembre, des affrontements entre les FDS et des combattants de tribus locales arabes dans cette région avaient fait 90 morts en une dizaine de jours.

### "Faire de l'arbitrage" entre les composantes arabes et kurdes

La province à majorité arabe de Deir Ezzor est traversée par l'Euphrate, qui marque la frontière entre les zones tenues par le régime de Bachar al-Assad et celles contrôlées par les FDS.

"Les FDS, chaperonnées par les Kurdes, envoient des



Regain de tension en Syrie entre les forces dominées par les Kurdes et des combattants fidèles au régime syrien. © France 24

combattants arabes se battre contre les autres combattants des clans arabes", explique Wassim Nasr. "Il y a eu plusieurs micro-arrangements entre des chefs de clans et les Kurdes via la coalition (dominée par les États-Unis, NDLR), mais ceux qui n'ont pas voulu céder - comme à Dhiban - ont repris le combat parce qu'ils estiment qu'ils n'ont pas eu ce qu'ils voulaient de la part de la coalition et des FDS."

Les FDS ont été le fer de lance de l'offensive qui a défait l'organisation État islamique en Syrie, en 2019, et jouissent toujours de l'appui de Washington. Elles contrôlent une zone semi-autonome kurde dans le nord-est du pays, y compris des pans entiers de la province de Deir Ezzor, riche en pétrole, où les forces américaines sont déployées.

Les affrontements en septembre avaient été déclenchés par l'arrestation, fin août, par les FDS, d'un chef militaire arabe local allié. Les FDS avaient annoncé à l'issue de ces combats avoir délogé de la région, et notamment de Dhiban, des combattants de tribus arabes locales qui s'étaient insurgés contre eux.

Ils avaient assuré qu'il s'agissait d'une dispute locale et non d'un conflit kurdo-arabe.

"La coalition - les Américains en l'occurrence - regarde ça de loin et essaie de faire de l'arbitrage, parce que les deux composantes arabes et kurdes font partie de l'effort de la coalition contre l'État islamique", précise Wassim Nasr. "Elle a peur aussi que certains des clans arabes soient finalement plutôt attirés par le régime syrien."

### Hayat Tahrir Al-Cham "projetée de prendre le contrôle de toutes les zones libres"

Ces combats qui font rage dans l'est de la Syrie "sont liés à ceux qui ont lieu dans le nord du pays", rappelle par ailleurs Wassim Nasr. "Ceux qui se sont mobilisés au profit des clans arabes dans le nord, ce sont des déplacés des mêmes zones de Deir Ezzor."

Et le spécialiste des mouvements jihadistes poursuit : "Il y a eu quelques combats à Manbij, mais on a vu que tous les convois partis de Idlib via la zone contrôlée directement par les factions rebelles syriennes et l'armée turque, toute cette mobilisation a eu des conséquences - c'est-à-dire la reprise des combats entre factions rebelles rivales depuis à peu près une semaine et le contrôle de plusieurs villages."

"La mobilisation dans le nord a eu évidemment des conséquences sur l'équilibre interne des zones dites libres", explique Wassim Nasr. Il cite Hayat Tahrir Al-Cham (HTS), organisation islamiste qui gouverne aujourd'hui Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie. "HTS projette de prendre le contrôle de toutes les zones libres", conclut-il. "Les Turcs restent spectateurs car ils ne veulent pas rentrer directement dans l'affrontement avec HTS."



Chenar Chalak  
27-09-2023

## Over 100 dead in fire at Nineveh wedding party

**T**ragedy struck a wedding party in Nineveh province's Hamdaniya district late Tuesday after a massive fire engulfed the wedding hall, killing more than 100 of the ceremony's attendees and wounding hundreds others.

Nineveh Governor Najm al-Jabouri told Rudaw early Wednesday that at least 114 people had lost their lives in the blaze, which is believed to have been caused by fireworks.

There is no confirmed data on the number of wounded at this time, but Jabouri said that over 200 people were injured in the fire.

"The safest injury registered with us had 40 percent of their body burned and we took them to the Hamdaniya hospital," Ahmed Dubardani, deputy head of the Nineveh health directorate, told Rudaw, adding that around 60 people were in critical conditions.

There were reportedly over 1,000 people in attendance at the wedding party when the fire broke out.

"The fire spread very quickly and the matter was exacerbated by the toxic gas emissions associated with the burning of the highly flammable Ecobond plastic panels," read a statement from the Iraqi civil defense, adding that they have launched an investigation into the incident to verify the cause of the fire.

Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani held a phone call with Jabouri in the early hours of Wednesday to discuss the tragic accident, and directed the health and interior ministries to "mobilize all efforts to provide relief to those



The aftermath of the massive fire inside a wedding hall in Nineveh's Hamdaniya district which claimed the lives of more than 100 people on September 26, 2023. Photo: Naif Ramadhan / Rudaw

affected by the unfortunate incident," according to a statement from his office.

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani extended his condolences the families of the victims of the Hamdaniya wedding hall fire incident, stressing that Erbil stands ready to help support all efforts to treat the wounded.

"In this difficult and painful

tended his condolences to the families of the victims of the tragic Hamdaniya fire incident, reiterating that Erbil stands ready to provide help in any way possible.

Kurdistan Region Health Minister Saman Barzinji announced that hospitals in the Kurdish capital city of Erbil are open to treating those who were wounded in the tragic incident.



Kurdistan Region ambulances transfer the wounded to hospitals

time, our thoughts are with them and we are ready to help them," he added.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani also ex-

Kurdistan Region ambulances transfer the wounded to hospitals

"Upon an order from [Kurdistan

Region] Prime Minister Masrour Barzani... Tens of ambulances, medical teams, and emergency workers in Hamdaniya district are treating and transferring the wounded to Erbil," said Barzinji.

Of the injured, 21 are reportedly being transferred to hospitals in Erbil and 36 to hospitals in Duhok.

"Shocked and pained by the horrible loss of life and injuries in the fire in Ninewa's Hamdaniya. An immense tragedy," read a statement by United Nations Assistance Mission for Iraq (UNAMI), extending condolences to the victims' families and wishing the injured a speedy recovery.

### Inside the burnt building

Iraq is known for frequent fires during the summer, whether in government buildings or private facilities, but a recent string of fires at this time of the year raises concerns about the adequacy of the preventive measures that the government pledged to tackle over two years ago, after a series of blazes destroyed major hospitals, leaving dozens dead and injured.

Iraq's civil defense directorate in August announced that they had recorded more than 19,000 fire incidents across all Iraqi provinces, excluding the Kurdistan Region, since the start of the year. Over 32,000 fires were reported for 2022.

Hamdaniya district, located nearly 40 kilometers southeast of Mosul, has a Christian majority population.



27-09-2023  
Azhi Rasul

## Turkey slams ECHR for ruling in favor

**T**urkey's justice minister on Tuesday slammed the European Court for Human Rights (ECHR) for ruling in favor of a teacher affiliated with the Fethullah Gulen Movement, saying the court has exceeded its authority.

Yüksel Yalçınkaya, a Turkish teacher arrested in 2016 on suspicion of being a member of the Fethullah Gulen Movement, accused by Ankara of orchestrating the 2016 failed coup attempt against Erdogan, and labeled as an armed terrorist organization. In 2017 Yalçınkaya was found guilty and sentenced to six years and three months imprisonment. Two years later, the teacher's appeal to the Turkish constitutional court was rejected. Yalçınkaya's alleged use of an encrypted mobile application ByLock, was treated as definitive inculpatory evidence, leading to his conviction.

On Tuesday the ECHR ruled in favor of Yüksel Yalçınkaya against Turkey stating that "there had been violations of the right to a fair trial, to no punishment without law and to freedom of association," in Turkey.

"It is unacceptable for the ECHR to exceed its authority and give a verdict of violation by examining the evidence on a case for which our judicial authorities at all levels... deem the evidence sufficient," Yılmaz Tunc, Turkish minister of justice said in a statement on X, formerly known as Twitter.

Tunc stressed that the ECHR is not a cassation court and does not have the authority to evaluate evidence that has been evaluated within the jurisdiction of a state's national law and national courts.

"Although the ECHR has repeatedly stated in its jurisprudence that it does not have the authority to evaluate evidence,

it has resorted to evaluating evidence when it comes to a trial," Tunc said, using a derogatory acronym for Gulen's Hizmet

"Anyone who had used ByLock could in principle be convicted on that basis alone of membership of an armed terrorist organ-

ization," the court ruling slammed the court ruling in favor of the teacher, stating that "These steps are political, double standards and hypocritical."



The European Court of Human Rights (ECHR) in Strasbourg. File Photo: AFP

Movement.

The ECHR ruling states that Turkey has violated Yalçıkaya's rights according to three articles of the European Convention on Human Rights, namely the right to no punishment without law, to a free trial, and to freedom of association.

The court also concluded that Turkey "had to take general measures appropriate to address those systemic problems, notably with regard to the Turkish judiciary's approach to ByLock evidence," reiterating that its decision is binding.

According to the ruling of the ECHR, Yalçinkaya's conviction was "based decisively" on his alleged use of ByLock, a messaging system that Turkey claims was extensively used by Gulen supporters for internal communication.

isation," the court said in the ruling.

Yalçıkaya's was not the first case on which the ECHR ruled against Turkey. In 2021 the court ruled that Turkey had violated the rights of more than 400 judges and prosecutors by holding them in pre-trial detention in the wake of the 2016 coup attempt and ordered Ankara to pay compensation.

Ankara has ignored several ECHR decisions against it, namely in the cases of the jailing of Kurdish politician Selahattin Demirtas and philanthropist Osman Kavala. In December 2020, the human rights court ordered the "immediate release" of Demirtas who has been imprisoned since 2016 on charges of ties with the Kurdistan Workers' Party (PKK), after Finding that "several violations" of the European Convention on Human Rights had been committed. Er-

In February 2022, the Committee of Ministers of the Council of Europe decided to launch infringement proceedings against Turkey given Ankara's failure to comply with a 2019 court order to release Kavala pending trial. As a result of this decision Turkey risks losing its voting rights and its membership in the organization.

## « Tout en s'inscrivant dans l'histoire du Kurdistan, la "diaspora" connaît aussi sa propre histoire et son propre panthéon »

Les quelque deux millions d'exilés kurdes restent attachés à la cause de leur peuple sans Etat. Mais cette communauté éclatée a su créer, dans ses patries d'accueil, de nouveaux référentiels communs, considère Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'EHESS, dans une tribune au « Monde ».

« Sanglante répression, regroupement de populations, déroute de la guérilla. L'ordre règne au Kurdistan irakien ». Ainsi était intitulé l'article que Mouna Naïm publiait dans *Le Monde* du 21 septembre 1989, un an après les bombardements chimiques de Saddam Hussein. A ce crime demeuré impuni, venait de s'ajouter l'assassinat, à Vienne le 13 juillet 1989, d'Abdel Rahman Ghassemlou, leader humaniste du Parti démocratique du Kurdistan iranien, par des agents de Téhéran, qui avaient pu quitter la capitale autrichienne sans être inquiétés.

La conférence internationale de l'Institut kurde de Paris, réunie les 14 et 15 octobre de la même année, allait briser le silence et inscrire la question kurde à l'agenda de certains milieux politiques, diploma-

tiques et humanitaires. Elle serait suivie de deux autres, l'une en juillet 1990 dans la capitale de l'Union soviétique chancelante, avec l'appui évident de Mikhaïl Gorbatchev, l'autre à Washington en février 1991, avec la participation des sénateurs Edward Kennedy et Claiborne Pell.

Après une longue période de repli en exil et de mélancolie, la « diaspora » kurde palliait désormais l'absence d'une diplomatie au sein de ce peuple sans Etat. Les Kurdes en Europe, en Amérique du Nord et dans le Pacifique n'ont cessé depuis de se mobiliser en faveur des Kurdistans d'Irak, d'Iran et de Turquie. De la bataille de Kobané, en 2014, qui marqua la première défaite de l'organisation Etat islamique, à la chute de la région montagneuse d'Afrin, en Syrie, en mars 2018,

bombardée pendant soixante-dix jours par l'aviation d'Erdogan et livrée aux djihadistes syriens proturcs, le Rojava [autre nom du Kurdistan syrien] a suscité également nombre de manifestations au cours de la dernière décennie.

Cependant, tout en s'inscrivant pleinement dans l'histoire du Kurdistan, la diaspora connaît aussi sa propre histoire et son propre panthéon, autour de grandes figures intellectuelles comme Ismet Chérif Vanly et Noureddine Zaza, des artistes comme Yilmaz Güney et Ahmet Kaya, des personnalités politiques comme Ghassemlou et son successeur Sadegh Sharafkandi, assassiné par les services secrets iraniens à Berlin, en septembre 1992, les trois militantes kurdes tuées en janvier 2013 dans le 10<sup>e</sup> arrondissement de Paris par

un agent des services secrets turcs, ou, plus récemment, les trois Kurdes assassinés par un militant de la droite radicale française, le 23 décembre 2022, rue d'Enghien, à Paris.

### Une production culturelle effervescente

Le terme « mobilisation » décrit d'ailleurs insuffisamment le dynamisme de cette communauté de quelque deux millions d'âmes, dont environ un million en Allemagne, qui constitue un espace de production artistique et culturelle effervescent. C'est, en effet, en Europe que des écrivains de langue kurde, interdite même à l'oral par le régime militaire turc de 1980-1983, composèrent les premiers romans kurdes de Turquie, particulièrement marqués, au début, par une triste nostalgie.

## Une langue inconnue émerge en Turquie

ENTRETIEN. Des fouilles réalisées dans la ville hittite d'Hattusa ont dévoilé une tablette rédigée dans un idiome inconnu. Une première depuis un demi-siècle.

La localité de Bogazköy, dans le centre de la **Turquie**, est explorée par les archéologues depuis près de cent ans. En 1834, le Français Charles-Marie Texier (1802-1871), avait, le premier, identifié sur ce territoire montagneux du nord de l'Anatolie, à 150 kilomètres d'Ankara, le siège de la capitale du royaume hittite, une ville connue sous le nom d'Hattusa. Le chercheur Andreas Schachner, 56 ans, conduit sur place un important programme de fouilles depuis 2006 pour le compte de la mission de l'Institut archéologique allemand (Deutsches Archäologisches Institut, DAI), dans le cadre d'un projet de recherche multidisciplinaire cofinancé par les fondations Thyssen, GRH, Volkswagen et le ministère italien des Affaires étrangères.

**Le Point : Votre institut vient de publier un communiqué indiquant qu'une nouvelle langue indo-européenne avait été découverte sur place. Comment les choses se sont-elles passées ?**

**Andreas Schachner :** La ville d'Hattusa est connue pour avoir été un centre urbain très important. Les chercheurs y ont exhumé près de 30 000 tablettes d'argile couvertes d'écritures cunéiformes. Ces tablettes, inscrites depuis 2001 au titre de la « mémoire du monde » de l'Unesco, fournissent de riches informations sur l'histoire, la société, l'économie et, surtout, les traditions religieuses des Hittites et de leurs voisins. La plupart de ces textes sont rédigés en hittite, la plus ancienne langue indo-européenne connue à ce jour et la langue dominante dans la région pendant des siècles. Les



Porte d'entrée de l'ancienne ville hittite d'Hattusa, à Bogazköy (district de Corum), en Turquie, le 13 août 2023. © Kemal Ceylan/Anadolu Agency via AFP

fouilles de cette année ont apporté une surprise inattendue. Caché dans un texte rituel écrit en hittite, un passage rédigé dans une langue inconnue a en effet été découvert.

**Que peut-on en dire à ce stade ?**

Le professeur Daniel Schwemer, de l'université de Würzburg [au centre de l'Allemagne, NDLR], a examiné cette tablette. Cet épigraphiste nous dit qu'il pourrait s'agir de l'idiome du pays de Kalasma, une région située à la limite nord-ouest du royaume hittite, là où se situent aujourd'hui les villes modernes de Bolu et Gerede. La région de Kalasma est rarement mentionnée dans les textes.

**Sait-on quand cette langue a été parlée ?**

Nous pensons que cet idiome avait cours dans la deuxième partie du deuxième millénaire

avant notre ère.

**Peut-on comprendre le sens des passages relevés en les comparant à la langue hittite ?**

Cette langue kalasmaïque n'a pas encore été déchiffrée. Nous conduisons actuellement des études en linguistique comparée pour tenter de comprendre le sens de ce texte.

**Comment se fait-il que nous n'ayons pas découvert plus tôt d'autres tablettes comportant cette langue ?**

Il est probable que très peu de textes ont été rédigés dans cette écriture à l'époque. La professeure Elisabeth Rieken [de l'université de Marbourg, en Allemagne, NDLR], spécialiste des langues anatoliennes anciennes, a confirmé que cet idiome appartient bien à la famille des langues anatoliennes indo-européennes.

**Est-il commun de découvrir ainsi un nouvel idiome ?**

L'Anatolie est une zone très riche sur le plan linguistique. Cette région multiethnique a vu passer beaucoup de peuples au cours du deuxième millénaire avant Jésus-Christ. Si les textes découverts à Hattusa sont en majorité rédigés en hittite, nous retrouvons sur place des écritures dans d'autres idiomes. Cette découverte n'est donc pas totalement une surprise pour nous. Comme l'explique Daniel Schwemer, les Hittites ont noté de nombreux rituels en langues étrangères qui témoignent des traditions anatoliennes, syriennes et mésopotamiennes de l'âge du bronze tardif. Nous avons ainsi identifié deux autres langues indo-européennes – le louvite et le palaïte – relativement proches du hittite. Ainsi qu'un idiome non indo-européen : le hattite.



## « La diaspora turque en Europe est aussi clivée, sinon plus, que la société en Turquie »

En cinquante ans d'émigration, le profil des Turcs établis à l'étranger a profondément évolué, analyse Ahmet Insel, universitaire et éditeur turc, dans une tribune au « Monde ». La plupart des nouveaux exilés regrettent la « moyen-orientalisation » de leur pays et n'envisagent pas d'y retourner.

Depuis les années 1970, plusieurs vagues d'exil de la Turquie vers l'Europe occidentale se sont succédées. La dernière, qui a commencé à la proclamation de l'état d'exception, en 2016, suivi de la mise en place d'un régime autocratique, perdure depuis. Elle diffère des précédentes vagues par sa composition et par les motivations d'une partie des exilés.

Tous ne demandent pas l'asile politique, même si le nombre de requérants augmente depuis 2016. Ils étaient 58 000 à solliciter l'asile dans l'Union européenne (UE) en 2022. Plus de 40 000 ressortissants de la Turquie ont obtenu le statut de réfugiés politiques dans l'ensemble des pays de l'UE entre 2017 et 2021, contre 11 000 entre 2008 et 2016.

La répression militaire de 1971, le coup d'Etat militaire en 1980 et la « guerre sale » menée par les forces de l'ordre dans les années 1990 contre la rébellion kurde avaient surtout mis sur le chemin de l'exil des personnes engagées dans des organisations politiques ou syndicales. Ces exilés ont rapidement créé dans leur pays d'accueil des organisations politiques, des associations, des centres culturels, ont publié des revues et des journaux, en turc ou en kurde.

Certains, notamment en Alle-

magne, avaient comme objectif d'aider à l'intégration des travailleurs immigrés, mais la plupart poursuivaient leur engagement comme la prolongation des activités politiques menées légalement ou clandestinement en Turquie. Ils avaient tous le projet d'y retourner rapidement. La répression y était féroce, mais ils anticipaient un retour à la normale dans un horizon prévisible. En effet, beaucoup d'entre eux sont rentrés après l'amnistie générale de 1974 ou à la suite de l'abolition de certains articles du code pénal turc, en 1991. En revanche, la très grande majorité des exilés des années 1990, des militants kurdes ou de l'extrême gauche radicale prônant la lutte armée, n'ont pas eu jusqu'à aujourd'hui la possibilité de rentrer.

### Tentatives d'encadrement par l'Etat turc

Après le coup d'Etat de 1980, un petit flux d'exilés d'extrême droite a vu le jour. Ils ont été rapidement intégrés dans l'appareil d'encadrement de la diaspora mis en place par l'Etat turc, notamment pour entretenir parmi les travailleurs immigrés la fibre conservatrice nationaliste. Enfin, les alévis *[des musulmans hétérodoxes libéraux dont le culte n'est pas reconnu à part entière par Ankara]*, qui ont massivement connu l'exil avant et après 1980, notamment à la suite des pogroms subis dans des villes anatoliennes, ont constitué dans les pays européens des réseaux associatifs et engagé auprès des pouvoirs publics des actions pour la reconnaissance de leur différence culturelle par rapport à l'islam sunnite.

La diaspora turque en Europe est aussi clivée, sinon plus, que la société en Turquie. D'un

côté, les conservateurs nationalistes, qui sont des fervents partisans de Recep Tayyip Erdogan, et de l'autre, des modernistes laïques, des militants de gauche, des alévis, des Kurdes, dont le principal point commun est d'être farouchement anti-Erdogan. Le gouvernement de l'AKP essaye d'utiliser la diaspora turque comme une force de lobbying politique locale et comme un appoint électoral. Erdogan a obtenu 60 % des voix de la diaspora en mai, mais rappelons que le vote à l'étranger ne représente que 3 % de la participation électorale totale en Turquie.

Depuis le milieu des années 2010, une chape de plomb islamico-nationaliste couvre la Turquie, entraînant une diversification encore plus importante du profil des exilés : des activistes de la société civile, des universitaires, des artistes, des journalistes, des maires et des députés élus, des médecins et des informaticiens, des ingénieurs. L'exil s'est aussi significativement féminisé. Il y a aussi eu une vague d'exilés soupçonnés d'appartenir aux réseaux de la confrérie Gülen, accusée d'avoir organisé la tentative de coup d'Etat de juillet 2016. Une partie d'entre eux ont intégré les réseaux gülenistes existants à l'étranger.

Un nouveau profil d'exilés commence à émerger dans cette dernière vague. Ce sont ceux qui quittent la Turquie pour des motifs socioculturels. Fuir la pression montante d'un mode de vie conservateur musulman, assurer un meilleur avenir à ses enfants, rechercher une meilleure reconnaissance de ses compétences professionnelles sont les mobiles avancés par ces exilés issus en grande partie des classes

moyennes urbaines et éduquées. Parlant souvent une langue étrangère, nombre d'entre eux sont dans des professions recherchées à l'étranger comme la santé ou la programmation. Ils quittent souvent leur emploi sans le projet de retour dans un horizon prévisible. Les demandes de visas pour faire des études supérieures explosent en Turquie.

### Une volonté forte de s'intégrer

Les nouveaux exilés sont surtout soucieux de leur intégration rapide dans le pays d'accueil. Ceux qui ne sont pas inquiétés par la justice retournent en Turquie lors des vacances pour voir leurs proches, pour garder le contact avec leurs collègues. Certains poursuivent à distance une partie de leur activité là-bas. Souvent, ils préfèrent ne pas s'engager publiquement contre le régime d'Erdogan pour pouvoir retourner au pays, mais ils se mobilisent massivement pour voter contre lui à l'étranger ou en retournant en Turquie.

Mais d'autres, [des chercheurs comme la sociologue Pinar Sellek](#), des écrivains, des artistes, des juristes, s'organisent pour sensibiliser les pouvoirs publics et les institutions européennes aux exactions du régime d'Erdogan. Beaucoup de journalistes exilés, comme Can Dündar, Banu Güven ou Celal Baslangıç, continuent à animer des sites d'information et des programmes télé et à informer un public habitué à contourner les interdictions d'accès sur les médias sociaux. Avec une présence de plus en plus massive de chercheurs exilés, se produit à l'étranger une éclosion remarquable de la recherche et des publications sur la Turquie.

La plupart des nouveaux exilés pour des motifs socioculturels n'envisagent pas de retourner vivre en Turquie, parce qu'ils perçoivent la guerre culturelle menée sur plusieurs fronts par le pouvoir islamo-nationaliste comme gagnée en grande partie, avec des changements irréversibles socialement et culturellement. Ils sont convaincus qu'ils ne retrouveront plus la vie quotidienne et la société qu'ils ont connues une décennie plus tôt et regrettent la « moyen-orientalisation » de leur pays. Mais ils continuent tous à prononcer à la première occasion cette phrase lancinante qui meuble les conversations entre les modernistes laïques turcs depuis fort long-

temps : « *Qu'advient-il de ce pays ?* »

Ahmet Insel est l'auteur, avec Pierre-Yves Hénin, du « National-capitalisme autoritaire, une menace pour la démocratie » (Bleu autour, 2021).

Cette tribune est rédigée dans le cadre du Forum mondial Normandie pour la paix.

« Résistances ! », la 6<sup>e</sup> édition du forum mondial Normandie pour la paix

La 6<sup>e</sup> édition du forum mondial Normandie pour la paix, dont *Le Monde* est partenaire, se déroule les 28 et 29 septembre à l'abbaye aux Dames, à Caen.

Le thème général, « Résistances ! La paix des peuples », est l'occasion de débattre, dans un contexte de recul des démocraties, du rôle de la société, tant dans la prévention des violences que dans la reconstruction de la paix.

Outre deux plénières et neuf séquences jeunesse, quinze débats sont prévus, dont celui animé par Marc Semo du *Monde*, intitulé « Agir depuis l'exil » (le 29 septembre, de 16 h 30 à 18 heures). Un focus sera fait sur les oppositions russes, turques et kurdes en exil, en présence de Tatiana Kastouéva-Jean, directrice du centre Russie-Eurasie à l'Institut français des relations internatio-

nales, Ahmet Insel, universitaire et éditeur, et Hamit Bozarslan, historien et sociologue.

Parmi la centaine de représentants politiques et de la société civile du monde entier présents lors des deux jours du Forum : Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint aux opérations de paix à l'ONU ; Oleksandra Matviichuk, directrice du Centre pour les libertés civiles, Prix Nobel de la paix 2022 ; Pramila Patten, représentante spéciale des Nations unies sur les violences sexuelles dans les conflits ; Jody Williams, Prix Nobel de la paix 1997 ; Jean-Pierre Raffarin, ancien premier ministre français.



Anne Andlauer  
correspondante à Istanbul  
28 Septembre 2023

## Turquie: la peine de prison à perpétuité d'Osman Kavala confirmée par la Cour de cassation

Osman Kavala est en prison depuis bientôt six ans, et risque d'y rester encore longtemps. L'homme d'affaires turc, enfermé et désigné ennemi public par Recep Tayyip Erdoğan pour son rôle présumé dans les **manifestations du parc de Gezi en 2013**, a vu sa peine à perpétuité confirmée par la Cour de cassation turque ce jeudi 28 septembre.

Suivant les réquisitions du parquet – et les déclarations du président Erdoğan – la Cour de cassation décrit le philanthrope comme « *l'organisateur principal et le financeur* » des manifestations antigouvernementales du parc de Gezi au printemps 2013. Elle confirme sa condamnation à vie pour



PHOTO Le mécène Osman Kavala a été condamné à la perpétuité en avril dernier, sa peine a été confirmée par la Cour de cassation turque ce jeudi 28 septembre. © HANDOUT / Anadolu Culture Center / AFP

« *tentative de renversement du gouvernement* ».

**Source de tension avec l'Union européenne**

La haute juridiction valide aussi les peines de 18 ans de prison de quatre coaccusés – l'urbaniste Tayfun Kahraman, les cinéastes Mine Özerden et

Çiğdem Mater, et l'avocat Can Atalay, élu au Parlement en mai – qui restent donc incarcérés. Elle annule enfin les condamnations de trois autres accusés, dont deux vont être remis en liberté.

Le Conseil de l'Europe a sommé à plusieurs reprises la Turquie de libérer Osman Kavala, après **un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme** jugeant que son emprisonnement visait à « *le réduire au silence* » et à intimider les autres défenseurs des droits de l'homme. À cause de son refus d'appliquer cet arrêt, la Turquie est sous le coup d'une procédure d'infraction, qui peut aller jusqu'à son expulsion du Conseil de l'Europe.



September 28, 2023

## Iran launches new military imaging satellite

ERBIL, Kurdistan Region - The aerospace wing of Iran's Revolutionary Guard Corps (IRGC) on Wednesday, launched new military imaging satellite Nour-3 into orbit, a move hailed by Iranian President Ebrahim Raisi as a "national success."

According to state media reports, Minister of Communications Issa Zarepour confirmed the "successful" launch of the satellite in a social media post. "I congratulate this success to the people, those working hard in the country's aerospace sector and experts at the IRGC Aerospace Force," wrote Zarepour on the domestic social media platform Virasty.

While Iran claims it seeks to expand its aerospace sector in order to employ satellites in a variety of ways, including for management of agriculture lands and research purposes, the US and other West-

ern powers have repeatedly cautioned Iran against launches like that of Nour-3, pointing to the fact that the same technology can be used for ballistic missiles, including ones that could deliver a nuclear warhead.

The launch of Nour-3 comes days after Iranian Foreign Minister Hossein Amir-Abdollahian announced that Tehran is in contact with the US to revive the landmark nuclear agreement known as Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), during the course of the 78th United Nations General Assembly.

Under the 2015 nuclear deal with world powers, Iran agreed to curb its nuclear enrichment program in exchange for much-needed relief from crippling sanctions.

However, the deal began unraveling in 2018, when Washington, under former US president Donald

Trump's administration, unilaterally withdrew from the accord and re-imposed biting sanctions on the Islamic republic, who has since then been accused of stepping up its nuclear enrichment efforts.

According to a statement given by IRGC commander Hossein Salami to state television on Wednesday, the new satellite will enable the Guards to "meet their intelligence needs" by providing higher resolution images than its predecessors Nour-1 and Nour-2.

"The production and placing the Iranian Nour-3 satellite into an orbit of 450km from Earth, using Iranian satellite carrier Qased, once again showed that threats and sanctions have no impact on the determination of our young scientists for the progress of the Islamic Iran," said Raisi in a statement on Wednesday.

Also on Wednesday, the US placed new sanctions on entities and individuals based in China, Turkey, the United Arab Emirates and Iran for assisting the Iranian attack drone program. Washington accuses the program of supplying Russia with weapons it uses against Ukraine.

In early June, Iran unveiled its first hypersonic ballistic missile, Fattah (conqueror in Persian), with a range of up to 1,400 kilometers and the ability to penetrate all anti-missile systems.

The Iranian defense ministry in late May unveiled a new ballistic missile with capabilities to strike targets 2,000 kilometers away and carry warheads weighing 1,500 kilograms. The US State Department said in response that Iran's proliferation of ballistic missiles posed a "serious threat" to international security.

Le Monde

avec AFP  
29 septembre 2023

## Syrie : nouvelles manifestations antigouvernementales dans le sud du pays

Le mouvement de protestation, déclenché mi-août, réunit chaque jour des habitants de Souweïda, ville à majorité druze. Les manifestants demandent notamment le départ de Bachar Al-Assad et la libération des prisonniers politiques.

C'est le nouveau rendez-vous quotidien à Souweïda, dans le sud de la Syrie. Vendredi 29 septembre, entre 2 000 et 2 500 personnes ont manifesté contre le gouvernement de Bachar Al-Assad, dans cette ville où un mouvement de contestation dure depuis plus d'un mois. Mi-août, des rassemblements s'étaient organisés après l'annonce d'une levée des subventions sur les carburants faite par le gouvernement, affectant une

population déjà éprouvée par plus de douze ans de guerre.

Vendredi 15 septembre, entre 3 500 et 4 000 personnes s'étaient rassemblées à Souweïda. Deux jours plus tôt, trois protestataires avaient été blessés par des tirs de gardes du parti Baas, lors d'une manifestation pacifique où les manifestants s'attaquaient à des symboles du pouvoir, déchirant des portraits du président Assad. Jusqu'alors, le pouvoir avait laissé les manifestations se tenir à Souweïda sans les réprimer.

### Les femmes en première ligne

Les femmes jouent un rôle grandissant dans les rassemblements pacifiques, et sont souvent au premier

rang, selon des témoignages recueillis par l'Agence France-Presse (AFP) : « *La différence aujourd'hui c'est que les femmes ne se bornent pas à manifester, elles planifient et organisent le mouvement* », a affirmé Wajjha, une militante qui n'a pas souhaité donner son nom de famille pour des raisons de sécurité. Selon elle, les femmes « *décident des slogans, fabriquent les banderoles et coordonnent leur action avec les villageois des environs qui organisent également des manifestations dans leurs localités* ».

« *Bachar doit partir* », a également affirmé à l'AFP une autre manifestante, Sana, 50 ans, qui a elle aussi refusé de donner son nom complet.

Un autre participant brandissait une pancarte énumérant les revendications des protestataires, parmi lesquelles figuraient la formation d'un gouvernement transitoire, « *une nouvelle Constitution* », la libération des détenus et le retour des déplacés. La ville méridionale, fief de la communauté druze, une secte ésotérique estimée à environ 3 % de la population syrienne, était restée relativement à l'écart du **conflit qui a éclaté en Syrie en 2011**. Depuis lors, des dizaines de milliers de jeunes hommes de Souweïda ont refusé d'effectuer leur service militaire, et les forces de sécurité gouvernementales ont une présence limitée dans la région.

## Les dépêches de l'afp d'août 2023

1 septembre 2023

### Les violences dans l'est de la Syrie "doivent cesser" (Washington)

Beyrouth, 1 sept 2023 (AFP) — Les États-Unis ont appelé à mettre fin aux combats dans l'est de la Syrie entre les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition dominée par les Kurdes qu'ils soutiennent, et des groupes arabes locaux, qui ont fait 45 morts depuis dimanche.

Les violences ont été déclenchées par l'arrestation dimanche du chef du Conseil militaire de Deir Ezzor, un groupe armé local arabe affilié aux FDS.

"Les violences dans le nord-est de la Syrie doivent cesser", a affirmé le commandement militaire américain au Moyen-Orient (Centcom) dans un communiqué, renouvelant son soutien aux FDS.

"Les efforts doivent de nouveau se concentrer sur le maintien de la paix et de la stabilité (...) loin de la menace de Daech", acronyme du groupe jihadiste Etat islamique (EI), a ajouté le communiqué jeudi soir.

L'ambassade américaine en Syrie a également appelé vendredi "toutes les parties à une désescalade et à une solution pacifique".

Soutenues par Washington, les FDS ont été le fer de lance de l'offensive qui a défilé l'EI en Syrie en 2019. Elles contrôlent une zone semi-autonome kurde dans le nord-est du pays, y compris des pans entiers de la province de Deir Ezzor.

Les combats se déroulent non

loin du champ gazier de Conoco. La coalition internationale, dont le plus grand contingent est américain, maintient des bases sur ce champ ainsi que sur celui d'Al-Omar, le plus grand de Syrie.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), cinq partisans d'Ahmad al-Khabil, surnommé Abou Khawla, le chef du Conseil militaire de Deir Ezzor arrêté dimanche, ont été tués dans la nuit de jeudi à vendredi.

Leur mort porte à 45 le nombre de personnes tuées dans les affrontements depuis dimanche, dont cinq civils et 17 membres des FDS, a précisé vendredi à l'AFP l'OSDH.

Les motifs de l'arrestation du dirigeant du Conseil, Ahmad

al-Khabil, surnommé Abou Khawla, n'ont pas été précisés, mais l'OSDH et un militant local ont indiqué à l'AFP qu'il était connu pour ses activités de contrebande, qui lui ont rapporté une fortune considérable au fil des ans.

La zone semi-autonome kurde gère la région par l'intermédiaire de conseils civils et militaires locaux, afin d'éviter de mécontenter les tribus locales, presque toutes arabes, dont les allégeances sont fluctuantes. Certains avaient soutenu l'EI du temps de sa puissance, selon l'OSDH.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

1 septembre 2023

### Syrie: couvre-feu à Deir Ezzor après des combats meurtriers (Kurdes)

Beyrouth, 1 sept 2023 (AFP) — Les autorités kurdes ont imposé vendredi un couvre-feu dans des secteurs de la province de Deir Ezzor dans l'est de la Syrie, après des affrontements meurtriers déclenchés par l'arrestation du chef d'un groupe local armé arabe.

Dimanche, les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition dominée par les Kurdes, ont arrêté Ahmad al-Khabil, le chef du Conseil militaire de Deir Ezzor, un groupe armé local arabe pourtant affilié aux FDS.

Son arrestation a déclenché des combats dans des zones sous contrôle des Kurdes dans la province entre les FDS et les combattants du Conseil militaire qui ont fait 54 morts selon un dernier bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

"Le Conseil militaire de Deir Ezzor et les forces de sécurité intérieure (kurdes) annoncent un couvre-feu (...) à partir de 05H00 (02H00 GMT) le 2 septembre, pour une durée de 48 heures", ont indiqué les FDS dans un communiqué.

Elles ont accusé des groupes armés affiliés aux services de sécurité du pouvoir syrien ainsi que des cellules du groupe jihadiste Etat islamique (EI) de tenter de "provoquer des troubles civils dans la région".

Rami Abdel Rahmane qui dirige l'OSDH, a déclaré à l'AFP que des combattants arabes soutenus par l'Iran, un allié du pouvoir syrien, avaient profité des affrontements pour quitter la partie de la province contrôlée par le pouvoir et se rendre dans deux villages contrôlés par les Kurdes.

Ces combattants arabes se sont affrontés aux forces kurdes, après la diffusion d'une vidéo de leur chef appelant les tribus arabes à se retourner contre les autorités kurdes.

Plus tôt dans la journée, le commandement militaire américain au Moyen-Orient (Centcom) a affirmé que "les violences dans le nord-est de la Syrie doivent cesser", et a renouvelé le soutien américain aux FDS.

Soutenues par Washington,

les FDS ont été le fer de lance de l'offensive qui a défait l'EI en Syrie en 2019. Elles contrôlent un vaste territoire dans le nord-est de la Syrie, y compris des pans entiers de la province de Deir Ezzor.

Les combats se sont déroulés non loin du champ gazier de Conoco. La coalition internationale antijihadistes, dont le plus grand contingent est améri-

cain, maintient des bases sur ce champ.

D'après l'OSDH, 54 personnes ont péri dans les combats depuis dimanche, en majorité des partisans du chef du groupe armé arrêté et des membres des FDS, mais aussi six civils.

Les motifs de l'arrestation d'Ahmad al-Khabil n'ont pas

été précisés, mais l'OSDH et un militant local ont indiqué à l'AFP qu'il était connu pour ses activités de contrebande.

Les autorités kurdes gèrent les régions arabes à Deir Ezzor par l'intermédiaire de conseils civils et militaires locaux, afin d'éviter de mécontenter les tribus locales, presque toutes arabes et dont les allégeances sont fluctuantes. Certaines

avaient soutenu l'EI du temps de sa puissance, selon l'OSDH.

Le conflit en Syrie, déclenché en 2011 a fait plus d'un demi-million de morts et a morcelé le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 sept 2023

## Irak: trois morts et 16 blessés lors de manifestations à Kirkouk

Kirkouk (Irak), 2 sept 2023 (AFP) — Trois Kurdes ont été tués et 16 personnes blessées samedi en Irak lors de manifestations rivales à Kirkouk, ville multiethnique du nord du pays où les autorités ont instauré un couvre-feu après plusieurs jours de tensions.

Parmi ces trois personnes décédées, deux ont été touchées par balle à la poitrine et le troisième à la tête, a déclaré à l'AFP le directeur des autorités médicales de Kirkouk, Ziad Khalaf. Un homme était âgé de 21 ans et les deux autres de 37 ans.

Les blessés --16 selon le nouveau bilan-- ont été touchés par "des tirs, des jets de pierre ou du verre", avait indiqué M. Khalaf, précisant que trois membres des forces de l'ordre ont été touchés.

M. Khalaf avait précédemment indiqué que parmi les blessés figuraient aussi bien des Kurdes que des Arabes. Samedi, des manifestations rivales réunissant, d'un côté, des habitants kurdes et, de l'autre, des protestataires turkmènes et arabes, ont dégénéré en violences, malgré la présence des forces de sécurité.

Déployées pour faire tampon entre les deux camps, les forces de l'ordre ont effectué des tirs de sommation pour contraindre les manifestants kurdes à se disperser. Plusieurs véhicules ont été incendiés sur une grande avenue, selon

un correspondant de l'AFP.

Quelque 31 "manifestants" ont été interpellés, dont cinq armés, a indiqué à l'AFP tard dans la nuit un responsable de sécurité à Kirkouk.

Plus tôt le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani a réclamé "la formation d'une commission d'enquête pour élucider les circonstances dans lesquelles un citoyen a été tué".

Depuis près d'une semaine, les tensions couvent à Kirkouk, ville que se disputent historiquement le pouvoir fédéral de Bagdad et les autorités de la région autonome du Kurdistan d'Irak, dans le nord.

Lundi, des protestataires des communautés arabe et turkmène ont instauré un sit-in près du quartier général des forces de sécurité irakiennes dans la province de Kirkouk, après des informations selon lesquelles le Premier ministre irakien avait ordonné aux forces de l'ordre de remettre ce site au Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui l'occupait autrefois.

Samedi, des manifestants kurdes se sont mobilisés à leur tour en fin d'après-midi et ont tenté de rallier le QG, d'après le correspondant de l'AFP.

- "Couvre-feu" -

Illustrant la marche arrière du gouvernement pour calmer la flambée

de violences, le gouverneur de Kirkouk Rakan Saïd al-Joubouri a annoncé reporter le départ du QG des forces de sécurité, pour obtenir des manifestants arabes et turkmènes une levée de leur sit-in.

De leur côté, les manifestants kurdes étaient toujours mobilisés dans un autre secteur de la ville où ils ont incendié des pneus, selon un correspondant de l'AFP.

M. Soudani avait ordonné samedi "l'instauration d'un couvre-feu à Kirkouk et l'organisation de vastes opérations sécuritaires pour ratisser les zones secouées par des émeutes".

Malgré des relations en dents de scie, le gouvernement de Mohamed Chia al-Soudani a relativement réussi ces derniers mois à réchauffer les relations entre Bagdad et Erbil, capitale du Kurdistan autonome.

S'entretenant au téléphone avec des dirigeants du Kurdistan autonome, M. Soudani et le leader historique Massoud Barzani se sont entendus sur la nécessité d'oeuvrer conjointement "pour faire échouer ceux qui cherchent à porter atteinte à la sécurité et la stabilité de Kirkouk".

- "S'abstenir de toute violence" -

En 2014, le PDK et les peshmergas, forces de sécurité du Kurdistan autonome, avaient brièvement pris

le contrôle de la région pétrolière de Kirkouk. Mais ils en avaient été expulsés à l'automne 2017 par les troupes fédérales, en rétorsion à un référendum d'indépendance kurde qui s'était soldé par un échec.

S'en prenant aux manifestants du camp adverse dans sa première réaction, le leader historique Kurde Massoud Barzani avait accusé des "émeutiers" de bloquer avec leur sit-in l'autoroute reliant Kirkouk à Erbil, "créant une situation tendue et dangereuse pour les habitants".

"Il est surprenant que les forces de sécurité (...) n'aient pas réussi ces derniers jours à empêcher le chaos et le comportement illégal de ceux qui coupent la route, tandis qu'aujourd'hui, la violence a été utilisée à l'encontre de la jeunesse kurde et des manifestants", a-t-il déploré.

Son fils Masrouf Barzani, Premier ministre du Kurdistan d'Irak, a appelé le chef du gouvernement fédéral de Bagdad à "intervenir immédiatement pour contrôler cette situation inacceptable".

Il a également enjoint "les citoyens kurdes persécutés à Kirkouk à faire preuve de retenue et à s'abstenir de toute violence".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 septembre 2023

## Irak: couvre-feu levé à Kirkouk après des heurts meurtriers

Kirkouk (Irak), 3 sept 2023 (AFP) — Les autorités locales ont levé dimanche le couvre-feu instauré la veille à Kirkouk après la mort de quatre personnes lors de manifestations rivales dans cette ville multiethnique du nord de l'Irak, point culminant de tensions communautaires depuis plusieurs jours.

Le couvre-feu, imposé par le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani samedi soir, "a été levé", a déclaré à l'AFP le général Kawa Gharib, chef de la police de Kirkouk. "La situation est désormais stable dans toute la ville", a-t-il assuré.

La veille, la situation a dégénéré au cours de manifestations rivales réunissant, d'un côté, des habitants kurdes et, de l'autre, des protestataires turcomans et arabes.

Déployées pour faire tampon, les forces de l'ordre ont effectué des tirs de sommation pour contraindre les manifestants kurdes à se disperser.

Quatre Kurdes sont morts et 15 autres personnes ont été blessées, selon un nouveau bilan donné dimanche par Amer Chouani, porte-parole de la police locale.

Selon les autorités sanitaires, au moins trois des quatre morts eux ont été touchés par des tirs d'armes à feu, sans que l'on sache qui en étaient à l'origine.

Le chef du gouvernement irakien a réclamé la formation "d'une commission d'enquête".

Kirkouk, située dans une zone riche en pétrole, est l'objet d'une dispute historique entre la région autonome du Kurdistan et le gou-

vernement central. Et les tensions s'étaient accentuées depuis près d'une semaine.

Lundi, des manifestants arabes et turcomans avaient organisé un sit-in devant le QG des forces de sécurité à Kirkouk en signe de protestation, après des informations faisant état d'une décision du Premier ministre de remettre le bâtiment au Parti démocratique du Kurdistan (PDK), qui l'occupait autrefois.

En réaction, des manifestants kurdes se sont mobilisés samedi et tenté de rallier le QG. La situation a dégénéré peu après.

Dans la matinée de dimanche, le général Jabbar Naïma al-Taï, plus haut responsable des forces de sécurité à Kirkouk, a assuré à l'AFP que le bâtiment au centre des tensions était "sous le

contrôle de l'armée" irakienne.

Par voie de conséquence, le sit-in des protestataires arabes et turcomans a été "levé", selon la police.

Cet épisode de violences est le dernier en date de la longue histoire des tensions autour de Kirkouk.

En 2014, le PDK et les peshmergas, forces de sécurité du Kurdistan autonome, avaient brièvement pris le contrôle de la région pétrolière de Kirkouk. Mais ils en avaient été expulsés à l'automne 2017 par les troupes fédérales, en rétorsion à un référendum d'indépendance kurde qui s'était soldé par un échec.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 septembre 2023

## Iran: deux femmes journalistes condamnées

Téhéran, 3 sept 2023 (AFP) — Un tribunal de Téhéran a condamné deux femmes journalistes à trois ans de prison, dont une partie avec sursis, pour "complot" et "collusion", selon des médias locaux.

Elnaz Mohammadi, du quotidien Ham Mihan, et Negin Bagheri, du journal Haft-e Sobh, ont été condamnées à purger 1/40e de leur peine, soit un peu moins d'un mois, en détention, a indiqué leur avocat, Amir Raisian, à Ham Mihan.

"Le reste de la peine est suspendu pendant cinq ans", a-t-il

ajouté. Durant cette période, les condamnées devront suivre des cours d'"éthique professionnelle" et ne pourront quitter l'Iran.

Elnaz Mohammadi a été détenue pendant une semaine en février pour une raison qui n'a pas été précisée.

Elle est la soeur d'Elahe Mohammadi, une autre journaliste travaillant pour le quotidien Hammihan qui est détenue depuis septembre 2022 pour avoir couvert les obsèques de Mahsa Amini.

La mort de cette jeune femme kurde de 22 ans, décédée après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint les règles vestimentaires très strictes imposées par la République islamique, avait déclenché des manifestations à travers le pays.

Des centaines de personnes, parmi lesquelles des dizaines de membres des forces de sécurité, ont été tuées au cours de ces manifestations.

Des milliers de manifestants ont également été arrêtés, ac-

cusés par les autorités de participer à des "émeutes" fomentées par Israël, ennemi juré de l'Iran, et par les pays occidentaux.

Des médias locaux ont récemment rapporté que plus de 90 journalistes avaient été arrêtés ou interrogés depuis les manifestations.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 septembre 2023

## Syrie: 23 morts dans des combats entre l'armée et des combattants pro-turcs

Beyrouth, 3 sept 2023 (AFP) — Des combats entre l'armée syrienne et des factions pro-turques ont fait 23 morts dimanche dans le nord-est de la Syrie, après que des combattants pro-Ankara ont tenté de s'infiltrer dans la région, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Les affrontements ont fait "dix-huit morts parmi les factions (pro-turques) et cinq parmi les forces du régime" dans la province de Hasakeh, a précisé Rami Abdel Rahmane, directeur de l'OSDH basée au Royaume-Uni et qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Ils ont eu lieu dans la région de Tal Tamr, dans le nord-ouest de la province de Hasakeh, tenue par les Kurdes, selon l'OSDH.

Des factions de la coalition de groupes rebelles soutenus par Ankara, connue sous le nom d'Armée nationale syrienne, avaient tenté de s'infiltrer dans la région plus tôt dans la journée, a ajouté la même source.

L'armée syrienne et les combattants locaux affiliés aux Forces démocratiques syriennes (FDS) dominées par les Kurdes ont réagi, ce qui a entraîné des pertes, a ajouté l'Observatoire.

La zone de Tal Tamr se trouve près d'une bande frontalière

sous le contrôle d'Ankara et de ses forces supplétives.

Depuis 2016, la Turquie a lancé plusieurs incursions contre les forces kurdes dans le nord de la Syrie, qui ont permis à Ankara de contrôler des zones le long de la frontière.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan cherche depuis longtemps à établir une "zone de sécurité" de trente kilomètres de profondeur sur toute la longueur de la frontière avec la Syrie.

Un accord conclu en 2019 sous l'égide de la Russie a permis aux forces gouvernementales syriennes de se déployer le long de certaines parties de la zone frontalière en échange de l'arrêt par la Turquie d'une offensive qu'elle avait entamée.

- "Ingérences extérieures" -

Par ailleurs, dans la province voisine de Deir Ezzor, dans l'est du pays, des affrontements meurtriers ont opposé cette semaine les FDS soutenues par Washington et des groupes arabes locaux.

Ces violences ont tué 23 combattants des FDS, 39 combattants locaux et neuf civils, selon un nouveau bilan de l'OSDH dimanche.

Les FDS ont arrêté le 27 août Ahmad al-Khabil, le chef du

Conseil militaire de Deir Ezzor, un groupe local arabe armé pourtant affilié aux FDS, déclenchant les hostilités entre les deux camps dans les zones sous contrôle kurde de la province.

Les FDS ont instauré samedi un couvre-feu de 48 heures, accusant des "mercenaires (...) liés au régime" de vouloir "semer la discorde", entre leurs forces et les tribus arabes.

Le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires du Proche-Orient, Ethan Goldrich, et le major général Joel Vowell, commandant de la coalition internationale luttant contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), ont rencontré dans le Nord-Est de la Syrie des membres des FDS et des dirigeants tribaux de Deir Ezzor, a indiqué dimanche l'ambassade des Etats-Unis dans un communiqué.

Les participants ont souligné la nécessité de "répondre aux préoccupations des habitants", de se prémunir contre "les ingérences extérieures" dans la province, d'éviter les pertes civiles et de "réduire la violence dans les plus brefs délais", a-t-elle ajouté.

MM. Goldrich et Vowell ont réaffirmé l'importance du partenariat entre Américains et FDS dans la lutte contre l'EI.

Les FDS ont en effet été le fer

de lance de l'offensive qui a défait l'EI en Syrie en 2019. Elles contrôlent une zone semi-autonome kurde dans le Nord-Est du pays, y compris des pans entiers de la province de Deir Ezzor.

Cette province majoritairement arabe est traversée par le fleuve Euphrate, avec les FDS à l'Est et sur la rive Ouest les forces prorégime et des groupes soutenus par l'Iran.

La région compte également des forces de la coalition internationale, essentiellement américaines.

La zone semi-autonome kurde gère la région par l'intermédiaire de conseils civils et militaires locaux, afin d'éviter de mécontenter les tribus locales, presque toutes arabes.

Le deuxième jour du couvre-feu a été relativement calme, avec seulement un village où des tensions semblent persister parmi les cinq touchés par les récentes tensions, a affirmé à l'AFP le porte-parole des FDS, Farhad Chami.

Le conflit en Syrie, déclenché en 2011 a fait plus d'un demi-million de morts et a morcelé le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

3 septembre 2023

## Syrie: rentrée scolaire sur fond de crise économique étouffante

Damas, 3 sept 2023 (AFP) — Près de 4 millions d'écoliers font leur rentrée dimanche dans les zones contrôlées par le gouvernement en Syrie, dans un contexte de crise économique prolongée après douze ans de guerre, qui ont eu un impact dévastateur sur l'éducation des enfants en Syrie selon l'ONU.

Depuis 2011, la Syrie est le théâtre d'un conflit sanglant qui a provoqué une crise économique étouffante et détruit les infrastructures, notamment celles du système scolaire.

Au fil des années, des dizaines d'écoles ont été endommagées par les combats et certaines ont été transformées en centres d'hébergement. Plus de deux millions d'enfants ne vont pas à l'école aujourd'hui, d'après les Nations unies.

Selon l'agence de presse officielle syrienne Sana, "plus de 3,7 millions d'écoliers font leur entrée pour l'année 2023-2024, répartis dans 14.505 écoles".

Aujourd'hui, 90% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, ce qui oblige les enfants à quitter l'école pour travailler et aider leur famille. Au fil des années, la guerre a entraîné une réduction drastique du pouvoir d'achat des Syriens, qui ne parviennent plus à subvenir à leurs besoins les plus élémentaires.

Samedi, le ministère de l'Éducation a demandé aux écoles "de ne pas être strictes avec les uniformes scolaires (...) et de réduire le matériel nécessaire" pour les élèves.

Ces consignes, explique Sana, ont

été données "compte tenu des conditions économiques difficiles que traverse le pays et dans le cadre d'un effort visant à réduire le fardeau financier qui pèse sur la population".

Selon des récents rapports de l'Unicef, plus de douze années de guerre ont eu un impact dévastateur sur l'éducation des enfants en Syrie.

"Même avant les tremblements de terre de février 2023, environ une école sur trois était hors service, près de 2,4 millions d'enfants -un enfant sur trois en âge scolaire- n'étaient pas scolarisés et environ 1,6 million d'enfants risquaient d'abandonner l'école.

"Au rythme actuel de financement, l'Unicef et ses partenaires du sec-

teur de l'éducation auraient besoin de 30 ans supplémentaires pour réhabiliter toutes les écoles endommagées", en Syrie, rappelle l'ONU.

La guerre en Syrie a fait plus d'un demi-million de morts et déplacé plusieurs millions de personnes.

Après des années de combats sanglants, les forces gouvernementales ont repris la majeure partie du pays, tandis que des zones échappent encore au contrôle de Damas dans sept des 14 provinces de la Syrie.

Dimanche, l'année scolaire a également débuté dans les zones contrôlées par l'administration autonome kurde au nord et au nord-est du pays.

4 septembre 2023

## Combats dans l'Est de la Syrie: les forces dominées par les Kurdes acheminent des renforts

Province de Deir Ezzor (Syrie), 4 sept 2023 (AFP) — Les forces dominées par les Kurdes ont acheminé lundi des renforts dans la province de Deir Ezzor, dans l'Est de la Syrie, pour tenter de déloger des combattants arabes d'une localité où ils sont retranchés, selon un correspondant de l'AFP.

Les affrontements entre les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition dominée par les Kurdes et soutenue par les États-Unis) et des combattants locaux ont fait 71 morts dans la région en une semaine, selon un bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Ils ont commencé avec l'arrestation le 27 août par les FDS d'Ahmad al-Khail, chef du Conseil militaire de Deir Ezzor, un groupe local arabe armé pourtant affilié aux

Forces démocratiques syriennes. Des partisans du Conseil militaire de Deir Ezzor ont répliqué en menant des attaques contre les FDS.

Lundi, des combattants kurdes et arabes des FDS convergeaient vers la localité de Dheibane, où sont retranchés des dizaines de combattants conduits par un chef d'une importante tribu arabe locale.

Les FDS veulent "régler" la situation à Dheibane "et mettre fin à la tension", a déclaré à l'AFP leur porte-parole, Farhad Chami. "Nous avons appelé les civils à évacuer la localité", a-t-il ajouté.

Selon l'ODSH, une ONG basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, des habitants fuyaient le secteur lundi.

"Il semble que les autres tribus ont décidé de ne pas participer aux combats", limitant ainsi la tension à Dheibane, a indiqué à l'AFP Omar Abou Layla, qui dirige le site d'informations DeirEzzor24.

Les FDS avaient instauré samedi un couvre-feu de 48 heures dans la province de Deir Ezzor, accusant des "mercenaires liés au régime" syrien de vouloir "semer la discorde" entre elles et les tribus arabes.

La province à majorité arabe de Deir Ezzor est traversée par l'Euphrate qui marque la frontière entre les zones tenues par le régime de Bachar al-Assad et celles contrôlées par les FDS.

Les FDS ont été le fer de lance de l'offensive qui a défait l'EI en Syrie en 2019 et jouissent toujours de

l'appui de Washington. Elles contrôlent une zone semi-autonome kurde dans le Nord-Est du pays, y compris des pans entiers de la province de Deir Ezzor.

Deux responsables américains ont rencontré dimanche des responsables des FDS et des dirigeants arabes tribaux de Deir Ezzor pour tenter de calmer la situation dans cette région stratégique et riche en pétrole.

Déclenchée en 2011 après la répression de manifestations anti-gouvernementales, la guerre en Syrie a fait près d'un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes, ravagé les infrastructures et morcelé le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.



4 septembre 2023

## Que se passe-t-il à Deir Ezzor, une province clé de l'est de la Syrie?

Beyrouth, 4 sept 2023 (AFP) — Des affrontements opposent depuis plus d'une semaine dans la province de Deir Ezzor dans l'est de la Syrie des forces dominées par les Kurdes et soutenues par les Etats-Unis à des combattants arabes locaux, menaçant le fragile équilibre dans cette région stratégique.

Les Etats-Unis, qui déploient des centaines de soldats dans cette province riche en pétrole, sont intervenus pour tenter d'empêcher que les combats ne dégénèrent en conflit entre Kurdes et tribus arabes, dans un pays dévasté et morcelé par plus de 12 ans de guerre.

- Quelles sont les forces en présence? -

La province à majorité arabe de Deir Ezzor est traversée par l'Euphrate qui marque la frontière entre les zones tenues par le régime syrien de Bachar al-Assad et celles contrôlées par ses adversaires.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition dirigée par les Kurdes et qui comprend des formations arabes, sont déployées sur la rive orientale de l'Euphrate.

Elles ont pris le contrôle de ces territoires, avec le soutien de la coalition antijihadiste emmenée par Washington, au prix de violents combats avec le groupe Etat islamique (EI), défait en 2019.

Des cellules dormantes de l'EI demeurent cependant dans cette région frontalière de l'Irak et lancent régulièrement des attaques, notamment contre les FDS et les forces du régime syrien.

La coalition internationale, dont le plus grand contingent est américain, maintient des bases sur le champ pétrolier d'Al-Omar, le plus grand de Syrie, et sur le champ gazier de Conoco.

Les forces du régime sont déployées sur la rive occidentale de l'Euphrate, de même que les groupes pro-iraniens qui combattent aux côtés de Bachar al-Assad depuis le début de la guerre en 2011.

- Pourquoi les combats ont éclaté? -

Le 27 août, les FDS ont arrêté Ahmad al-Khabil, le chef du Conseil militaire de Deir Ezzor, un groupe local arabe armé affilié aux FDS, l'accusant de malversations, de trafic de drogue et de collusion avec le régime.

Ses partisans ont alors lancé des attaques contre les FDS et les affrontements ont fait 71 morts, des combattants pour la plupart, selon un dernier bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

La tension s'est aggravée après que des combattants prorégime ont traversé l'Euphrate vers des zones de

combat, d'après l'OSDH.

Les FDS ont instauré samedi un couvre-feu de 48 heures, accusant des "mercenaires liés au régime" de vouloir "semer la discorde" entre elles et les tribus arabes.

Lundi, elles ont envoyé des renforts dans une dernière localité toujours en proie aux combats et qu'elles tentent de reprendre totalement.

Deux médiateurs américains ont rencontré dimanche des responsables des FDS et des dirigeants tribaux.

- Conflit avec les tribus? -

Certains ont tenté de dépeindre les affrontements comme un conflit entre les forces kurdes et les tribus arabes.

Mais les FDS ont assuré n'avoir aucun différend avec ces tribus dont beaucoup les ont aidées dans leur lutte contre l'EI.

Selon l'analyste Aron Lund, du centre de réflexion Century International, "il y a beaucoup d'exagérations et de propagande".

Mais dans le même temps, "cette région est une poudrière", ajoute-t-il à l'AFP, prévenant que "si les combats s'étendent et empoisonnent les relations arabo-kurdes, les acteurs qui seraient intéressés à alimenter le conflit ne manquent pas".

Il explique que "la Turquie, le gouvernement syrien, et l'EI ont tous un intérêt à saper l'ordre actuel" et s'attirent les faveurs des tribus arabes.

La Turquie, qui déploie des troupes dans le nord de la Syrie, considère les forces kurdes comme des "terroristes", et M. Assad est opposé à l'administration autonome mise en place par les Kurdes dans leurs régions et à leur alliance avec Washington.

Les médias du régime évoquent des combats entre les FDS et "les forces des tribus arabes".

Mais Omar Abou Layla, qui dirige le site d'informations DeirEzzor24, assure qu'il "n'existe pas de forces des tribus arabes" unifiées.

Il explique à l'AFP que les chefs de ces tribus, dont certaines ont des ramifications dans les pays voisins, sont partagés entre ceux qui soutiennent les FDS et ceux qui maintiennent en secret des liens avec le régime.

"Si les tribus arabes s'étaient réellement liguées contre les FDS, celles-ci ne seraient plus aujourd'hui à Deir Ezzor."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

5 septembre 2023

## Iran: arrestation de l'oncle de Mahsa Amini avant le premier anniversaire de sa mort

Paris, 5 sept 2023 (AFP) — Les autorités iraniennes ont arrêté mardi un oncle de Mahsa Amini, la jeune kurde iranienne dont la mort le 16 septembre dernier, après son arrestation par la police des mœurs, a déclenché des mois de manifestations, selon des sources kurdes.

Safa Aeli, 30 ans, a été arrêté par les forces de sécurité dans sa ville natale de Saqez (ouest) et détenu dans un lieu inconnu, ont indiqué l'organisation kurde de défense des droits humains, Hengaw, et le réseau pour les droits de l'Homme au Kurdistan, basé en France, dans des communiqués séparés.

Selon Hengaw, les forces iraniennes ont investi la demeure de Safa Aeli en dehors de tout mandat. Selon les réseaux d'activistes, Saqez est placée sous haute surveillance sécuritaire à quelques jours de l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini, et des caméras ont été installées autour de la tombe de la jeune femme décédée à 22 ans.

Sa mort en détention après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour non respect de la stricte tenue vestimentaire islamique a déclenché en Iran des mois de manifestations violemment réprimées et a marqué la naissance du mouvement

Femme, vie, liberté. Depuis un an, de nombreuses Iraniennes défient le pouvoir en se dévoilant, le port du voile étant un des piliers de la République islamique d'Iran.

Selon les activistes, la répression a fait des centaines de morts et des milliers de personnes ont été arrêtées.

Les organisations pour les droits humains, dont Amnesty international, accusent le gouvernement iranien de mettre en oeuvre une répression accrue avant la date anniversaire de la mort de Mahsa Amini.

Des membres des familles de

protestataires tués pendant la contestation ont été arrêtés et interrogés pour les contraindre au silence et empêcher de nouvelles manifestations, selon ces sources.

Le père de Mohammad Mehdi, un des hommes pendus ces derniers mois en lien direct avec les manifestations, ferait notamment partie des personnes arrêtées, selon ces sources.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

Mardi 5 septembre

## Manifestation au Kurdistan d'Irak contre le pouvoir fédéral de Bagdad

Dohouk (Irak), 5 sept 2023 (AFP) — Brandissant des drapeaux du Kurdistan d'Irak, des milliers de personnes ont manifesté mardi dans une ville de la région autonome contre des salaires impayés attendus par les fonctionnaires, fustigeant la responsabilité du gouvernement fédéral de Bagdad, a constaté un correspondant de l'AFP.

Cette mobilisation, dans un Kurdistan d'Irak où les autorités locales sont accusées par des militants de réprimer toute dissidence, intervient sur fond de vives tensions. Samedi, des manifestations meurtrières ont eu lieu dans la ville multiethnique de Kirkouk (nord), que se disputent le Kurdistan d'Irak et Bagdad.

"Le Kurdistan ne reculera pas face aux pratiques politiques hostiles des autorités irakiennes", pouvait-on lire sur une bannière lors de cette manifestation à Dohouk, troisième ville de la région autonome du nord de l'Irak. "Solidarité avec notre peuple à Kirkouk", pouvait-on lire sur une pancarte.

Fonctionnaire dans un hôpital, Massoud Mohamed dit ne pas avoir reçu de salaire depuis deux mois. "Nous devons obtenir nos droits", a déploré cet homme de 45 ans.

Malgré des relations en dents de scie, le gouvernement de Mohamed Chia al-Soudani avait réussi à réchauffer les relations entre Bagdad et Erbil,

capitale du Kurdistan autonome.

De longue date, le Kurdistan d'Irak accuse Bagdad de ne pas envoyer les fonds nécessaires au paiement des fonctionnaires. Naguère, la région disposait, grâce à ses exportations pétrolières, de financements indépendants pour payer partiellement les salaires, mais depuis fin mars elle est privée de cette ressource en raison d'un litige avec la Turquie et Bagdad.

En principe, le Kurdistan d'Irak et Bagdad se sont accordés pour que les ventes de pétrole kurde passent désormais par les autorités fédérales. En échange de quoi 12,6% du

budget fédéral sont alloués au Kurdistan d'Irak.

Si le gouvernement a débloqué dimanche une enveloppe de 500 milliards de dinars (environ 380 millions dollars) pour les salaires de la région, il faudrait pratiquement le double chaque mois, selon Erbil.

Les tensions se sont accentuées avec les violences survenues à Kirkouk. Des manifestations rivales ont dégénéré samedi soir en affrontements meurtriers, malgré la présence des forces de l'ordre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 septembre 2023

## Iran: une journaliste détenue dit avoir été agressée sexuellement

Paris, 6 sept 2023 (AFP) — Une journaliste iranienne emprisonnée a affirmé avoir été "victime d'une agression sexuelle" en détention et avoir entamé une grève de la faim, dans un message audio diffusé mercredi par des médias persans et des groupes de défense des droits humains.

Nazila Maroufian a été arrêtée maintes fois depuis qu'elle a interviewé en octobre 2022 Amjad Amini, dont la fille Mahsa est morte un mois auparavant après son arrestation par la police pour infraction au code vestimentaire imposé aux femmes en Iran. Son décès avait déclenché des manifestations qui ont duré plusieurs mois.

La dernière arrestation de la

journaliste remonte au 30 août quand on lui avait reproché de ne pas avoir porté de voile dans un lieu public et d'avoir publié ses photos sur les réseaux sociaux, selon un média local.

"J'ai été victime d'une agression sexuelle", a-t-elle indiqué depuis la prison d'Evine à Téhéran, ajoutant que cela l'avait mise "dans le pire des états".

Sa déclaration audio a été diffusée par des médias basés à l'étranger dont Iran International et Radio Farda, ainsi que par le Réseau des droits humains du Kurdistan (KHRN) et le Centre pour les droits humains en Iran (CHRI).

Nazila Maroufian a dit avoir entamé une grève de la faim pour

protester contre sa situation ainsi que celle de toutes les femmes qui subissent des violences dans les commissariats ou les prisons.

"Cette grève est pour moi mais aussi pour toutes les femmes qui se trouvent dans des conditions graves en Iran", a-t-elle dit. Son message semble avoir été enregistré lors d'une conversation téléphonique avec sa famille qui a partagé des photos des hématomes qu'elle aurait eus en raison de l'agression.

Selon des informations de presse plus tôt cette semaine, la journaliste aurait été condamnée à un an de prison pour "diffusion de propagande" contre le régime.

Lors de précédentes libérations,

Nazila Maroufian s'était montrée tête nue en public en signe de défi aux autorités de la République islamique, où le port du voile est obligatoire pour les femmes.

Dans l'interview qu'elle avait réalisée en 2022, Amjad Amini accusait les autorités d'avoir menti sur les circonstances de la mort de sa fille, en disant qu'elle était décédée des suites d'un problème de santé. La famille et des militants ont affirmé qu'elle avait reçu un coup à la tête durant sa garde à vue. Téhéran avait démenti.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 septembre 2023

## Syrie: affrontements meurtriers entre combattants proturcs et forces kurdes

Beyrouth, 6 sept 2023 (AFP) — Des affrontements meurtriers ont eu lieu mercredi entre les Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les Kurdes, et des factions proturques dans le nord de la Syrie, obligeant des dizaines de familles à fuir, selon une ONG et un habitant.

Ces violences interviennent peu après que les FDS ont annoncé avoir repris un village dans la province de Deir Ezzor, dans l'est du pays en guerre, à l'issue d'affrontements avec des combattants de tribus arabes ayant fait au moins 90 morts.

Des membres des factions proturques disant appartenir à ces tribus arabes ont indiqué avoir attaqué mercredi une zone aux mains

des FDS en soutien aux combattants arabes de Deir Ezzor, selon un correspondant de l'AFP.

Ils "ont tenté de s'infiltrer dans des villages" près de Manbij "mais les FDS se sont interposés", a indiqué à l'AFP le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) Rami Abdel Rahmane.

Ces trois derniers jours, ils ont intensifié leurs bombardements en soutien aux combattants arabes qui ont affronté les FDS à Deir Ezzor.

Selon l'OSDH, basé au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, quatre combattants proturcs ont été tués et 13 autres blessés mercredi durant les affrontements près de Manbij, contraignant des dizaines de

familles à fuir.

"La plupart des habitants ont quitté notre village", a déclaré à l'AFP un habitant d'un village situé sur la ligne de front.

Le conseil militaire de Manbij, affilié aux FDS, contrôle la ville éponyme et ses environs. Les forces du régime du président Bachar al-Assad sont également présentes dans cette zone située près la frontière turque en vertu d'un accord conclu en 2019 avec les combattants kurdes.

La région est parfois la cible de bombardements menés depuis les positions des factions syriennes proturques qui contrôlent les zones à l'ouest de la ville.

Les FDS avaient annoncé plus tôt

mercredi "la fin des opérations militaires" dans la région de Deir Ezzor où elles ont délogé des combattants arabes de la dernière localité où ils s'étaient insurgés après l'arrestation fin août du chef du Conseil militaire de Deir Ezzor, un groupe local arabe armé pourtant affilié aux FDS.

Déclenchée en 2011 après la répression de manifestations antigouvernementales, la guerre en Syrie a fait près d'un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes, ravagé les infrastructures et morcelé le pays.

Elle s'est complexifiée avec l'intervention de jihadistes et de puissances étrangères comme la Turquie qui considère les forces kurdes comme des "terroristes".

6 septembre 2023

## Syrie: les forces dominées par les Kurdes annoncent "la fin des opérations militaires"

Beyrouth, 6 sept 2023 (AFP) — Les forces dominées par les Kurdes ont annoncé mercredi "la fin des opérations militaires" dans l'Est de la Syrie où elles tentaient de déloger des combattants de tribus arabes locales de la dernière localité insurgée, après des combats qui ont fait au moins 90 morts.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS, une coalition dominée par les Kurdes et soutenue par les Etats-Unis), avaient massé depuis lundi des renforts autour de la localité arabe de Dheibane, dans la province de Deir Ezzor.

"L'opération de nettoyage de la localité de Dheibane des groupes armés a atteint son stage final. Les FDS ont commencé à ratisser les quartiers et les maisons à la recherche de combattants cachés", a déclaré à l'AFP le

porte-parole des FDS, Farhad Chami.

Les affrontements ont fait au moins 90 morts en une dizaine de jours, pour la plupart des combattants, dans cette région stratégique, selon un bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie.

Ils ont commencé avec l'arrestation le 27 août par les FDS d'Ahmad al-Khabil, chef du Conseil militaire de Deir Ezzor, un groupe local arabe armé pourtant affilié aux FDS.

Des partisans d'al-Khabil ont répliqué en menant des attaques contre les FDS, et tenté de gagner l'appui des tribus arabes locales.

Les FDS ont instauré samedi

un couvre-feu de 48 heures dans la province de Deir Ezzor, accusant des "mercenaires liés au régime" syrien de vouloir "semer la discorde" entre elles et les tribus arabes.

La province à majorité arabe de Deir Ezzor est traversée par l'Euphrate qui marque la frontière entre les zones tenues par le régime de Bachar al-Asad et celles contrôlées par les FDS.

Le porte-parole des FDS a ajouté que ses forces recherchaient notamment à Dheibane "des groupes armés venus de la rive ouest de l'Euphrate" contrôlée par le régime syrien.

Les FDS ont été le fer de lance de l'offensive qui a défait l'EI en Syrie en 2019 et jouissent toujours de l'appui de Washington. Elles contrôlent une zone semi-autonome kurde

dans le nord-est du pays, y compris des pans entiers de la province de Deir Ezzor.

Deux responsables américains ont rencontré dimanche des responsables des FDS et des dirigeants arabes tribaux de Deir Ezzor pour tenter de calmer la situation dans cette région riche en pétrole où les forces américaines sont déployées.

Déclenchée en 2011 après la répression de manifestations antigouvernementales, la guerre en Syrie a fait près d'un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes, ravagé les infrastructures et morcelé le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

6 septembre 2023

## UE: des réfugiés syriens déboutés de leur demande d'indemnisation contre Frontex

Bruxelles, 6 sept 2023 (AFP) — La justice européenne a rejeté mercredi une demande d'indemnisation introduite contre Frontex par une famille de Syriens, après leur refoulement de la Grèce vers la Turquie, jugeant que l'agence de garde-frontières de l'UE n'était pas responsable de leur préjudice.

C'est la première fois que la justice européenne se prononce sur une telle demande, alors que les pratiques de refoulements illégaux de migrants aux frontières extérieures de l'UE sont régulièrement dénoncées par des organisations internationales et rapportées dans les médias.

La famille, des Kurdes de Syrie et leurs quatre enfants en bas âge, résidant désormais en Irak, était arrivée en 2016 sur une île grecque, au moment de l'afflux de réfugiés en Europe provoqué par le conflit syrien.

Mais ils ont été renvoyés vers la Turquie dans un vol organisé conjointement par la Grèce et Frontex alors que leur demande d'asile n'avait pas encore été traitée, selon leurs avocats.

Ils réclamaient plus de 96.000 euros au titre du préjudice matériel subi, et 40.000 euros au titre du préjudice moral.

Dans sa décision, le Tribunal de l'UE indique que les Etats membres, en l'occurrence la Grèce, sont "seuls compétents pour apprécier le bien-fondé des décisions de retour et examiner les demandes de protection internationale".

"En ce qui concerne les opérations de retour, Frontex a seulement pour mission d'apporter un soutien technique et opérationnel", poursuit cette juridiction.

"C'est donc à tort que les réfugiés en cause considèrent que, sans les prétendus manquements de Frontex, ils n'auraient pas été illégalement refoulés

vers la Turquie", estime le Tribunal.

Les avocats de la famille ont indiqué qu'ils allaient examiner la possibilité de faire appel.

Les plaignants "sont déçus que Frontex ne soit pas tenu responsable pour son rôle dans le refoulement illégal dont ils ont été victimes et la façon dont ils ont été expulsés", souligne le cabinet néerlandais d'avocats Prakken d'Oliveira dans un communiqué transmis à l'AFP.

La responsabilité de la Grèce dans cette affaire a par ailleurs été engagée devant la Cour

européenne des droits de l'homme et donné lieu à un règlement amiable, selon les avocats.

Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, dont le précédent directeur

exécutif avait démissionné en avril 2022 à la suite notamment d'accusations de complicité dans des refoulements de migrants, a réagi au jugement en assurant "continuer à mettre en place davantage de garde-fous pour s'assurer que les droits des per-

sonnes sont pleinement respectés".

L'agence a ajouté sur X (anciennement Twitter) qu'elle demandait "désormais aux Etats membres de confirmer que les personnes ont reçu des décisions de retour exécutoires, qu'elles ont eu la

possibilité de demander une protection internationale et que leurs demandes ont été correctement traitées".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 septembre 2023

## Kurdistan d'Irak: deux maquilleurs interpellés pour des publications "indécentes"

Erbil (Irak), 7 sept 2023 (AFP) — Deux maquilleurs professionnels, dont un mineur, ont été interpellés au Kurdistan d'Irak pour "publications indécentes" sur les réseaux sociaux, ont indiqué jeudi des sources judiciaires à l'AFP, après des apparitions en tenues féminines qui avaient choqué certaines personnes.

Les deux jeunes hommes ont été interpellés mercredi soir, a indiqué à l'AFP une source au parquet d'Erbil, la capitale du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak. Ils sont chacun suivis par plusieurs dizaines de milliers d'abonnés sur Instagram, où ils publient des images de clientes maquillées par leurs soins.

Les deux hommes "qui s'habillent en femmes" ont été arrêtés

pour "publications indécentes", a précisé à l'AFP cette source judiciaire, sous couvert d'anonymat.

Un "rapport médical a établi qu'il s'agissait d'hommes", selon cette source, précisant que le mineur a été placé dans un centre de détention juvénile et le deuxième homme en prison.

Le Kurdistan d'Irak veut présenter une image de modernité et de tolérance, mais la société y est très conservatrice et patriarcale, comme le reste de l'Irak où les libertés des minorités sexuelles, voire celles des femmes, font débat.

"La détention de Las et de Roy a été ordonnée par le procureur général au Kurdistan d'Irak", a laconiquement indiqué à l'AFP le porte-parole du ministère de

la Justice, Nariman Taleb.

Rinas Fadhil Ali, connu sur Instagram comme @roy\_makeup, a posté des photos de lui maquillé et vêtu de tenues féminines. De son côté, @las\_hawta dit sur Instagram avoir 17 ans.

Le mois dernier, ils étaient invités à une célébration organisée par un média local à Erbil. Des vidéos les montrant à cette soirée vêtus de tenues féminines ont circulé sur les réseaux sociaux.

Avocat célèbre impliqué dans des affaires médiatisées, Aso Hashem a assuré à l'AFP que le parquet d'Erbil s'était mobilisé après qu'il a lui-même annoncé en ligne qu'il allait porter plainte.

"C'est devenu un phénomène dans la société, la transforma-

tion de certains hommes en femmes", a dit l'avocat. "Cela va à l'encontre des coutumes et traditions, de la loi islamique et du droit irakien", a-t-il ajouté, accusant ces personnalités "de propager l'indécence à travers leurs vidéos".

En août, le Parlement irakien avait commencé à examiner un projet de loi qui pourrait prévoir jusqu'à la peine de mort pour les relations homosexuelles. En début d'année, les autorités ont lancé une campagne contre les "contenus décadents" en ligne, arrêtant plusieurs YouTubeurs et TikTokers.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 septembre 2023

## Iran: l'opposition en exil divisée, un an après la mort de Mahsa Amini

Paris, 12 sept 2023 (AFP) — Historiquement divisée depuis la révolution islamique de 1979, l'opposition iranienne en exil a tenté de s'unir autour du soulèvement né de la mort de Mahsa Amini il y a un an, mais la diaspora peine toujours à surmonter ses divergences.

Les manifestations inédites déclenchées par la mort de la jeune kurde iranienne, décédée le 16 septembre après son ar-

restation par la police des mœurs pour non respect de la tenue vestimentaire islamique, avaient pourtant créé un nouvel élan pour ressouder les opposants en exil.

En février, Reza Pahlavi, fils du dernier chah d'Iran renversé par l'ayatollah Khomeini en 1979, s'est rapproché d'autres figures de l'opposition pour créer l'Alliance pour la démocratie et la liberté en Iran (ADFI), une

coalition qui a publié la "Charte Mahsa", feuille de route pour une transition vers une démocratie laïque en Iran.

L'Alliance compte notamment la lauréate du Prix Nobel Shirine Ebadi, la militante Masih Alinejad, le kurde iranien Abdullah Mohtadi et le militant Hamed Esmaeilion, dont la fille et la femme ont été tuées dans l'avion ukrainien abattu en Iran en 2020.

Mais ce dernier, organisateur de plusieurs manifestations de soutien en Occident au soulèvement "Femme, vie, liberté", a annoncé un mois après qu'il quittait l'ADFI, dénonçant des "méthodes non démocratiques" de la part de Reza Pahlavi.

Il a été rapidement suivi par les autres personnalités du groupe. Et un an après la mort de Mahsa Amini, les espoirs d'union se sont évanouis.

- Vieilles fractures -

Pour Arash Azizi, professeur à l'Université américaine de Clemson, Reza Pahlavi a vainement tenté de réconcilier ses partisans nationalistes avec des personnalités de centre-gauche comme Masih Alinejad ou Hammed Esmailion.

"Cela illustre un problème auquel il est confronté depuis longtemps. Alors que Pahlavi prône lui-même une stratégie libérale et inclusive, sa base et ses proches ont adopté une stratégie agressive et chauvine", explique-t-il à l'AFP.

La diaspora iranienne est en général méfiante vis à vis de Reza Pahlavi, qui, tout en ré-

pétant ne pas chercher la restauration de la monarchie en Iran, n'a jamais pris ses distances avec le règne autoritaire de son père.

En outre, il est contesté pour son hostilité à toute décentralisation en faveur des minorités ethniques non perses.

"Les vieilles divisions - gauche contre droite, monarchistes contre républicains - se sont approfondies" dès la constitution de l'Alliance, selon l'actrice et militante Nazanin Boniadi, qui vit en Grande-Bretagne. "Au bout du compte, l'opposition s'est montrée encore plus agressive que le régime. Tant que le régime reste uni, et nous divisés, ils resteront au pouvoir",

a-t-elle écrit dans une tribune sur le site IranWire.

Autre groupe incontournable et controversé de l'opposition iranienne, les Moudjahidine du peuple (MEK), farouches détracteurs de Pahlavi, sont rejetés dans la diaspora, qui leur reproche leur alignement avec Bagdad pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988).

A l'approche de la date du 16 septembre, Reza Pahlavi, qui vit aux Etats-Unis, a réaffirmé sa volonté d'unification et appelé à de nouvelles manifestations. Il s'agit "d'une opportunité importante" pour les Iraniens "de s'unir et relancer une nouvelle vague de notre révolution nationale", a-t-il dit dans un message vidéo.

Dans une interview au journal français Politique internationale, il a réitéré que son but était "d'unir les Iraniens autour d'idées démocratiques et laïques".

"Alors que l'anniversaire de la mort de Mahsa approche, il est probable que certaines figures de la diaspora réfléchiront à d'autres voies pour s'unir contre le régime", selon le professeur Azizi, évoquant de possibles manifestations massives à la date anniversaire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 septembre 2023

## L'Irak prend les "mesures nécessaires" contre les groupes armés kurdes iraniens (ministre)

Bagdad, 12 sept 2023 (AFP) — L'Irak a commencé à éloigner de sa frontière avec l'Iran les groupes armés de l'opposition kurde iranienne, a assuré mardi son chef de la diplomatie, assurant qu'il se rendrait à Téhéran pour défendre les mesures adoptées par Bagdad et éviter une nouvelle escalade.

Il y a un an, Téhéran bombardait à plusieurs reprises les positions des différents groupes de l'opposition kurde iranienne, accusés notamment d'être impliqués dans le mouvement de contestation déclenché après la mort en détention, en septembre 2022, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne interpellée par la police des mœurs.

En avril, les deux pays ont signé un "accord sur la sécurité". Téhéran réclame à l'Irak

de "désarmer" d'ici au 19 septembre les groupes de l'opposition iranienne et de les évacuer de leurs bases pour les transférer vers des campements, sous peine de représailles.

Interrogé sur le sujet en conférence de presse mardi à Bagdad, le ministre des Affaires étrangères, Fouad Hussein, a rappelé que ces groupes étaient implantés depuis quatre ou cinq décennies au Kurdistan d'Irak, région autonome dans le nord du pays, à la frontière avec l'Iran.

"Les mesures nécessaires ont été prises pour éloigner ces groupes des zones frontalières, ils ont été logés dans des camps éloignés au coeur du Kurdistan", a-t-il affirmé.

Sans évoquer la question du désarmement, M. Hussein a confirmé que son pays avait "commencé à appliquer l'accord" et qu'il se rendrait mercredi à Téhéran pour "porter ce message".

"Nous attendons de la partie iranienne qu'elle n'ait pas recours à la violence contre le Kurdistan et contre la souveraineté de l'Irak", a-t-il souligné.

Il a assuré que les négociations avec Téhéran portaient sur la manière "d'empêcher ces groupes d'opposition de franchir la frontière et d'utiliser les armes contre le gouvernement iranien" et sur la nécessité "d'éviter les menaces du recours à la violence, les menaces de bombarder certaines régions du Kurdistan d'Irak".

Ces derniers mois, plusieurs hauts responsables à Téhéran ont pressé l'Irak de concrétiser ses engagements sur le dossier de l'opposition iranienne.

Jusqu'à maintenant, le gouvernement régional du Kurdistan d'Irak n'a pas publiquement communiqué sur l'application de ces mesures, même si de nombreuses rencontres ont eu lieu entre responsables de la région et représentants iraniens.

Fin août, le porte-parole de la diplomatie iranienne, Nasser Kanani, martelait que "la date limite du 19 septembre ne sera, en aucun cas, prolongée".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

AFP  
13 septembre 2023

## JO de Paris 2024: demande d'exclusion de l'Iran pour discrimination (collectif)

Paris, 13 sept 2023 (AFP) — Un collectif composé notamment de l'ancien champion du monde de boxe Mahyar Monshipour et de la Prix Nobel de la paix iranienne Shirin Ebadi a écrit au Comité international olympique (CIO) pour demander l'exclusion de l'Iran des JO de Paris pour violation du principe de non-discrimination dans le sport.

Le courrier envoyé au CIO fin juillet demande l'exclusion de l'Iran au motif qu'il ne respecte pas la charte olympique qui affirme que "la pratique du sport est un droit de l'homme" et qu'il ne doit y avoir de "discrimination d'aucune sorte, notamment en raison de la race, la couleur, le sexe, l'orientation sexuelle, la langue, la religion, les opinions politiques ou autres, l'origine

nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation", a expliqué lors d'une conférence de presse l'avocat Frédéric Thiriez, qui a formulé la demande à un an des JO de Paris.

Il a ajouté qu'il était en train de "travailler sur une saisine du Tribunal arbitral du sport (TAS, qui tranche les litiges en sport, ndr)". Une pétition sur change.org est aussi sur le point d'être lancée.

Dans ce courrier au CIO, dont l'AFP a eu copie, est mis en avant un parallèle avec l'exclusion de l'Afrique du Sud en 1970.

M. Thiriez a indiqué que le CIO avait répondu "soyez rassurés, nous suivons avec attention la

situation en Iran". Le collectif souhaite à minima l'interdiction des prochains JO des athlètes iraniens dans les disciplines qui sont interdites aux femmes: lutte, boxe, natation, volley, gymnastique.

Ancienne lutteuse et membre de la fédération de lutte, Shirin Shirzad, réfugiée aux Pays-Bas, a témoigné en visioconférence: "on rêve de pratiquer notre sport normalement", a-t-elle expliqué.

En Iran, les femmes pratiquent "dans des appartements ou des sous-sols", a renchéri l'ex-boxeur français d'origine iranienne Mahyar Monshipour, aux côtés de l'ancienne secrétaire d'Etat du gouvernement Fillon et juriste Jeannette Bougrab.

Fin août, deux associations ont porté plainte à Paris contre Ghafoor Kargari, président iranien du Comité national paralympique 2024 alors en visite en France, qu'elles accusent de torture et soupçonnent de crimes contre l'humanité.

Il y a tout juste un an la mort de la jeune kurde iranienne Mahsa Amini après son arrestation par la police des mœurs pour non-respect des strictes obligations vestimentaires islamiques a entraîné des mois de manifestations, réprimées dans le sang et les arrestations.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 septembre 2023

## Mort de Mahsa Amini: les journalistes iraniennes payent le prix fort

Paris, 13 sept 2023 (AFP) — Les journalistes -particulièrement des jeunes femmes- ayant enquêté sur l'affaire Mahsa Amini, dont la mort il y a un an a enflammé l'Iran, sont systématiquement persécutés, dénoncent les groupes de défense des droits humains.

Il y a un an, le 16 septembre, la jeune kurde iranienne décédait après son arrestation par la police des mœurs pour non respect des strictes obligations vestimentaires islamiques.

Sa mort a entraîné des mois de manifestations, réprimées dans le sang et les arrestations, mais le soulèvement "Femme,

Vie, Liberté" s'est poursuivi sous différentes formes et apparaît comme l'un des plus grands défis lancés aux autorités iraniennes depuis la révolution de 1979.

Les journalistes ayant dévoilé l'affaire et enquêté sur ses circonstances ont été particulièrement visés par la répression. Selon l'organisation Reporters sans Frontières (RSF) basée à Paris, qui dénonce une "répression terrifiante", 79 journalistes ont été arrêtés en un an, et douze d'entre eux sont toujours derrière les barreaux. Dont plusieurs femmes.

Moins d'une semaine après la

mort de Mahsa Amini, une journaliste de 29 ans du quotidien Shargh, Niloufar Hamedî, a été arrêtée. Elle s'était rendue à l'hôpital où est décédée Mahsa et avait posté sur les réseaux sociaux une photo de la famille en deuil.

Une de ses consœurs, Elahe Mohammadi, 36 ans, du quotidien Ham Mihan, qui s'était rendue dans la ville natale d'Amini, à Saqqez (ouest) pour couvrir ses funérailles, a été arrêtée le 29 septembre.

Les deux journalistes sont détenues depuis lors, et sont actuellement jugées pour violation de la sécurité nationale, des

charges qu'elles rejettent catégoriquement.

- "Travail courageux"-

"Le courage et l'engagement de Niloufar Hamedî doivent être récompensés, et non punis. Son emprisonnement pendant près d'un an illustre la terrible répression mise en oeuvre par la République islamique d'Iran à l'égard des journalistes, et son rejet de la liberté de la presse et de toute information fiable", a déclaré Jonathan Dagher, un responsable de RSF, dans un communiqué.

Une répression encore illustrée par l'arrestation début septem-

bre de la soeur jumelle de Elahe Mohammadi, Elnaz. Egalement journaliste, la jeune femme a été condamnée à trois ans de prison, dont une grande partie avec sursis, pour complot.

Elle et sa co-accusée Negin Bagheri devront purger moins d'un mois de détention, selon leur avocat. Mais elles devront suivre une formation "éthique" supervisée par des agents du renseignement iranien et n'ont pas le droit de quitter le pays.

"Le gouvernement iranien est déterminé à réduire au silence ces deux soeurs journalistes et les femmes dont elles portent la voix", accuse M. Dagher.

RSF a réclamé l'arrêt des "sanctions aveugles" contre tous les journalistes du pays.

La Fondation Clooney pour la Justice (CFJ) fondée par l'avocate Amal Clooney et son mari l'acteur George Clooney, a récompensé cette année les deux soeurs avec le prix Justice pour les Femmes.

"Leur travail courageux a permis de faire sortir de l'ombre la mort de Mahsa Amini", a déclaré le CFJ.

- "N'acceptez pas l'esclavage!" -

Quelques semaines après l'arrestation de Mmes Hamedi et

Mohammadi, la jeune Nazila Maroufian, aujourd'hui âgée de 23 ans, a publié une interview du père de Mahsa, Amjad Amini, sur le site Mostaghel Online. Il y accusait les autorités de mentir sur les circonstances de la mort de sa fille. La famille Amini affirme que Mahsa a subi des coups ayant entraîné la mort, la version officielle parle d'un problème cardiaque.

Depuis la publication de cet entretien, Nazila Maroufian a été arrêtée quatre fois. A chacune de ses sorties de prison, elle s'est photographiée sans foulard, un défi au pouvoir religieux dont un des piliers est le port du voile obligatoire pour les femmes.

"N'acceptez pas l'esclavage, vous méritez le meilleur!" a-t-elle écrit sur l'un de ses posts la montrant à sa sortie de prison, un bouquet de fleurs dans une main et un bras levé en signe de victoire.

Mme Maroufian, qui a de nouveau été incarcérée fin août, a affirmé début septembre avoir été victime d'une agression sexuelle en détention. Libérée il y a quelques jours, elle n'a cette fois pas posté de photo.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 septembre 2023

## Depuis sa prison à Téhéran, Narges Mohammadi juge le changement "irréversible" en Iran

Paris, 14 sept 2023 (AFP) — Elle n'a pas vu ses enfants depuis huit ans, a passé la majeure partie de ces dernières années en prison, et n'a "presque aucune perspective de liberté". Pourtant, de derrière les barreaux, Narges Mohammadi, figure de la défense des droits humains, pense que le changement est "irréversible" en Iran.

A la veille du premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini et du déclenchement du soulèvement "Femme, Vie, Liberté", la célèbre militante, maintes fois condamnée et détenue depuis plus de 20 ans, actuellement détenue à la prison d'Evin de Téhéran, a pu faire parvenir des réponses écrites aux questions posées par l'AFP.

Elle dit sa confiance dans l'avenir du soulèvement populaire en Iran, parle de son quotidien et raconte sa douleur d'être séparée de ses deux enfants.

"Le gouvernement de la République islamique n'a pas réussi à étouffer les protestations du

peuple iranien, et la société a accompli (des choses) qui ont ébranlé et affaibli les fondements du gouvernement religieux despotique", écrit la cinquagénénaire, figure historique de la défense des droits humains en Iran, lauréate de plusieurs prix internationaux.

"Le mouvement a accéléré le processus de démocratie, de liberté et d'égalité", désormais "irréversible" selon elle, malgré une répression impitoyable (des centaines de morts selon des ONG, et des milliers d'arrestations depuis un an).

Née de la mort de la jeune kurde iranienne Mahsa Amini après son arrestation par la police des moeurs pour non respect du strict code vestimentaire islamique, la contestation, qui s'est d'abord exprimée dans des manifestations d'ampleur, est désormais plus diffuse mais elle se répand dans la société, selon Mme Mohammadi.

Les femmes y sont bien sûr en première ligne, et leur rôle est

"déterminant" en raison de décennies "de discriminations et d'oppression" dans leur vie publique et personnelle, pointe-t-elle.

Scènes encore inimaginables il y a un an, des femmes apparaissent aujourd'hui dévoilées dans l'espace public, malgré les risques -le port du foulard étant un des piliers de la République islamique. De jeunes journalistes sont emprisonnées pour avoir enquêté sur la mort de Mahsa Amini.

- "Perte d'influence religieuse" -

Mais le "mouvement révolutionnaire" dépasse les élites jeunes et urbanisées, insiste Mme Mohammadi. "L'insatisfaction et les protestations touchent les régions périphériques et les villages", affirme-t-elle, citant le chômage, l'inflation, la corruption comme facteurs alimentant la colère.

"Les gens sont devenus mécontents et hostiles, même envers la religion", affirme la mili-

tante, estimant que les différents cycles de protestation qui ont secoué l'Iran ces dernières années, notamment contre la cherté de la vie, "montrent l'irréversibilité et l'ampleur de la contestation".

Une contestation dont les pays occidentaux ne veulent ou ne peuvent voir l'importance, s'irrite la prisonnière. "Je suis très critique de la politique d'apaisement des gouvernements occidentaux qui ne reconnaissent pas les forces et les figures progressistes en Iran, ainsi que de leurs politiques visant à perpétuer la dictature religieuse", assène-t-elle.

Les pays occidentaux sont toujours engagés dans de très difficiles négociations avec Téhéran pour relancer l'accord de 2015 sur le nucléaire. Par ailleurs, l'Iran, souvent accusé de pratiquer une "diplomatie des otages", détient des dizaines d'étrangers dans ses prisons.

- "Douleur indescriptible" -

"Cela fait plus de huit ans que



je n'ai pas vu Kiana et Ali, et cela fait plus d'un an et demi que je n'ai même pas entendu leur voix. C'est une douleur insupportable et indescriptible", écrit Mme Mohammadi. Son mari et ses deux enfants, des jumeaux de 16 ans, vivent en France.

Parfois contrainte à l'isolement ou privée d'appels téléphoniques, l'Iranienne fait l'objet

"d'un acharnement judiciaire et policier pour la faire taire", selon l'organisation Reporters sans Frontières.

"Le prix de la lutte n'est pas seulement la torture et l'emprisonnement, c'est un cœur qui se déchire à chaque privation, une souffrance qui pénètre jusqu'à la moelle de tes os", écrit Mme Mohammadi.

"Je n'ai presque aucune perspective de liberté", dit-elle.

Pourtant, "le quartier des femmes d'Evin est l'un des quartiers de détenues politiques les plus actifs, résistants et joyeux en Iran. Au cours de mes années en prison, à trois reprises, j'ai partagé la détention avec au moins 600 femmes et je suis fière de chacune".

"La prison a toujours été le cœur de l'opposition et de la résistance en Iran, et pour moi elle incarne aussi l'essence de la vie dans toute sa beauté", dit la militante, dont le nom circule pour le Prix Nobel de la Paix.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 septembre 2023

## Iran: un an de fronde contre le voile après la mort de Mahsa Amini

Paris, 14 sept 2023 (AFP) — Voici les temps forts depuis la mort il y a un an de Mahsa Amini, devenue symbole de la lutte contre le port du voile en Iran. Son décès a conduit de plus en plus d'Iraniennes à défier le régime qui a réprimé violemment toute manifestation ou acte de désobéissance.

- Décès -

Le 16 septembre 2022, Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, décède à l'hôpital. Elle avait été arrêtée trois jours auparavant par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire en vigueur depuis la Révolution islamique de 1979, imposant aux femmes le port d'un hijab recouvrant la tête et le cou dans les lieux publics.

- Manifestations -

Elle est inhumée le lendemain dans sa ville natale de Saghez, où une manifestation est dispersée.

Les protestations s'étendent à une quinzaine de villes, et des images d'Iraniennes mettant le feu à leur foulard envahissent les réseaux sociaux.

Le 22 septembre, les autorités bloquent Instagram et What-

sApp, très utilisés en Iran. Les internautes se rabattent notamment sur des messageries locales.

Washington annonce des sanctions économiques visant la police des mœurs et plusieurs responsables de la sécurité, suivi par Ottawa, Londres et Bruxelles. D'autres sanctions suivront.

- Khamenei accuse l'Amérique -

A l'appel des autorités, des milliers de personnes défilent le 23 septembre pour défendre le port du voile.

De violents incidents éclatent le 2 octobre à Téhéran entre étudiants et forces de sécurité dans une université. La semaine suivante, des adolescentes manifestent en retirant leur voile et en criant des slogans anti-régime.

Le guide suprême Ali Khamenei accuse les Etats-Unis, Israël et leurs "agents" d'avoir fomenté la contestation.

- Contestation réprimée -

Le 12 octobre, des avocats rejoignent le mouvement, reprenant le slogan des manifestants "Femme, vie, li-

berté", à Téhéran, tout comme des commerçants, ouvriers, étudiants et enseignants.

Les forces de sécurité ouvrent le feu fin octobre sur des manifestants à Saghez.

Plusieurs centaines d'Iraniens, dont des membres des forces de l'ordre, sont tués et des dizaines de milliers arrêtés lors des manifestations d'octobre et novembre.

Sept hommes sont exécutés pour leur implication.

Le pouvoir envoie néanmoins un signal d'apaisement en libérant en février 2023 de nombreux détenus lors d'une amnistie sans précédent.

- Technologie pour la police -

La police utilise à partir du 15 avril des caméras "intelligentes" pour identifier les femmes non voilées sur les voies publiques.

Si la passagère d'une voiture enfreint le code vestimentaire, le propriétaire du véhicule risque une saisie.

Plus de 150 magasins, restaurants et salles de réception sont fermés en 24 heures.

- Projet de loi sur le voile -

Le gouvernement propose en mai un projet de loi visant à renforcer les sanctions, notamment financières, contre "toute personne retirant son voile dans les lieux publics ou sur internet", sans préconiser l'emprisonnement. Le retrait du hijab, actuellement un crime, pourrait ainsi être reclassé en délit, au grand dam des ultra-conservateurs.

- Patrouilles rétablies -

La police rétablit mi-juillet les patrouilles pour sanctionner les femmes non voilées.

Une journaliste ayant interviewé le père de Mahsa Amini et qui s'est montrée en public tête nue est emprisonnée à plusieurs reprises.

Le chanteur de pop Mehdi Yarahi, auteur d'une chanson exhortant les femmes à retirer leur foulard, est arrêté fin août. Le 5 septembre, c'est au tour de l'oncle de Mahsa Amini qui est détenu dans un lieu inconnu, selon des sources kurdes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 septembre 2023

## Pour Washington, la relation avec l'Iran aussi toxique que jamais

Washington, 14 sept 2023 (AFP) — Pour les Etats-Unis, gérer la relation avec l'Iran n'a jamais été une sinécure. Mais un an après les manifestations massives qui ont suivi la mort de Mahsa Amini, Téhéran est devenu plus que jamais toxique pour Washington.

L'opposition républicaine au président Joe Biden, qui est en campagne pour sa réélection, a tiré à boulets rouges sur sa décision d'accepter, presque le jour anniversaire du soulèvement, un accord débloquent six milliards de dollars de revenus pétroliers iraniens en échange du retour de cinq Américains détenus en Iran.

Des diplomates américains assurent ne pas voir d'autre option que de rester engagés avec l'Iran, y compris sur son programme nucléaire controversé, mais personne ne s'attend à ce que M. Biden s'investisse davantage pour rechercher un nouvel accord d'envergure avec Téhéran à l'approche de la présidentielle de 2024.

D'autant que Washington estime que Téhéran a largement laissé passer sa chance après l'échec des négociations menées l'an dernier pour raviver l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, conclu sous Barack Obama et dont s'était retiré l'ancien président Donald Trump.

Joe Biden a lui-même, en privé, déclaré que l'accord nucléaire était "mort".

"L'Iran a toujours été un sujet politiquement polarisant aux Etats-Unis", surtout depuis le JCPOA, l'acronyme en anglais de l'accord nucléaire de 2015, relève Holly Dagres, du centre d'analyse Atlantic Council.

Mais, dit-elle, la répression des manifestations après la mort de Mahsa Amini et la fourniture par l'Iran de drones armés à la Russie pour sa guerre en Ukraine "ont rendu le sujet de l'Iran politiquement toxique".

"Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus de place pour la diplomatie, comme le montre l'accord sur l'échange de prisonniers, mais un accord historique tel qu'un nouveau JCPOA sera très difficile, voire impossible, à vendre des deux côtés de l'échiquier politique américain étant donné les événements de l'année dernière", ajoute l'analyste.

"La dernière chose que M. Biden souhaite faire, c'est faire campagne l'année prochaine sur l'Iran", confie un diplomate américain sous le couvert de l'anonymat.

### - Pas d'alternative -

Il y a un an, le 16 septembre, la jeune kurde iranienne est décédée après son arrestation par la police des mœurs pour non-res-

pect des strictes obligations vestimentaires islamiques.

Sa mort a entraîné des mois de manifestations, réprimées dans le sang et les arrestations, mais le soulèvement "Femme, Vie, Liberté" s'est poursuivi sous différentes formes et apparaît comme l'un des plus grands défis lancés aux autorités iraniennes depuis la révolution de 1979.

L'administration Biden a condamné avec force cette répression et soutenu ouvertement le mouvement de contestation, imposant de nouvelles sanctions contre Téhéran.

Mais elle croit toujours que le meilleur moyen d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire est la voie diplomatique.

Les Etats-Unis se montrent plutôt discrets ces derniers temps sur l'enrichissement d'uranium par l'Iran au-delà des niveaux autorisés par l'accord de 2015.

"Il est clair que ce que veut l'équipe de M. Biden, c'est éviter que la question de l'Iran ne devienne une crise", estime Alex Vatanka, en charge du programme Iran au Middle East Institute. "Le président Biden et son équipe ont déjà fort à faire avec l'Ukraine et la Chine".

Selon lui, M. Biden a "tacitement" opté pour une stratégie visant à une application moins rigoureuse des sanctions amé-

ricaines en contrepartie d'une approche moins conflictuelle de la part de l'Iran.

"Personne dans l'administration Biden ne se fait d'illusions sur un quelconque changement majeur en Iran", ajoute M. Vatanka, mais Washington ne voit guère d'alternative.

Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken affirmait ainsi mi-août que "rien dans notre approche générale de l'Iran n'a changé. Nous poursuivons une stratégie de dissuasion, de pression et de diplomatie".

Les Etats-Unis insistent aussi sur le fait que l'accord sur les prisonniers est totalement distinct de la question nucléaire.

Pour Ali Vaez, de l'International Crisis Group, les manifestations de l'année dernière ont réduit à néant les efforts de rapprochement avec Téhéran sur le nucléaire de la part de l'administration américaine et des Européens.

Mais il dit s'attendre à de prochaines possibles discussions limitées sur le nucléaire, à défaut d'un grand accord, car "ils n'ont pas d'autre option que de rester engagés".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 septembre 2023

## Syrie: l'ONU craint une plus grande "fragmentation" du conflit

Genève, 14 sept 2023 (AFP) — Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Volker Türk s'est dit jeudi alarmé par les "signes avant-coureurs d'une plus grande fragmentation du conflit" en Syrie, après la récente flambée des combats dans l'est du pays.

Ces combats ont éclaté dans la province de Deir Ezzor, à la fin du mois dernier. Ils ont commencé après l'arrestation le 27 août par les Forces démocratiques syriennes (FDS, une coalition dominée par les Kurdes et soutenue par les Etats-Unis) d'Ahmad al-Khabil, chef du Conseil militaire de Deir Ezzor, un groupe local arabe armé pourtant affilié aux FDS.

Des partisans du Conseil militaire de Deir Ezzor, province à majorité arabe, ont répliqué en menant des attaques contre les FDS.

Depuis, le Haut-Commissariat a pu documenter "23 civils tués", et, selon ces informations, "des dizaines de personnes ont été arrêtées par les FDS pour leur implication présumée dans les hostilités".

"Les signes avant-coureurs d'une nouvelle fragmentation du conflit en Syrie sont alarmants", a averti M. Türk, dans un communiqué.

"Nous ne pouvons pas nous permettre de rester inactif et de regarder le pays s'enfoncer encore plus dans un conflit

sans fin, qui a déjà marqué la vie de tant de civils", a-t-il poursuivi.

Le Haut-Commissaire s'est dit préoccupé par le fait que ces affrontements puissent être "exploités par d'autres parties pour tenter d'exercer leur influence".

Les FDS ont été le fer de lance de l'offensive qui a défait le groupe Etat islamique (EI) en Syrie en 2019 et jouissent toujours de l'appui de Washington. Elles contrôlent une zone semi-autonome kurde dans le nord-est du pays, y compris des pans entiers de la province de Deir Ezzor.

"Au cours des 12 dernières années, les civils ont souffert d'une myriade de violations et at-

teintes aux droits de l'homme, ainsi que d'autres problèmes liés au conflit, aux épidémies, à la pandémie et, plus récemment, à un tremblement de terre dévastateur", a relevé M. Türk, avant d'ajouter: "Aujourd'hui, sept Syriens sur dix ont besoin d'une aide humanitaire".

Déclenchée en 2011 après la répression de manifestations antigouvernementales, la guerre en Syrie a fait près d'un demi-million de morts, déplacé des millions de personnes, ravagé les infrastructures et morcelé le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 septembre 2023

## Anniversaire de la mort de Mahsa Amini: Londres sanctionne plusieurs responsables iraniens

Londres, 15 sept 2023 (AFP) — Le Royaume-Uni a annoncé vendredi, à la veille du premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, des sanctions visant plusieurs responsables iraniens dont le ministre de la Culture et le maire de Téhéran.

Ces sanctions, décidées en coordination avec les Etats-Unis, le Canada et l'Australie, "se concentrent sur les hauts responsables iraniens responsables de la préparation et de l'application de la loi iranienne sur le port obligatoire du hijab", a expliqué le ministère des Af-

aires étrangères dans un communiqué.

Ces mesures visent en particulier le ministre de la Culture Mohammad Mehdi Esmaili, son adjoint Mohammad Hashemi, le maire de Téhéran Alireza Zakani et le porte-parole de la police, Saeed Montazer Al-Mahdi.

Il y a un an, le 16 septembre 2022, Mahsa Amini, jeune Kurde iranienne, décédait après son arrestation par la police des moeurs pour non respect des strictes obligations vestimentaires islamiques.

Sa mort a entraîné des mois de manifestations, réprimées dans le sang et les arrestations, mais le soulèvement "Femme, Vie, Liberté" s'est poursuivi sous différentes formes et apparaît comme l'un des plus grands défis lancés aux autorités iraniennes depuis la révolution de 1979.

"Un an après la mort tragique de Mahsa Amini aux mains de la police des moeurs iranienne, je salue le courage des femmes iraniennes qui continuent à se battre pour les libertés fondamentales", a déclaré le chef de la diplomatie britannique James

Cleverly, cité dans le communiqué.

"Les sanctions prises aujourd'hui à l'encontre des responsables des lois oppressives de l'Iran envoient un signal clair que le Royaume-Uni et ses partenaires continueront à soutenir les femmes iraniennes et à dénoncer la répression que l'Iran inflige à son propre peuple", a-t-il ajouté.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 septembre 2023

## Biden réaffirme le soutien des Etats-Unis aux "courageux" citoyens d'Iran, un an après la mort de Mahsa Amini

Washington, 15 sept 2023 (AFP) — Le président américain Joe Biden a réaffirmé vendredi le soutien des Etats-Unis aux "courageux" citoyens d'Iran un an après la mort de Mahsa Amini, et annoncé de nouvelles sanctions contre des auteurs de violations des droits humains.

"Face à une oppression et à une violence continues, les citoyens d'Iran restent engagés (...) dans leur lutte pour un avenir libre et démocratique", a dit M. Biden dans un communiqué.

"Seuls les Iraniens déterminent

ront le sort de leur pays, mais les Etats-Unis restent engagés à se tenir à leurs côtés", a-t-il ajouté, en saluant "les courageux Iraniens qui poursuivent (la) mission" de Mahsa Amini.

Le 16 septembre 2022, la jeune Kurde iranienne décédait après son arrestation par la police des mœurs pour non respect des strictes obligations vestimentaires islamiques.

Sa mort a entraîné des mois de manifestations, réprimées dans le sang et les arrestations, mais le soulèvement "Femme, Vie, Liberté" s'est poursuivi sous différentes

formes et apparaît comme l'un des plus grands défis lancés aux autorités iraniennes depuis la révolution de 1979.

Pour marquer l'anniversaire de sa mort, les Etats-Unis, en coordination notamment avec le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie, ont imposé des sanctions à 25 Iraniens, trois médias et une "entreprise iranienne de recherche sur internet" en lien avec la répression des manifestations, selon les autorités américaines.

La plupart des personnes sanctionnées sont des "membres clés" des forces de sécu-

rité iraniennes et des puissants Gardiens de la Révolution, selon le Trésor américain.

Gholamali Mohammadi, le chef de l'Organisation des prisons iraniennes, est aussi visé, car sous sa supervision "de graves violations des droits humains" se sont produites, de la torture au viol, affirme le Trésor.

Les médias visés sont Press TV, Tasnim News Agency et Fars News Agency.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 septembre 2023

## Syrie: deux combattantes des forces kurdes tuées dans une frappe imputée à la Turquie

Beyrouth, 15 sept 2023 (AFP) — Deux combattantes d'un conseil militaire affilié aux Forces démocratiques syriennes, (FDS, dominées par les Kurdes), ont été tuées vendredi dans le nord de la Syrie, par une frappe imputée à la Turquie a-t-on appris auprès des autorités régionales.

La Turquie, qui mène régulièrement des attaques de drones dans les zones contrôlées par l'administration autonome kurde en Syrie, a intensifié ses frappes ces dernières semaines.

"Deux de nos camarades combattantes sont mortes en martyr", a indiqué le commandement général du conseil militaire de Manbij dans un communiqué, "lorsque leur voiture a été visée par un drone

de l'occupant turc sur la route menant au village d'al-Hattabat, au sud de Manbij". Une troisième combattante et un combattant blessés ont été transportés à l'hôpital, selon le commandement.

Le conseil militaire de Manbij, affilié aux FDS, contrôle la ville éponyme et ses environs. La région est parfois la cible de bombardements menés depuis les positions des factions syriennes proturques qui contrôlent les zones à l'ouest de la ville.

Des affrontements meurtriers ont eu lieu au début du mois entre les FDS et des factions proturques dans cette région.

Ces violences intervenaient peu après que les FDS ont annoncé

avoir repris un village dans la province de Deir Ezzor, dans l'est du pays en guerre, à l'issue d'affrontements avec des combattants de tribus arabes ayant fait au moins 90 morts.

"Après les attaques récentes (...) par les mercenaires de l'occupation turque, leur échec à avancer sur tous les fronts et leurs lourdes pertes, l'occupation turque (...) a recours à des méthodes lâches et perfides visant à saper la volonté de nos combattants", ajoute le communiqué.

Depuis le début de l'année, 58 personnes ont péri dans des frappes de drones turques, dont 13 civils et 42 membres des forces kurdes et de leurs alliés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH),

basé au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources dans le pays en guerre.

Les FDS, soutenues par Washington, avaient été le fer de lance de la lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) chassé de ses fiefs en Syrie en 2019.

La Turquie qualifie de "terroriste" la principale composante des FDS, les YPG (Unités de protection du peuple), qu'elle considère comme une extension des rebelles kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 septembre 2023

## Iran: l'UE ajoute 4 responsables à sa liste noire, un an après la mort de Mahsa Amini

Bruxelles, 15 sept 2023 (AFP) — L'Union européenne a ajouté vendredi quatre responsables iraniens sur la liste des personnalités sanctionnées en raison de la répression des manifestations en Iran, à l'approche du premier anniversaire de la mort de la jeune Mahsa Amini.

Les 27 pays de l'Union ont déjà imposé des interdictions de visas et des gels d'avoirs à 170 citoyens, entreprises et agences iraniens, depuis le début de la répression.

Parmi les quatre responsables visés par ces nouvelles sanctions figurent un commandant des Gardiens de la Révolution, deux chefs régionaux de la police et un directeur de prison.

Quatre établissements pénitentiaires, une agence de presse liée aux Gardiens de la Révolution et le Conseil suprême du Cyberspace, l'organe en charge de la surveillance d'internet, ont aussi été placés sur cette liste noire.

Mahsa Amini, une jeune femme

kurde iranienne de 22 ans, est décédée le 16 septembre 2022 après son arrestation par la police des mœurs pour non respect des strictes obligations vestimentaires islamiques.

Sa mort a entraîné des mois de manifestations, réprimées dans le sang et les arrestations, mais le soulèvement "Femme, Vie, Liberté" s'est poursuivi sous différentes formes et apparaît comme l'un des plus grands défis lancés aux autorités iraniennes depuis la révolution de 1979.

Dans une déclaration commune, les 27 pays de l'UE ont "réaffirmé leur fort soutien aux droits fondamentaux des femmes et des hommes iraniens et à leurs aspirations".

"Nous continuons à examiner toutes les options à notre disposition concernant tout sujet de préoccupation," ont-ils ajouté.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

15 septembre 2023

## Sanctions occidentales contre Téhéran, un an après la mort de Mahsa Amini

Washington, 15 sept 2023 (AFP) — Les Occidentaux, Etats-Unis en tête, ont affiché vendredi leur solidarité envers les Iraniens, un an après la mort de Mahsa Amini qui avait provoqué des manifestations massives, et annoncé de nouvelles sanctions contre Téhéran.

"Face à une oppression et à une violence continues, les citoyens d'Iran restent engagés (...) dans leur lutte pour un avenir libre et démocratique", a déclaré le président américain Joe Biden dans un communiqué.

"Seuls les Iraniens détermineront le sort de leur pays, mais les Etats-Unis restent engagés à se tenir à leurs côtés", a-t-il ajouté, en saluant "les courageux Iraniens qui poursuivent (la) mission" de Mahsa Amini.

Dans une déclaration commune, les 27 pays de l'Union européenne ont pour

leur part "réaffirmé leur fort soutien aux droits fondamentaux des femmes et des hommes iraniens et à leurs aspirations".

Le 16 septembre 2022, la jeune Kurde iranienne décédait après son arrestation par la police des mœurs pour non respect des strictes obligations vestimentaires islamiques.

Sa mort a entraîné des mois de manifestations, réprimées dans le sang et les arrestations, mais le soulèvement "Femme, Vie, Liberté" s'est poursuivi sous différentes formes et apparaît comme l'un des plus grands défis lancés aux autorités iraniennes depuis la révolution de 1979.

- Nouvelles sanctions -

Pour marquer l'anniversaire de sa mort, les Etats-Unis, en coordination notamment avec le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie, ont imposé des

sanctions à 25 Iraniens, trois médias et une "entreprise iranienne de recherche sur internet" en lien avec la répression des manifestations, selon les autorités américaines.

La plupart des personnes sanctionnées sont des "membres clés" des forces de sécurité iraniennes et des puissants Gardiens de la Révolution.

Gholamali Mohammadi, le chef de l'Organisation des prisons iraniennes, est aussi visé, car sous sa supervision "de graves violations des droits humains" se sont produites, de la torture au viol, affirme le Trésor américain.

Les médias visés sont Press TV, Tasnim News Agency et Fars News Agency.

Le Royaume-Uni a précisé avoir également sanctionné le ministre de la Culture Mohammad Mehdi Esmaili, son adjoint Mohammad Hashemi, le maire

de Téhéran Alireza Zakani et le porte-parole de la police, Saeed Montazer Al-Mahdi.

L'UE a aussi ajouté vendredi quatre responsables iraniens sur la liste des personnalités sanctionnées en raison de la répression des manifestations en Iran.

Les autorités iraniennes ont redoublé de fermeté à l'approche du premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini.

- "Raisonné" -

Cet anniversaire intervient au moment où les Etats-Unis et l'Iran se préparent à un échange de prisonniers, attendu la semaine prochaine, dans le cadre d'un accord qui prévoit le transfert au Qatar de six milliards de dollars de fonds iraniens gelés en Corée du Sud.

L'échange prévoit la libération de cinq citoyens américains

qui étaient détenus en Iran, contre 5 Iraniens détenus aux Etats-Unis.

L'opposition républicaine au président Joe Biden a dénoncé une "rançon" faite à un Etat considéré par Washington comme soutenant le terrorisme.

Mais l'administration Biden s'en est vivement défendue: "Lorsqu'il s'agit de faire sortir de prison et de ramener chez eux des Américains injustement détenus partout dans le monde, je suis prêt à accepter

toutes les critiques qui me sont adressées", a déclaré vendredi à la presse le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken.

Il a qualifié l'accord d'"arrangement raisonnable" et promis que les fonds seraient réservés à des fins humanitaires, même si Téhéran insiste sur le fait qu'il peut utiliser l'argent comme il l'entend.

M. Blinken a, par ailleurs, doué les espoirs d'une reprise à ce stade des discussions sur un autre contentieux: le nucléaire iranien.

Les Etats-Unis ne sont "engagés dans aucune discussion active" avec l'Iran sur ce dossier, a-t-il affirmé, en l'absence de mesures de désescalade par l'Iran.

Des discussions menées par les Européens avaient échoué en 2022 à raviver l'accord sur le nucléaire de 2015, moribond depuis le retrait unilatéral des Etats-Unis en 2018 sous la présidence de Donald Trump.

Cet accord avait pour but de limiter les activités nucléaires de l'Iran en échange d'un assou-

plissement des sanctions internationales.

Londres, Paris et Berlin ont de leur côté annoncé jeudi le maintien des sanctions existantes contre l'Iran au-delà de la date limite fixée au 18 octobre dans cet accord nucléaire, décision aussitôt dénoncée par Téhéran.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 septembre 2023

## Iran: Raïssi rencontre des familles de forces de l'ordre tuées lors de la contestation

Téhéran, 16 sept 2023 (AFP) — Le président iranien Ebrahim Raïssi a rencontré des familles de membres de forces de sécurité tuées lors de la contestation de 2022, un an après la mort en détention de Mahsa Amini, a indiqué samedi l'agence officielle Irna.

En déplacement à Mashhad (nord-est), la deuxième ville du pays, M. Raïssi s'est entretenu avec les proches de quatre membres des forces de l'ordre tués dans cette ville en octobre et novembre 2022, selon Irna.

A l'époque, une vague de manifestations secouait le pays après la mort, le 16 septembre 2022, de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans arrêtée par la police des mœurs

qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict en vigueur en Iran.

Lors d'une première rencontre jeudi avec la famille d'un membre des forces de l'ordre tué à Téhéran, M. Raïssi a salué "l'échec honteux du projet des ennemis visant à déstabiliser" l'Iran fin 2022.

"L'ennemi, qui cherchait à arrêter le progrès du pays par la sédition et l'émeute, est dans un état de désespoir et de déclin", a-t-il affirmé, selon le site de la présidence.

M. Raïssi s'est rendu dans la ville sainte de Mashhad à l'occasion d'une fête chiite liée à l'imam Reza célébrée samedi, jour férié dans le pays.

Ces derniers jours, les autorités ont fait état de l'arrestation de centaines de personnes dans diverses régions, les accusant de vouloir inciter la population à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini.

Samedi, l'agence de presse Tasnim a annoncé, citant un responsable local, l'arrestation d'individus "affiliés à des groupes séparatistes" cherchant "à provoquer l'insécurité" dans la province du Kurdistan.

De son côté, l'agence locale Mehr a rapporté, en citant la police, l'arrestation d'individus dans la province du Khorassan du Nord (nord-est), accusés d'avoir encouragé les habitants "à l'émeute".

L'agence Irna a indiqué que "97 internautes" ont été "identifiés" à Ispahan (centre) pour avoir "perturbé l'opinion public sur Internet à l'occasion de l'anniversaire des émeutes".

Depuis le début du mouvement de contestation, des centaines de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers d'autres arrêtées. Sept hommes ont été exécutés après avoir été accusés d'avoir tué ou blessé les forces de l'ordre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 septembre 2023

## L'Iran a "déjoué" une attaque contre le père de Mahsa Amini (média public)

Téhéran, 16 sept 2023 (AFP) — Les forces de sécurité iraniennes ont arrêté samedi plusieurs personnes qui voulaient "assassiner" le père de Mahsa Amini, dont la mort il y a un an a entraîné un mouvement de contestation, a rapporté l'agence officielle Irna.

Mahsa Amini, une Kurde irannienne de 22 ans, est décédée le 16 septembre 2022 en garde à vue après son arrestation par la police des mœurs pour avoir

prétendument enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes en Iran. Sa mort a entraîné des manifestations contre le régime pendant des semaines.

"Les forces de sécurité ont arrêté plusieurs membres d'un groupe terroriste qui voulaient assassiner Amjad Amini, le père de Mahsa Amini", a indiqué Irna, citant le gouverneur adjoint de la province du Kurdistan (ouest), Mehdi Ramezani.

Cette attaque a été "déjouée", a-t-il ajouté, sans donner de précisions sur le "groupe terroriste".

Irna a indiqué que la tentative d'attaque avait eu lieu alors qu'Amjad Amini était en train de se rendre sur la tombe de sa fille, dans un cimetière de la ville de Saghez, dans la province du Kurdistan.

Depuis le début du mouvement de contestation, des centaines

de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers d'autres arrêtées. Sept hommes ont été exécutés après avoir été accusés d'avoir tué ou blessé les forces de l'ordre.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 septembre 2023

## Iran: répression et chagrin un an après la mort de Mahsa Amini

Paris, 16 sept 2023 (AFP) — Les autorités iraniennes ont empêché samedi la famille de Mahsa Amini d'organiser une cérémonie pour le premier anniversaire de sa mort, et interdit à son père de quitter son domicile après l'avoir brièvement interpellé, ont déclaré des groupes de défense des droits humains.

Mahsa Amini, une Kurde irannienne de 22 ans, est décédée le 16 septembre 2022 après son arrestation pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes, l'un des piliers idéologiques de la République islamique depuis la chute du chah laïc en 1979. La famille de Mahsa Amini affirme qu'elle est décédée des suites d'un coup à la tête, mais les autorités nient cette version des faits.

Sa mort a été suivie par des manifestations de colère en Iran menées en grande partie par des femmes qui ont ouvertement défié le régime et son guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

Le père de Mahsa Amini, Amjad Amini, a été interpellé samedi alors qu'il sortait de la maison familiale dans la ville de Saghez, dans l'ouest du pays, puis relâché après avoir été enjoint de ne pas organiser de commémoration devant la tombe de la défunte, ont indiqué les ONG Kurdistan Human Rights Network (KHRN), 1500tasvir monitor et Iran Human Rights (IHR), basé en Norvège.

Il n'est désormais plus autorisé à quitter son domicile, des membres des forces de sécurité étant postés à l'extérieur, ont ajouté les ONG dans des déclarations distinctes.

Les manifestations organisées immédiatement après la mort de Mahsa Amini ont perdu de leur élan au bout de plusieurs mois face à une répression qui a vu 551 manifestants incluant 68 enfants et 49 femmes tués par les forces de sécurité, selon l'IHR, et plus de 22.000 autres arrêtés, selon Amnesty International. Sept hommes ont également été exécutés pour des faits liés à ces manifestations.

Les militants affirment que la répression s'est intensifiée à l'approche du premier anniversaire, ciblant notamment les proches des personnes tuées lors des manifestations pour s'assurer qu'ils ne s'expriment pas.

Les membres des familles d'au moins 36 personnes tuées ou exécutées lors de la répression ont été interrogés, arrêtés, poursuivis ou condamnés à une peine de prison en août, a indiqué pour sa part l'ONG Human Rights Watch (HRW).

- "Doublé la mise" -

"Les autorités iraniennes tentent d'étouffer la dissidence pour empêcher la commémoration publique de la mort en détention de Mahsa Amini, devenue le symbole de l'oppression systématique des femmes, de l'injustice et de l'impunité par le gouvernement", a déclaré Tara Sepehri Far, chercheuse sur l'Iran à HRW.

Les deux journalistes qui ont

le plus suivi l'affaire, Niloufar Hamedi et Elahe Mohammadi, sont emprisonnées depuis près d'un an, tandis qu'une autre, Nazila Maroufian, qui a interviewé le père de Mahsa, Amjad Amini, a été arrêtée à plusieurs reprises.

Selon l'ONG Hengaw qui suit la situation des Kurdes, le gouvernement a envoyé des forces de sécurité supplémentaires à Saghez, ville natale de Mahsa Amini, et dans d'autres localités qui pourraient devenir des zones sensibles ce weekend.

- "Meurtre de masse extrajudiciaire" -

Par ailleurs, un projet de loi connu sous le nom de "Soutien à la culture du hijab et de la chasteté" prévoyant des sanctions beaucoup plus sévères pour la violation de la législation en vigueur est à présent devant le Parlement iranien.

Amnesty International a accusé les dirigeants iraniens d'avoir commis une "litanie de crimes relevant du droit international

pour éradiquer toute remise en cause de leur main de fer sur le pouvoir", déplorant qu'aucun responsable n'ait fait l'objet d'une enquête sur la mort de Mahsa Amini ou sur la répression.

A la veille de cet anniversaire, les Etats-Unis, à couteaux tirés avec l'Iran, et leurs alliés occidentaux incluant le Royaume-Uni et l'Union européenne, ont imposé de nouvelles sanctions à Téhéran en raison de la répression des manifestations.

Réagissant à ces sanctions, l'Iran a dénoncé samedi "des déclarations interventionnistes".

Le président iranien, Ebrahim Raïssi, a lui rencontré samedi des familles de membres des forces de sécurité tués lors du

mouvement de contestation de 2022.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 septembre 2023

## Irak: le gouvernement fédéral accorde des fonds supplémentaires au Kurdistan

Bagdad, 17 sept 2023 (AFP) — Le gouvernement fédéral de Bagdad a accepté dimanche d'augmenter les financements versés au Kurdistan autonome d'Irak --vitaux pour le paiement des salaires des fonctionnaires-- , un dossier houleux souvent source de tensions entre les deux parties.

Début septembre, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans une ville du Kurdistan, dans le nord de l'Irak, pour protester contre deux mois de salaires impayés, le gouvernement régional reprochant aux autorités de Bagdad de ne pas avoir transféré les fonds.

Dimanche, Bagdad a accepté de verser annuellement au Kurdistan autonome trois tranches de 700 milliards de dinars (plus de 530 millions de dollars), selon un communiqué des ser-

vices du Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani.

Ces sommes seront versées au Kurdistan via des prêts délivrés par trois banques publiques, et remboursés par le ministère des Finances de Bagdad, selon la même source.

Le mécanisme vise à fournir "des liquidités au gouvernement régional du Kurdistan d'Irak et lui permettre de payer les salaires des fonctionnaires, les subventions sociales et les pensions des retraités", souligne le communiqué.

Les services compétents à Bagdad et au Kurdistan ont un mois pour "vérifier les effectifs des fonctionnaires, des bénéficiaires des subventions sociales et des retraités", ajoute le texte.

De longue date, le Kurdistan

d'Irak accuse Bagdad de ne pas envoyer les fonds nécessaires au paiement des fonctionnaires.

Naguère, la région disposait, grâce à ses exportations pétrolières, de financements indépendants pour payer partiellement les salaires. Mais depuis fin mars elle est privée de cette ressource en raison d'un litige avec la Turquie et Bagdad.

En principe, le Kurdistan d'Irak et Bagdad se sont accordés pour que les ventes de pétrole kurde passent désormais par les autorités fédérales. En échange de quoi 12,6% du budget fédéral sont alloués au Kurdistan d'Irak.

Début septembre, Bagdad avait initialement débloqué une enveloppe de 500 milliards de dinars (environ 380 millions de dollars). Mais selon le Kurdistan

autonome il faudrait chaque mois plus de 900 milliards de dinars pour payer les salaires, selon Erbil.

Le chef du gouvernement régional à Erbil Masrour Barzani a salué "l'accord fructueux" finalement trouvé avec Bagdad "pour garantir les salaires".

"Je remercie nos concitoyens pour leur patience, leur détermination et leur confiance inébranlable dans leur gouvernement", a-t-il ajouté dans un communiqué.

Il a également appelé le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani pour le remercier de son "soutien".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 septembre 2023

## Irak: quatre membres du PKK tués dans une frappe de drone imputée à la Turquie (officiel)

Erbil (Irak), 17 sept 2023 (AFP) — Au moins quatre membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK turc, dont un "haut responsable", ont été tués dimanche dans le nord de l'Irak par une frappe de drone menée par "l'armée turque", ont annoncé les services antiterroristes du Kurdistan autonome.

L'armée turque commente rarement ses frappes en Irak

mais elle mène régulièrement des opérations militaires terrestres et aériennes contre les combattants kurdes turcs du PKK et ses positions dans le nord de l'Irak, au Kurdistan autonome ou dans la région montagneuse du Sinjar.

"Un haut responsable du Parti des Travailleurs du Kurdistan et trois combattants ont été tués quand un drone de l'armée

turque a visé leur véhicule dans la région de Jal Mir, sur le mont Sinjar", ont déclaré les services antiterroristes du Kurdistan dans un communiqué.

Le Sinjar abrite aussi un mouvement local yazidi affilié au PKK: les Unités de résistance du Sinjar. Dimanche, dans un communiqué, elles ont confirmé la mort de "trois de nos camarades" dans une frappe de

drone imputée à la Turquie et visant leur véhicule.

Le PKK, qui livre une lutte armée contre les troupes turque depuis 1984, est classé groupe "terroriste" par Ankara et plusieurs pays occidentaux.

La Turquie a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre le groupe,



qui dispose également de bases-arrières dans cette région.

Fin août, sept membres du PKK ont été tués dans le nord de l'Irak par deux frappes de drone, des attaques qui coïncidaient avec une visite en Irak du chef de la diplomatie turque, Hakan Fidan.

De longue date, Bagdad et Erbil sont accusées de détourner le regard sur les bombardements turcs pour préserver l'alliance stratégique les unissant à la Turquie, partenaire commercial incontournable. Même si régulièrement des communiqués viennent condamner du bout des lèvres une violation de la souveraineté irakienne et les répercussions pour les civils.

A l'été 2022, des frappes d'artillerie imputées à Ankara contre une aire de loisirs ont tué neuf personnes, principalement des vacanciers venus du sud de l'Irak. La Turquie a nié toute responsabilité et accusé le PKK.

Fin juillet, les services du Premier ministre irakien, Mohamed Chia al-Soudani, avaient évo-

qué une "visite à venir" en Irak du président turc Recep Tayyip Erdogan, un déplacement dont la date exacte n'a pas été dévoilée.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 septembre 2023

## Iran: un garde tué le jour de l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini

Téhéran, 17 sept 2023 (AFP) — Un membre des forces de sécurité iraniennes a été tué dans une fusillade samedi soir, jour du premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, a annoncé dimanche un média d'Etat.

"Deux individus à bord d'une moto ont tiré sur des membres des Bassidji", un service de sécurité lié aux Gardiens de la Révolution, qui étaient stationnés sur "une place de la ville de Nurabad" (sud), a indiqué un responsable de la province

de Fars à l'agence Irna. Un membre de ce service a été tué et trois autres ont été blessés et hospitalisés, selon cette source.

"Les assaillants ont pris la fuite", a ajouté Irna, sans fournir d'indications sur les motifs de la fusillade.

Celle-ci est intervenue alors que les forces de sécurité avaient été déployées en force samedi, le jour de l'anniversaire de la mort de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans

décédée le 16 septembre 2022 en garde à vue après son arrestation par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes en Iran.

Sa mort a entraîné des manifestations contre le régime pendant des semaines.

Par ailleurs, les Gardiens de la Révolution ont annoncé l'arrestation d'un homme détenant la nationalité iranienne ainsi qu'une autre non précisée, pour

"avoir tenté d'organiser des émeutes et des actes de vandalisme" à Karaj, une ville proche de Téhéran.

Samedi, les médias officiels avaient signalé l'arrestation de plusieurs groupes, notamment au Kurdistan et dans le sud, soupçonnés de "planifier de créer le chaos" et de servir des "médias hostiles".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

18 septembre 2023

## Kurdistan d'Irak: trois membres des forces de sécurité tués par un drone sur un aérodrome

Arbat (Irak), 18 sept 2023 (AFP) — Trois membres des services antiterroristes du Kurdistan d'Irak ont été tués lundi dans une frappe de drone ayant touché un aérodrome dans les environs de Souleimaniyeh, a annoncé dans un communiqué cette institution sécuritaire sans identifier les auteurs du bombardement.

La frappe de drone a visé l'aérodrome d'Arbat, près de Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, d'où décollent des avions utilisés pour l'épan-

dage de pesticides.

"Malheureusement, le bombardement a tué trois de nos camarades peshmergas des services antiterroristes", selon le texte qui fait également état de trois blessés.

Une "enquête approfondie" a été ouverte sur ce "crime terroriste commis par des services étrangers et des espions locaux", est-il ajouté.

"Pour protéger l'enquête, nous préserverons la confidentialité des informations. Dans l'avenir

nous dévoilerons la vérité au peuple du Kurdistan", précise le communiqué.

Un correspondant de l'AFP qui s'est rendu aux abords de l'aérodrome a pu voir un entrepôt en préfabriqué détruit et en partie calciné par le bombardement.

Il s'agit d'une rare attaque contre les forces de sécurité du Kurdistan, même si dans cette région, les grands voisins turc ou iranien sont souvent pointés du doigt pour des frappes de drone visant leurs oppositions

respectives, implantées dans le secteur depuis des décennies.

- "Menaces sécuritaires" -

Dimanche, dans le nord de l'Irak, au moins quatre membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK turc, ont été tués par une frappe de drone menée par "l'armée turque", selon les autorités du Kurdistan autonome.

La Turquie a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien

pour lutter contre le PKK, classé groupe "terroriste" par Ankara et plusieurs pays occidentaux.

En avril 2023, l'Irak avait accusé la Turquie d'avoir mené un "bombardement" aux abords de l'aéroport de Souleimaniyeh.

Cette frappe avait eu lieu tandis que se trouvaient à l'aéroport des soldats américains et le commandant d'une coalition sy-

rienne dominée par les Kurdes et alliée à Washington, les Forces démocratiques syriennes (FDS).

Le Kurdistan d'Irak est aussi visé par des frappes iraniennes.

Il y a un an, Téhéran bombardait à plusieurs reprises les positions des différents groupes de l'opposition kurde iranienne, accusés d'être impliqués dans le

mouvement de contestation déclenché après la mort en détentation de Mahsa Amini, une Kurde iranienne interpellée par la police des mœurs en septembre 2022.

Bafel Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), le parti kurde historique aux manettes à Souleimaniyeh, a condamné lundi une "attaque terroriste".

"Face aux violations répétées, il est du devoir de toutes les parties politiques du Kurdistan de faire face ensemble aux menaces et défis sécuritaires et de protéger le Kurdistan de ses ennemis", a-t-il asséné dans un communiqué.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 septembre 2023

## A l'ONU, Erdogan s'en prend encore à l'Europe sur les profanations du Coran

Nations unies (Etats-Unis), 19 sept 2023 (AFP) — Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'en est pris une nouvelle fois aux pays européens -- en premier lieu la Suède -- où ont eu lieu des profanations et autodafés de Coran en estimant que ces attaques contre l'islam avaient atteint un niveau "intolérable".

Un réfugié irakien en Suède, Salwan Momika, a déclenché une vague d'indignations internationales en juin en brûlant et piétinant le Coran devant la plus grande mosquée de Stockholm au premier jour de l'Aïd al-Adha, fête célébrée par

les musulmans à travers le monde.

L'Irak a demandé la semaine dernière à la Suède son extradition. Cette dernière a condamné les profanations du Coran mais en soulignant la prévalence de la liberté d'expression et de rassemblement sur son sol.

Le gouvernement du Danemark voisin a présenté fin août un projet de loi pour interdire les autodafés du livre saint de l'islam.

De son côté, le président Erdogan met depuis des mois la pression sur la Suède pour

qu'elle prenne des mesures contre ces profanations, dans un contexte de fortes tensions entre les deux pays: Ankara a fini en juillet, après 14 mois de blocage, par lever son veto à l'adhésion de la Suède à l'Otan. La Turquie reproche à Stockholm une mansuétude supposée envers des militants kurdes réfugiés sur son sol.

Lors de son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York, le président turc a estimé que "le racisme, la xénophobie et l'islamophobie" dans des pays européens qu'il n'a pas cités avaient "atteint un niveau intolérable".

Accusant "des politiciens populistes de nombreux pays de continuer à jouer avec le feu", M. Erdogan a jugé que "les attaques ignobles en Europe contre le Coran (...) assombrissent l'avenir" du Vieux continent.

La Suède a décidé mi-août de relever son niveau d'alerte terroriste, estimant que la menace d'attentats "persistera pendant longtemps".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 septembre 2023

## Bagdad condamne "les agressions répétées" d'Ankara après un raid meurtrier

Bagdad, 19 sept 2023 (AFP) — La présidence à Bagdad a condamné mardi les "agressions répétées de la Turquie" en territoire irakien au lendemain de la mort de trois membres des services antiterroristes kurdes dans une frappe de drone attribuée à Ankara.

Mardi soir, la diplomatie turque a répliqué en accusant ces forces --affiliées à un grand parti kurde irakien-- de s'en-

traîner avec des "terroristes du PKK/YPG", en allusion au Parti des travailleurs du Kurdistan et aux Unités de protection du peuple, mouvement syrien.

Au Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, l'armée turque a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires pour lutter contre le PKK, classé groupe "terroriste" par Ankara et plusieurs pays occidentaux.

Mais lundi la frappe de drone a visé l'aérodrome d'Arbat, près de Souleimaniyeh, où se trouvaient des forces des services antiterroristes du Kurdistan. Le bombardement a fait trois morts et trois blessés parmi leurs effectifs, rare attaque contre les forces régulières de la région autonome.

"L'ambassadeur turc sera convoqué à Bagdad pour lui

remettre une lettre de protestation adressée à la présidence turque", ont indiqué mardi dans un communiqué les services du président irakien Abdel Latif Rachid.

Le drone est entré "dans l'espace aérien irakien via la frontière avec la Turquie", avait assuré plus tôt mardi le général Yehya Rassoul, porte-parole du Commandant en chef des forces armées à Bagdad.

- Entraînement avec "des terroristes" -

Le ministère turc des Affaires étrangères a réagi en soirée sans toutefois reconnaître ouvertement que l'armée d'Ankara était responsable de la frappe.

"Il semblerait qu'au moment de l'explosion, des membres du +groupe antiterroriste+ affilié à l'UPK (Union patriotique du Kurdistan, ndlr) s'entraînaient avec des terroristes du PKK/YPG", selon un communiqué.

"Ce dernier incident confirme une fois de plus la justesse de notre action à Souleimaniyeh, où l'organisation terroriste a pratiquement pris la population en otage", ajoute la diplomatie turque.

En avril, la Turquie avait fermé son espace aérien aux vols en provenance et à destination de l'aéroport de Souleimaniyeh, y dénonçant une "intrusion" du PKK.

Quelques jours plus tard, l'Irak accusait Ankara d'avoir mené un "bombardement" aux abords de cet aéroport -- pendant que s'y trouvait des soldats américains et le commandant d'une coalition syrienne dominée par les Kurdes et alliée à Washington, les Forces démocratiques syriennes (FDS).

Mardi, réagissant au bombardement contre l'aérodrome d'Arbat, le Premier ministre du Kurdistan Masrour Barzani a condamné "une violation de la souveraineté".

- "Eloignés de la frontière" -

La Turquie et l'Irak sont souvent pointés du doigt pour des frappes de drone visant au Kurdistan d'Irak leurs oppositions respectives, implantées dans ce secteur depuis des décennies.

Ces derniers jours, Bagdad était en discussion avec Téhéran concernant la présence au

Kurdistan d'Irak de groupes armés de l'opposition kurde irakienne.

Il y a un an, Téhéran avait bombardé à plusieurs reprises les positions de ces groupes. Ils étaient accusés d'infiltrer l'Irak pour mener des attaques contre les forces irakiennes. Et d'être impliqués dans le mouvement de contestation déclenché en Iran après la mort de Mahsa Amini, une Kurde irakienne interpellée par la police des mœurs en septembre 2022.

Téhéran avait fixé le 19 septembre comme date-butoir et menaçait de représailles si Bagdad n'appliquait pas un "accord sur la sécurité" prévoyant le désarmement de ces groupes et leur éloignement de la frontière.

Mardi dans un communiqué, Bagdad a assuré avoir "respecté ses engagements" et avoir transféré ces groupes

"vers un secteur éloigné de la frontière".

"Ces groupes ont été désarmés en vue de leur attribuer le statut de réfugiés", ajoute le communiqué publié par un haut comité chargé de l'application de l'accord, précisant que les gardes-frontières de l'armée irakienne fédérale ont été déployés dans ces secteurs frontaliers.

"Des progrès significatifs ont été réalisés", a confirmé à l'AFP Jeanine Hennis-Plasschaert, représentante spéciale de l'ONU en Irak, interrogée sur l'application de l'accord. "Toutes les parties sont sincèrement engagées sur l'accord. La sécurité à long-terme est essentielle pour tous".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

19 septembre 2023

## Irak: le drone qui a frappé les forces Kurdes venait de Turquie (responsable)

Bagdad, 19 sept 2023 (AFP) — Le drone qui a tué trois membres des services antiterroristes du Kurdistan d'Irak venait de Turquie voisine, a annoncé mardi un haut responsable militaire dans un communiqué, dénonçant "des attaques répétées incompatibles avec le principe de bon voisinage".

Le bombardement a visé lundi l'aérodrome d'Arbat, près de Souleimaniyeh, deuxième ville du Kurdistan autonome dans le nord de l'Irak, d'où décolent des avions utilisés pour l'épandage de pesticides. La frappe a fait trois morts et trois blessés parmi les forces des services antiterroristes du Kurdistan.

Aux environs de 17H00 (14H00 GMT) "le drone est entré dans l'espace aérien irakien, via la frontière avec la Turquie, et a

bombardé l'aéroport d'Arbat", a indiqué le général Yehya Rasoul, porte-parole du Commandant en chef des forces armées.

"Cette agression constitue une violation de la souveraineté irakienne", a-t-il fustigé dans un communiqué, assurant que "l'Irak se réservait le droit de mettre un terme à ces violations."

"Ces attaques répétées sont incompatibles avec le principe de bon voisinage entre états. Elles menacent de saper les efforts de l'Irak visant à construire des relations politiques, économiques et sécuritaires positives et équilibrées avec ses voisins", a ajouté le général.

Le bombardement de lundi re-

présente une rare attaque contre les forces de sécurité du Kurdistan, même si dans cette région, Turquie et Iran sont souvent pointés du doigt pour des frappes de drone visant leurs oppositions respectives, implantées dans le secteur depuis des décennies.

La mission de l'ONU en Irak a aussi condamné la frappe d'Arbat, estimant que "les problèmes sécuritaires devaient être résolus par le dialogue et la diplomatie - et non par des bombardements."

La Turquie a installé depuis 25 ans plusieurs dizaines de bases militaires au Kurdistan irakien pour lutter contre le PKK, classé groupe "terroriste" par Ankara et plusieurs pays occidentaux.

Dimanche, au moins quatre

membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan, le PKK turc, ont été tués par une frappe de drone menée par l'armée turque dans le nord de l'Irak, selon les autorités du Kurdistan autonome.

En avril, l'Irak avait accusé la Turquie d'avoir mené un "bombardement" aux abords de l'aéroport de Souleimaniyeh.

Cette frappe avait eu lieu au moment où des soldats américains se trouvaient à l'aéroport ainsi que le commandant d'une coalition syrienne dominée par les Kurdes et alliée à Washington, les Forces démocratiques syriennes (FDS).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 septembre 2023

## A l'ONU, des dirigeants musulmans s'en prennent à l'Europe sur les profanations du Coran

Nations unies (Etats-Unis), 20 sept 2023 (AFP) — Des dirigeants de pays musulmans -- Turquie, Iran, Qatar -- ont profité mardi de la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU pour s'en prendre à des pays européens, notamment la Suède, où ont eu lieu d'"ignobles" profanations et autodafés d'exemplaires du Coran.

C'est le président turc Recep Tayyip Erdogan qui a été le premier à la tribune des Nations unies à dénoncer ces attaques "intolérables" en Europe supposées contre l'islam.

Un réfugié irakien en Suède, Salwan Momika, a déclenché une vague d'indignations internationales en juin en brûlant et piétinant le Coran devant la plus grande mosquée de Stockholm au premier jour de l'Aïd al-Adha, fête célébrée par les musulmans à travers le monde.

L'Irak a demandé la semaine dernière à la Suède son extradition. Cette dernière a

condamné les profanations du Coran tout en soulignant la prévalence de la liberté d'expression et de rassemblement sur son sol.

Le gouvernement du Danemark voisin a présenté fin août un projet de loi pour interdire les autodafés du livre saint de l'islam.

De son côté, le président Erdogan met depuis des mois la pression sur la Suède pour qu'elle prenne des mesures contre ces profanations, dans un contexte de fortes tensions entre les deux pays: Ankara a fini en juillet, après 14 mois de blocage, par lever son veto à l'adhésion de la Suède à l'Otan. La Turquie reproche à Stockholm une mansuétude supposée envers des militants kurdes réfugiés sur son sol.

Lors de son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU à New York, le chef de l'Etat turc a estimé que "le racisme, la xénophobie et l'islamophobie", dans des pays européens

qu'il n'a pas cités, avaient atteint des seuils "intolérables".

Accusant "des politiciens populistes de nombreux pays de continuer à jouer avec le feu", M. Erdogan a jugé encore que "les attaques ignobles en Europe contre le Coran (...) assombrissaient l'avenir" du Vieux continent.

Dans un discours également très dur contre l'ennemi américain et l'Occident en général, le président conservateur iranien Ebrahim Raïssi a assuré que "le feu de l'irrespect ne viendrait pas à bout de la vérité divine".

- Embrasser le Coran -

Le dirigeant de la République islamique chiite a brandi plusieurs fois un exemplaire du Coran qu'il a embrassé du bout des lèvres avant de le poser sur le pupitre.

"L'islamophobie et l'apartheid culturel que l'on peut observer

dans des pays occidentaux -- allant de la profanation de livres saints du Coran à l'interdiction du hijab dans des écoles -- et d'autres et nombreuses discriminations regrettables, ne relèvent pas de la dignité humaine", a fustigé M. Raïssi, sans citer ni la Suède, ni la France.

M. Raïssi est à l'ONU au moment où les Occidentaux affichent leur solidarité avec le peuple iranien, un an après la mort de la jeune femme kurde Mahsa Amini qui avait provoqué des manifestations massives.

De son côté, l'émir du Qatar Tamim ben Hamad Al-Thani, dont le richissime Etat du Golfe est l'allié des Occidentaux, a affirmé que "le Coran était trop sacré pour être profané par un idiot".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 septembre 2023

## L'Iran adopte une loi renforçant les sanctions contre le non-port du voile

Téhéran, 20 sept 2023 (AFP) — Le Parlement iranien a approuvé mercredi un projet de loi discuté depuis plusieurs mois qui renforce les sanctions contre les femmes ne portant pas le voile obligatoire dans les lieux publics, selon les médias officiels.

"Les députés ont approuvé la mise en oeuvre du projet de loi sur +le hijab et la chasteté+ pour une durée d'essai de trois ans", a indiqué l'agence Irna, alors que le gouvernement a durci ces derniers mois le ton contre le nombre croissant de femmes sortant tête nue,

surtout dans les grandes villes.

Ce projet de loi durcit les peines pour toute personne poursuivie pour avoir enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes, l'un des piliers idéologiques de la République islamique depuis la chute du shah en 1979.

Il prévoit ainsi des sanctions financières pour la "promotion de la nudité" ou la "moquerie du hijab" dans les médias et sur les réseaux sociaux, ainsi que des amendes et des interdictions de quitter le pays pour les propriétaires d'en-

treprises dont les employés ne portent pas de voile.

Au maximum, "toute personne qui" commet le délit de "ne pas porter de voile ou de porter des vêtements inappropriés en coopération avec des gouvernements, des médias, des groupes ou des organisations étrangères ou hostiles" à la République islamique, "ou de manière organisée, sera condamnée à une peine d'emprisonnement du quatrième degré", soit entre 5 à 10 ans, indique le projet de loi.

Pour devenir loi, le projet doit être

approuvé par le Conseil des gardiens de la Constitution.

Ce texte est adopté quatre jours après le premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, décédée le 16 septembre 2022 après son arrestation par la police des moeurs pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire. Ce décès avait déclenché un vaste mouvement de contestation dans le pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 septembre 2023

## Mahsa Amini et Elon Musk proposés pour le prix Sakharov

Bruxelles, 20 sept 2023 (AFP) — Mahsa Amini, devenue le symbole du mouvement des Iraniennes contre le port du voile après sa mort en 2022, et Elon Musk comptent parmi les personnalités proposées mercredi pour le prix Sakharov, plus haute distinction de l'UE pour les droits humains.

Les trois principaux groupes politiques du Parlement européen, le Parti populaire européen (PPE, droite), les Socialistes et Démocrates (S&D) et Renew Europe (centristes et libéraux) ont proposé de décerner ce prix récompensant la défense de la liberté de pensée à Mahsa Amini et au mouvement "Femme, Vie, Liberté", déclenché par son décès. Cette nomination fait

donc figure de favorite.

La jeune kurde iranienne de 22 ans est morte le 16 septembre 2022 après son arrestation par la police des mœurs, pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes en Iran.

Le lauréat du prix sera annoncé en octobre, et la cérémonie de remise aura lieu lors de la session plénière du Parlement européen à Strasbourg en décembre.

Le groupe Identité et démocratie (ID, extrême droite), dont font partie le Rassemblement national (France), la Lega (Italie) ou encore l'AfD (Allemagne), a de son côté soumis le nom d'Elon Musk, contro-

versé patron de X (anciennement Twitter).

Le milliardaire, qui prône une vision radicale de la liberté d'expression, a bouleversé la politique de modération des contenus sur ce réseau social, notamment en rétablissant les comptes de personnalités qui en avaient été bannies, comme l'ex-président américain Donald Trump.

Parmi les autres nominations pour le prix Sakharov 2023, "le peuple pro-européen de Géorgie et Nino Lomjaria, ancienne Défenseuse publique géorgienne", proposés par les conservateurs eurosceptiques d'ECR.

Ou encore la militante ougan-

daise pour le climat Vanessa Nakate, et "les femmes qui luttent pour un avortement gratuit, sûr et légal (la Polonaise Justyna Wydrzynska, la Salvadorienne Morena Herrera et l'Américaine Colleen McNichols)", deux propositions émanant respectivement des Verts et de la gauche radicale (groupe GUE).

Décerné pour la première fois en 1988, ce prix "pour la liberté de l'esprit" doit son nom au physicien nucléaire Andreï Sakharov, grande figure de la dissidence à l'époque de l'URSS.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 septembre 2023

## Une association signale à la Cour pénale internationale sur "l'attaque généralisée" contre les civils en Iran

Paris, 20 sept 2023 (AFP) — Une association a demandé à la Cour pénale internationale d'enquêter sur "l'attaque généralisée" contre les civils en Iran depuis le décès le 16 septembre 2022 de Mahsa Amini, accusant le président iranien Ebrahim Raïssi de "crimes contre l'humanité".

L'association française Femme Azadi a déposé "une communication" au Bureau du procureur de la CPI, ce qui a valeur de signalement à la justice, a expliqué mercredi à l'AFP son avocat, Me Emmanuel Daoud.

En parallèle, l'association a également envoyé une lettre au Conseil de sécurité de l'ONU afin qu'il renvoie le dossier au procureur de la Cour.

"Si le Conseil de sécurité de l'ONU prend ses responsabilités en saisissant la CPI de la situation iranienne, elle pourra utiliser les éléments apportés par notre communication pour rassembler des preuves. C'est un acte juridique", a précisé Me Daoud.

Il y a un an, Mahsa Amini, Kurde iranienne de 22 ans, est décédée à Téhéran après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

Les manifestations qui ont suivi ont perdu de leur élan au bout de plusieurs mois, face à une répression qui a vu 551 manifestants incluant 68 enfants et 49 femmes tués par les forces de sécurité, selon l'ONG

Iran Human Rights (IHR), et plus de 22.000 autres arrêtés, selon Amnesty International.

Sept hommes ont également été exécutés pour des faits liés à ces protestations.

"Ces actes d'une rare violence ne sont ni isolés ni fortuits, puisqu'ils ont été minutieusement organisés dans le but de faire taire les manifestants", a dénoncé l'association, qui vise plusieurs infractions: crime contre l'humanité, meurtre, emprisonnement, torture, violences sexuelles et persécutions.

Le document, consulté par l'AFP, énumère les fonctions occupées par le président Ebrahim Raïssi. Ses débuts remontent au "Comité de la mort", triste surnom donné

au comité qui, à Téhéran, décidait en 1988 des prisonniers qui devaient être exécutés.

Samedi, pour le premier anniversaire de la mort de Mahsa Amini, Ebrahim Raïssi, 62 ans, a choisi de rencontrer des familles de forces de l'ordre tuées lors de la contestation.

Ce signalement à la CPI intervient alors qu'a été voté mercredi en Iran un projet de loi visant à durcir les sanctions, pouvant aller jusqu'à la prison, à l'encontre des femmes qui refusent de porter le voile.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 septembre 2023

## Iran: l'ONU exige l'abandon d'une loi sur le code vestimentaire

Genève, 22 sept 2023 (AFP) — L'ONU a demandé vendredi l'abandon d'un projet de loi iranien qui durcit "considérablement" les sanctions contre les femmes ne respectant pas le code vestimentaire obligatoire.

Ce nouveau projet de loi "augmente considérablement les peines de prison et prévoit des amendes très lourdes pour les femmes et les filles qui n'obéissent pas au code vestimentaire obligatoire", a dénoncé Ravina Shamdasani, porte-parole du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

Pour Volker Türk, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, ce projet de loi "est en contradiction flagrante avec le droit international" et il "doit être abandonné", a souligné la porte-parole lors du point de presse régulier de

l'ONU à Genève.

Mme Shamdasani a expliqué que celles qui bafoueraient ce strict code vestimentaire islamique risquent désormais jusqu'à 10 ans de prison contre un maximum de deux mois précédemment.

Les amendes pécuniaires peuvent désormais atteindre 8.500 dollars américains (360 millions de rials) contre 11 dollars précédemment, a-t-elle ajouté.

Le Parlement iranien a approuvé mercredi ce projet de loi, qui doit encore obtenir l'approbation du Conseil des gardiens de la Constitution pour entrer en vigueur.

L'adoption du projet de loi par le Parlement iranien a eu lieu quatre jours après le premier anniversaire de la mort de

Mahsa Amini, qui avait déclenché un vaste mouvement de contestation dans le pays et de soutien à travers le monde.

Cette Kurde iranienne de 22 ans était décédée le 16 septembre 2022 après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

Sa mort a notamment relancé le débat sur cette règle, l'un des piliers idéologiques de la République islamique depuis la chute du chah en 1979.

Cette "loi est malheureusement pire que ce qu'on avait avant et malheureusement, nous n'avons pas vu beaucoup de progrès malgré l'indignation suscitée par le meurtre de Mahsa Amini, ce qui signifie que la situation ne s'est pas

améliorée en ce qui concerne les droits des femmes en Iran", a insisté la porte-parole.

Le décret - dont le nom complet est "Projet de loi visant à soutenir la famille en promouvant la culture de la chasteté et du hijab" - "est à la fois répressif et humiliant", a estimé Mme Shamdasani.

"Les femmes et les filles ne doivent pas être traitées comme des citoyennes de seconde zone. Les autorités ont le devoir de respecter, de protéger et de garantir - sur un pied d'égalité - les droits de tous les Iraniens."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

24 septembre 2023

## Iran: arrestation de 28 personnes soupçonnées de lien avec l'EI

Téhéran, 24 sept 2023 (AFP) — L'Iran a arrêté 28 personnes soupçonnées d'être liées au groupe jihadiste Etat islamique (EI) et qui avaient planifié des attaques pour l'anniversaire du début du mouvement de contestation qui a secoué le pays l'an dernier, a annoncé dimanche le ministère des Renseignements.

Le mouvement de contestation avait été déclenché par la mort de Mahsa Amini, une Kurde iranienne de 22 ans, le 16 septembre 2022 après son arrestation par la police des mœurs pour avoir prétendument enfreint le code vestimentaire strict imposé aux femmes.

"Ces derniers jours, lors d'une série d'opérations simultanées menées à Téhéran et dans les provinces d'Alborz et d'Azerbaïdjan occidental, plusieurs bases terroristes (...) ont été ciblées", a indiqué le ministère sur son site, faisant état de 28 arrestations.

Selon la même source, les personnes arrêtées sont "affiliées" à l'EI et certaines d'entre elles ont "accompagné des takfiris en Syrie, ou ont été actives en Afghanistan, au Pakistan et dans la région du Kurdistan irakien".

En Iran, pays à majorité chiite, le terme takfiri désigne géné-

ralement les jihadistes ou les partisans de l'islam sunnite radical.

Le ministère ajoute que deux membres des forces de sécurité ont été blessés lors des arrestations, alors que des bombes, armes à feu, gilets explosifs et appareils de communication ont été saisis.

Selon la même source, les 28 suspects voulaient "perpétrer 30 explosions terroristes simultanées dans des zones densément peuplées de Téhéran pour porter atteinte à la sécurité et inciter à des émeutes et des manifestations à l'occasion de l'anniversaire des émeutes" de 2022.

Depuis le début du mouvement de contestation marqué par des mois de manifestations, des centaines de personnes, dont des membres des forces de l'ordre, ont été tuées et des milliers d'autres arrêtées.

Jeudi, la justice iranienne avait condamné à la peine de mort un Tadjik, présenté comme un membre de l'EI, reconnu coupable d'une fusillade en août dans un sanctuaire chiite dans le sud du pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 septembre 2023

## Australie: action en justice pour rapatrier des femmes et enfants détenus en Syrie

Sydney, 26 sept 2023 (AFP) — Une organisation soutenant 20 enfants et 11 femmes australiens détenus dans des camps du nord-est de la Syrie a déposé mardi devant la justice australienne une plainte visant à obtenir leur rapatriement.

Ces femmes et enfants de jihadistes vivent dans les camps d'Al-Hol et d'Al-Roj contrôlés par les Kurdes, où la violence est endémique et les privations nombreuses. Ils y sont depuis la fin en 2019 du "califat", mis en place par le groupe jihadiste Etat islamique en Syrie.

L'organisation humanitaire Save the Children Australia (STCA) a ainsi déposé une plainte au nom de ces femmes et enfants, requérant leur rapatriement.

Mardi, le procès s'est ouvert devant la Haute Cour de Melbourne, près d'un an après que le gouvernement australien eut rapatrié quatre femmes et 13 enfants des camps d'Al-Roj et d'Al-Hol.

"La situation des personnes détenues restantes est dure et urgente", a déclaré Peter Morrissey, avocat de l'organisation australienne qui agit en leur

nom. Cette dernière "représente des femmes et des enfants accusés d'aucun crime, détenus dans des conditions pitoyables et épouvantables", a-t-il plaidé devant la cour.

"Leur détention dans les camps dure depuis plusieurs années", a souligné Me Morrissey.

La question des rapatriements est politiquement controversée en Australie, où le parti d'opposition conservateur a invoqué à plusieurs reprises des raisons de sécurité nationale pour s'y opposer.

"Malgré d'innombrables occasions de rapatrier ces familles, le gouvernement australien a finalement manqué à son devoir de ramener tous ses citoyens en sécurité", a fustigé Mat Tinkler, directeur général de l'organisation.

Il a appelé de ses vœux un changement politique, disant "espérer que ces enfants et leurs mères seront très prochainement rapatriés".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

26 septembre 2023

## Syrie: 25 morts dans des affrontements dans l'Est du pays (ONG)

Beyrouth, 26 sept 2023 (AFP) — Vingt-cinq personnes ont été tuées lors d'affrontements entre les forces dominées par les Kurdes et des combattants fidèles au régime syrien qui se sont infiltrés dans une localité arabe située dans une région stratégique de l'Est de la Syrie, selon une ONG.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS, une coalition soutenue par les Etats-Unis) ont annoncé mardi avoir "chassé les hommes armés du régime qui s'étaient infiltrés dans la localité de Dheibane", dans la province de Deir Ezzor.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les affrontements qui ont éclaté lundi et se sont poursuivis jusqu'à l'aube mardi ont fait 21 morts dans les rangs des combattants pro-régime, et trois du côté des FDS. Une femme a également été tuée.

Début septembre, des affrontements entre les FDS, dominées par les Kurdes, et des combattants de tribus locales arabes dans cette région avaient fait 90 morts en une dizaine de jours.

La province à majorité arabe de Deir Ezzor est traversée par l'Euphrate qui marque la frontière entre les zones tenues par le régime de Bachar al-Assad et celles contrôlées par les FDS.

Selon l'OSDH, une ONG basée au Royaume-Uni mais qui dispose d'un vaste réseau de sources en Syrie, "des combattants pro-régime se sont infiltrés lundi dans les zones sous contrôle des FDS en traversant l'Euphrate et des affrontements les ont opposés".

Dans un communiqué, les FDS ont accusé les hommes armés

de s'être infiltrés à partir de la rive ouest de l'Euphrate "sous la couverture de bombardements aveugles" depuis les zones tenues par le régime.

- Riposte des FDS -

Selon l'OSDH, les FDS ont bombardé les zones de la rive ouest de l'Euphrate où sont déployés les forces du régime et des milices pro-iraniennes alliées.

Les FDS ont été le fer de lance de l'offensive qui a défait l'EI en Syrie en 2019 et jouissent toujours de l'appui de Washington. Elles contrôlent une zone semi-autonome kurde dans le nord-est du pays, y compris des pans entiers de la province de Deir Ezzor, riche en pétrole, où les forces américaines sont déployées.

Les affrontements en septembre avaient été déclenchés par

l'arrestation fin août par les FDS d'un chef militaire arabe local allié.

Les FDS avaient annoncé à l'issue de ces combats avoir délogé de la région, et notamment de Dheibane, des combattants de tribus arabes locales qui s'étaient insurgés contre eux.

Ils avaient assuré qu'il s'agissait d'une dispute locale et non d'un conflit kurdo-arabe.

Les Etats-Unis, qui ont des centaines de soldats déployés dans cette province, avaient alors envoyé des médiateurs auprès des FDS et des dirigeants tribaux pour empêcher que les combats ne dégénèrent en conflit entre Kurdes et tribus arabes.

Le chef des FDS Mazloum Abdi avait annoncé après la fin des combats que des chefs de

tribus arabes locales avaient été chargés de se mettre en contact avec les insurgés et assuré que ses forces allaient "amnistier" les personnes arrêtées.

Selon l'OSDH, une partie des combattants arabes qui avaient fui vers les régions tenues par le régime début septembre ont traversé l'Euphrate et participaient aux

combats de lundi.

Déclenchée en 2011, la guerre en Syrie a fait plus d'un demi-million de morts, morcelé le pays et déplacé des millions de personnes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 septembre 2023

## Une centaine de morts dans un incendie lors d'un mariage en Irak

Qaraqosh (Irak), 27 sept 2023 (AFP) — Une centaine de personnes ont péri et 150 autres ont été blessées dans un incendie causé par des feux d'artifice lors d'une fête de mariage dans le nord de l'Irak, selon un bilan encore provisoire annoncé mercredi par les autorités.

Les flammes ont ravagé une salle de fêtes accueillant un mariage avec des centaines d'invités à Qaraqosh, bourgade chrétienne également connue sous le nom de Hamdaniyah, dans la province de Ninive.

D'après les secours, des "feux d'artifice" d'intérieur (ou gerbes d'étincelles), "des matériaux de construction hautement inflammables" mais aussi un nombre insuffisant de sorties de secours seraient à l'origine du drame.

Mercredi, des centaines de personnes se sont rassemblées dans l'après-midi au cimetière de Qaraqosh pour enterrer des proches.

Un a un, une vingtaine de cercueils, parfois couverts d'un tissu de satin ou de gerbes de fleurs, sont arrivés en fendant la foule. Des femmes en larmes, tout de noir vêtues, ne pouvaient avancer que soutenues de chaque côté.

Les autorités sanitaires de Ninive "ont recensé 100 morts et plus de 150 blessés dans l'incendie", a annoncé l'agence de presse officielle INA évoquant un "bilan préliminaire".

Mercredi soir, les autorités n'avaient toujours pas publié de bilan définitif, des responsables ayant eux communiqué des chiffres contradictoires.

Le directeur des autorités sanitaires de Ninive, Mansour Maarouf, a fait état de 94 corps transférés vers différents hôpitaux, précisant lors d'un point presse que seul une trentaine avaient pu être identifiés dans l'immédiat par les familles.

- Arrestations -

Peu avant le drame, Martin Idriss, 19 ans, travaillait à la cuisine.

"J'ai cru qu'il y avait eu une explosion (...) les flammes dévoraient toute la salle", raconte-t-il à l'AFP.

Il dit avoir vu "trois corps d'enfants brûlés", reconnaissant que les issues de secours "ne suffisaient pas".

La Défense civile a rapporté la présence de panneaux en préfabriqué "hautement inflammables et contrevenant aux normes de sécurité".

"Les informations préliminaires indiquent que des feux d'artifice (d'intérieur, NDLR) ont été utilisés (...) ce qui a déclenché un incendie dans la salle", selon un communiqué.

Les flammes ont provoqué "la chute de certaines parties du plafond, en raison de l'utilisation de matériaux de construction

hautement inflammables et peu coûteux", selon la même source.

La Défense civile a encore fait état "d'émissions de gaz toxiques liées à la combustion des panneaux" contenant du plastique.

"Les sorties de secours étaient fermées, il ne restait que l'entrée principale" pour l'évacuation des invités, a indiqué le porte-parole de la Défense civile Jawdat Abdel Rahmane.

Les autorités ont annoncé l'arrestation dans la région autonome du Kurdistan (nord) de trois des quatre propriétaires de la salle.

Plus tôt dans la matinée, policiers et secouristes inspectaient la salle carbonisée, au milieu d'un amas de fer et de tôles tordus, la structure du toit s'étant effondrée, selon un photographe de l'AFP.

Ici et là au sol, une chaussure, un escarpin abandonné, un sac à main et des produits de maquillage.

- "On étouffait" -

Brûlée à la main, Rania Waad, 17 ans, se trouve à l'hôpital de Hamdaniyah.

Les mariés "dansaient un slow, les feux d'artifice ont commencé à monter vers le plafond, toute la salle s'est enflammée", raconte l'adolescente d'une voix nouée par les sanglots. Les in-

vités étaient "très nombreux".

"On ne voyait rien, on étouffait, on ne savait pas comment sortir".

Le Premier ministre Mohamed Chia al-Soudani a réclamé mercredi la formation d'une commission d'enquête, appelant à "prodiguer les meilleurs soins aux blessés".

En Irak, les normes de sécurité sont peu respectées, que ce soit dans le secteur de la construction ou du transport. Le pays aux infrastructures en déliquescence après des décennies de conflit est régulièrement le théâtre d'incendies ou d'accidents domestiques mortels.

En 2021, deux incendies dans des hôpitaux avaient fait plusieurs dizaines de morts, à quelques mois d'intervalles seulement.

Comme de nombreuses localités chrétiennes de Ninive, Qaraqosh avait été saccagée par les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) lorsqu'ils étaient entrés dans la ville en juin 2014.

La localité avait été lentement reconstruite après la mise en déroute de l'EI en 2017 et avait reçu la visite du pape François en mars 2021.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.



29 septembre 2023

## Turquie: reprise du procès de la sociologue Pinar Selek

Istanbul, 29 sept 2023 (AFP) — Le procès de la sociologue et écrivaine turque Pinar Selek, réfugiée en France d'où elle dénonce un "acharnement" judiciaire, doit reprendre vendredi à Istanbul.

L'infatigable défenseuse des droits humains et des minorités, âgée de 51 ans, qui vit et enseigne à Nice (sud-est), avait été arrêtée en 1998 pour ses travaux sur la communauté kurde, avant d'être accusée d'être liée à une explosion qui venait de faire sept morts au

bazar aux épices d'Istanbul. Une expertise a montré qu'il s'agissait de l'explosion accidentelle d'une bouteille de gaz. Libérée en décembre 2000, la militante a été acquittée quatre fois, en 2006, 2008, 2011 et 2014.

Mais en juin 2022, la cour suprême turque a annulé tous ces acquittements et ordonné un nouveau procès, dont une première audience a eu lieu en mars.

La chercheuse est défendue

notamment par sa soeur, devenue avocate pour la défendre. Des élus de Strasbourg -- ville où elle a vécu -- ainsi qu'un député du Rhône ont annoncé qu'ils feraient le déplacement à Istanbul pour la soutenir.

Cette deuxième audience doit s'ouvrir à 14H00 (11H00 GMT).

Un temps restée se battre en Turquie, Pinar Selek a pris le chemin de l'exil en 2009, quand les menaces se sont multipliées, après la publication de "Devenir un homme en rampant", un re-

cueil de témoignages sur la construction de la masculinité dans le service militaire, succès d'édition en Turquie.

"La vie est courte, je veux la vivre bien. Je ne veux pas que ce procès façonne ma vie. Ils ne pourront pas effacer mon sourire ni diminuer la qualité de ma réflexion", a-t-elle affirmé dans un entretien récent à l'AFP.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

